

THÈSE DE
PARIS.
1888.
N^o. 121.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DROIT ROMAIN

DU

TRAVAIL SALARIÉ A ROME

DROIT FRANÇAIS

DES OUVRIERS
DES USINES ET DES MANUFACTURES

AU POINT DE VUE JURIDIQUE ET ÉCONOMIQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

ALEXANDRE LE SAULNIER

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR
14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1888

THÈSE
POUR LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DROIT ROMAIN

DU

TRAVAIL SALARIÉ A ROME

DROIT FRANÇAIS

DES OUVRIERS
DES USINES ET DES MANUFACTURES

AU POINT DE VUE JURIDIQUE ET ÉCONOMIQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Mardi 15 Mai 1888, à midi

PAR

ALEXANDRE LE SAULNIER

Président: M. BOISTEL

<i>Suffragants</i>	{	MM. RATAUD, <i>professeur</i>	{	<i>agregés</i>
		JOBBÉ-DUVAL		
		LE POITTEVIN		

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1888



DROIT ROMAIN

DU

TRAVAIL SALARIÉ A ROME

INTRODUCTION

On pourrait croire en pure théorie et sans entrer dans l'étude de l'histoire que la question du salaire est essentiellement moderne. Tout le monde sait, en effet, l'importance qu'avait l'esclavage dans toutes les législations anciennes : ce n'était pas seulement à des travaux purement domestiques, ceux que nous confions à nos gens de service, que les esclaves étaient employés ; on les utilisait également pour faire ce que nous appelons le métier d'ouvriers, c'est-à-dire les travaux que l'on confie aujourd'hui à des personnes qui en font profession et qui sont rétribuées au moyen d'une somme d'argent appelée prix, honoraires ou salaire.

Ce serait toutefois commettre une grande erreur que

de croire que l'esclavage rendait impossible le travail salarié.

Tout d'abord, certains pays de l'antiquité ignoraient le véritable esclavage ; les fonctions de la domesticité étaient remplies par des personnes du pays même auquel appartenaient les maîtres, personnes d'une condition moins heureuse et qui étaient obligées pour subvenir à leur existence, de se mettre aux gages d'autrui. Il suffit d'ouvrir la Bible pour voir l'importance de la domesticité chez les Hébreux.

C'est aussi en raison de l'absence de l'esclavage que, dans ce pays, il existait de véritables ouvriers ; divers passages du *Pentateuque* font allusion, non seulement à l'existence des gens de travail, mais au paiement de leurs salaires. Citons notamment cette phrase que nous empruntons au livre de Moïse : « Le salaire du mercenaire qui vous fournit son travail, ne restera pas chez vous jusqu'au matin. » (1)

Allons plus loin et montrons que dans les pays plus modernes où existait l'esclavage, le travail libre fleurissait également.

Il est hors de doute qu'en Grèce, l'esclavage avait pris une importance énorme, et les philosophes les plus éminents, (2) le considéraient comme absolument conforme au droit naturel, idée qui fut d'ailleurs combattue par les jurisconsultes Romains. (3)

(1) *Lévitique*, Chap. 19, verset 13. — Voir aussi *Deutéronome*, livre 24, verset 14, et *Tobie*, livre 4, Verset 15.

(2) Aristote, *Politique*, lib. I, cap. V.

(3) *Instit.* § 2, de *jure person.* I, 2. — L. 64. D. De *condict. indeb.* XII 6. — L. 4. Dig. De *Instit. et jur.* I, 1.

Néanmoins, les auteurs classiques témoignent fréquemment de travaux importants confiés à des ouvriers libres, qui évidemment obtiennent un salaire.

C'est ainsi qu'Homère nous cite les noms des artisans chargés de la fabrication de l'arc de Pandarus (1) et du bouclier d'Ajax. (2)

C'est ainsi encore qu'Hésiode, dans une énumération célèbre, décrit les travaux libres du commerce, de l'agriculture et de la navigation. (3)

Pour en venir immédiatement au Droit romain, — dans l'étude duquel nous nous confinerons désormais, — il est certain que l'esclavage y était une institution de la plus haute importance, et soigneusement réglée par les textes juridiques.

Or, aucune action ne pouvait naître entre personnes soumises à la puissance l'une de l'autre : si donc le maître avait même promis un salaire à l'esclave, celui-ci n'avait aucun moyen de se le faire payer, si le maître avait été jusqu'à acquitter le salaire, c'est lui-même qui en profitait, comme de tout ce qui appartenait à l'esclave.

Peu de place, paraît-il, devait rester avec une semblable organisation, au travail libre, le seul qui pût donner naissance à de véritables obligations, le seul qui trouvât sa sanction, dans des actions et des poursuites judiciaires.

Il n'en est pas moins certain que les relations entre les

(1) *Iliade*, liv. IV, v. 10.

(2) *Iliade*, liv. VII, v. 220.

(3) *Heures et jours*, 616-683.

artisans libres et les patrons furent fréquentes, et ce fait trouve dans l'histoire même du peuple romain une explication très simple.

Il pouvait arriver tout d'abord que le maître qui éprouvait la nécessité de faire faire un travail n'eût pas, parmi ses esclaves, un ouvrier capable d'en venir à bout; force lui était alors de s'adresser à un étranger envers lequel il contractait par là même, l'obligation de payer un salaire en échange du travail promis.

En outre, l'esclavage n'acquît qu'assez tard dans le Droit romain tout son développement. Peut-être y eut-il des esclaves dès le début; cette conjecture serait une certitude s'il fallait voir, dans les plébéiens comme le prétend une opinion assez répandue, les descendants d'anciens esclaves affranchis par les premiers habitants de Rome. Mais, dans tous les cas, l'esclavage fut pendant longtemps peu pratiqué; les guerres continues qu'eurent à soutenir les Romains dans les premiers siècles les obligeaient à mettre sur pied la plus grande quantité possible de soldats. Or, les lois défendaient d'enrôler les esclaves: on devait donc fréquemment affranchir ces derniers, afin de trouver en eux des auxiliaires.

Aussi la réforme opérée dans les comices par Servius Tullius montre-t-elle l'existence d'un nombre considérable d'ouvriers; ils formaient sous le nom de *fabri*, dans les comices centuriates, une centurie entière, adjointe, suivant Tite-Live (1) aux 98 centuries de la pre-

(1) Tite-Live, *Hist. roman*, I, 42 à 44.

mière classe, et suivant Denys d'Halicarnasse (1) aux 20 de la deuxième.

La source principale de l'esclavage était sous la royauté, — outre les modes du Droit civil qui paraissent, de tout temps, avoir été beaucoup moins féconds — la guerre, dont l'effet était de mettre les vaincus sous la domination des vainqueurs. (2)

A mesure que les conquêtes romaines s'étendaient, cette source dut évidemment augmenter le nombre des esclaves, et, par là même, diminuer l'importance du travail libre et salarié.

Mais bientôt les conquêtes romaines cessèrent d'avoir pour effet général l'acquisition de nouveaux esclaves, les vaincus ne furent plus amenés à Rome, ils restèrent fréquemment dans leur patrie, souvent convertie en colonie latine ou soumise à des charges spéciales.

Il y eut toujours d'ailleurs à Rome de petites gens, des plébéiens peu fortunés, qui, pour vivre, se trouvaient contraints à se mettre au service d'autrui ; même à l'époque où les Romains cultivaient leurs champs eux-mêmes, où les délégués du Sénat, venant offrir à Cincinnatus la dictature, le trouvaient en train de conduire une charrue, on s'aida fréquemment du travail d'autrui. A mesure que les conquêtes nouvelles faisaient naître des besoins nouveaux, l'augmentation des ouvriers dut devenir considérable. Lorsque Denys d'Halicarnasse (3) nous rapporte qu'il était interdit aux

(1) Denys d'Halicarnasse, *Antiq. rom.*, IV, 14 à 21.

(2) L. 5. D. *De captiv.*, XLIX, 5.

(3) Denys d'Halicarnasse cité par Heineccius, *de collegiis et corporibus opificum*, dans *Œuvres complètes*. Genève, 1775, t. II, p. 369.

citoyens Romains d'accomplir des travaux manuels, il ne faut voir là qu'une prohibition enfantée par les mœurs et qui témoigne en faveur du profond mépris que l'antiquité portait à tous les métiers ; les citoyens aisés s'en absteaient, mais ceux qui étaient obligés de demander au travail leurs moyens d'existence furent toujours nombreux.

Plusieurs passages de Varron (1) confirment, en ce qui concerne les travaux agricoles, l'importance des ouvrages confiés aux ouvriers libres : « la terre est cultivée, dit-il, soit par des artisans libres, soit par des esclaves, mais il est plus avantageux de se servir des premiers ; cela est incontestable quand il s'agit du défrichement des terrains malsains en raison de la capacité spéciale des ouvriers libres, cela n'est pas moins vrai de la récolte de la moisson et des vendanges. »

La supériorité du travail salarié sur celui qui est confié à des esclaves se trouve ainsi proclamée et l'on croit qu'encore au temps de Pline le Jeune (2) les travaux agricoles n'étaient jamais confiés à des esclaves.

Ce qui prouve encore davantage l'importance pratique du travail salarié à Rome, c'est l'extension considérable que prirent peu à peu les associations ou collèges d'artisans dont l'origine se confond presque avec celle de Rome et qui finirent par devenir un véritable pouvoir.

Les corporations d'ouvriers qui très probablement furent empruntées à des législations plus anciennes, ont

(1) Varron, *De re rustica*, I, XVII, 1 à 6.

(2) Pline le Jeune, *Epist.*, III, XIX, 7.

été formées à Rome sous le règne de Numa ; cet empereur en constitua huit, auxquelles il assigna des rangs (1). On peut remarquer, au vu même de cette distinction, que les ouvriers étaient loin, dès cette époque, de s'occuper de toutes les branches de travail ; les boulangers notamment n'étaient pas compris dans l'énumération qui nous a été laissée par les auteurs, sans doute parce que le pain était fabriqué par les esclaves dans les maisons ; nous n'y voyons pas non plus de tisserands, parce que dans les premiers siècles de Rome, la laine était filée sous la direction même des maîtresses de maison.

La loi des Douze Tables mentionne encore les corporations d'ouvriers, pour les permettre sans autres restrictions que celles qui résulteraient de l'ordre public. (2)

À la faveur de cette liberté, les associations d'ouvriers prirent un développement extraordinaire qui ne fit encore que s'accroître sous l'influence des habitudes de ceux qui détournèrent peu à peu les Romains riches de tout travail personnel et même de la direction de toute entreprise.

Le but de ces associations n'était pas, au début, de fournir à leurs membres une protection ou un appui quelconque ; on s'assemblait simplement pour célébrer en commun un culte et une fête religieuse ; une sorte de solidarité ne tarda pas cependant à exister entre les membres d'un même *collegium*, d'une même *sodalité*. (3)

(1) Pline l'Ancien, *Hist. natur.* lib. 8, cap. 11. — Plutarque, *Numa*, n° 17.

(2) L. 4. D. *de colleg. et corp.* XLVII, 22.

(3) V. notamment Ovide, *Tristes*, lib. IV, *eleg.* 10, V, 45 ; — Cicéron, *de Oratore*, II, 49 et *pro Cælio*, II, 26.

Les associations d'ouvriers étaient tellement enracinées dans les mœurs et passaient pour si peu dangereuses, que jamais elles n'éveillèrent l'inquiétude des pouvoirs publics; les corporations de toute espèce, qui souvent déguisaient des complots, avaient été dissoutes à deux reprises, une première fois en 686 R. F., (1) une seconde fois, et définitivement, en 697 (2); mais il est peu probable que cette prohibition, malgré son apparente généralité, atteignît les corporations d'ouvriers, qui jamais ne prêtaient la main à des désordres, et qui, tant par leur but que par la situation inférieure des membres qui les composaient, avaient un caractère absolument inoffensif.

Sous l'Empire, les associations ne sont plus gouvernées par un principe général; les empereurs se réservent d'autoriser celles dont le but est utile à l'État, et d'empêcher l'existence des autres; plusieurs textes (3) mentionnent un sénatus-consulte qui, dès le règne d'Auguste, règle les conditions d'autorisation des associations.

Cette législation, pas plus que la précédente, ne s'appliquait aux artisans, car les corporations de *tenuiores* (4), c'est-à-dire de gens de condition peu aisée parmi lesquelles un texte range celles des *Fabri* (5) restaient autorisées, à condition de ne pas se réunir plus d'une fois

(1) Cicéron, *in Pisonem*, IV.

(2) Cicéron, *Epistol. ad Quint.*, II, 3.

(3) L. 3, § 1. *de colleg. et corpor.*, XLVII, 22 — Suétone, *in Octav.*, XXXII.

(4) L. 1 et 3, *D. de colleg. et corp.*

(5) L. 6 et 11, *eod. tit.*

par mois et de ne pas comprendre de membres appartenant en même temps à un autre collège.

Bien plus, les empereurs considéraient comme un acte d'habile politique d'encourager ces sortes de corporations auxquelles ils accordaient fréquemment des privilèges. (1)

Aussi le système des corporations devint général pour les ouvriers sous les empereurs chrétiens ; il y avait des collèges de bateliers, de charpentiers, de boulangers, d'orfèvres.

Nous avons dit quelle situation inférieure occupaient les ouvriers dans la considération publique ; il n'est pas nécessaire d'ajouter qu'ils appartenaient tous aux castes plébéiennes, ils étaient en outre profondément dédaignés. Si Servius Tullius comprend des artisans au nombre des premières classes de vote, ce n'est évidemment pas pour les assimiler à elles au point de vue de la fortune ou de l'honorabilité.

On oppose, durant toute la République, les métiers qu'on appelle dédaigneusement *sordidæ artes* aux arts libéraux. Cicéron, si méprisant pour le commerce de détail qu'il appelle une école de mensonge, ajoute que les métiers livrés aux artisans ne peuvent rien avoir de recommandable (2). Salluste assimile les ouvriers aux esclaves (3), et, quoique ce rapprochement soit certainement exagéré, il témoigne du profond mépris dans lequel se trouvaient englobés tous les artisans.

(1) Lampride, *in Alex. Sever*, cap. 33.

(2) *De officiis*, Lib. II, n° 21.

(3) *Catilina*, 50.

Leurs métiers n'en étaient pas moins nécessaires, et, pour ne pas les détruire, il fallait leur permettre de réclamer un salaire pour le paiement des ouvrages auxquels ils se livraient, de même que les maîtres qui avaient commandé l'ouvrage devaient avoir une action pour contraindre l'ouvrier à l'accomplir.

C'est à quoi la législation romaine n'a pas fait défaut et la suite de ce travail sera consacrée à l'étude des rapports entre le maître et l'ouvrier, du contrat qui se forme entre eux.

Nous étudierons successivement, dans cinq chapitres distincts :

La nature des relations existant entre le maître et l'ouvrier ;

Les actions qui naissent de ces relations ;

Les obligations des parties ;

Les risques ;

Enfin l'extinction du contrat.

CHAPITRE PREMIER

NATURE DES RELATIONS ENTRE LE MAITRE ET L'OUVRIER

L'engagement par une personne envers une autre d'accomplir, au profit de celle-ci un certain travail, accompagné de l'engagement réciproque de la part de la seconde au profit de la première de payer le prix de ce travail, constitue en droit français le *louage d'ouvrage*, c'est-à-dire un contrat appelé synallagmatique, parce qu'il met en jeu des obligations réciproques.

Le même motif ne suffirait pas *à priori* pour décider qu'en Droit romain une convention de ce genre constituait également un contrat : les contrats étaient, dans ce droit, soigneusement limités, et, en dehors de ceux qui étaient désignés et réglementés par la loi, les jurisconsultes ne pouvaient en créer. Aussi faut-il se demander, pour répondre à la question que nous avons posée, si le *louage d'ouvrage*, au sens où nous l'entendons actuellement, a été reconnu par la loi romaine.

Quoiqu'on admette généralement une réponse absolue, il suffit de jeter un coup d'œil sur les textes pour être conduit à certaines distinctions.

Nous voyons en effet le louage d'ouvrage réglé à Rome comme une variété de la *locatio conductio*, contrat *consensual*.

Mais nous voyons aussi que, plus d'une fois, les éléments de ce contrat tels qu'ils étaient exigés par la loi ne se rencontrent pas, et dans ces cas aucune action ne fut accordée jusqu'au moment où la création des contrats innomés vint combler une lacune.

Enfin dans certaines hypothèses, tous les éléments du contrat se trouvent réunis et pourtant les textes ne reconnaissent pas de contrat, parce que les mœurs romaines n'admettent pas que certaines personnes tirent profit de leurs ouvriers; dans ces cas, la voie normale de poursuites fait défaut, et le créancier est obligé de recourir à un moyen de poursuite extraordinaire.

§ 1. — Du louage d'ouvrage.

Primus s'engage envers *Secundus* à construire une maison, instruire un esclave, raccommoder un habit, moyennant tant de sesterces qui lui sont actuellement payés ou sont stipulés payables dans un délai quelconque.

Tel est le contrat que les Romains qualifiaient de louage d'ouvrage; et il est facile de voir quelle ressemblance il présente avec le louage de choses, que les compilations de Justinien rangent sous la même rubrique. Dans les deux contrats, il est nécessaire qu'un prix (*merces*) soit stipulé, et si l'on peut remarquer que ce prix est très souvent payable en une seule fois dans le premier et généralement par fractions périodiques dans le second, ce n'est pas là une différence essentielle.

L'existence commune d'une *merces* ne suffirait pas à

justifier cette unité de dénomination, car la vente, elle aussi, exige un prix (*pretium*), mais ce qui distingue les deux sortes de louage de la vente et en même temps les rapproche l'un de l'autre, c'est que, dans l'un et l'autre le contractant qui stipule un prix ne perd rien d'une façon définitive ; il se dessaisit momentanément d'une chose dans le louage de choses, et prête, pour ainsi dire, son travail dans le louage d'ouvrage : l'usage cessant, l'ouvrage terminé, il se trouve dans la même position qu'avant le contrat.

Quoiqu'il en soit, ces divers contrats contiennent tous trois les mêmes éléments de formation ; outre la capacité et l'objet, qui doivent se retrouver dans tous les contrats quels qu'ils soient, ils offrent cette spécialité de se contracter par le seul consentement, sans aucune tradition, sans aucune forme solennelle ; il faut également remarquer que la *merces*, dans le louage, doit présenter les mêmes caractères que le *pretium* dans la vente.

Elle doit donc d'abord consister en une somme d'argent.

Il faut en outre que le prix soit *certain*, c'est-à-dire que cette somme soit fixée d'avance ; de là une question que nous nous abstiendrons de traiter longuement, parce qu'elle se présente avec plus d'intérêt en matière de vente : peut-il y avoir louage d'ouvrage si un tiers est chargé de la détermination du prix ? Une distinction est nécessaire : si ce tiers n'est pas immédiatement désigné, le prix fait absolument défaut, donc le contrat ne se forme pas ; au cas contraire, quoique Gaius pose la question sans la résoudre (1) Justinien (2) fait pré-

(1) Comm. III, § 143. Voy. cep. L. 25, pr. D. *locat. conduc.*, XIX, 2.

(2) Inst. § 1, de *locat et conduc.* III, 24.

valoir une sous-distinction ; le contrat se forme si le tiers fixe le prix ; s'il meurt avant d'avoir pu se conformer à cette clause du contrat ou s'il refuse de le faire, il n'y a pas louage.

Il faut enfin que le prix soit *verum*, c'est-à-dire réel. S'il est fictif, c'est-à-dire si l'ouvrier l'a stipulé avec l'intention de ne pas l'exiger, il n'y a pas louage ; le contrat sera gratuit ; il constituera donc une donation, mais à condition que les règles des donations, — différentes suivant les époques — aient été observées. (1)

Tels sont les points qui sont communs au louage d'ouvrage et à d'autres conventions. Il existe en outre des caractères spéciaux, que doit présenter le fait lui-même pour pouvoir faire l'objet du louage d'ouvrage.

Il faut tout d'abord, que le service ne porte pas sur un fait juridique ; on ne pourra pas s'engager par exemple à affranchir un esclave (2) ou à adopter une personne.

La raison de cette exigence est facile à saisir ; on veut que, si le service promis n'est pas accompli, le stipulant puisse, au moins en général, l'accomplir lui-même ou le faire accomplir par un autre aux frais du promettant. Or, s'il est facile de faire construire une maison lorsque l'entrepreneur qui a promis de le faire ne s'est pas exécuté, il est au contraire impossible d'affranchir l'esclave auquel son maître ne veut pas accorder la liberté, ou d'adopter une personne au nom d'un tiers qui a promis de le faire.

D'un autre côté, il paraît sans doute difficile dans des hypothèses de ce genre, de condamner le promettant à

(1) L. 46, D. *locat. conduc.* XIX, 2.

(2) L. 5, § 2, D. *de proscript. verb.* XIX, 5.

des dommages-intérêts, en raison de l'impossibilité où l'on se trouve d'apprécier exactement la valeur du fait promis. Nous ne tarderons pas à voir d'ailleurs que cette promesse n'est pas dépourvue de toute sanction et que malgré ces objections on reconnut la formation d'un contrat innomé.

Un second caractère nécessaire pour que le fait puisse être l'objet du louage d'ouvrage est qu'il s'applique à une chose corporelle. Il est difficile d'expliquer la raison d'une telle limitation, car, en théorie, rien ne s'oppose à ce qu'on promette l'accomplissement de faits de toute autre nature.

Quoiqu'il en soit, la règle est certaine ; si par exemple, vous prenez envers moi l'engagement de faire pour m'être utile, un voyage à tel endroit, pour telle somme, cet engagement portant sur une chose incorporelle (1), ne donne point lieu à un contrat de louage d'ouvrage, mais à un contrat innomé.

Le mot de *chose corporelle* n'est d'ailleurs pas absolument exact, car nous ne tarderons pas à voir que le louage d'ouvrage peut avoir pour objet un fait portant sur une personne ; nous n'entendons pas parler des esclaves qui, en droit, sont considérés comme des choses, mais des fils de famille que l'ouvrier peut s'engager à instruire, ou du maître lui-même, qu'il peut s'engager à servir.

En outre, il n'est pas nécessaire que le fait à accomplir consiste dans une transformation de la chose, par exemple dans une construction ou une réparation ; le transport ou la garde d'un objet ne modifient pas la

(1) L. 5. pr. D. *de condit. causa data*, XII. 4.

chose, et pourtant *ils peuvent faire l'objet d'un contrat de louage*. (1)

Arrivons au dernier caractère du fait ; il doit, pour faire l'objet d'un louage d'ouvrage, être susceptible d'une évaluation pécuniaire, c'est-à-dire pouvoir être estimé exactement en argent.

Cette règle est aussi difficile à justifier que la précédente, si on considère les applications qui en sont faites par les jurisconsultes ; au fond, tout service rendu peut être évalué en argent, au moins d'une manière approximative, car il est toujours possible, s'il n'est pas toujours facile, de se rendre compte des avantages reçus par celui auquel le service a été rendu. Ajoutons que cette condition est forcément arbitraire, car c'est la loi qui désigne les faits non susceptibles d'une appréciation pécuniaire.

Il serait peut-être plus exact de formuler cette dernière condition, en disant qu'il faut enlever du louage d'ouvrage les faits que le Droit romain refusait de munir d'une action, soit à cause du caractère religieux de la profession, soit parce que le service rendu n'appauvrissait pas celui qui le rendait, soit enfin parce qu'il aurait paru choquant de voir tirer un profit d'un art libéral. Nous verrons d'ailleurs que, sur ce point comme sur beaucoup d'autres, l'équité finit par prévaloir et qu'une action fut accordée à celui qui avait rendu le service.

Il est d'ailleurs impossible de donner une classification sérieuse des faits ainsi exclus et de sortir des termes vagues que nous venons d'employer ; tout ce qu'on peut dire c'est que cette dernière condition cadre avec la

(1) Inst. § 13 de mandat. III. 26.

précédente et que les faits ne portant pas sur une chose incorporelle sont en même temps insusceptibles d'une appréciation pécuniaire. Cette idée, toutefois, ne serait pas complètement exacte ; nous verrons que l'arpentage et le mesurage des champs fait par les *agrimensores* sont considérés comme ne pouvant pas être évalués en argent ; et cependant il va sans dire que ces faits portent sur une chose corporelle.

La distinction de ces deux derniers caractères est très importante à faire, puisque, ainsi que nous le montrerons, l'absence de l'un ou de l'autre ne produit pas les mêmes résultats : le fait portant sur une chose incorporelle, s'il ne peut être l'objet d'un louage d'ouvrage est, du moins, sanctionné par la loi en ce sens que la convention sera obligatoire sous le nom de contrat innomé, après que l'une quelconque des parties aura exécuté l'obligation mise à sa charge.

Il en est tout autrement des faits de la dernière catégorie ; ils ne feront jamais la matière d'un contrat, et ne pourront tout au plus donner lieu, — encore ne sera-ce que dans certains cas, — qu'à une action spéciale, accordée par faveur et en dehors des voies ordinaires.

Prix fixé d'avance, fait non juridique, s'appliquant à une chose corporelle, et appréciable en argent, voilà brièvement résumés, les caractères distinctifs du louage d'ouvrage.

Il faut même ajouter que les textes nous fournissent un exemple, où, malgré la réunion de ces deux conditions, il n'y a pas louage d'ouvrage ; c'est le cas où le prétendu louage se confondrait avec un autre contrat, dont il serait l'accessoire, et avec lequel il formerait un tout indivisible. Nous n'avons qu'à supposer que celui

qui a promis d'exécuter le fait se soit engagé en même temps à fournir la chose corporelle sur laquelle s'exercera le fait : soit un orfèvre qui s'engage à me fabriquer des anneaux avec l'or qu'il livrera lui-même. (1)

L'analyse peut décomposer cette convention en deux contrats, vente et louage d'ouvrage : il y a vente de la matière fournie par l'orfèvre et louage du travail qui transformera cette matière en anneaux ; le prix serait donc pour partie un *pretium* et pour partie une *merces*.

C'était en effet l'opinion de Cassius ; mais elle ne prévalut pas, et l'on considéra le contrat comme étant pour le tout une vente ; le motif invoqué (2) fut que l'orfèvre ne travaillait pas sur ma matière, mais sur la sienne. On peut dire sans hésitation que cette raison reposait sur une pétition de principes, car il était facile d'y répondre que la matière peut n'être plus à l'orfèvre mais à moi, au moment où il commence son travail puisqu'il m'en a transféré la propriété par une sorte de tradition *brevi manu* et n'en est resté possesseur qu'à titre précaire.

Aussi vaut-il mieux fonder la solution dont nous nous occupons sur le caractère indivisible du contrat, qui interdit de le décomposer et, ceci admis, il est certain que la convention de vente est plus importante que celle de louage, car on concevrait parfaitement la vente de la matière sans la fabrication des anneaux, tandis que la supposition inverse serait impossible à admettre.

En somme, pour qu'il puisse y avoir louage d'ouvrage, il faut qu'un prix spécial s'applique au travail

(1) Instit. § 4 de *locat. et conduc.*, III, 24. — Gaius, *Comm.* III, § 147.

(2) L. 20 D. de *contrah. empt.* XVIII, 1.

qui fait l'objet du contrat. Nous n'admettons donc pas, comme on le fait généralement, que la fourniture de la matière par celui qui se charge de l'ouvrage constitue, en toute hypothèse, une vente non mélangée de louage. Nous croyons que, même dans ce cas, il y aura louage, si outre le prix applicable à la fourniture de la matière (*pretium*), un prix distinct (*merces*) est stipulé pour le service rendu. Le motif que nous avons invoqué en effet, fait ici défaut, puisque loin de constituer un tout indivisible, les deux conventions sont considérées comme distinctes par les parties contractantes ; les textes ne s'appliquent pas davantage, car ils supposent toujours un prix unique.

Il resterait pour être complet sur la nature du louage d'ouvrage à indiquer, après les caractères qui dérivent soit de sa ressemblance avec les autres contrats *consensuels*, soit de son rapprochement avec le louage en général, soit enfin de l'objet spécial auquel il a trait, ceux qui résultent de l'idée même de contrat c'est-à-dire qui lui sont communs avec toutes les autres conventions munies d'action. Mais une étude de ce genre ne présenterait aucun intérêt ; car elle ne serait que la répétition de notions générales bien connues ; il nous suffira de dire que le contrat de louage d'ouvrage pourra être accompagné de toutes les garanties applicables aux autres contrats, notamment le cautionnement et la solidarité, *duo rei locationis in solidum esse possunt*. (1) On peut également y joindre des pactes diminuant ou augmentant les obligations, puisqu'il s'agit, comme nous le démontrerons en étudiant l'action, d'un contrat de bonne foi, et que les pactes sont respectés dans

(1) L. 13, § 9, D. *locat. conduc.*

les contrats de ce genre (1). Le louage d'ouvrage se divise en *locatio operis* et *locatio operarum* ; nous verrons plus tard l'intérêt de cette distinction qui est fondamentale.

§ 2. — Contrats innomés.

En étudiant les éléments du contrat de louage d'ouvrage, nous avons vu que très souvent ce contrat n'existe point, alors pourtant qu'il serait équitable de donner à la convention l'importance d'un contrat, c'est-à-dire de la munir d'action.

Pour nous référer tout d'abord à la *merces*, nous avons dit que lorsqu'elle ne consiste pas en une somme d'argent déterminée, le Droit romain refuse d'accorder les actions dérivant du contrat de louage ; et de là deux conséquences : il n'y a louage d'ouvrage, ni si le prix se compose ou d'un fait quelconque ou d'une prestation autre qu'une somme d'argent, ni si la somme d'argent n'a pas été déterminée.

Nous avons montré également que pour qu'un fait puisse être l'objet d'un contrat de louage, il faut que ce fait ne soit pas juridique et porte sur une chose corporelle ; à défaut de ces deux conditions, le contrat que nous venons d'étudier ne se forme pas.

Il est pourtant bien clair que dans ces diverses hypothèses, une législation rationnelle devait prêter secours aux conventions des parties et les munir d'une action, c'est-à-dire les sanctionner à titre de contrats civils.

Ce n'est pourtant qu'assez tard que ces conventions

(1) L. 7, § 5 D. *de pactis*, II, 14.

furent érigées en contrats, grâce à la théorie des contrats innomés.

Jusque là, les parties n'obtenaient qu'une demi-satisfaction. Supposons que celui qui avait promis un service pour une somme indéterminée n'obtint pas la fixation ultérieure et le paiement du prix, il avait peut-être contre son contractant une *condictio sine causa*, c'est-à-dire une action personnelle, de droit strict, jusqu'à concurrence de l'émolument produit par le fait. (1)

De même s'il avait exécuté l'ouvrage promis dans l'espoir de recevoir la prestation d'un fait, la même action pouvait sans doute être intentée.

Cette action ne reposait pas sur le contrat, mais seulement sur l'enrichissement indû que l'exécution d'un fait avait produit au profit de la partie adverse. Aussi se limitait-elle à cet enrichissement, et par là même elle n'aboutissait pas à une pleine exécution de la convention, puisque l'enrichissement est en général inférieur à la dépense.

Le contrat innomé s'introduit peu à peu dans le Droit romain, sous l'influence de la jurisprudence, et avec lui, l'obligation d'acquitter la prestation qu'on avait promise en échange d'une autre prestation, une fois celle-ci obtenue. L'action *præscriptis verbis*, déjà inventée pour certaines hypothèses par Labéon, servit, comme nous le verrons, de sanction à ce nouveau genre de contrat.

Dès le commencement du second siècle, le jurisconsulte Ariston formule en termes généraux l'existence du contrat innomé en cas de dation faite en vue, soit d'une autre dation, soit d'une prestation quelconque,

(1) Arg. L. 1, §§ 2 et 3, D. *de condict. sine caus.* XII, 7.

c'est-à-dire dans ce qu'on appela les hypothèses *do ut des* et *do ut facias* (1). On validait donc les pactes adjoints à une dation.

Mais, les pactes adjoints à un simple fait étaient encore dépourvus de toute sanction ; en d'autres termes, celui qui avait exécuté un fait en vue d'un transfert de propriété ou d'un autre fait qui lui avait été promis restait toujours en face de la *condictio sine causa* comme seule ressource ; les hypothèses *facio ut facias* et *facio ut des* n'étaient pas érigées en contrats innomés (2).

On a expliqué cette distinction, d'une façon assez ingénieuse : la dation est rangée au nombre des actes périodiques, de ceux qui sont réglementés par la loi ; rien de plus naturel donc que de voir la loi sanctionner également un pacte adjoint, en vertu de cette règle que l'accessoire suit le principal. A toute époque du droit romain, celui qui avait fait une dation, c'est-à-dire transféré la propriété d'une chose en vue d'un fait ou d'une autre dation pouvait, par une *condictio causa data causa non secuta* encore appelée *condictio ob rem dati*, exiger qu'on lui retransférât la propriété de la chose qu'il avait aliénée. La convention non sanctionnée par la loi, si elle ne lui faisait rien acquérir, ne lui faisait donc non plus rien perdre et produisait un effet ; on ne faisait qu'élargir cet effet en exécutant la convention suivant ses termes mêmes, c'est-à-dire en permettant à l'aliénateur, une fois le transfert de propriété opéré, d'exiger la prestation qui lui avait été promise en échange.

(1) L. 7, § 2, D. *de pact.* II, 14.

(2) L. 16, § 1, D. *de præscript. verb.* XIX, 5. — L. 16, D. *de condict. caus. dat.* XII, 4.

Or ce raisonnement ne s'appliquait pas aux faits, lesquels ne sont pas, en général, réglementés par la loi, en d'autres termes ne sont pas juridiques ; il en est ainsi notamment de celui que nous étudions, de l'ouvrage promis ; ce fait, qu'il soit ou non l'objet d'un louage d'ouvrage, consiste simplement dans une action matérielle.

Cette limitation des contrats innomés excluait donc toutes les hypothèses que nous avons passées en revue, et où le caractère du louage d'ouvrage faisait défaut ; le louage d'ouvrage lui-même, s'il n'avait pas été sanctionné comme contrat consensuel ne l'aurait pas été à titre de contrat innomé, puisqu'il serait rentré dans l'hypothèse *facio ut des*. Exceptons cependant le cas où le prix aurait été payé d'abord, en vue de l'ouvrage à accomplir, car ici, on était en présence d'un contrat *do ut facias*.

Peu à peu l'hypothèse *facio ut facias* rentra également dans les contrats innommés, et par là certaines des conventions qui ne rentraient pas dans le louage furent munies d'actions. On invoquait sans doute, pour étendre l'application du contrat innomé, l'idée que certains faits étaient juridiques — par exemple l'acceptilation, la légitimation, l'adoption — le motif même qui avait amené la création des contrats innomés trouvait son application. On pouvait dire également que le droit prétorien sanctionnait déjà dans certaines hypothèses toutes les conventions, par l'action *de dolo*, si la violation de l'obligation reposait sur un dol, par une action *in factum* si une faute avait été commise ; on ne sortait pas des bornes premières en élargissant cette sanction et en admettant un contrat innomé.

Il n'en est pas moins à remarquer, — c'est un fait que les interprètes ne sont pas encore parvenus à expliquer — que pendant longtemps encore l'hypothèse *facio ut des* fut exclue des contrats innomés. (1) Paul mentionne encore cette exclusion (2), qui subsiste un siècle plus tard (3) mais qui finit par disparaître. (4)

Ainsi, dans le dernier état du droit, on peut dire que toutes les fois que l'une des parties contractantes exécute son obligation, une action lui est accordée pour obtenir elle-même l'exécution de l'obligation que l'autre partie a promise en échange ; en d'autres termes, toutes les conventions synallagmatiques deviennent des contrats innomés, une fois que l'une des obligations qui les composaient a été exécutée.

Il est facile de voir que cette théorie aboutit à sanctionner toutes les conventions que nous avons passées en revue au début de ce paragraphe.

Supposons d'abord que la prestation destinée à payer le service rendu soit, au lieu d'une somme d'argent, une chose quelconque ou un fait, il y aura, dans les premiers cas, contrat *facio ut des*, dans le second, contrat *facio ut facies* ; si, dans la première hypothèse, le transfert de la chose a lieu avant l'exécution du service, c'est celui qui aura stipulé le service qui pourra en obtenir l'exécution ; il y aura donc contrat *do ut facies*.

Il y aura également contrat *facio ut des* si le prix n'a pas été déterminé.

(1) L. 16 § 1. D. de *præscript. verb.* XIX, 5.

(2) L. 5 § 3. D. de *præscr. verb.* XIX, 5.

(3) L. 4. C. de *dol mal.* I, 21. — L. 4. C. de *transact.* II, 4.

(4) L. 15. D. de *præscr. verb.* XIX, 5. — L. 6. C. de *transact.* II, 4.

Enfin, il y aura contrat *facio ut des*, si le seul motif qui empêche le contrat de louage de se former tient au fait promis qui porte sur une chose incorporelle, ou est juridique.

On voit que, presque toujours, le contrat innomé dont nous venons d'analyser la formation rentre dans l'hypothèse *facio ut des* ; une seule fois nous avons reconnu un contrat *facio ut facies*.

Les textes confirment notre manière de voir en nous offrant plusieurs hypothèses où il serait rationnel de reconnaître un louage d'ouvrage et où l'absence d'un des éléments qui, en Droit romain, sont jugés nécessaires, fait de la convention un contrat innomé.

Je vous livre ma chose pour vous en servir durant un certain temps, et vous me livrez la vôtre dans le même but ; par exemple, pour citer l'hypothèse présentée par les *Institutes*, nous convenons que je me servirai de votre bœuf pendant un délai de dix jours, puis, pendant dix autres jours, vous vous servirez du mien, deux bœufs nous étant nécessaires à l'un et à l'autre pour labourer. Dans l'espèce, vous m'avez loué les services de votre chose moyennant une rétribution qui consistera dans les services que vous rendra la mienne ; il y a donc tous les éléments du louage sauf que le prix ne consiste pas dans une somme d'argent déterminée et est remplacé par un fait.

Aussi est-il certain que la convention n'est pas, par elle-même, obligatoire ; mais si l'une des parties a exécuté son obligation, l'autre ne sera-t-elle pas tenue d'accomplir la sienne ? Gaius se contente de dire que la question est controversée. (1) Justinien supposant que

(1) *Comm.* III, § 144.

le bœuf qui m'a été ainsi prêté périt pendant que je m'en sers et par suite d'une faute de ma part, accorde à mon cocontractant une action *præscriptis verbis* (1), ce qui prouve bien qu'un contrat innomé s'est formé, et ce contrat rentre évidemment dans l'hypothèse *facio ut facies*. Il y aurait contrat *facio ut des* si le prix consistait dans une chose autre qu'une somme d'argent.

Allons plus loin, il s'agit bien d'une véritable *merces*, c'est-à-dire d'une somme d'argent, mais on a volontairement ou non, omis d'en déterminer le montant. J'ai, par exemple, chargé un dégraisseur ou un tailleur de me nettoyer ou de me réparer les vêtements que je lui ai remis; l'ouvrage fait, ils ne pourront, pour en demander le prix, invoquer un contrat de louage, mais une action *præscriptis verbis* sera accordée au tailleur ou au dégraisseur, sur le fondement d'un contrat *facio ut des* (2). Gaius, ici comme dans la précédente hypothèse, se contente de poser la question et de signaler une controverse (3); dans un texte rapporté au *Digeste* (4) il accorda l'action *in factum* conformément à une doctrine que nous avons rapportée plus haut. Il est vrai que ce texte se termine en assimilant cette action à l'action qui sanctionne les contrats innomés (*id est præscriptis verbis*). Mais il y a là évidemment une addition due à Tribonien, car nous avons vu que du temps de Gaius c'est-à-dire au second siècle après Jésus-Christ l'action *præscriptis verbis*, dans l'hypothèse *facio ut des*, était loin d'être admise.

(1) § 2 Instit., de locat. et conduct., III, 24. — L. 17, § 3, D. de præscr. verb., XIX, 5.

(2) § 1 Instit., de locat. et conduct., III, 24.

(3) Comm., III, § 143.

(4) L. 22. D. de præscr. verb., XIX, 5.

On a, il est vrai, prétendu que dans ce cas spécial la qualification de contrat innomé se justifiait dès le temps de Gaius; la remise des vêtements au tailleur ou au dégraisseur constituait déjà, a-t-on dit, un contrat *facio ut facias*, pour l'obligation qu'elle imposait à l'ouvrier d'accomplir la prestation promise; l'exécution de cette obligation n'a fait que transformer la convention en contrat *facio ut des*, et par suite, rien d'étonnant à ce qu'un contrat déjà obligatoire par lui-même reste obligatoire.

Ce raisonnement contient, à notre avis, une erreur; la remise des vêtements n'obligeait pas l'ouvrier à exécuter le travail promis, car le contrat innomé ne peut se former qu'en faveur de la partie qui a exécuté son obligation; l'obligation du propriétaire des vêtements consistant dans le paiement du prix, rien n'est acquitté par la remise de ces vêtements.

Nous trouvons également un contrat innomé dans le cas où le fait ne présente pas tous les caractères requis pour qu'il puisse être l'objet d'un louage d'ouvrage. Si ce fait est juridique, il se forme certainement un contrat innomé, car rien n'empêche un fait juridique d'être compris dans un contrat de ce genre (1). Il en est de même s'il ne s'applique pas à une chose corporelle (2), pourvu qu'il soit *licite*; il s'agit par exemple d'un voyage que vous avez promis de faire dans mon intérêt en échange d'une somme d'argent déterminée; si vous faites ce voyage, il se formera un contrat *facio ut des*; le contrat sera *do ut facias* si j'acquitte la somme promise avant que le voyage ne soit accompli.

(1) L. 5 § 2, D., de *proscr. verb.*, XIX, 5.

(2) L. 5, pr. D., de *cond. caus. dat.*, XII, 4.

§ 3. — Contrat non formé.

Nous avons vu que le fait promis dans un contrat de louage doit présenter un troisième caractère : il doit être appréciable en argent.

Si le fait ne remplit pas cette condition, aucun contrat n'existe, ni louage d'ouvrage, puisque l'un des éléments fait défaut, ni contrat innomé puisqu'on ne peut calculer ce qui sera dû.

Cette règle est, nous l'avons dit, nécessairement arbitraire, et les exemples cités par les textes le prouvent surabondamment ; nous montrerons en outre lorsque nous étudierons les actions, que la plupart des services ainsi rendus ne sont pas dépourvus de sanction, et qu'un moyen spécial fut accordé, à partir d'une certaine époque, pour en obtenir le paiement.

L'un des plus remarquables de ces services est celui que rend l'*agrimensor* en mesurant un champ (1). Rationnellement, on ne conçoit guère que ces services ne puissent pas être appréciés en argent, aussi ne peut-on expliquer la solution du Droit romain que par le caractère spécial des fonctions de l'*agrimensor* ; c'était un véritable prêtre ; les actes qu'il accomplissait étaient donc des actes religieux, et il y aurait eu quelque chose de répugnant à l'en voir tirer profit. Plus tard, quand l'*agrimensor* perdit son caractère sacerdotal, on ne songea pas à lui accorder une action qui finit d'ailleurs par devenir inutile, en raison de la disparition graduelle des *agrimensores*.

(1) L. 1, pr. D. *si mens. fals. mod.*, XI, 6.

On peut également citer parmi les services exclus, pour le même motif, du louage d'ouvrage, ceux qui sont rendus par le médecin, l'avocat, le professeur.

Au fond, tous ces services constituaient bien un louage d'ouvrage, et, ce qui le prouve, c'est l'expression de *merces* que les textes emploient quelquefois pour désigner la rétribution (1) : il est vrai que cette dénomination est exceptionnelle et qu'on voit plus souvent *honor*, *honorarium*, *salarium*.

Quoiqu'il en soit, il nous paraît impossible d'adopter l'explication qu'on a souvent donnée de cette exclusion et qui consiste à dire qu'il répugne à la législation romaine d'attacher un salaire à l'exercice des professions libérales et qu'on veut aussi les distinguer des métiers plus vulgaires.

Ce qui montre la fausseté de cette explication, c'est que certaines professions libérales notamment celle du peintre (2), peuvent donner lieu à un louage d'ouvrage ; au contraire aucun contrat n'est reconnu dans la convention par laquelle une nourrice (3) loue ses services ; il est bien certain pourtant qu'elle se rapproche beaucoup plus des domestiques et des ouvriers que des médecins et des avocats.

En outre, les textes nous indiquent que les diverses professions dont nous venons de parler peuvent faire l'objet d'un contrat de louage, lorsque les services à rendre s'appliquent à un esclave (4) ; on ne peut donc baser

(1) L. I. pr. D. *de extraord. cognit*, L. 13.

(2) L. 5, § 2. D. *de præscr. verb.*, XIX, 5.

(3) L. 1, § 14. D. *De extraord. cognit*, L. 13.

(4) L. 7, § 8. D : *ad. leg. aquil*, IX, 2. — L. 13, § 3, D. *loc. conduct.* XIX, 2.

l'absence du contrat sur l'importance de la profession.

On aurait pu être tenté de soutenir qu'il se formait un contrat différent du louage d'ouvrage, nous voulons dire un mandat ; cette théorie qui, en Droit français a été érigée en système par certains auteurs, serait complètement fausse en Droit romain.

Le mandat se meut dans le même ordre de faits que le louage ; nous convenons que des différences importantes les séparent, notamment : le mandat ne peut consister qu'à transporter ou à modifier et non pas simplement à garder une chose ; réciproquement, à la différence du louage, il peut s'appliquer à des actes juridiques, et porter sur des choses non corporelles, mais le mandat, comme le louage, ne peut avoir trait qu'à des actes concernant un patrimoine. D'un autre côté, le mandataire fait, en son propre nom, des actes dont les conséquences doivent tourner au profit ou au préjudice du mandant et il est facile de voir qu'il n'y a rien de ce genre dans l'exercice des professions que nous venons d'indiquer.

La seule explication possible, — explication d'ailleurs fort insuffisante, — consiste donc à dire que la volonté arbitraire du législateur n'a pas considéré les actes qui nous occupent comme appréciables en argent.

Il est plus difficile encore de trouver une formule générale pour désigner ces actes et les séparer de ceux qui peuvent être l'objet du contrat ; tout ce qu'on peut dire c'est que les premiers sont de ceux qu'une personne quelconque n'est pas capable de rendre ; mais il faut avoir soin d'ajouter que certains de ces services professionnels, — nous avons cité ceux du peintre, — peuvent être l'objet d'un louage d'ouvrage. •

CHAPITRE II

DES ACTIONS ENTRE MAÎTRES ET OUVRIERS

Les actions à Rome portaient toutes un nom spécial, et des contrats différents ne pouvaient ordinairement donner lieu aux mêmes actions.

Aussi voyons-nous le louage d'ouvrage sanctionné par les actions *locati* et *conducti*, le contrat innomé par l'action *præscriptis verbis*; enfin, dans le cas où la loi ne reconnaît pas de contrat, il existe, à partir d'une certaine époque, une *persecutio extra ordinem*. Ce sont ces diverses actions que nous nous proposons d'étudier ici.

§ 1. — Actions *locati* et *conducti*.

Le louage est un contrat synallagmatique, c'est-à-dire faisant naître des obligations réciproques à la charge des parties contractantes. L'une s'engage à fournir son travail, l'autre à payer ce travail.

Les deux parties prennent respectivement le nom de *locator* et de *conductor* comme dans le louage de choses.

Dans le louage de choses, — c'est-à-dire le contrat

par lequel le propriétaire met sa chose au service d'autrui moyennant une somme généralement payable par termes — le *locator* ou bailleur est celui qui se dessaisit de la chose à charge d'une prestation en argent; le *conductor* ou preneur est celui qui se sert de la chose et paie le service qu'il en tire.

Cette distinction, théoriquement appliquée au louage d'ouvrage, ne présenterait aucune difficulté; le *locator* serait celui qui fournit un travail, le *conductor* celui qui en profite et le paie. Le premier aurait donc l'action *locati*, le second l'action *conducti*.

Si l'on consulte les textes, on verra que ce n'est pas là, au moins d'une manière absolue, la terminologie romaine; il est nécessaire de faire sur ce point une division que nous avons déjà indiquée et que le moment est arrivé de développer.

Le Droit romain distingue deux sortes de louage d'ouvrage la *locatio operis* et la *locatio operarum*. On ne peut expliquer cette distinction qu'en prenant pour point de départ l'analogie du louage d'ouvrage avec le louage de choses; dans les deux cas, un prix est payé pour un service rendu; dans les deux cas, il n'y a aucune perte de capital pour celui qui obtient le paiement de sa chose.

Cette analogie a, sans contredit, été aperçue par les Romains puisqu'ils ont confondu ces divers contrats sous un même nom; et, une fois admise, il est facile de voir quel rôle les parties devaient respectivement occuper suivant le point de vue auquel on se plaçait.

On peut dire, — c'est l'idée du droit moderne, — que le *locator* étant, dans le louage de choses, celui qui reçoit

le prix, et le *conductor* celui qui le paie, il en sera de même dans le louage d'ouvrage. Avec cette idée, aucune division n'aurait été possible dans le louage d'ouvrage : c'est toujours l'ouvrier qui reçoit le prix, c'est toujours le maître auquel le service est rendu qui le paie ; le premier aurait donc toujours été *locator* et le second *conductor*.

Mais les Romains sont partis d'un point de vue plus empirique ; ils ont remarqué que dans le louage de choses le *locator* est obligé, en toute hypothèse, de faire jouir le *conductor*, c'est-à-dire de lui livrer la chose, et ils en ont conclu que les rôles se fixaient en considérant dans quelles mains se trouvait l'objet du contrat.

Cette même idée fut appliquée au louage d'ouvrage où elle devait tout naturellement conduire à la distinction mentionnée plus haut.

Il s'agit, par hypothèse, d'une réparation à faire à l'un de mes immeubles ; si l'ouvrier vient travailler chez moi, je ne me dessaisis pas de la chose, et c'est au contraire l'ouvrier qui se transporte ; il aura donc l'action *locati* et moi l'action *conducti*. C'est dans ce cas qu'il y a *locatio operarum*.

Si au contraire le meuble est transporté chez l'ouvrier pour être réparé, c'est moi qui me dessaisis de ma chose, comme le bailleur dans le louage de choses ; c'est donc moi qui serai *locator* et aurai l'action *locati* parce que je confie ma chose (*loco rem meam*) à l'ouvrier qui la transporte chez lui (*conducit*). Dans ce contrat qu'on appelle la *locatio operis*, on aboutit à un véritable renversement des principes, puisque l'action *locati* est accordée à celui qui est tenu de payer.

On voit qu'il y aura souvent *locatio operarum* où

operis pour un fait de même nature ; on peut supposer également qu'un tailleur chargé de raccommoder un habit travaille chez moi ou en dehors de ma maison ; le contrat sera au premier cas une *locatio operarum*, au second une *locatio operis*.

Certains auteurs allant plus loin, ont prétendu qu'il pourrait y avoir *locatio operarum* ou *operis* suivant l'objet sur lequel le travail s'exerçait : si je confie, a-t-on dit, mon esclave à un ouvrier chargé de lui apprendre son métier, il y a évidemment *locatio operis*, puisque mon esclave est déplacé ; il y aura au contraire *locatio operarum*, si c'est mon fils qui est donné en apprentissage, car mon fils étant une personne ne peut pas être l'objet d'une tradition, et, par suite, son déplacement ne peut produire aucun effet juridique.

Les textes sur lesquels cette opinion est fondée ne nous paraissent pas décisifs : il y a *locatio operis* dans le fait de confier un esclave en apprentissage (1) ; il nous paraît en être de même si le contrat porte sur un fils ; peu importe qu'il n'y ait pas de véritable tradition, il suffit que l'ouvrier rende ses services ailleurs que dans la maison du maître pour qu'il y ait *locatio operis*. Aussi deux textes accordent-ils, l'un d'une manière dubitative (2), l'autre très formellement (3) l'action *locati* au père de famille ; il y a donc là une véritable *locatio operis*.

Cette observation peu importante ne fait d'ailleurs que confirmer le fondement que nous avons assigné à la distinction du Droit romain et que corroborent en outre

(1) Arg. L. 13 § 3. D. *locat. conduct.* XIX, 2.

(2) L. 5 § 3. D. *ad. leg. aquil.* IX, 2.

(3) L. 13 § 4. D. *locat. conduct.* XIX, 2.

un grand nombre de textes : il y a *locatio operis* de la part de celui qui livre des marchandises à un voiturier chargé de les transporter (1) ou un terrain à l'entrepreneur qui doit y faire une construction (2); il y a au contraire *conductio operarum* de la part de celui qui fait labourer sa terre par des ouvriers ou attache un domestique à sa personne. (3)

Nous avons signalé le principal intérêt de cette division du louage d'ouvrage; celui qui a commandé les travaux (*conductor*) dans la *locatio operarum* est *locator* dans la *locatio operis*, et le rôle inverse appartient à celui qui doit les exécuter.

Ce n'est là d'ailleurs qu'un intérêt de procédure, et qui tient uniquement à ce que la formule, dans les actions de bonne foi, (et nous allons voir que les actions sanctionnant le louage d'ouvrage sont de bonne foi) débute par une *demonstratio* qui indique le nom de l'action. Il n'y aura rien de déduit en justice si le mot *conducit* est employé au lieu du mot *locavit* ou réciproquement; et en conséquence, suivant les règles de la procédure, le demandeur aura le droit et le devoir de recommencer l'action.

Nous montrerons plus tard que notre distinction a d'autres intérêts, lorsque nous en serons arrivé aux risques et aux obligations des parties.

Le caractère commun des actions qui sanctionnent le louage d'ouvrage, c'est qu'elles sont toutes deux de bonne foi. Le contrat est, en effet, synallagmatique, puisque le seul consentement fait naître une obligation

(1) L. 11 § 3. — L. 13 § 1 et 2. — L. 25 § 7. D. *eod. tit.*

(2) L. 22 § 2. — L. 62 *eod. tit.*

(3) L. 26 *eod. tit.* — L. 22. C. *de locat.*, IV, 65.

à la charge de chacune des parties contractantes ; or tous les contrats synallagmatiques donnent lieu à des actions de bonne foi, et, si on ne peut tirer en général cette solution que par induction des textes, elle y est du moins formellement écrite pour les contrats consensuels, auxquels appartient le louage (1) ; ajoutons que nos actions sont comprises dans l'énumération des actions de bonne foi que donne Cicéron à diverses reprises. (2)

Ce caractère produit des conséquences nombreuses et importantes, et qui, pour la plupart, dérivent de la rédaction spéciale de l'action de bonne foi : l'*intentio*, c'est-à-dire la partie de la formule où se trouvent énoncées les prétentions du demandeur comprend, à la suite de cet exposé, les mots *ex fide bona*. L'effet de cette addition oblige le juge à tenir compte de l'équité, et à ne pas statuer, comme il le ferait dans les *condictiones* ou actions de droit strict, uniquement d'après les règles du droit pur (3). On tiendra notamment compte des obligations du demandeur *ex eadem causa*, c'est-à-dire qu'on ne condamnera le défendeur qu'à payer l'excédant de sa dette sur sa créance (4). Nous négligeons une foule d'autres conséquences plus ou moins secondaires dont l'examen nous entraînerait trop loin.

§ 2. — Action *præscriptis verbis*.

Le contrat innomé fait rarement naître plus d'une

(1) Gaius, *Comm.* III, § 137. — Justinien, *Instit. pr. De cons. Oblig.* III, 22.

(2) *Topiq.* 17. — *De natura Deorum*, III, 30. — *De Officiis*, III, 15 et 17.

(3) Cicéron, *Topiq.* 17.

(4) Cicéron, *De offic.* III, 17. — Gaius *Comm.* IV § 61.

action (1), car nous avons montré qu'aucune partie ne peut agir qu'après avoir exécuté sa propre obligation ; la convention n'étant pas, avant ce moment, sanctionnée à titre de contrat. Je ne pourrai demander le prix qu'après avoir livré l'ouvrage, ou réclamer la confection de l'ouvrage qu'après avoir payé le prix.

On pourrait être tenté d'en conclure que le contrat innomé est unilatéral, et par suite, que l'action *præscriptis verbis*, qui en est la sanction ordinaire, sera *stricti juris* et non pas de bonne foi.

Ce serait une erreur. Si les deux obligations ne coexistent pas d'ordinaire, il n'en est pas moins vrai qu'elles sont nées toutes deux et que toutes deux doivent être accomplies pour que le contrat soit exécuté ; ce qui est fréquent dans le contrat innomé peut d'ailleurs se rencontrer également dans les autres contrats ; si vous me vendez un bien dont j'ai déjà l'usufruit, la tradition sera inutile, et par suite votre obligation sera accomplie par l'effet de ce que les Romains ont appelé une tradition *brevi manu* ; il est certain cependant que la vente ne cesse pas d'être synallagmatique.

Cette discussion montre que l'action *præscriptis verbis* est toujours de bonne foi ; nous n'avons pas à réfuter une opinion intermédiaire d'après laquelle cette action serait de droit strict ou de bonne foi suivant que la convention à laquelle elle s'attache se rapprocherait davantage d'un contrat unilatéral ou synallagmatique. Cette théorie, en la supposant exacte — et elle est en opposition avec le principe que toute action a un caractère nettement défini et ne peut se modifier suivant les circonstances — ne saurait en rien changer la portée de

(1) V. cep. L. 19 § 5. D. *De ædilit. edict.* XXI, 1.

notre raisonnement en ce qui concerne les contrats étudiés dans notre premier chapitre ; ces contrats sont, au fond, des louages d'ouvrage ; c'est donc de ces dernières conventions qu'ils se rapprochent le plus, et ils sont, comme celles-ci, dans l'opinion que nous venons de mentionner, sanctionnés par une action de bonne foi.

L'application que nous venons d'étudier de l'action *præscriptis verbis* n'est pas la seule. Cette action sera accordée, même en présence d'un contrat contenant tous les éléments du louage d'ouvrage, s'il contient également les éléments d'un autre contrat, et que, par suite, on hésite sur la qualification à donner à la convention.

Voici l'exemple donné par les textes : un négociant charge des marchandises sur un navire qui doit les transporter dans un port déterminé. Évidemment, en principe, le négociant est *locator operis* et le *magister navis* joue le rôle de *conductor operis*. Mais supposons que le négociant soit seul chargeur et que le voyage du navire n'ait d'autre but que le transport de ses marchandises, ne sera-t-il pas alors plus exact de dire que le navire a été loué au négociant, et par suite, d'attribuer à ce dernier le rôle de *conductor rei* et au propriétaire du navire le rôle de *locator rei*? Labéon se tirait de la difficulté en donnant au négociant — et par conséquent aussi au *magister navis* — l'action *præscriptis verbis*. (1)

En sens inverse, même dans le contrat innomé, l'action *præscriptis verbis* n'était pas toujours la seule qui fût accordée ; si l'obligation exécutée par l'une des parties constituait une dation, cette partie pouvait remplacer l'action *præscriptis verbis* par la *condictio ob rem*

(1) L. 1 § 1. D. De *præscr. verb.* XIX, 5,

dati ou *causâ data causa non secuta*, laquelle, à la différence de la première était de droit strict. Cette observation suffit à montrer que l'ouvrier ne pouvait jamais user de la *condictio* et que le maître ne le pouvait pas non plus quand le prix de l'ouvrage consistait dans un fait. (1)

§ 3. — *Persecutio extra ordinem*.

Nous avons vu dans quel cas le Droit romain refusait de considérer la convention de louage de services, comme un contrat même innomé, à raison de la nature de la profession.

Pendant longtemps, aucune poursuite judiciaire ne fut possible pour les services de ce genre.

La *persecutio honoris* paraît avoir été créée dans les deux derniers siècles de la République ; nous avons vu pourquoi les actions dérivant du louage n'étaient pas accordées ; quant à l'action *præscriptis verbis*, elle n'était pas encore en usage, puisque Labéon en fut, du temps d'Auguste, l'inventeur.

On aurait pu, il est vrai, créer des actions *in factum* comme celles que le prêteur accordait, lorsque l'équité réclamait la sanction d'une obligation à laquelle aucune action de droit civil n'était attachée ; ce qui fit sans doute adopter de préférence une poursuite *extra ordinem*, c'est que l'autorité surveillait mieux ainsi les personnes, souvent dangereuses, qui se livraient à l'exercice des arts libéraux ; c'est peut-être aussi qu'une

(1) L. 5 § 1 et 2. *Eod. tit.*

action de ce genre avait pour effet d'éviter à celles-ci le scandale et la longueur d'un débat judiciaire.

Les professeurs de grammaire, les rhéteurs, les géomètres paraissent avoir été les premiers à pouvoir réclamer ainsi le paiement de leurs honoraires (1) ; on leur assimila peu à peu les *comites* — auxiliaires du magistrat, — les avocats et même des personnes d'une profession moins relevée, et notamment les nourrices et les sages-femmes. (2)

L'action prenait alors le nom spécial de *persecutio* ; ce qui caractérisait la *persecutio*, c'est qu'elle faisait l'objet d'une *cognitio extra ordinem*, c'est-à-dire que le magistrat, au lieu de délivrer une formule et de désigner un juge chargé de trancher la contestation, vidait lui-même l'instance.

La procédure, que nous n'étudierons pas dans ses détails, était plus simple et plus courte que la procédure ordinaire ; la particularité la plus remarquable à citer, c'est que les *mutue petitiones* pouvaient être examinées ; en d'autres termes, le magistrat devait examiner les prétentions opposées par le défendeur, même si elles étaient fondées sur une cause différente, et, au besoin, condamner le demandeur, si sa dette dépassait sa créance. (3)

Remarquons, en terminant, que la *persecutio extra ordinem*, étant une exception au droit commun, n'existe — les termes limitatifs des textes le démontrent — que pour les professions où la loi l'admet formellement.

(1) L. 1, pr. D. de *extraord. cognit.* L. 13.

(2) L. 1, §§ 1, 2, 3, 6, 7, 8, 10, 11, 12, 14, D. *eod. tit.*

(3) L. 14, C. de *Sentent. et int.* VII, 45.

CHAPITRE III

OBLIGATIONS DES PARTIES

Peu de mots nous suffiront pour déterminer les obligations des parties dans le cas où le Droit romain ne reconnaît pas le louage d'ouvrage proprement dit.

Dans le contrat innomé, il ne peut être question, nous l'avons prouvé, que d'une seule obligation, puisque l'autre est nécessairement acquittée au moment où le contrat se forme.

Cette obligation se réglera comme dans tous les contrats synallagmatiques, le contractant quel qu'il soit, à la charge de qui elle se trouvera, sera responsable non seulement de son dol, mais de sa *culpa levis* (1). Si je commande un travail, et ne livre l'objet sur lequel ce travail doit s'exécuter qu'à une époque où la main d'œuvre est devenue plus chère, je serai condamné à des dommages-intérêts, outre le prix promis ; si je laisse périr, faute de soins, l'objet que je m'étais engagé à réparer, j'en serai également responsable.

Cette *culpa levis* s'apprécie *in abstracto*, c'est-à-dire d'un point de vue absolu, en comparant le débiteur à un administrateur irréprochable ; tel est en effet le prin-

(1) L. 5, § 1. — L. 17, §§ 1 et 2. D. *de præscr. verb.* XIX, 5.

cipe, toutes les fois que la loi n'y a pas apporté une exception formelle.

Quant à la *cognitio extra ordinem*, elle aura pour effet d'aboutir à l'exécution des deux obligations ; mais, comme en droit, il n'y a pas eu de contrat, la question de l'application de la théorie des fautes ne se présente pas ; le magistrat réglera, d'après l'équité la responsabilité de chacun.

Arrivons au louage proprement dit : chacun y répondra de son dol ou de sa faute, de la même manière que dans le contrat innomé ; il s'agit, en effet, ici encore, d'un contrat synallagmatique, les textes ne laissent aucun doute sur cette solution. (1)

Quant à la nature des obligations des parties, il est, bien entendu, nécessaire de distinguer entre celle qui a commandé l'ouvrage et celle qui doit l'exécuter ; nous entrons immédiatement dans le détail de la question, et nous signalerons quand il y aura lieu, les différences entre la *locatio operis* et la *locatio operarum*.

§ 1. — Obligations du « *locator operis* » ou du « *conductor operarum*. »

La partie qui a commandé l'ouvrage porte, nous l'avons vu, le nom de *locator* ou de *conductor* suivant qu'il s'agit d'une *locatio operis* ou d'une *locatio operarum*.

Les deux obligations principales consistent à mettre la chose à la disposition de l'ouvrier pour que le travail

(1) L. 28. C. De locat., IV, 65,

puisse s'exécuter, et à payer le salaire une fois l'ouvrage terminé.

Il doit mettre la chose à la disposition de l'ouvrier, non seulement dans la *locatio operis*, où la chose est déplacée, mais aussi dans la *locatio operarum* où c'est l'ouvrier qui se déplace.

Il devra même, avant que l'ouvrier commence son travail, attirer son attention sur les vices de la chose dont il a connaissance ; s'il omet de le faire, il est tenu — sur le fondement d'une *culpa levis* — de toutes les conséquences dommageables que ces vices auront pour l'ouvrier, à moins que celui-ci, en raison de son art, ne soit réputé les connaître. (1)

Le prix ne sera payé sauf convention contraire, qu'après que l'ouvrage aura été terminé ; quelquefois il sera stipulé payable d'avance ; d'autres fois, les termes dans lesquels la convention est faite, indiqueront que le paiement doit avoir lieu par fractions ; si l'ouvrage est entrepris *ut in pedes mensuras ve præstetur*, le prix sera acquitté par parties en raison de l'achèvement successif de certaines portions du travail.

Le maître ne sera d'ailleurs débiteur du prix qu'après qu'il aura agréé l'ouvrage, c'est-à-dire rempli la formalité à laquelle les textes donnent le nom d'*approbatio*. L'ouvrier aura donc intérêt à ce que l'approbation ait lieu ; elle a également pour avantage, comme nous le verrons, de le décharger des risques et de les mettre à la charge du maître. Aussi, lorsque celui-ci refuse d'agréer les travaux, l'ouvrier peut exiger la désignation, de concert entre eux, d'un *bonus vir* qui, en qualité d'arbitre, *ex bono et æquo*, décidera si

(1) L. 13, § 5. D. *Locat. conduct.*, XIX, 2,

L'ouvrage doit être agréé. (1) A défaut d'accord entre les parties pour la désignation de cet arbitre, ou si celui-ci refuse d'accomplir le rôle qui lui est confié, le magistrat désigne lui-même un arbitre. Cette dernière observation indique que l'arbitre, dans notre hypothèse, diffère essentiellement de celui que les parties, — dans le louage d'ouvrage, comme dans tous les contrats consensuels, — peuvent charger de la détermination du prix ; si, dans ce dernier cas, l'arbitre, pour un motif quelconque, ne remplit pas son rôle, le contrat est considéré comme non avenu. (2)

De quelque manière que le prix soit fixé, le juge peut le modifier, en se basant sur le caractère de bonne foi de l'action *locati* ou *conducti* (3), au moins si l'une des parties a fait, en dehors des termes du contrat, quelque chose qui profite à l'autre.

§ 2. — Obligations du « conductor operis » ou du « locator operarum. »

La principale obligation de l'ouvrier consiste à exécuter le travail qu'il a promis de fournir ; s'il a promis successivement le même travail à deux personnes, qui l'ont accepté, il devra d'abord remplir l'obligation contractée envers celle qui, par son acceptation, à la première formé le contrat. (4)

Si l'ouvrier n'exécute pas son travail, il sera tenu à

(1) L. 24, pr. D. *locat. conduct.*, XIX, 2.

(2) L. 15, C. *De contrah. emp.*, IV, 38.

(3) L. 55, § 1. D. *locat. conduct.*, XIX, 2.

(4) L. 26, D. *ead. tit.*

des dommages-intérêts calculés sur le préjudice causé; le bas Empire jugea cette satisfaction insuffisante, pour le cas où l'indigence de l'ouvrier en empêchait l'efficacité; aussi une Constitution décida-t-elle que, dans ce cas, l'ouvrier serait frappé de coups de bâton et chassé de la ville où il habiterait. (1)

Qu'arrivera-t-il si l'ouvrage n'est pas exécuté, non plus par le mauvais vouloir ou la faute de l'ouvrier, mais par une impossibilité survenue, par exemple, par une maladie dont l'ouvrier se trouve atteint?

En général, rien n'empêche celui-ci de faire exécuter le travail par une autre personne qu'il choisira, car il aurait le droit d'agir ainsi, même s'il était dans la possibilité de faire le travail; le maître ne peut présenter aucune objection, pourvu qu'on lui apporte un travail fait suivant les conditions stipulées.

Ce remède ne pourra pas être employé, si l'ouvrier est un *artifex*, c'est-à-dire exerce une profession spéciale, et a été recherché en raison de ses talents particuliers; personne, dans cette hypothèse, ne pourra remplacer l'ouvrier, et par suite le contrat sera rompu sans aucune indemnité de part ni d'autre, puisqu'aucune faute n'aura été commise.

Si le travail peut être accompli par une autre personne, mais que l'ouvrier en ait déjà fait une partie, pourra-t-il, au cas où l'interruption ne viendra pas d'une faute de sa part, demander le paiement du prix alors qu'il n'exécute pas ses obligations?

On a ici proposé une distinction entre la *locatio operarum* et la *locatio operis*.

Supposons un domestique, *locator operarum*, qui

(1) L. 12, § 8, C., de *œdific. privat*, VIII, 10.

tombe malade, et, par suite, se trouve dans l'impossibilité de continuer les services pour lesquels il a été engagé, nous croyons qu'il pourra exiger le paiement de son salaire durant toute sa maladie.

On a invoqué en ce sens un texte où Paul décide que l'esclave affranchi par testament, à condition de servir l'héritier pendant un an, et tombé malade avant la fin de cette année, peut réclamer son affranchissement. (1)

Nous sommes forcé de reconnaître que ce texte est absolument étranger à notre hypothèse et tranche, conformément aux principes, une question toute différente ; il se demande uniquement si la condition mise à l'affranchissement peut être considérée comme accomplie.

Mais à défaut, de ce texte, nous en avons un autre, aux termes duquel, le *locator operarum* peut réclamer son salaire pour le temps convenu, si le *conductor* ne continue pas à l'employer (2). Il faut cependant faire une exception toute naturelle, pour le cas où le *locator* congédié trouverait à offrir ses services ailleurs (3) ; il serait injuste qu'une double rémunération pût être obtenue par lui.

Cette solution est donc certaine, mais faut-il en décider autrement du *conductor operis*? On s'est fondé sur le silence des textes pour refuser d'étendre à ce dernier la solution que nous venons de développer et on a cru pouvoir motiver cette distinction par la différence de condition entre le *locator operarum* et le *conductor operis* ; le premier est généralement, dit-on,

(1) L. 4, § 5, D., *de Statulib.*, XL, 7.

(2) L. 38, pr. D. *locat. conduct.*, XIX, 2.

(3) L. 19, § 9, D. *eod. tit.*

de condition humble et précaire, ce serait le réduire à la misère que de le priver de son salaire alors que ses services cessent sans sa faute. La situation du *conductor operis* étant d'ordinaire plus relevée, l'inconvénient est moindre ; il faut donc revenir aux principes d'après lesquels on ne peut être payé que pour les services qu'on rend.

Nous préférons étendre à la *locatio operis* la solution que les textes adoptent pour la *locatio operarum*, les termes qu'ils emploient n'ont rien de restrictif et l'argument d'équité sur lequel ils se basent s'applique avec autant de force aux deux catégories de louage d'ouvrage. La situation précaire du *locator operarum* peut d'autant mieux se rencontrer chez le *conductor operis*, que nous avons montré le même ouvrier jouant, suivant les circonstances, l'un ou l'autre de ces deux rôles.

Il ne suffit pas, pour que l'ouvrier satisfasse au contrat, que l'ouvrage soit exécuté, il faut en outre qu'il le soit suivant les règles de l'art et dans le délai convenu. L'impéritie même constitue chez lui une *culpa levis* dont il est responsable. (1)

Un autre cas intéressant de responsabilité nous est fourni par les textes : un professeur qui se charge de l'éducation d'un esclave (*conductor operarum*), l'emène à l'étranger ; l'esclave étant pris par les ennemis, le précepteur est tenu de l'action *locati*, parce que l'esclave ne lui a pas été confié *ut peregre duceretur*. (2)

Le *conductor operarum* ou *locator operis*, sera même

(1) L. 9, § 5. D, *locat. conduct.*, XIX, 2.

(2) L. 13 § 3. D, *eod. tit.*

tenu, comme tout contractant, des cas fortuits en cas de clause formelle. (1)

L'ouvrier doit encore avoir soin des matériaux à l'aide desquels l'ouvrage sera fait. Et, peu importe pour la solution de cette question, qu'il ait lui-même fourni les matériaux ou qu'il les tienne du maître. Au second cas, il doit les employer utilement et n'en pas perdre par malfaçon ; nous avons dit toutefois, que si les matériaux périssent par suite d'un vice qui leur est inhérent, c'est le maître qui en est responsable, à moins qu'en raison de sa profession, l'ouvrier ne soit apte à juger de ces vices.

Si l'ouvrier fournit lui-même les matériaux, ils doivent être de bonne qualité et exempts de vices. Nous ne parlons bien entendu, que du cas où l'ouvrier fournit une partie des matériaux ; car nous avons vu que s'il les fournissait tous, le contrat constituerait une vente.

Généralement pour être assuré que les obligations de l'ouvrier seront exactement remplies, on dresse, quand il s'agit de gros ouvrages, un plan. Ce plan, qui sans doute est dressé en double ou déposé dans les archives publiques, lie les deux parties ; le maître ne pourra prétendre avoir commandé d'autres ouvrages, l'ouvrier ne pourra exiger un supplément de prix. Cette dernière règle souffre cependant une exception pour le cas où des travaux supplémentaires lui ont été ordonnés postérieurement à la confection du plan ; il y aura alors un nouveau contrat s'ajoutant au premier. (2)

Enfin une dernière obligation de l'ouvrier consiste à rendre les matériaux mêmes qui lui ont été confiés et

(1) L. 13 § 5. D., *eod. tit.*

(2) L. 60 § 3 D., *eod. tit.*

à n'en pas substituer d'autres, fussent-ils d'une valeur plus considérable.

Néanmoins les parties peuvent convenir du contraire ; l'ouvrier rendra alors non plus *idem*, mais *tantumdem*, il devient donc propriétaire des matériaux qui lui sont confiés, et on pourrait, pour ce motif, prétendre qu'il n'y a pas louage ; les Romains ne s'en tenaient pas à cette opinion, parce que le contrat dont nous parlons et auquel les interprètes ont donné le nom de location d'ouvrage irrégulière, comprend les deux obligations essentielles au louage d'ouvrage : obligation de travailler à la charge de l'ouvrier, obligation de payer à la charge du maître ; il y aura, par exemple, louage irrégulier, si je confie de l'or à un orfèvre en stipulant en échange des anneaux faits avec de l'or du même titre ou du même poids (1), ou si je donne du blé à transporter à un capitaine de navire qui s'engage à me remettre une même quantité de blé de même qualité. (2)

(1) L. 34, pr. D. de aur. argent, XXXIV, 2.

(2) L. 31. D. locat. conduct. XIX, 2.

CHAPITRE IV

DES RISQUES.

Les matériaux confiés à l'ouvrier périssent après la remise faite par le maître et avant la fin de l'ouvrage, sans qu'il y ait faute ni de la part du maître, ni de celle de l'ouvrier, à qui nuira cette perte, en d'autres termes l'ouvrier pourra-t-il ou non réclamer son salaire?

La question ne se pose pas dans les circonstances où la loi admet une *persecutio extra ordinem*; rien n'a été confié à l'ouvrier.

Elle ne se pose pas davantage dans certaines opérations du contrat innomé. Toutes les fois que l'action *præscriptis verbis* remplace les actions dérivant du louage d'ouvrage parce que le travail n'a pas porté sur une chose corporelle, il ne saurait être question de risques.

Mais supposons que le contrat présente tous les éléments de la *locatio operis*, sauf que le prix ne consiste pas dans une somme d'argent ou comprend une somme non déterminée; dans ce cas, nous appliquerons les principes généraux des contrats innomés: l'ouvrier peut réclamer son salaire lorsqu'un cas fortuit a empêché l'exécution de son obligation, en raison du carac-

tère de bonne foi de l'action *præscriptis verbis* (1), ou plutôt il convient de faire les distinctions que les textes nous commanderont tout à l'heure à propos de la *locatio operis*, qui, elle aussi, donne naissance à des actions de bonne foi.

Arrivons au louage d'ouvrage.

La question des risques n'existe pas dans la *locatio operarum* puisque la chose n'est pas déplacée et reste dans la possession du maître, chez lequel l'ouvrier travaille puisque souvent même — par exemple dans le contrat passé avec un domestique, — il n'y a pas de chose pouvant périr.

Reste donc la *locatio operis*, c'est-à-dire le contrat qui suppose un déplacement de l'objet appartenant au maître (*locator*) ; si cet objet périt chez l'ouvrier, qui supportera cette perte ?

Ecartons d'abord deux hypothèses qui ne sauraient présenter aucune difficulté.

Nous avons dit que si l'ouvrier s'engageait à fournir l'objet sur lequel devait s'exercer son travail, la doctrine qui prévalut décida qu'il se formait un contrat de vente. Or la solution de la question des risques en matière de vente n'est pas douteuse ; la perte est pour le compte de l'acheteur, qui continue à devoir son prix (2), et c'est ici le *locator operis* ou le maître qui joue le rôle d'acheteur ; aussitôt donc que l'objet sera individualisé, les risques incomberont au maître.

Au contraire, dans le louage irrégulier, c'est, sans le moindre doute, l'ouvrier qui supporte la perte, car la

(1) Arg. L. 10. C. *de condict. ob caus. dat.*, IV, 6. — L. 5 § 1 *in fine*. D. *De præscr. verb.* XIX, 5.

(2) § 3. Institut. *De empt. et vendit.*, III, 23.

question de risques suppose un corps certain ; il s'agit ici d'une dette de genre et les genres ne périssent point.

Il ne nous reste donc à parler que de l'objet fourni par le maître lui-même restituable *in specie* après l'achèvement des travaux, et qui péricule au cours de ces travaux.

D'après les principes, il semble que la perte fortuite devrait être mise au compte de l'ouvrier qui ne pourrait, dès lors, réclamer le salaire promis ; il s'est engagé à faire un certain travail, et ce n'est que comme rémunération de ce travail — lequel n'est pas fait, — que le salaire a été stipulé. Mais d'un autre côté, ne peut-on pas dire que le maître prend le nom de *locator operis*, et par suite est tenu des mêmes obligations que le bailleur dans le louage de choses ? Or dans ce dernier contrat, c'est certainement pour le *locator* que la chose péricule (1) ; l'assimilation doit, semble-t-il, d'autant mieux être faite que le *locator operis* comme le *locator rei*, était resté propriétaire de l'objet qui a péri.

Voyons si le Droit romain a su concilier ces deux idées.

Le texte fondamental de la matière (2) fait, pour étudier la question, une distinction que nous reproduirons, entre les cas où l'ouvrage a été entrepris soit en bloc (*per aversionem*), soit par fractions (*in pedes mensurasse*), c'est-à-dire doit être livré après son entier achèvement ou après l'achèvement de certaines parties.

Première hypothèse. — Travail entrepris « aversione. »

La perte subie par cas fortuit au cours des travaux ou même après leur achèvement, mais avant l'*approba-*

(1) L. 19 § 6. D., *locat. conduct.* XIX, 2.

(2) L. 36. D., *eod. tit.*

tio du maître, est à la charge de l'ouvrier. « *Opus.... donec adprobetur, conductoris periculum est* ». Celui-ci ne peut donc réclamer son salaire ; il ne pourra même demander la valeur des matériaux accessoires qu'il aura pu fournir, à moins que ces matériaux ne soient assez importants, pour transformer, comme nous l'avons vu, le contrat en vente.

Le même texte après avoir passé au travail entrepris *in pedes mensurasve*, corrige, par une observation commune aux deux hypothèses, la solution que nous venons de transcrire : « *Si tamen vi majore opus prius interciderit, quam adprobaretur locatoris periculo est ; nisi si aliud actum sit : non enim amplius praestari locatori oporteat quam quod sua cura atque opera consecutus esset.* »

Ainsi, après avoir mis les risques à la charge de l'ouvrier, le jurisconsulte paraît les transporter au maître. Comment concilier ces deux solutions ?

On a prétendu que la première partie du texte met le cas fortuit à la charge de l'ouvrier, et la seconde partie la force majeure à la charge du maître ; il n'y aurait donc aucune contradiction entre les deux solutions, qui viseraient des hypothèses différentes. Le cas fortuit résulte du simple jeu des lois de la nature physique, la force majeure des actes de violence accomplis par les hommes, par exemple : un vol à main armée ; la seconde catégorie d'événements est plus difficile à prévoir et à éviter que la première, il est donc juste que l'ouvrier n'en souffre pas.

Cette doctrine nous paraît difficile à soutenir, c'est d'une manière générale que le texte de Florentinus met les risques à la charge de l'ouvrier ; il comprend

donec la force majeure aussi bien que le cas fortuit et on ne saurait admettre qu'il se contredise immédiatement en exceptant la force majeure. Nous verrons d'ailleurs que les autres textes ne font aucune distinction de ce genre.

Une explication plus ingénieuse a été proposée : l'ouvrier n'est pas en principe, responsable des cas fortuits qui détruisent la chose, car celle-ci appartient au *locator* qui, en sa double qualité de bailleur et de propriétaire est tenu de la perte fortuite. L'ouvrier ne répond que de sa *culpa levis*, c'est-à-dire, outre la faute proprement dite, de son défaut de soins ou de sa négligence ; en dehors de cette hypothèse, le maître est dans la même situation que si un cas fortuit avait détruit le travail qu'il aurait fait lui-même avec ses propres matériaux.

Le texte ne vise pas ce cas général, mais seulement celui où la perte arriverait après l'achèvement des travaux : *donec adprobetur, prius quam adprobetur* dit-il. Il faut donc supposer que l'objet périt après l'achèvement des travaux et avant la réception. Si l'ouvrier en est alors responsable, c'est qu'il est difficile de s'assurer s'il y a faute de sa part ou cas fortuit, il est donc naturel d'interpréter le doute contre l'ouvrier, qui a eu le tort de ne pas faire approuver l'ouvrage immédiatement après son achèvement. La fin du texte a pour but de réserver la preuve contraire : si l'ouvrier démontre qu'il y a eu force majeure ou même cas fortuit, il sera déchargé des risques à moins que le maître ne prouve que l'ouvrage était mal fait ; car l'ouvrier qui n'a pas exécuté son obligation ne saurait bénéficier d'un accident.

Cette doctrine est confirmée par deux autres textes, qui portent, l'un (1) que la perte *vi aliqua* (cette expression comprend le cas fortuit aussi bien que la force majeure) avant l'approbation est à la charge du maître si l'ouvrage était de nature à être approuvé (*si tale opus fuit ut probari deberet*), l'autre (2) que l'éroulement du sol ne dispense pas le maître de payer le prix des constructions.

Nous avons déjà indiqué qu'à notre avis, si la perte arrive avant l'achèvement de l'ouvrage, c'est le maître qu'elle atteint; cette solution est formellement donnée dans un texte de Javolenus, la partie de la construction déjà faite s'écroule par un tremblement de terre; le propriétaire supporte la perte (3). Il paiera donc, non pas la valeur qu'aurait eue la totalité de l'ouvrage, — sinon l'ouvrier s'enrichirait à ses dépens — mais la portion du prix correspondante au travail qui a péri.

Certains interprètes, tout en acceptant cette solution, l'ont déclarée difficile à justifier: le propriétaire du sol paiera la moitié, par exemple, du prix de la maison et n'aura jamais eu en échange une moitié de maison, car une maison construite à moitié n'est pas une moitié de maison, elle n'offre pas pour partie l'utilité qu'offre une maison entière.

Nous croyons que la question n'est pas là; les jurisconsultes romains partent de l'idée que le *locator operis* (le maître) est dans la même situation que s'il avait acquis des matériaux pour faire les travaux lui-même, cas où certainement les risques lui incomberaient;

(1) L. 37, *eod. tit.*

(2) L. 33, *eod. tit.*

(3) L. 59, *eod. tit.*

c'est ce qu'indique un texte d'Ulpien : l'ouvrier rend le maître immédiatement propriétaire des matériaux qu'il emploie, *Statim cœmenta faciunt eorum in quorum solo ædificant* (1). Ajoutons un autre argument d'une valeur encore bien plus grande : les règles de la *locatio operis* sont calquées sur celles de la *locatio rei* ; or, dans la *locatio rei*, c'est le *locator* — le propriétaire de la chose, — qui répond des cas fortuits.

Il n'est donc pas nécessaire, pour expliquer la décision de Javolenus, de supposer que, dans l'espèce particulière qu'il prévoit, les matériaux avaient produit dans la fortune du maître une plus-value en devenant sa propriété ; le texte cité n'invoque pas cet argument et s'exprime en outre dans des termes qui en commandent la généralisation et interdisent toute distinction.

Un autre texte qu'on a également invoqué (2) s'occupe d'un cas tout différent et nous le retrouverons tout à l'heure. Nous dirons, si l'on veut, que les risques sont à la charge du maître si les travaux déjà faits ont mis une valeur appréciable dans son patrimoine, mais en ajoutant que cette valeur existe toujours.

Il n'est pas possible non plus de prétendre que, dans l'espèce prévue par le texte de Javolenus, il s'agit d'un travail à exécuter par fractions, et que, par suite, la question rentre dans celle que nous allons examiner. C'est encore là une distinction que la généralité du texte ne saurait permettre.

Après l'approbation, l'ouvrier est absolument déchargé et ne peut être poursuivi, même, ce nous semble, si les vices ne se manifestent qu'ensuite ; nous

(1) L. 39. D. *De rei vindicat.* VI, 1.

(2) L. 15 § 6. D. *locat. conduct.* XIX, 2.

avons cité en effet des textes qui, en établissant la responsabilité de l'ouvrier, ne parlent que du délai antérieur à l'approbation (*priusquam adprobetur*) ; nous avons montré en outre que la théorie romaine équivalait à mettre les risques, c'est-à-dire le cas fortuit à la charge du maître même avant l'approbation ; à plus forte raison doit-il en être ainsi lorsque, par son approbation, le maître a reconnu que l'ouvrage était bien fait.

Par exception lorsqu'il s'agit de constructions ou de réparations d'édifices publics, les architectes et ouvriers, pouvaient pendant quinze ans, être poursuivis à l'occasion des vices qui se manifestaient après l'approbation (1). Le délai de quinze ans éteignait-il l'action du propriétaire, ou celui-ci, pouvait-il agir pendant les trente ans qui suivaient la manifestation des vices ? C'est là une difficulté qui n'est pas tranchée par les textes et que les interprètes du moyen âge résolvaient sans aucune preuve, dans le premier sens.

Deuxième hypothèse. — Travail entrepris « in pedes mensurasve. »

Dans cette deuxième hypothèse le prix est, nous l'avons vu, payable par fractions, à mesure qu'une partie du travail est achevé.

Si la perte arrive par cas fortuit après l'achèvement d'une certaine portion du travail, qu'il la supportera ?

Le texte qui règle la question des risques en ce qui concerne le travail fait *aversione*, prévoit également notre cas, auquel il donne la solution suivante : (2)
« *Quod vero ita conductum sit, ut in pedes mensurasve*

(1) L. 8. C. de operib. public. VIII, 12.

(2) L. 36. D. locat. conduct. XIX, 2.

præstetur eatenus conductoris periculo est, quatenus admensum non sit. »

Une sous-distinction est donc nécessaire, suivant les époques à laquelle s'est produite la perte. Si la partie détruite était déjà mesurée, la perte est au compte du maître (*locator*); l'ouvrier (*conductor*) supporte au contraire les risques jusqu'au mesurage. Il est facile de voir que cette décision est parfaitement d'accord avec celle que donne le même texte pour le travail promis *aversione*, sauf que le mesurage remplace l'approbation : après l'agrément que donne tacitement le propriétaire en recevant la partie mesurée, il doit supporter les risques d'un ouvrage qu'il a reconnu être sans défauts. Avant le mesurage, l'ouvrier n'est pas responsable du cas fortuit; mais une présomption de faute est dirigée contre lui, car la dernière partie du texte, qui permet à l'ouvrier, d'après l'interprétation que nous lui avons donnée, de faire la preuve du cas fortuit est, suivant ses termes mêmes, applicable aux deux hypothèses : il est d'ailleurs bien entendu qu'en aucun cas l'ouvrier ne pourra réclamer au-delà de la portion du prix afférente à l'ouvrage déjà mesuré; le contrat comprend, en réalité, plusieurs travaux et l'ouvrier ne peut se faire payer ceux qu'il n'a pas exécutés.

Le même texte donne également une solution commune lorsqu'il porte que le maître supportera les risques d'une manière absolue, même avant le mesurage ou l'approbation, si le retard de cette formalité vient de sa faute « *et in utraque causa nociturum locatori, si per eum steterit, quominus opus adprobetur vel admetiatur. »*

Les divers textes dont nous avons analysé et étudié

les décisions, ne peuvent évidemment être d'aucun secours, lorsque le travail promis n'est pas de ceux pour lesquels une approbation ou un mesurage soient nécessaires. Ces hypothèses sont, en dehors des constructions et réparations de maisons, les plus fréquentes ; un pâtre promet de mener paître des troupeaux qu'on lui confie, un ouvrier, s'engage à apprendre son métier à un esclave, un voiturier à transporter des marchandises.

Pour se mettre d'accord avec les solutions visées plus haut, les jurisconsultes romains devaient mettre les risques à la charge du maître, non pas seulement — cela est évident — après l'achèvement du travail, mais aussi en cours d'exécution.

Labéon décidait cependant le contraire (1), en prenant pour exemple l'hypothèse d'esclaves qu'un *magister navis* transporte par mer, et qui meurent pendant la traversée. Mais Paul critiqua avec beaucoup de raison cette décision : le *conductor operis*, dans l'espèce le *magister navis*, a fait ce qui lui était imposé par la convention, il n'est pas responsable d'un accident. Le jurisconsulte fait une exception non douteuse, pour le cas où le *magister navis* se serait engagé, non pas seulement à transporter (*impositi*), mais à amener sains et saufs (*deportare*) les esclaves qui lui sont confiés ; encore ajoute-t-il que si la convention est obscure, elle doit s'interpréter contre le *locator operis*.

Le *magister navis*, et cette observation s'applique à tout *conductor operis*, ne peut d'ailleurs réclamer de salaire, s'il ne s'est pas acquitté de son obligation, même par une circonstance indépendante de sa volonté,

(1) L. 10, pr. D. de leg, rhod. XIV, 2.

par exemple, si le navire qui devait servir au transport a péri avant l'embarquement des objets transportés, le *conductor operis* n'a, en effet, fourni ici aucune partie de son travail, Le *locator* pourra même répéter le salaire, s'il l'a payé d'avance. (1)

C'est de cette manière que nous expliquons un texte dont le sens est très discuté, et dans lequel nous avons déjà refusé de voir la preuve que les risques sont mis à la charge de l'ouvrier.

(1) L. 15, § 6, D., *locat. conduct.*, XIX, 2.

CHAPITRE V

FIN DU CONTRAT.

Tout contrat se termine par l'exécution des obligations imposées aux parties et par l'expiration du terme convenu.

Le louage d'ouvrage suit évidemment ces règles générales.

Aussitôt donc que le prix aura été payé et l'ouvrage terminé, le contrat lui-même prendra fin. Il en sera de même si le terme fixé arrive et que les *operæ* n'aient été promises que durant un certain temps ; il s'agit, par exemple, d'un domestique qui a loué ses services pour un an. Toutefois le louage d'ouvrage — comme le louage de choses — peut se continuer par tacite reconduction.

Il se peut que les *operæ* aient été promises pour un temps indéterminé, sans la fixation d'aucun terme ; c'est sans doute, en pratique, le caractère général des *locationes operæ* faites par les domestiques et les ouvriers travaillant chez un patron. Dans ce cas, chacune des deux parties peut, par un acte unilatéral de volonté, mettre fin au contrat. Il est probable cependant, que si le maître renvoyait le domestique ou l'ouvrier sans observer les délais d'usage et sans avoir une juste cause,

il devait indemniser celui-ci, et que réciproquement, l'ouvrier ou le domestique devaient une indemnité au patron qu'ils quittaient dans les mêmes conditions. Les textes sont, il est vrai, muets sur cette question, mais l'équité commande une telle solution. On ne saurait objecter que nous sommes en présence d'un contrat consensuel dont l'essence est la volonté persistante des deux parties, et qui, par suite, doit se terminer aussitôt que cette volonté fait défaut. Il ne s'agit pas de savoir si le consentement est nécessaire — il n'y a pas de contrat sans consentement — mais ce consentement doit se renouveler à tout instant pour que le contrat soit maintenu ; or, si l'affirmative est certaine en principe, il ne faut pas cependant que le retrait du consentement de l'une des parties fasse éprouver, sans compensation, un préjudice à l'autre. Il s'agit, ne l'oublions pas, d'un contrat sanctionné par des actions de bonne foi. La solution que nous proposons est d'ailleurs admise par le Droit romain pour le contrat de société. (1)

Le louage d'ouvrage finit en outre par le cas fortuit qui, en détruisant l'objet sur lequel devait avoir lieu le travail, rend impossible l'exécution de l'obligation de l'ouvrier. Nous avons étudié en détail, le sort du cas fortuit survenu pendant ou après l'exécution du travail ; s'il détruit la chose avant que l'ouvrier n'ait commencé à accomplir son obligation, il est certain que le contrat n'aura aucune suite : l'ouvrier ne pourra pas réclamer un salaire puisqu'il n'aura rien fait pour le mériter.

Le louage d'ouvrage se termine-t-il enfin par la mort de l'une des parties ? •

Un tel événement ne met, en général, aucun obs-

(1) L. 65, § 5, D. *pro. soc.*, XVII, 2.

tacle à la continuation du contrat, les droits et obligations se transmettent aux héritiers.

Ce principe comportait toutefois, même au temps classique, quelques exceptions : les héritiers de la caution n'étaient pas tenus de l'obligation accessoire contractée par celle-ci sous les formes anciennes de *fide promissio* et *sponsio*. (1) Le mandat cesse par la mort, soit du mandant, soit du mandataire (2), sans doute parce qu'il repose sur des sentiments personnels ; pour le même motif, les héritiers d'une personne ne lui succèdent pas dans ses droits et obligations d'associé. (3)

C'est donc en se demandant si le louage d'ouvrage est inspiré par la confiance personnelle des parties l'une envers l'autre qu'il faut résoudre la question de savoir si la mort de l'une des parties met fin au contrat.

La mort du *conductor operarum*, c'est-à-dire du maître, n'aura, par suite, en principe aucun effet, car il est difficile de croire que l'ouvrier se soit engagé en vue de la personne même du maître (4), et il faut étendre cette solution donnée par les textes, à la mort du *locator operis*. Cette décision ne nous paraît d'ailleurs avoir rien d'absolu ; l'ouvrier pourra prouver qu'il n'a contracté qu'en considération de la personne du maître, dont la mort, par suite, a mis fin au contrat.

Quant à la mort de l'ouvrier, — *conductor operis* ou *locator poerarum*, — les textes ne la prévoient pas ; il

(1) Gaius, *Comm.* III, § 120.

(2) § 10. *Inst. de mandat.*, III, 26. — Gaius, *Comm.*, III, § 160.

(3) § 5. *Inst. de societ.*, III, 25. — Gaius, *Comm.*, III, § 152.

(4) L. 49, § 9. — L. 38, pr. D. *locat conduct.*, XIX, 2.

faut probablement examiner, suivant les circonstances, si le maître a eu en vue le talent personnel de celui auquel il a commandé le travail; seulement, jusqu'à preuve du contraire, la mort de l'ouvrier n'aura aucun effet sur le contrat, car il en est ainsi d'après les règles du droit commun.

Ces modes d'extinction spéciaux s'appliquent-ils également au contrat innomé, qui, dans certains cas, remplace le louage d'ouvrage, et à la convention sanctionnée par la *persecutio extra ordinem*.

La question ne se pose pas pour cette dernière qui ne constitue pas un contrat; on ne saurait songer à en étudier la fin, puisqu'elle n'a jamais été reconnue.

Quant au contrat innomé, nous lui appliquons sans hésitation les modes d'extinction du contrat de louage; car il s'agit ici encore d'une convention qui doit être interprétée de bonne foi, c'est-à-dire conformément à la volonté manifestée ou présumée des parties.

DROIT FRANÇAIS

DES OUVRIERS

DES USINES ET DES MANUFACTURES

AU POINT DE VUE JURIDIQUE ET ÉCONOMIQUE

INTRODUCTION

La situation matérielle et morale de la classe ouvrière est une des questions qui préoccupent le plus vivement, à notre époque, les philanthropes, les économistes, les hommes d'État.

Cette question n'est cependant point nouvelle. Les prolétaires ont toujours lutté pour la liberté et l'égalité : après les esclaves, les serfs ; après les serfs, les artisans avec le compagnonnage et les corporations ; après les compagnons, l'ouvrier des manufactures ; mais la lutte n'a jamais pris le caractère qu'elle a de nos jours.

Sous la féodalité, sous le gouvernement absolu des

rois, les ouvriers tenaient peu de place : moins nombreux et surtout plus isolés, plus ignorants, moins instruits de leurs droits, ils étaient moins exigeants ; et c'est bien plus par le mouvement lent de la société tout entière vers le bien-être matériel, la liberté et l'égalité civile et politique que par une lutte déclarée qu'ils ont vu s'améliorer leur situation.

En tout cas, la lutte était sourde, les écrivains s'occupaient peu de ce qui touchait les ouvriers ; les gazettes, bien rares à cette époque ne pénétraient pas dans l'atelier : combien peu de compagnons du reste et même de maîtres auraient pu les lire ! La religion catholique, si puissante alors dans les confréries, vouait à tous les supplices de l'enfer quiconque aurait manifesté la moindre idée de révolte contre l'ordre établi : qui donc aurait osé penser seulement à secouer le double joug de la religion et de la royauté ? Qui surtout, parmi les compagnons, aurait osé parler de droits à une époque où on ne leur reconnaissait que des devoirs ? A peine quelques philanthropes trouvaient-ils que tout n'était pas pour le mieux dans la situation des classes laborieuses.

Avec les manufactures, les choses changèrent un peu. Les ouvriers, réunis en assez grand nombre dans la même ville ou la même bourgade, eurent bientôt conscience de leur force ; l'élévation relative des salaires développa chez eux le goût du bien-être, leur fit connaître de nouveaux besoins, et, en temps de crise, les plaintes devinrent plus vives, plus audacieuses.

La royauté s'en émut peu, du moins, elle ne fit rien pour améliorer la situation des classes ouvrières ; elle

se contenta de rendre des ordonnances, notamment celle qui est relative au livret, tendant à soumettre plus complètement encore l'ouvrier au patron : elle eut beau faire, la question ouvrière allait entrer dans une phase nouvelle.

A partir de la Révolution, la liberté du travail et l'égalité civile sont proclamées ; l'instruction se répand dans les classes laborieuses ; l'industrie, à cause des énormes capitaux qui lui sont nécessaires, se concentra de plus en plus dans quelques mains, rassemblant autour de ses usines, un nombre toujours plus grand d'ouvriers de plus en plus désireux du bien-être, de plus en plus jaloux du patron, plus conscients de la force que leur donne le nombre, mieux instruits de leurs droits, mieux armés pour les faire valoir. Les économistes dans les livres, les revues, les journaux discutent quotidiennement les questions qui intéressent la classe ouvrière et bientôt la loi lui donne accès à la vie politique en proclamant le suffrage universel. C'est à partir de ce moment, que la lutte entre employeurs et employés devient ardente, implacable et qu'elle agite tous les esprits.

La question qui nous occupe n'est donc point nouvelle, elle existe depuis qu'il y a des ouvriers et surtout depuis la création des manufactures, mais jamais elle n'a eu le caractère de gravité qu'elle a de nos jours.

C'est que jamais non plus l'industrie n'avait atteint un pareil développement, jamais elle n'avait employé un si grand nombre d'ouvriers. Devons-nous nous en plaindre ? Non, certes, car le commerce et l'industrie

prospères font la richesse des nations. Malheureusement il en est des peuples comme des individus : leur développement ne se fait point sans crises, et même, plus il est considérable, plus il est rapide, plus aussi les crises sont violentes et redoutables.

C'est la situation actuelle, non seulement de la France, mais aussi de l'Angleterre et pour mieux dire de l'Europe tout entière. « Avec les progrès de la grande industrie et le développement de la richesse générale, dit M. Cauwès (1), a coïncidé un malaise social qui s'est surtout accentué depuis trente ans : une mésintelligence profonde divise l'ouvrier et le patron ».

Les causes de ce malaise sont des plus complexes, certaines ressortent cependant assez nettement aux regards de l'observateur.

Ce dont les ouvriers se plaignent le plus vivement, c'est de l'insuffisance des salaires. Nous aurons plus tard l'occasion de voir si ces plaintes sont fondées, mais le fait est certain : quelques grèves ont été faites pour obtenir une diminution dans le nombre d'heures de travail, quelques autres, bien moins nombreuses, pour protester contre les réglemens intérieurs d'une usine ou la sévérité d'un directeur, presque toutes ont eu pour but déclaré l'augmentation des salaires.

Et puis, plus une machine est compliquée, plus elle est perfectionnée, plus aussi le mécanisme en est sensible. Or quelle machine plus compliquée, plus sensible que le commerce et l'industrie de notre époque ? Un rien les affecte, l'événement le plus insignifiant en

(1) *Précis d'économie politique*, 2^e édition, t. II, page 34.

apparence amène des catastrophes : c'est comme la pierre qui tombe du sommet des montagnes, devient avalanche et emporte tout sur son passage.

Sur le marché du monde, ces riens sont nombreux, imprévus ; les salaires subissent de fortes oscillations, et, dans l'abondance aujourd'hui, l'ouvrier est demain sans ressources.

La misère, on l'a dit bien souvent, est mauvaise conseillère, ceux qui souffrent envient les heureux qui les entourent et de l'envie à la haine, à la lutte, il n'y a qu'un pas.

L'ouvrier voit son patron riche, honoré, heureux, alors qu'il peut à peine, lui, donner du pain à sa femme et à ses enfants. Bien plus, il se trouve tout à coup, par suite des chômages si fréquents et si soudains de la grande industrie, sans travail, sans ressources par conséquent, car il n'est pas prévoyant, et il est inhabile à toute autre besogne qu'à celle de l'usine. Il ne voit pas la cause de ces chômages, car il connaît peu les lois économiques, et il se figure que le patron a cédé à un simple caprice en le congédiant ; il accepte même les explications mensongères que lui fournissent toujours les fauteurs de désordre, et reste convaincu qu'il est victime de l'injustice et de la méchanceté de celui qui l'employait, et que, selon son expression naturaliste, « les bourgeois s'engraissent de la sueur de l'ouvrier. »

L'instruction en se répandant dans le peuple a aussi contribué pour une large part au malaise social que nous constatons. Non pas certes qu'il faille la rendre responsable des excès commis et que nous devons pen-

ser à la restreindre ! il faut la fortifier au contraire, l'étendre, la rendre plus pratique surtout : elle n'est dangereuse en ce moment que parce qu'elle est insuffisante. Telle qu'elle est, elle permet à l'ouvrier de lire les journaux, les publications de toute nature qui traitent des questions sociales ; mais comme il n'a point été prémuni dès l'école contre les utopies et les erreurs morales et économiques, il écoute de préférence les écrivains qui flattent ses passions et font profession de partager ses aspirations ; si bien que l'instruction, qui devrait nous conduire à la paix sociale, semble au contraire nous en éloigner.

La science elle-même, par ses récentes découvertes a facilité les communications, l'échange des pensées, les relations suivies entre les ouvriers de différents centres et même de différents pays ; elle a rendu possible l'envoi de délégations ouvrières aux Expositions, aux Congrès, et elle doit porter sa part de responsabilité dans la crise que nous traversons. Les ouvriers, en effet ont, grâce à elle, et nous ne pensons nullement à lui en faire un reproche, acquis plus de facilité pour se liguer contre le capital et défendre leurs intérêts professionnels, parce qu'ils ont une connaissance plus exacte de leur nombre et de leur force et qu'ils savent mieux ce qu'ils peuvent obtenir.

Mais de toutes ces causes qui ont amené la lutte actuelle entre le capital et le travail, la plus active à coup sûr est la proclamation du suffrage universel. Il faut compter, sous ce régime, avec l'innombrable armée des travailleurs qui décide souvent du sort des élections,

il faut écouter ses plaintes, flatter ses goûts, tendre, en paroles du moins, vers le but de ses aspirations, sous peine, pour les hommes d'État, de se voir emportés par l'émeute.

La démocratie est au pouvoir, elle compte de nombreux représentants dans les Assemblées de la République et jusque dans les Conseils du Gouvernement : elle veut, dit-elle, arriver à l'égalité des fortunes comme elle est arrivée à l'égalité civile et politique.

Quelles qu'en soient les causes, la lutte est ouverte entre le capital et le travail, elle est actuellement plus ardente que jamais bien qu'en réalité elle existe depuis des siècles.

Nous l'avons montré en quelques mots, mais il nous paraît intéressant d'étudier plus en détail l'histoire de l'industrie et des classes ouvrières, surtout celle des travailleurs des usines et des manufactures. Mieux instruits du passé, nous pourrions, en prenant pour cadre l'étude du contrat de louage de travail, exposer et commenter avec plus de sûreté les lois qui régissent actuellement les ouvriers de la grande industrie, et, en même temps, apprécier avec plus de précision les résultats économiques de cette législation. Enfin, en nous appuyant sur l'expérience des siècles passés et du temps présent nous essaierons d'indiquer les modifications qui pourraient être apportées aux institutions existantes pour conduire à l'émancipation des travailleurs et à la réforme légale du prolétariat qui est, comme le dit si bien M. Cauwès « le problème social de notre époque. » (1)

(1) *Op. cit.* p. 34.

PREMIÈRE PARTIE

HISTOIRE DE L'INDUSTRIE EN FRANCE ET EN PARTICULIER DES OUVRIERS DE LA GRANDE INDUSTRIE C'EST-A-DIRE DES USINES ET DES MANUFACTURES

CHAPITRE PREMIER

L'INDUSTRIE ET LES OUVRIERS SOUS LA ROYAUTÉ

§ 1. — Les ouvriers aux premiers siècles de notre histoire.

Rome, quand elle conquiert la Gaule, était riche et puissante, les vaincus encore barbares prirent rapidement les lois et même souvent les mœurs des vainqueurs, et, moins d'un siècle après la conquête, le pays avait des routes nombreuses, larges, bien entretenues, qui permirent au commerce et à ce qu'il pouvait y avoir d'industrie de se développer et de prospérer.

Surviennent les invasions. C'est un siècle de car-

nage, d'obscurité, d'ignorance : l'industrie sombre comme tout le reste.

Dans les premiers siècles de la féodalité, les ouvriers de métier étaient serfs, comme tous ceux qui n'étaient pas propriétaires fonciers ; l'industrie dans ces conditions ne pouvait faire aucun progrès.

Profitant du mouvement de l'affranchissement des Communes, les artisans reconstituèrent les anciennes corporations de métiers empruntées aux Romains. A l'abri de ces corporations et de leurs règlements qui leur assuraient, vis-à-vis des seigneurs, aussi bien que du clergé et des municipalités, une certaine indépendance, les maîtres et les compagnons purent mener une existence calme et paisible. Les bénéfices aussi bien que les salaires étaient peu élevés, la vie était étroite et monotone, mais les goûts étaient simples et les besoins peu considérables ; on ne s'élevait guère à la fortune, mais on ne tombait pas non plus dans la misère : les pauvres et les malades trouvaient du reste dans la famille du maître, à défaut de secours éclairés, une assistance chrétienne. Aussi, après les siècles de désorganisation sociale qu'ils venaient de traverser, les ouvriers se trouvèrent heureux d'être libres, de ne relever que de leurs jurés choisis par eux-mêmes.

Libérale et protectrice au début, la corporation devint vite égoïste, tyrannique pour ses propres affiliés, tracassière pour les métiers voisins.

Nous n'avons point à faire l'histoire du régime des corporations qui ne s'applique qu'à la petite industrie, mais tout le monde sait que, sous ce régime qui réglementait les procédés de fabrication, les outils, la subsistance à employer et jusqu'à la largeur des lisières

d'une pièce d'étoffe, l'industrie devint routinière et fit peu de progrès. On sait aussi que la confraternité même qui était le principe des corporations et une de leurs raisons d'être ne fut bientôt qu'un vain mot, qu'il devint difficile et coûteux d'arriver à la maîtrise, si l'on n'était fils de maître, que les maîtres traitaient les compagnons avec dédain et sévérité et que ceux-ci se vengeaient sur les apprentis de la dure situation qui leur était faite.

Les compagnons auraient bien voulu secouer ce joug, mais à cette époque tout travail était à peu près impossible en dehors des corporations ; les ouvriers libres étaient en butte aux tracasseries des gardes et des jurés des corps de métier auquel ils faisaient concurrence, ils étaient exposés à une multitude de procès et de saisies, et même à la destruction des marchandises fabriquées : bien peu pouvaient éviter la prison et la ruine.

§ 2. — Création des manufactures.

A ce point de vue la création des manufactures apporta un grand changement dans leur situation. Le manufacturier n'eût plus « aucune autorité même disciplinaire sur ses ouvriers, qui étaient soumis à la justice ordinaire » (1) et les travailleurs non classés dans les différents corps de métier trouvèrent à s'employer sans redouter les poursuites des gardes et des jurés.

Il y avait d'autres progrès à accomplir. Libres ou affiliés aux corporations, les ouvriers étaient d'une

(1) Du Cellier, *Histoire des classes laborieuses en France*, page 222.

ignorance et d'une grossièreté incroyables : on essaya dès 1560 d'ouvrir quelques écoles, elles ne furent pas fréquentées ; il nous faudra même attendre jusqu'au XIX^e siècle pour voir se développer chez eux le goût de l'instruction. Quant à l'imprévoyance, elle est dans la nature de l'ouvrier ; elle existait alors, nous la voyons à peu près la même aujourd'hui, et il est à craindre qu'il en soit toujours ainsi.

Les premières manufactures furent fondées sous le règne de Louis XI qui exempta de taxes les premiers essais de fabrication d'étoffe de soie ; François I^{er} les encouragea en frappant de taxes élevées les produits étrangers, et, sous Henri II, les manufactures prirent un certain essor. On fonda aussi des verreries.

Les manufactures, à cette époque, n'étaient point ce que nous les voyons de nos jours, d'immenses établissements remplis d'un nombre plus ou moins considérable d'ouvriers. Souvent le manufacturier n'avait pas un seul atelier, il donnait des dessins, indiquait des procédés, mais le travail était fait chez des maîtres auxquels il fournissait même la matière première. C'était pour lui une entreprise plutôt commerciale qu'industrielle ; pour les maîtres, ce n'était que travailler aux pièces ou à la tâche. Il en est encore de même aujourd'hui à Lyon, sauf quelques exceptions, pour l'industrie de la soie.

Le seul progrès réalisé par ces manufactures, ce fut la possibilité de la concurrence contre les corporations en vertu du privilège royal conférant au manufacturier, pour une période déterminée, le monopole de la fabrication et de la vente de ses produits soit en France, soit seulement dans une province. Nous venons de voir que les ouvriers libres profitèrent de cette législation plus

libérale; ce fut aussi une bonne fortune pour les pauvres sans métier et les vieux soldats que les manufacturiers, d'après leurs lettres patentes devaient employer de préférence à tous autres (1).

Sous Henri IV, le mouvement industriel s'accrut. Un certain nombre de manufactures furent créées à l'instigation du roi, bien plus qu'à celle de Sully qui voyait dans l'agriculture la véritable richesse de la France.

Parmi ces manufactures, il faut citer avec M. Levasseur (2) une manufacture pour dévider et organiser la soie installée dans les Tuileries et le Château de Madrid; une fabrique de fils d'or rue de la Tixeranderie; une manufacture de draps et toiles d'or et d'argent, de draps et d'étoffe de soie; une manufacture de crêpes de soie, de glaces et cristaux de couleur, de cuirs dorés, de tapis de haute lisse, de tapis du Levant, dans les villes; de toiles fines et de dentelles, dans les campagnes.

En créant ces fabriques, Henri IV, comme ses prédécesseurs, leur donnait ordinairement le monopole de la production et de la vente dans une province. Elles furent un élément de progrès pour l'industrie en rompant avec la routine des corps de métier.

Il faut bien avouer pourtant que cette rupture fut loin d'être complète, grâce à la minutieuse réglementation de Colbert, réglementation que Henri IV lui-même, obéissant à l'esprit et aux habitudes du moyen âge, aurait certainement imposée aux manufactures, si Ravallac lui en avait laissé le temps.

(1) Voir du Cellier : *op. cit.* chap. IX.

(2) « *Histoire des classes ouvrières en France depuis la conquête de Jules César jusqu'à la révolution.* T. II, page 143. »

Richelieu continua le système de Henri IV : quelques manufactures furent encore fondées toujours avec privilèges et monopole. C'est l'époque de la création de l'imprimerie nationale. Les fabriques de soie de Tours furent encouragées ; elles étaient importantes car M. Levasseur dit qu'on y comptait 700 moulins, 800 métiers et 20,000 ouvriers.

**§ 3. — Les ouvriers de l'industrie sous Colbert.
Naissance de la grande industrie.**

Henri IV et Richelieu avaient laissé l'industrie florissante, mais les difficultés de la minorité de Louis XIV avaient singulièrement ralenti la prospérité nationale.

Colbert, comprenant pour un pays toute l'importance de l'industrie, voulut faire de la France la rivale industrielle et commerciale des nations les plus prospères. Pour cela, il couvrit le territoire de fabriques de toutes sortes, réglementa minutieusement les procédés de fabrication pour assurer la bonne confection des produits, fit tous ses efforts pour fermer la France à la concurrence étrangère et pour lui ouvrir au contraire, à l'extérieur, les plus larges débouchés.

Ce système de réglementation à outrance ne fut pas heureux ; il enlevait au fabricant toute initiative, toute facilité de progrès ; on ne pouvait en effet modifier que bien difficilement ces règlements et ils étaient toujours en retard sur les besoins de la consommation. Après les règlements généraux, il fallait faire des règlements particuliers, ainsi M. Levasseur (1) cite une année où

(1) *Op. cit.* II, p. 408.

en dix mois il fallut ajouter au règlement général 23 règlements particuliers pour la fabrication des étoffes de laine ou de fil dans les diverses généralités du royaume. De plus, ils étaient vexatoires et l'on ferait des volumes avec l'histoire des tracasseries que faisaient subir aux industriels les innombrables inspecteurs et commis de Colbert. On s'exposait, en les violant à l'amende, à la confiscation, à la destruction en place publique des objets fabriqués, à voir son nom attaché au carcan... etc...

Dans l'établissement des manufactures comme dans les règlements, Colbert ne fut que le « continuateur de Henri IV et de l'ancienne politique des rois, mais il mit tant de zèle dans cet établissement et il fit si complètement exécuter ce qu'avaient ébauché ses devanciers qu'on peut le regarder à bon droit comme le véritable créateur de la grande industrie en France. » (1)

Il fonda les manufactures de tapisseries des Gobelins, de Beauvais, rétablit celle d'Aubusson, créa à grands frais et au prix des plus grandes difficultés une manufacture de glaces de Venise au faubourg St-Antoine et, un peu plus tard, celle de St-Gobain. Malgré une vive opposition de la part des ouvrières il arriva aussi à créer les fabriques de dentelles de Reims, de Bourges, d'Alençon et quelques autres. Il encouragea les fabriques de tissus d'or et de soie, de crêpes, de bas de soie.

Le tissage surtout attira son attention et il ne négligea rien pour que la France pût lutter, dans cette branche d'industrie, avec les nations étrangères. Il attira des Hollandais, entre autres Van Robais qui s'installa à Abbeville et y établit une manufacture de draps fins

(1) Levasseur, *op. cit.* I, page 195.

d'Angleterre et de Hollande. Il favorisa encore par des monopoles et des privilèges les fabriques de serge, de camelots, de bas tricotés, etc.

Dans l'industrie minière il fit exploiter quelques mines de houille, de fer, de cuivre, de plomb, mais ce ne fut qu'un essai bien timide et bien peu fructueux.

Il fut plus heureux pour la métallurgie. St-Étienne, Boussolès, Vienne, Giromagny, Châlons, eurent de grandes manufactures, et leurs produits développèrent considérablement la richesse industrielle du pays.

Pour faciliter le commerce des produits de ces manufactures, Colbert supprima tant qu'il put les douanes intérieures, mais, sentant que l'industrie française encore dans l'enfance ne pourrait, même sur le marché français, lutter contre les produits étrangers, il établit aux frontières des tarifs prohibitifs.

En 1667, les bas d'estame payaient à l'entrée 8 livres la douzaine, les draps anglais 80 livres la pièce, les tapisseries de Bruxelles 200 livres le cent pesant. Il alla même jusqu'à prohiber complètement les glaces et les dentelles de Venise.

Tout en fermant la France aux produits étrangers, il aurait voulu ouvrir aux manufactures françaises les plus larges débouchés. Mais les étrangers se vengèrent, et nous eûmes à soutenir contre eux une guerre de tarifs dans laquelle nous fûmes souvent obligés de céder.

Ce fut, malgré tout, une époque de très grande prospérité pour la France, l'industrie fut extrêmement florissante. Nous empruntons à M. Levasseur (1) quelques chiffres qui le feront voir. A Lille, il y avait plus de

(1) *Op. cit.* tome II. Livre VI. Chap. V.

500 maîtres sayetteurs et bourgeteurs qui faisaient chaque année plus de 300,000 pièces d'étoffe. Les mines et les usines du Hainaut comptaient 24 hauts-fourneaux, 50 forges, 6 fonderies, 4 verreries et plusieurs clouteries occupant plus de 4,200 ouvriers et produisant une valeur de 860,000 livres.

Les mines de houille étaient déjà ouvertes et malgré l'imperfection des procédés d'extraction produisaient 300,000 mesures de charbon.

A Abbeville, Van Robais occupait 1692 ouvriers à fabriquer du drap. En Normandie, à Elbeuf, on comptait 300 métiers et 3000 personnes occupées à la fabrication du drap; à Darnetal, 102 métiers, 3000 ouvriers pour le droguet; à Rouen, 183 métiers et 3500 ouvriers pour le drap. A Alençon, la dentelle rapportait 500,000 livres par an. Il y avait à Paris 17,080 maîtres avec 38,000 compagnons et 6,000 apprentis. Rien que pour le travail de l'or filé, Lyon comptait 18,000 métiers. Dans le Dauphiné, il y avait 4 forges et fonderies de cuivre, 11 forges de fer, 9 fabriques d'acier, 7 de lames d'épées, 1 fabrique de canons, 1 d'ancres pour les vaisseaux.

En Provence, il y avait 55 fabriques de papier et 20 de chapeaux.

L'Anjou avait 2 raffineries de sucre.

Ces quelques chiffres montrent jusqu'à quel point l'industrie fut prospère et combien elle dut à Colbert qui, plus qu'aucun autre, avait favorisé la création de ces diverses manufactures.

La mort de Colbert, l'exagération des réglemens et surtout la révocation de l'Édit de Nantes détruisirent

ce brillant édifice, et à la mort de Louis XIV, l'industrie et le commerce étaient presque anéantis.

Quoiqu'il en soit, Colbert avait commencé la grande industrie. La manufacture n'est plus comme du temps de Henri II et même de Henri IV, un simple centre autour duquel les maîtres travaillent, mais chacun chez eux, avec leurs compagnons et leurs apprentis, c'est un établissement divisé en un certain nombre d'ateliers dans lesquels sont occupés de nombreux ouvriers sous la surveillance des chefs d'atelier et la direction générale du patron. C'est, en apparence, l'usine que nous voyons de nos jours. Quelle révolution dans les mœurs de la classe ouvrière ! quelles conséquences économiques et sociales va avoir pour le travailleur et sa famille, cette concentration d'ouvriers dans de grands établissements !

Jusqu'alors, apprentis et compagnons avaient vécu avec le maître et avaient travaillé avec lui, sur le même métier, sur le même établi. Par le compagnonnage, l'ouvrier s'était bien un peu séparé du maître, mais celui-ci avait toujours exercé sur lui une grande influence morale, il le guidait de ses conseils, l'attachait à lui le plus longtemps qu'il pouvait, le secourait dans sa misère, l'empêchait de tomber dans la débauche ; en un mot, l'atelier était, pour le compagnon, une école de travail et de saine morale.

Avec la grande industrie, au contraire, l'ouvrier travaille loin du patron et de son influence moralisatrice, dans des ateliers séparés par la division du travail. Il est bien encore soumis aux règlements les plus minutieux et les plus sévères. Il doit, par exemple, entrer, sortir et manger à des heures déterminées, travailler

12 heures par jour et souvent veiller dans la soirée ; il ne lui est pas permis de s'absenter même une demi-journée, ni de chanter, ni de blasphémer, ni même de parler à l'atelier ; à l'extérieur, il doit avoir une bonne conduite, aller à la messe le dimanche, rentrer à 10 heures à son logis, payer son logement et sa nourriture chaque semaine sous peine de saisie. (1)

Mais malgré ces règlements qui variaient d'ailleurs avec chaque établissement, nous sommes loin déjà des compagnons des corps de métier et même des ouvriers des premières manufactures.

Nous voilà arrivés aux agglomérations d'ouvriers. Avec elles, de nouveaux besoins ne tardent pas à se faire sentir, les logements vont devenir insuffisants, les femmes, les enfants vont être employés dans les manufactures, les accidents vont se multiplier ; avec l'élévation des salaires, les habitudes de dépense et l'oubli du lendemain vont devenir la plaie des classes ouvrières ; les crises industrielles vont réduire à mourir de faim ces masses qui, autrefois, dans la petite industrie, pouvaient trouver dans l'agriculture et les autres travaux, un remède suffisant sinon pour guérir, du moins pour soulager les souffrances causées par le chômage. Le maître pouvait aider ses compagnons, il n'en avait que quelques-uns, et les connaissait, les aimait souvent et était disposé à soulager leur misère ; mais que peut faire le patron en temps de crise ? Qu'est-il disposé à faire, même en temps calme, pour des ouvriers

(1) Voir sur tous ces détails, un règlement de la fabrique d'or de Saint-Maur, reproduit par M. Levasseur avec pièces justificatives : *Op. cit.*, tome II, page 20, pièce D.

si nombreux, qu'il connaît à peine et qu'il peut si facilement remplacer ?

Dès la naissance de la grande industrie, se posent les problèmes des logements d'ouvriers, du travail des femmes, des institutions de prévoyance contre les maladies, les accidents, les crises industrielles. La question ouvrière est bien près de naître. De longtemps encore, les maux inhérents à ce régime industriel ne s'étaleront pas au grand jour. Nous sommes encore sous Louis XIV, et la cour et les écrivains ne descendent pas jusqu'à ces détails. Les ouvriers mêmes, à peine sortis du régime oppressif des corporations et du compagnonnage, mieux payés, mieux installés dans leurs ateliers ne font entendre aucune plainte. Il faudra la secousse révolutionnaire, la proclamation de la liberté du travail, le développement de l'instruction, l'énorme extension de l'industrie, la facilité des communications, la voix des économistes et des philanthropes, les progrès de la presse, pour faire de la question ouvrière ce qu'elle est aujourd'hui, une des plus importantes qui puissent occuper ceux qui pensent et écrivent.

§ 4. — Les ouvriers au XVIII^e siècle. — Les économistes commencent à s'occuper d'eux. — Réformes de Turgot.

Le XVIII^e siècle continua l'esprit de Colbert et même l'exagéra. L'industrie à la mort de Louis XIV était dans le marasme. Law, avec son système de crédit, lui donna un nouvel essor, et malgré une nouvelle crise à la chute du grand financier, elle continue à se développer; quelques manufactures furent même créées, entr'autres celle

de porcelaine installée d'abord à Vincennes et transportée plus tard à Sèvres.

Ces manufactures vivaient toujours avec le même régime de privilèges et de monopoles, on renouvelait même ceux que Colbert avait octroyés autrefois et qui expiraient, notamment ceux de Van Robais à Abbeville.

Les successeurs de Colbert continuèrent et même exagèrent la réglementation. Les progrès de l'industrie et du goût, qui amenaient de nombreux et brusques changements dans la mode, mettaient sur les dents les auteurs de ces règlements, mais ceux-ci ne se décourageaient pas, ils luttait de vitesse avec le progrès, l'enrayaient certainement, mais n'arrivaient pas à l'arrêter ni même à l'atteindre ; ils ne parvenaient pas à empêcher la fraude qu'ils avaient pour but de rendre impossible, il est même certain qu'ils la stimulaient. A peine, dans toute cette époque, quelques bonnes ordonnances comme celle du 7 septembre 1762, permettant aux paysans de filer et de faire de la toile, là où il n'y avait pas de corporation de tisserands.

Les ouvriers eux-mêmes n'échappèrent pas à la sévérité des ordonnances. Ils commençaient à devenir nombreux, changeaient souvent de patron à cause de l'instabilité des salaires résultant des alternatives d'activité et de chômages naturelles à la grande industrie.

Ils cherchèrent à se défendre contre ces fluctuations des salaires et leurs conséquences, et fondèrent entre eux une sorte de compagnonnage.

Le gouvernement vit ce mouvement, s'en inquiéta et voulut l'étouffer. Il défendit à l'ouvrier confréries, sociétés secrètes, cabales, etc., et exigea qu'il ne quittât son patron qu'après l'avoir prévenu, parfois jusqu'à

trois mois d'avance et terminé le travail commencé. Chaque ouvrier dut avoir un livret (1), sur lequel le patron qu'il quittait, devait inscrire le congé donné à l'ouvrier et celui-ci était puni d'une forte amende ainsi que son nouveau maître, si ces prescriptions n'étaient pas observées. (2)

Nous n'avons pas d'ailleurs à nous étonner de ces lois si dures pour l'ouvrier, nous sommes toujours sous le régime du bon plaisir des rois.

Des idées nouvelles commençaient cependant à se faire jour et le régime de l'industrie avec privilèges et monopoles concédés par le roi, comme une sorte de fief, était vivement attaqué : Vauban, Boisguilbert, Law, Morellet, avaient déjà commencé à prêcher la liberté pour le consommateur et le fabricant et à attaquer le système des corporations et des manufactures royales ou privilégiées. Après eux, Quesnay et surtout ses disciples, dans le *Journal d'agriculture et du commerce*, les *Éphémérides du citoyen*, dans des manuels et des articles de toute espèce, démontrent victorieusement la nécessité de la concurrence et, comme corollaire, de la liberté de l'industrie. Turgot, leur ami, à peu près leur coréligionnaire en économie politique, fit plus encore ; il voulut, comme ministre, réaliser les réformes qu'il avait conçues comme philosophe, et en 1776 il supprima les maîtrises, les jurandes, les communautés et confréries d'arts et métiers. « Il sera libre, dit l'Édit, à toutes personnes de quelque qualité et condition qu'elles soient, même à tous étrangers..... d'embrasser

(1) Ordonnance de 1741, remaniée en 1781.

(2) Collection Rondonneau.

et d'exercer..... telle profession d'arts et de métiers que bon leur semblera, même d'en réunir plusieurs ».

C'était une révolution complète dans la législation du travail, l'aurore d'une ère nouvelle pour l'industrie : celle de la liberté. Sous le régime de monopoles et de privilèges que nous avons étudié, l'industrie n'avait aucun intérêt à perfectionner son outillage, ses procédés, ses produits, elle ne pouvait même les modifier qu'en violant quelque règlement ou ordonnance, en s'exposant par conséquent aux poursuites de l'administration, et c'est pourquoi ses progrès ont été si lents et si peu considérables pendant les longs siècles que nous venons de parcourir. Avec la liberté, au contraire, naît la concurrence, c'est-à-dire la nécessité pour le manufacturier de prévenir le goût du consommateur, de faire mieux et meilleur marché que les autres, d'aller de progrès en progrès sans jamais s'arrêter, sous peine de se ruiner aussitôt : aussi, est-ce à cette liberté que l'industrie doit, dans une large mesure, les immenses progrès qu'elle a faits dans les temps modernes. Mais Turgot ne sut pas préparer les esprits à une telle réforme, et la précipitation même qu'il mit à faire entrer ses idées dans le domaine pratique fut la cause de leur échec. En acceptant le poste de contrôleur général, il avait écrit au roi : « Ce peuple auquel je me serai sacrifié est si aisé à tromper que peut-être j'encourrai sa haine par les mesures mêmes que je prendrai pour le défendre contre la vexation. » Il avait dit vrai. Tous les privilégiés nobles ou roturiers s'élevèrent contre lui ; le Parlement refusa d'enregistrer ses édits et malgré un lit de justice tenu par Louis XVI à Versailles, il lui fallut bientôt quitter le ministère, sur l'ordre même du roi. Trois mois après,

les corporations étaient rétablies, modifiées certainement, plus libérales aussi, — et c'est ce qui resta des réformes de Turgot, — mais la liberté du travail est supprimée et il nous faudra attendre la nuit du 4 août 1789 pour que le principe en soit posé de nouveau et jusqu'au 2 mars 1791 pour qu'il soit définitivement proclamé.

**§ 5. — Progrès réalisés au point de vue matériel et moral
dans la situation des classes ouvrières sous
l'ancienne monarchie.**

Les progrès de la grande industrie, depuis le jour où nous l'avons vue naître sous Henri II, ont été très lents, mais continus. La situation des ouvriers s'est-elle améliorée dans la même proportion ? La question est complexe.

Au point de vue matériel, les salaires sont plus élevés et les objets de consommation courante d'un prix moindre que sous Henri II ; aux époques de prospérité industrielle, l'ouvrier jouit donc d'une plus grande aisance qu'autrefois. Mais au temps où les corporations englobaient la presque totalité de la classe ouvrière : « la restriction de la concurrence entre les maîtres avait pour résultat nécessaire de laisser une certaine stabilité de position aux ouvriers en les garantissant contre les alternatives de hausse et de baisse des salaires. » (1) Avec la grande industrie, il n'en était plus ainsi. Le marché français était bien fermé aux produits étrangers, mais notre industrie cherchait à lutter dans le Levant contre les Anglais, les Hollandais et les petits États italiens :

(1) Du Cellier, *op. cit.*, page 287.

aussi subissait-elle, dans cette limite, les lois de la concurrence et ses alternatives fréquentes de prospérité et de chômage avec son cortège de privations et de souffrances que ne connaissaient guère les compagnons de la petite industrie. Heureusement, la prospérité l'emportait beaucoup sur le chômage.

Et puis, à l'exemple des manufactures royales, un certain nombre de fabricants avaient fondé des caisses de secours et de retraites qui préservaient de la misère les travailleurs sérieux fixés dans leur établissement; les ouvriers eux-mêmes avaient organisé plusieurs caisses de secours mutuels : on en comptait déjà un assez grand nombre en 1789. Les monts-de-piété datent aussi de cette époque et constituèrent un moyen puissant d'éviter les privations en cas de chômage momentané. Sauf quelques restrictions, le sort des ouvriers de la grande industrie était donc, grâce à l'élévation des salaires, et aux institutions de bienfaisance qui commençaient à se développer, préférable au point de vue matériel à celui des compagnons des corps de métier et surtout à celui des travailleurs agricoles.

Ils étaient aussi bien moins sous la dépendance du patron que les compagnons sous celle du maître. Le manufacturier, nous l'avons vu, n'avait sur eux aucun pouvoir disciplinaire, ils étaient soumis à la juridiction ordinaire, tandis que les compagnons relevaient des jurandes qui les écrasaient d'amendes pour le plus léger manquement aux règles si nombreuses de la corporation. L'apprentissage n'était plus réglé, c'était affaire entre l'employeur et l'employé, et le nombre d'ouvriers de chaque industrie était illimité. Autant de progrès réalisés, dans cette période, par les manufactures. Ils fu-

rent même si sensibles, qu'ils firent naître entre ouvriers une grande concurrence et diminuèrent ainsi, dans une certaine mesure, les heureux effets de la nouvelle législation industrielle.

Au point de vue moral, aucun changement. Les ouvriers des manufactures étaient tout aussi grossiers, tout aussi ignorants que ceux des campagnes et des corporations. Ils n'avaient nul souci de s'instruire et ils ne profitèrent jamais des quelques tentatives que firent ou la royauté, ou l'initiative privée, pour améliorer leurs mœurs et cultiver leur esprit. Malgré ce que nous avons dit de la fondation de quelques caisses de secours mutuels, la masse des ouvriers restait imprévoyante et dépensait sans souci du lendemain son salaire à peine gagné : c'était une des causes les plus réelles de la misère.

Le compagnon avait même sur l'ouvrier des manufactures une certaine supériorité : malgré de sérieuses difficultés il pouvait en faisant son chef-d'œuvre, en payant les droits exigés par le fisc et la corporation arriver à la maîtrise, tandis que l'ouvrier, à cause des capitaux qu'exigeait déjà la grande industrie, n'était guère destiné à devenir patron à son tour. Ce n'était point, entre ces deux catégories de travailleurs, une différence seulement théorique, elle eut les conséquences pratiques les plus graves. L'ouvrier et le patron n'avaient plus « aucune communauté de mœurs, ni d'habitudes, rien n'amortissait les froissements que les divergences d'intérêts amenaient nécessairement. La lutte entre le capital et le travail existait dans les manufactures, moins vive qu'aujourd'hui, mais très réelle. » (1)

(1) Du Cellier, *op. cit.*, page 291.

En résumé, les ouvriers de l'industrie jouissent, à la veille de la Révolution, d'un bien-être plus considérable que les compagnons des corps de métier, et les travailleurs agricoles, mais ils sont aussi ignorants, aussi grossiers, aussi indifférents à la royauté qui, placée trop loin d'eux ne pouvait voir le spectacle de leurs maux ni s'en émouvoir. Aussi toutes les ordonnances en faveur de l'industrie ne tendirent jamais qu'à augmenter les revenus du Trésor royal en développant la richesse nationale. Quant aux ouvriers la royauté les considéra toujours comme des instruments d'autant moins à ménager qu'ils étaient plus nombreux et plus grossiers.

S'il y a quelque progrès dans la situation matérielle de l'ouvrier, quel abîme le sépare encore de l'égalité civile et politique qu'il a conquise depuis et surtout de l'égalité de fortune qu'il rêve de nos jours !

CHAPITRE II

L'INDUSTRIE ET LES OUVRIERS DE 1789 A 1830.

I. — RÉVOLUTION

§ 1. — La question du travail reste au second plan pendant la Révolution.

Un fait remarquable se dégage de l'examen des circonstances dans lesquelles est née la Révolution de 89 : c'est que la question du travail est au second plan.

Ce qui préoccupait alors, c'était la suppression de tous les privilèges, la régularisation de l'arbitraire, l'égalité devant la loi et devant l'impôt. Il semblait à tous, aux ouvriers comme aux bourgeois, qu'ils seraient à jamais guéris de leurs maux, qu'aucune autre question sociale ne pourrait naître, quand ils auraient obtenu les réformes politiques qu'ils demandaient. Aussi M. Levasseur prétend-il n'avoir rencontré, celui de Lyon « à part, qu'un seul cahier, celui de Nîmes, dans lequel un article soit exclusivement consacré aux ouvriers. » (1) Rien d'étonnant d'ailleurs, car les cahiers furent rédigés par communautés et les ouvriers ne pénétraient point dans ces sanctuaires.

(1) *Histoire des classes ouvrières en France depuis 1789 jusqu'à nos jours*, I, page 74.

Il ne faudrait pas croire pourtant qu'il ne se trouva, parmi les ouvriers, personne pour protester contre leur exclusion des réunions électorales. Il y eut « le cahier du quatrième ordre » et à Lyon, où les manufacturiers durent, sur l'ordre même de Necker, admettre au vote au moins les maîtres ouvriers, les plaintes furent amères. A Paris il y eut encore le « Cahier des pauvres », les « Quatre cris du patriote » dans lesquels on trouve déjà, contre le capital et l'ordre social qu'on veut établir, des déclamations aussi violentes que celles que nous entendons aujourd'hui.

Quoiqu'il en soit les protestations et les réclamations des ouvriers furent rares, ils étaient si ignorants qu'ils se rendaient un compte peu exact de leurs intérêts, et qu'ils ne pouvaient formuler leurs griefs. Aussi, n'eurent-ils, à l'Assemblée nationale, aucun représentant, aucun député pour y porter leurs doléances.

D'ailleurs, il faut bien le reconnaître, la question du travail tenait bien moins de place qu'aujourd'hui dans les préoccupations des écrivains et des hommes d'État. Les ouvriers étaient moins nombreux, ils n'avaient aucune influence politique, et la bourgeoisie, habituée aux professions libérales, avait pour le travail manuel un mépris presque égal à celui des deux autres ordres. C'est ce qui explique pourquoi, au commencement de la Révolution, selon l'expression de M. du Cellier, (1) « la réforme industrielle ne s'élève pas au-dessus des questions de police locale ».

Dans la nuit du 4 août 1789 la noblesse et le clergé firent l'abandon de leurs privilèges ; quant aux corporations et aux manufactures privilégiées, elles n'eurent

(1) *Op. cit.*, page 313.

rent point la parole, elles n'étaient point représentées ; aussi ne trouve-t-on au *Moniteur* du 5 août 1789, sur la question du travail, qu'une promesse de réforme des jurandes. De nombreux Comités furent nommés quelques jours après pour discuter la question à l'ordre du jour, il n'y en eut point de spécial au travail, à l'industrie.

La suppression des maîtrises et des jurandes sera obtenue sur un rapport du Comité des contributions ; la loi Chapelier sur celui du Comité de constitution ; quant à la loi relative aux brevets d'invention, elle fut préparée par le Comité d'agriculture et de commerce.

« Dans ce grand travail d'organisation sociale, dit M. Levasseur (1), les questions d'industrie et de commerce semblaient être au second plan, elles ne pouvaient donner occasion d'agiter des problèmes aussi complexes, ni soulever des intérêts aussi divers et des passions aussi vives (que les questions politiques) aussi furent-elles comme reléguées dans l'ombre..... il faut en chercher la solution dans les patients travaux des Comités plutôt que dans la solennité des séances ».

§ 2. — Suppression des maîtrises et des jurandes.

— Ses effets sur la classe ouvrière.

C'est ce qui explique pourquoi il fallut attendre plus de deux ans après le 4 août 1789, pour que la question de la suppression des maîtrises et des jurandes fut portée à la tribune. Encore le fût-elle incidemment à l'occasion d'une loi fiscale sur les patentes : « Votre comité,

(1) *Op. cit.*, I, page 110.

dit le rapporteur, Dallarde, a cru qu'il fallait lier l'existence de cet impôt à un grand bienfait pour l'industrie et pour le commerce : la suppression des jurandes et maîtrises que votre sagesse doit anéantir par cela seul qu'elles sont des privilèges exclusifs ». Puis, inspiré par le magnifique préambule de Turgot, il continue : « La faculté de travailler est un des premiers droits de l'homme ; ce droit est sa propriété..... c'est sans doute la première propriété, la plus sacrée, la plus imprescriptible ». (1)

Le projet devint la loi des 2 et 17 mars 1791 et l'article 7 portait : « A compter du 1^{er} avril prochain il sera libre à toute personne de faire tel négoce ou d'exercer telle profession, art ou métier qu'elle trouvera bon ». On fit exception pour les pharmaciens, les orfèvres, les hauts-fourneaux pour lesquels on exigea certaines formalités, en vue de la sureté publique.

La suppression des corporations, faisait naître une question très importante : celle de la propriété des inventions.

Les corporations et les manufactures royales et privilégiées gardaient indéfiniment, sous l'ancien régime, la propriété des nouvelles découvertes, et pouvaient faire poursuivre pour contrefaçon, quiconque s'en servait. Que deviendraient les inventions sous le nouveau régime ? tomberaient-elles dans le domaine public, ou resteraient-elles la propriété de l'inventeur ?

Le rapporteur du comité d'agriculture et de commerce, le chevalier de Boufflers, affirme que ce droit est absolu : « S'il existe pour un homme, disait-il, une

(1) *Recueil des séances et procès-verbaux de l'Assemblée nationale.* — Séance du 15 février 1791.

véritable propriété, c'est sa pensée ; celle-là du moins paraît hors d'atteinte, elle est personnelle, elle est indépendante, elle est antérieure à toutes les transactions.....

L'invention..... est la propriété primitive ; toutes les autres ne sont que des conventions. » (1)

L'Assemblée adopta ce rapport, et pourtant, elle n'admit pas le droit de propriété absolue, car l'inventeur devait prendre une patente de 5, 10 ou 15 ans, à son choix, sauf prorogation, dans certains cas, par le Corps législatif. Ce temps écoulé, l'invention tombait dans le domaine public. (Loi du 31 déc. 1790. — 7 janvier 1791). Sauf quelques lacunes et quelques exagérations, cette loi est sage, elle est encore en cette matière la base de notre législation.

Désormais le travail est libre, et chacun est propriétaire, pour un temps déterminé, du perfectionnement qu'il apporte à son travail.

Nous sommes portés à croire, nous qui pouvons maintenant juger les résultats prodigieux qu'a eus cette liberté du travail, que cette loi excita l'enthousiasme des classes ouvrières. Il n'en fut rien. Cependant il n'y eut point, non plus comme au temps de Turgot, d'opposition déclarée ; à cette époque, les mots liberté, droits, étaient des mots magiques qui faisaient accepter sans protestation les réformes les plus hasardeuses, les moins préparées.

Certes, la réforme dont nous parlons ne mérite point ces épithètes, et nous avons fait connaître assez clairement notre sentiment sur leur valeur pour n'y plus revenir. Mais il est certain que ses effets immédiats,

(1) (M. Renouard. — *Traité des brevets d'invention*, page 105).

comme il arrive souvent, furent presque désastreux pour la classe ouvrière.

Dans les premières années de la Révolution, en effet, l'industrie était loin d'être prospère. La noblesse, le clergé, inquiétés dans leurs personnes et dans leur fortune, avaient réduit leurs dépenses, la bourgeoisie elle-même, soucieuse de l'avenir, ne risquait point ses capitaux, et l'étranger, hostile ou prudent, ne s'approvisionnait guère en France. De là, un ralentissement considérable dans les manufactures, une gêne énorme dans la classe ouvrière.

La suppression des corporations eut pour résultat, en créant la concurrence, de jeter parmi les ouvriers un grand nombre d'artisans qui n'avaient pas assez de capitaux pour lutter avantageusement contre ceux qui étaient plus favorisés de la fortune. Et puis, les gens de métier n'étaient guère occupés dans les campagnes, ils vinrent encore grossir le nombre des ouvriers de l'industrie. Il y eut donc sur le marché des offres considérables de travail et peu de demandes. Les entrepreneurs en profitèrent pour abaisser les salaires; et comme, d'un autre côté, plusieurs récoltes mauvaises avaient fait monter le prix des denrées, la misère était profonde.

L'Assemblée nationale, sans accepter les propositions de Malouet, avait, dès le mois d'août 1789, laissé la municipalité parisienne ouvrir à Montmartre et ailleurs des ateliers de charité où chaque ouvrier recevait un franc par jour, quelque fût son travail. Elle avait même subventionné ces ateliers, dépensé pendant deux ans, plus de 15 millions et n'était parvenue qu'à un bien mince résultat : la misère croissait toujours.

§ 3. — Loi Chapelier contre les coalitions de patrons et d'ouvriers.

Ce fut bien pis après la loi de mars 1791 supprimant les corporations : le gouvernement paraissait impuissant à soulager les maux de la classe ouvrière.

Elle le comprit et essaya de se protéger elle-même. Dans beaucoup de métiers, dans les quelques manufactures qui subsistaient encore, les ouvriers voulurent s'associer et fonder des caisses de secours mutuels contre la maladie, les accidents, la vieillesse, le chômage. Ils croyaient tenir ce droit de la Constitution qui reconnaissait aux citoyens « le droit de s'assembler paisiblement et sans armes, en satisfaisant aux lois de police. » Mais l'Assemblée vit dans ces réunions un retour aux anciennes corporations, et, sur le rapport de Chapelier au nom du Comité de constitution, elle fit la loi des 14-17 juin 1791. L'article 2 est ainsi conçu : « Les citoyens d'un même état ou profession, les entrepreneurs....., les ouvriers et compagnons d'un art quelconque, ne pourront, lorsqu'ils se trouveront ensemble, se nommer ni présidents, ni secrétaires, ni syndics, tenir des registres, prendre des arrêtés ou délibérations, former des réglemens sur leurs prétendus intérêts communs. »

C'était inconstitutionnel et de plus l'Assemblée dépassait la mesure. Ces associations de patrons et d'ouvriers ayant pour but de défendre leurs intérêts et de se secourir mutuellement ne pouvaient donner que d'excellents résultats, du moment qu'elles n'employaient point la

violence pour entraver la liberté du travail ; et, s'il y avait eu dans l'Assemblée quelques hommes connaissant les ouvriers, leurs tendances, leurs besoins, il est à croire qu'ils se seraient vigoureusement élevés contre la naïveté et la contradiction du rapport Chapelier, auraient empêché le vote de la loi et économisé aux ouvriers près d'un siècle de luttes pour reconquérir un droit que la Constitution d'alors leur reconnaissait manifestement dans les quelques mots reproduits plus haut. Chapelier disait dans son rapport : « Il doit sans doute être permis à tous les citoyens de s'assembler ; mais il ne doit pas être permis aux citoyens de certaines professions de s'assembler pour leurs prétendus intérêts communs. Il n'y a plus de corporations dans l'État ; il n'y a plus que l'intérêt particulier de chaque individu et l'intérêt général. (1) » Est-il besoin de souligner la contradiction qui existe entre cette liberté d'association reconnue et retirée en même temps ?

Et après avoir ainsi restreint, sans raison, une des libertés fondamentales de 89, il veut montrer que d'ailleurs les associations sont inutiles, même quand elles n'auraient pour but que le secours mutuel ; car, dit-il : « C'est à la nation à fournir des travaux à ceux qui en ont besoin pour leur existence et des secours aux infirmes. » Il pose, sans s'en douter, des principes socialistes, le droit au travail et à l'assistance, qui sont la négation de toute liberté et de toute dignité, ainsi que nous le verrons plus tard lorsque nous étudierons les principes de la Révolution de 1848.

Il aurait bien mieux valu ne pas faire cette loi de 1791 et laisser aux ouvriers, comme ils le demandaient,

(1) (*Histoire parlement*. Tome X, page 193).

le soin de se secourir mutuellement et de s'organiser contre le chômage et la maladie ; il leur aurait été facile alors de ne pas accepter le travail à n'importe quel prix et de résister aux exigences des entrepreneurs. Chape-lier disait dans son rapport : « C'est aux conventions libres d'individu à individu à fixer la journée pour chaque ouvrier ; c'est ensuite à l'ouvrier à maintenir la convention qu'il a faite avec celui qui l'occupe. » C'était une pensée juste, mais à condition que les forces fussent égales de part et d'autre. Or, peut-on soutenir que l'ouvrier isolé, sans avances, peut résister au patron et débattre avec lui sur le pied d'égalité les conditions du travail ? Non, et selon la pittoresque expression de du Cellier la lutte s'établit le plus souvent « entre un sac d'argent et un estomac. » L'association seule, réglementée par la loi, pourrait mettre patrons et ouvriers sur le pied d'égalité dans le contrat de louage de services. Il est vraiment regrettable que la Constituante ne l'ait pas compris et que, dans la crainte assez excusable d'ailleurs de voir renaître les corporations, elle ait supprimé cette liberté que les gouvernements autoritaires qui lui ont succédé, ont eu garde de rétablir.

Il nous faudra lutter pendant près d'un siècle pour obtenir la loi de 1884 sur les syndicats professionnels qui reconnaît enfin cette liberté aux ouvriers comme aux patrons.

§ 4. — Quelques autres lois de la Révolution sur le travail.

Quand on a commencé à violer la liberté, il est difficile de s'arrêter. Après la loi du 17 juin 1791, celle

des 19-22 juillet sur les attroupements, la loi sur les assignats, le cours forcé, le maximum, les accapareurs, la prohibition des marchandises étrangères ; après avoir défendu les coalitions on empêcha, sous prétexte de salut public, certains ouvriers de s'enrôler, comme les armuriers (décret des 9-11 oct. 1792), les ouvriers de certaines fabriques de papier, (décret du 21 sept. 1793), ceux du fer, du bois, etc.

Sous un régime qui méconnaissait à ce point les lois économiques, le travail devait cesser à peu près complètement. Ce fut ce qui arriva. Aussi la misère était-elle grande.

La Convention voulut organiser l'assistance publique.

Elle adopta à peu près les idées de Chapelier, défendit la mendicité et proclama que l'Etat devait le travail aux hommes valides, l'instruction aux enfants, le secours aux malades, une retraite aux vieillards. Mais, en revanche, elle exigeait le travail des adultes et punissait les paresseux. (1) Partant de ces principes, elle supprimait les hôpitaux, les œuvres de charité et les remplaçait par le « Livre de la Bienfaisance » et la « Caisse nationale de prévoyance ».

Toutes ces réformes, pour utopiques qu'elles soient dénotent chez leurs auteurs un grand amour de l'humanité, un profond respect de la dignité de l'homme ; mais elles supposaient un désintéressement, une élévation de sentiments que peut seule donner une haute culture intellectuelle et morale et que ne comportaient ni les mœurs, ni le degré d'instruction des ouvriers à cette époque.

Talleyrand, Condorcet, Robespierre avaient conçu de

(1) Voir le rapport de Barrère. — Séance de la Convention du 22 floréal an II.

vastes plans d'instruction publique, qui avaient fait l'objet de rapports à la Constituante et à la Convention, mais ces plans n'étaient pas encore mis à exécution, et le peuple, à cette époque, était tout aussi ignorant que sous la monarchie.

Avec le Directoire s'ouvre une période de calme relatif. Aussi l'industrie, depuis si longtemps paralysée, fit-elle quelques efforts pour se relever. Les ouvriers décimés par les guerres, les troubles civils, la misère, ne suffisaient pas à la demande et s'ils avaient été plus sages et mieux instruits, ils auraient profité de cette concurrence pour élever le taux de leurs salaires et organiser ces associations dans lesquelles ils avaient vu leur salut en 1791. Ils ne le firent point : l'arrêté du 2 septembre 1796 contre les papetiers montre même que, loin de s'inspirer des idées de 91, ils tentaient de revenir aux abus des anciennes corporations.

**§ 5. — Coup d'œil sur les réformes de la Révolution
dans la législation du travail.**

La Révolution est terminée : qu'a-t-elle fait pour les ouvriers ? Elle leur a donné l'égalité civile, et la liberté du travail, mais ces deux réformes avaient un but politique autant que social, et en tous cas les ouvriers de cette époque n'ont pas joui des bienfaits qu'elles devaient apporter plus tard aux classes laborieuses ; la misère était effrayante. En revanche, elle défendit les associations d'ouvriers et de patrons et fit ainsi contre eux une première loi d'exception : elle aura dans les gouvernements qui lui succéderont de nombreux imi-

tateurs. Enfin elle régla la propriété industrielle par la loi sur les brevets d'invention. Voilà toute la législation industrielle, elle est peu étendue, et nous avons bien raison de dire, en commençant ce chapitre, que les questions du travail tenaient, à cette époque, une place tout à fait secondaire. Il faut dire au moins que si les membres de ces Assemblées n'ont pu réaliser dans la législation du travail des réformes plus considérables, ils étaient animés d'un ardent amour pour les classes laborieuses, et du plus grand respect pour la dignité humaine. Leurs plans d'enseignement, d'assistance publique étaient peu réalisables, mais leurs rapports, présentés aux divers Comités sur ces questions, témoignent, à défaut de connaissances pratiques, des sentiments les plus élevés sur les droits et les devoirs des ouvriers de l'industrie.

II. — CONSULAT ET EMPIRE

§ 1. — Reprise du travail. — Élévation du salaire.

« L'activité des esprits, dit M. Levasseur, (1) avait été assez grande jusqu'en 1795 pour faire presque oublier à la population le chômage des ateliers et le sacrifice de son bien-être. La même ardeur ne soutenait plus les esprits sous le Directoire, et les privations étaient plus vivement senties : de là un immense désir de sécurité ».

(1) *Op. cit.*, I, page 223.

Aussi le 18 brumaire fut-il accueilli par l'industrie avec une réelle satisfaction ; les ouvriers eux-mêmes, las, comme toute la nation, de vivre sur la place publique, furent heureux de voir se constituer un gouvernement fort, sous la direction de fait, d'un homme dont la gloire militaire flattait l'amour propre national : la France ne savait pas quel maître elle se donnait !

En quelques semaines, l'administration fut réorganisée, le calme et la confiance revinrent, et avec eux l'industrie commença à renaître. Quelques mois plus tard, Vital Roux (1) pouvait dire : « Cette France est si riche, elle est si industrielle, qu'à peine l'orage a cessé de gronder, toutes les traces de ses malheurs ont disparu ; ses ateliers ont été repeuplés, il s'en est formé de nouveaux, il s'en forme encore tous les jours..... »

Sous l'influence personnelle du Premier Consul aidé de la Société d'encouragement pour l'industrie nationale, grâce au luxe des nouveaux salons et de la nouvelle cour ; grâce surtout aux sages mesures du ministre de l'intérieur Chaptal, les manufactures se rouvrirent, et connurent encore une fois la prospérité. Malgré tout, les mémoires statistiques des départements réclamés aux conseils généraux par Chaptal constatent encore une grande différence entre le chiffre de la production industrielle sous le Consulat et sous Louis XVI. Mais sous l'Empire ces chiffres furent atteints et dépassés.

L'industrie fécondée par la science entre dans une ère nouvelle ; celle des machines. Elles sont encore mues par les bras de l'homme ou les manèges, mais la machine à vapeur est connue, bien que les manufactures l'emploient peu, et bientôt, elle remplacera, comme

(1) Rapport, page 59.

moteur, l'homme et les animaux. Le métier Jacquart, les machines à carder, à filer, à tisser la laine, le coton le lin ont été substitués aux anciens métiers, et l'économie de bras qu'ils procurent, permet d'étendre la fabrication et la consommation, en produisant à meilleur marché.

L'industrie des produits chimiques était découverte avec la soude artificielle ; celle du fer, avec l'extension des machines se développait aussi, au point que la consommation de la houille, qui donne, même à cette époque, une idée à peu près exacte du mouvement de l'industrie était de 929,000 tonnes en 1812 contre 250,000 tonnes en 1789. (1) On peut dire qu'à la fin de l'Empire, malgré les guerres et le blocus continental, l'industrie avait à peu près reconquis le terrain perdu pendant la période révolutionnaire.

Les ouvriers gagnaient des salaires fort élevés parce que la demande de travail était, à cause de la reprise des affaires, et surtout à cause de la conscription militaire, bien supérieure à l'offre. Le journalier de l'Eure gagnait 1 fr. 50 en 1789 et 2 fr. sous le Consulat. Dans la Moselle, le salaire moyen était, en 89, de 0 fr. 75 et, sous l'Empire, le manoeuvre gagne de 0 fr. 80 à 1 fr. ; le mineur 1 fr. 20, le maître fondeur 1 fr. 80. A Baccarat, le maître verrier gagnait 3 fr., le manouvrier 1 fr. 20. (2) Le prix des denrées s'était aussi un peu élevé, mais non dans cette proportion, aussi la classe ouvrière était-elle dans l'aisance.

Cette aisance, il faut le remarquer, résultait du mouvement général des affaires, de l'impulsion que Bona-

(1) Ces chiffres sont empruntés à M. Levasseur, *op. cit.*, I, page 313.

(2) Levasseur, *op. cit.* livre II, chapitre VII, *passim*.

parte imprimait à l'industrie et de la protection qu'il lui accordait. Mais elle ne provenait point des mesures prises par le gouvernement, dans l'intérêt direct de la classe ouvrière. Bonaparte aimait l'industrie comme source principale de la richesse nationale, il s'appuyait sur les manufacturiers dont il connaissait le dévouement intéressé, mais il se défiait des ouvriers qu'il trouvait trop turbulents.

§ 2. — **Législation ouvrière du Consulat et de l'Empire.**
— Elle favorise les patrons au détriment des ouvriers.

La législation ouvrière du Consulat et de l'Empire trahit partout cette défiance.

La principale loi sur cette matière est celle du 22 germinal de l'an XI.

Elle crée les Chambres consultatives des manufactures, fabriques, arts et métiers, mais elle a surtout pour but de régler les rapports entre patrons et ouvriers, et elle soumet complètement ceux-ci à ceux-là.

Elle dit bien, article 14, que « les conventions faites de bonne foi entre les ouvriers et ceux qui les emploient seront exécutées », ce qui met sur le même pied, employeurs et employés, mais le patron peut renvoyer à son gré un ouvrier ou un apprenti, tandis que ceux-ci ne peuvent le quitter qu'avec un certificat d'acquit ou un congé inscrit sur leur livret.

Ce livret qui aurait dû n'être qu'une pièce destinée à prouver l'identité de l'ouvrier, doit être déposé chez le maître, après visa de la police. (1)

(1) Ordonnance de police du 10 février 1804.

Le patron y inscrivait les avances faites à l'ouvrier, et si celui-ci le quittait ou était renvoyé avant complet paiement, son nouveau maître devait garantir la dette et la payer au moyen d'une retenue de $1/5^e$, sur le salaire de l'ouvrier. (1)

N'était-ce pas pour celui-ci une véritable servitude ?

La même loi de germinal punissait, article 6 : « Toute coalition contre ceux qui font travailler des ouvriers, tendant à forcer injustement et abusivement l'abaissement des salaires ; — (art. 7) toute coalition de la part des ouvriers, pour cesser en même temps de travailler..... »

Ainsi le simple fait, pour un ouvrier, de cesser le travail en même temps que plusieurs autres était un délit, qu'il y eût violence ou non. Il y a plus, d'après l'article 5, toute entente même tacite entre ouvriers, tombe sous le coup de la loi. Quant aux patrons ils peuvent se concerter comme ils l'entendent, ils n'ont rien à craindre.

Le Code civil lui-même, article 1781, fait au maître une situation privilégiée : en cas de contestation sur la quotité des gages et sur les acomptes donnés, il est cru sur son affirmation.

Les ouvriers n'étaient pas plus durement traités sous le régime des corporations.

Le Code pénal de 1810 eut la prétention d'inaugurer un régime plus équitable.

En fait rien n'était changé. L'article 414 punit bien les coalitions de patrons comme celles d'ouvriers, mais comment la police aurait-elle pu saisir ces coalitions de patrons ? Jamais ils ne descendent dans la rue, leur

(1) Arrêtés du 9 frimaire et du 10 ventôse de l'an XII.

petit nombre leur permet de se réunir en secret et sans désordre ; eût-on même pu les convaincre de s'être coalisés, que cette coalition n'était punissable qu'autant qu'elle était injuste ou abusive. Or, comment prouver à un patron qu'il abaisse ses salaires injustement, qu'il commet un abus ? En fait, le délit de coalition n'existait donc que pour les ouvriers. Il y a toutefois entre la loi de germinal et le Code pénal cette différence que le délit ne consiste plus à « cesser » mais à « faire cesser » le travail. La pénalité était aussi un peu moins rigoureuse.

Quoi qu'il en soit, l'ouvrier est toujours, au point de vue de la loi, dans une situation inférieure à celle des patrons. Même dans les conseils de prud'hommes, institution nouvelle et en apparence tout à fait démocratique, l'ouvrier est encore sacrifié au patron. Ces conseils, établis à Lyon le 18 mars 1806, devaient juger les contestations entre employeurs et employés dont connaissaient les maires d'après la loi de germinal. Ils devaient se composer d'ouvriers et de patrons, mais les ouvriers furent représentés par des chefs d'atelier et des maîtres travaillant à façon, et par conséquent, exclus en fait de ces conseils. Cette institution fut, malgré tout, un grand bienfait pour l'industrie lyonnaise, et un grand nombre de Chambres de commerce réclamèrent l'application de la loi du 18 mars 1806 aux manufactures de leur région.

Bonaparte favorisa aussi les sociétés de secours mutuels et une belle circulaire du ministre de l'intérieur, M. de Montalivet, recommanda aux préfets de prêter leur concours à cette forme d'association.

Les bureaux de bienfaisance furent créés et assez

largement dotés ; les hospices fermés sous la Révolution furent rouverts ; les monts-de-piété rétablis.

L'Empire, après avoir assujetti l'ouvrier au patron, se montra donc très favorable aux institutions destinées à soulager la misère, mais il laissa faire, il ne prit jamais l'initiative.

L'instruction, qui, plus que les lois sur le vagabondage et la mendicité, aurait pu moraliser la classe ouvrière encore si ignorante et si grossière, fut peu développée sous l'Empire.

En 1789, on comptait à peine dix mille écoles en France, on en comptait à peu près le même nombre en 1800. Plus tard les frères des écoles chrétiennes en fondèrent quelques-unes, mais on peut dire avec M. Levasseur (1) que, pendant toute la durée de l'Empire « l'enseignement primaire, sans stimulant et sans direction, ne fit que de très faibles progrès. »

En résumé, grâce à la reprise des travaux, l'ouvrier jouit, pendant la période du Consulat et de l'Empire, d'une certaine aisance et trouva assez facilement dans les institutions charitables les secours dont il pouvait avoir besoin. Mais l'Empire le laissa aussi ignorant que l'ancienne monarchie, aussi dépendant envers son patron.

Tous les efforts de Bonaparte tendent au développement de l'industrie. La Révolution avait proclamé la liberté du travail et, malgré de vives sollicitations en faveur du rétablissement des corporations, l'Empereur respecta ce principe, sauf quelques exceptions. A la sollicitation des manufacturiers, il fit la loi de germinal, la compléta par la loi sur les marques de fabrique, les

(1) *Op. cit.*, I, page 380.

prud'hommes, promulgua le code de commerce, etc..... Quant aux salariés, il ne fit rien pour eux : sa pensée, comme celle des classes dirigeantes était ailleurs, et les ouvriers étaient encore trop ignorants pour discuter leurs intérêts de manière à attirer sur eux l'attention des pouvoirs publics.

III. — RESTAURATION

§ 1. — Prospérité de l'industrie. — Développements qu'elle prend grâce à l'introduction de la vapeur dans les établissements.

La Restauration continua le système impérial et n'apporta aucune modification à la législation du travail.

Les dernières années de l'Empire, troublées par les défaites, avaient été très mauvaises pour l'industrie. La Restauration ramena la prospérité avec la paix, sans laquelle l'industrie ne peut vivre. Ses débuts furent pourtant pénibles, à cause de l'invasion, de l'indemnité de guerre et de la crise commerciale qui en fut la conséquence. Mais à partir de 1819, la prospérité augmenta chaque année. En 1820, la Banque de France escompta pour 253 millions d'effets de commerce ; 395 millions en 1823 ; 638 millions en 1825 et 668 millions en 1826. En 1810, on produisait en France 600,000 tonnes de houille, en 1829, 1,700,000 tonnes et il en aurait fallu plus de 2,300,000 tonnes.

En 1806, le commerce total de la France était de

933 millions et en 1830, il est de 1,221 millions. (1)

Cette prospérité était due à la paix qui permettait les affaires à long terme, mais aussi à l'introduction de la mécanique et de la vapeur dans l'industrie. Sous l'Empire, 15 établissements à peine, possédaient une machine à vapeur; en 1821, il y en avait 65, et en 1830, 625, représentant une force de 10,000 chevaux. (2) C'est aussi à cette époque (1827) que Seguin lance la première locomotive sur la ligne de Saint-Étienne.

L'outillage mécanique se perfectionnait et s'enrichissait de nouvelles découvertes : les bancs à broches, le battant brocheur, les tours à filer la soie dans l'industrie des filatures et du tissage; dans les forges : le soufflet à piston, le marteau frontal, le cylindre étireur, la grue pivotante, les machines à percer et à rogner le fer datent de cette époque. (3)

§ 2. — Situation faite à l'ouvrier par le développement de la machine à vapeur.

L'ouvrier a-t-il bénéficié de cette prospérité de l'industrie? Il est difficile de ne pas l'admettre, chaque citoyen profitant nécessairement de toute augmentation de la richesse nationale. Cependant il est certain que les salaires restèrent au moins stationnaires pendant cette période, et cela pour deux raisons principales. Sous l'Empire, la conscription prenait aux usines la plus grande partie des ouvriers : les bras étaient

(1) Pour ces chiffres, voir M. Levasseur, *Op. cit.*, I, liv. III, chap. 3, *passim*.

(2) M. Levasseur, *ibidem passim*.

(3) Rapport du général Poincelot sur l'exposition de 1851, T. III, 1^{re} partie.

rare, le salaire était élevé. Sous la Restauration, au contraire, les armées furent peu nombreuses et laissèrent à l'usine et à l'atelier la plus grande partie de la classe ouvrière. D'un autre côté, l'introduction des machines dans les manufactures rendit disponibles un grand nombre d'ouvriers. Là où il fallait autrefois 7 ou 8 hommes, un seul suffisait pour conduire une machine ; parfois même, le pouvait-on remplacer par une femme ou un enfant. Il y avait plus de travailleurs qu'il n'était nécessaire, le salaire dut baisser. M. Em. Chevallier (1) indique pourtant, d'après un travail de M. Poulain, ancien maire de Reims, une légère hausse des salaires dans l'industrie de la laine, dans la Marne, de 1814 à 1830. Le salaire moyen était de 1 fr. 50 en 1813 ; en 1830 il est de 2 fr. Fût-il resté stationnaire, le bien-être de la classe ouvrière aurait encore augmenté, car le prix de beaucoup de choses nécessaires à la vie avait diminué par l'effet même de l'abaissement du prix de la main-d'œuvre et du développement de la production.

Les ouvriers se plaignaient cependant vivement ; ils étaient effrayés de voir les machines prendre leur place dans les usines. Quelques publicistes, parmi lesquels Sismondi (2), se firent l'écho de ces plaintes et prophétisèrent pour la classe laborieuse les plus sombres destinées.

Les ouvriers souffraient, cela est certain ; ils se voyaient du jour au lendemain renvoyés de l'usine ou obligés d'accepter un maigre salaire car les entrepre-

(1) *Les salaires au XIX^e siècle*, page 54, (ouvrage couronné par l'Académie des sciences morales et politiques).

(2) *Nouveau précis d'économie politique*, Tome I.

neurs se montraient d'autant plus exigeants qu'ils remplaçaient plus facilement les mécontents.

J. B. Say avait beau dire que cette crise serait passagère, que l'industrie en se développant grâce aux machines, aux bas prix, aux nouveaux débouchés, occuperait un nombre tous les jours plus considérable d'ouvriers et donnerait à chacun des salaires plus élevés, on croyait plus volontiers les théories pessimistes de l'école anglaise, de Ricardo, de Malthus, prêchées en France par Sismondi et ses disciples. On allait même jusqu'à reprocher aux machines d'abêtir l'homme en le forçant à faire toujours la même chose.

L'histoire des soixante dernières années a pleinement donné raison à J. B. Say. Le commerce de la France qui était de 1168 millions en 1827 dépasse aujourd'hui 9 milliards ; le nombre des ouvriers a triplé et le salaire s'est élevé de plus de 50 0/0 en moyenne. (1)

Quant à l'abêtissement dont on menaçait la classe ouvrière, c'est le contraire qui est arrivé. Nous n'en donnerons comme preuve que l'exemple des canuts de Lyon (2). Le métier Jacquart, dit M. du Cellier « en les affranchissant d'un travail abrutissant exerça sur cette classe, dont la dégradation était proverbiale, une influence doublement heureuse et en releva le niveau moral en même temps que le niveau physique. »

En somme ce n'est pas la machine qui a dompté l'homme, c'est l'homme qui a dompté la machine : il la crée, la fait mouvoir comme il l'entend ; il commande, elle obéit.

Mais si les machines n'ont point eu sur les classes

(1) (Voir M. Em. Chevallier, *op. cit.*, 1^{re} partie, ch. IV).

(2) Cité par M. du Cellier, page 364.

ouvrières la mauvaise influence que celles-ci redoutaient alors, elles ont amené dans leur situation un changement qu'elles ne paraissent pas avoir compris tout d'abord.

Avec de pareils moyens de production, il fallait d'énormes capitaux ; aussi, est-il, à partir de ce moment, à peu près impossible à un ouvrier de devenir patron. Celui-ci, riche bourgeois, le plus souvent, d'une éducation et d'une instruction soignées, n'a plus rien de commun avec l'ouvrier, toute relation tend à cesser entre eux, ils ne font plus partie de la même classe.

Le patron alors ne considère plus ses ouvriers que comme de simples instruments de production, il ne les estime que dans la limite du profit qu'il en retire. L'ouvrier se sent exploité, il voit les prodigieuses fortunes nées, il le croit du moins, de son travail et de ses souffrances, aussi n'a-t-il plus dans le patron qu'un ennemi : c'est la guerre déclarée, cette fois, entre le capital et le travail.

§ 3. — Les machines et la lutte entre le capital et le travail.

L'introduction des machines dans les manufactures a eu un autre résultat qui n'a fait que rendre plus vive encore la lutte dont nous parlons. Les machines supposent de gros capitaux, de larges débouchés, de vastes établissements par conséquent, qui concentrent les ouvriers sous leur toit : hommes, femmes et enfants. La vie de famille n'est plus possible : le mari travaille dans un atelier, la femme dans un autre, parfois les enfants dans un troisième : ils ne se rencontrent plus

qu'aux repas. L'intérieur est négligé, la femme étant inhabile aux soins du ménage, le mari déserte le foyer pour le cabaret. Quelle éducation reçoivent les enfants dans un pareil milieu ! et comme ils sont bien préparés à recevoir les leçons des êtres « dépravés, qui vivent en dehors des lois, dans une lutte perpétuelle contre la société », et qu'on voit souvent dans les usines prêchant la discorde, l'immoralité et le crime !

Avec cette concentration d'ouvriers dans les usines se posent tous les problèmes si graves du salaire, des logements, du travail des femmes et des enfants, du nombre d'heures de travail des adultes eux-mêmes, de l'instruction, des institutions de prévoyance, etc.

§ 4. — La Restauration a peu fait pour les ouvriers.

La Restauration placée loin du peuple, conseillée par des hommes à droite comme à gauche du Parlement, trop étrangers, par leur origine censitaire, aux classes laborieuses, à leurs tendances, ne vit point ces changements dans la situation des ouvriers, et, par conséquent, ne fit rien pour apprécier leurs besoins réels, ni pour les soulager, en relevant leur situation matérielle et morale. Elle crut avoir fait beaucoup en maintenant contre de nombreux publicistes, et les vœux plusieurs fois renouvelés d'un grand nombre de Conseils généraux, les grands principes de la liberté du travail, de l'égalité civile, et de l'égalité d'aptitude aux fonctions publiques. C'était beaucoup en effet et il faut savoir gré aux ministres du roi d'avoir ainsi oublié le passé, et consacré les conquêtes de la Révolution.

Mais comment ne se sont-ils pas préoccupés plus vivement des intérêts des ouvriers ! C'est une grande faute politique. On pouvait les négliger quand ils n'étaient qu'un petit nombre comme sous l'ancienne monarchie, sous la Révolution et même sous l'Empire. Sous la Restauration, leur nombre grossissait à vue d'œil, l'augmentation de la population portait principalement sur eux ; des centres industriels se créaient dans beaucoup d'endroits. Les villes voyaient le nombre de leurs habitants presque doubler en quinze ans, à tel point que, presque partout, la bourgeoisie se trouvait en minorité. Malgré cela le gouvernement ne modifia point la législation du Consulat et de l'Empire. La loi de germinal subsistait avec ses règles sévères sur les livrets, ses inégalités au point de vue des coalitions. Les institutions de prévoyance ne se développaient que grâce à l'initiative privée, le gouvernement du roi, comme celui de l'empereur, tout en favorisant les œuvres charitables, ne prit, en cette matière, aucune mesure législative. La caisse d'épargne elle-même fondée en 1818, principalement par Delessert, ne fut qu'une société anonyme sous le nom de « Caisse d'épargne et de prévoyance », et les sociétés de secours mutuels étaient à peine connues du gouvernement.

L'instruction primaire pourtant fit des progrès assez sérieux et plus que toutes les autres questions intéressant la classe ouvrière, elle occupa l'esprit du Parlement ; il est vrai qu'on discuta bien plus sur la question des méthodes, que sur l'impulsion d'ensemble à donner à l'enseignement. Le gouvernement comme le dit M. du Cellier (page 372) « eut d'ailleurs le tort d'être trop exclusif, de vouloir réserver la direction des

écoles élémentaires au clergé et aux congrégations religieuses. » (1)

Ce fut une faute, car avec l'esprit libéral que la Révolution avait développé en France, on ne pouvait prétendre imposer une pareille direction à la masse de la population des villes et des centres industriels. On fut obligé de rapporter cette ordonnance le 21 avril 1828. Mais grâce à toutes ces discussions, 1400 communes restaient sans écoles, et ce n'est que par l'ordonnance du 14 février 1830 due à Guernon Ranville que l'instruction primaire fut véritablement fondée en France.

Il était trop tard. La Restauration s'écroula sous la haine de la petite bourgeoisie soutenue par les classes laborieuses, sans avoir rien fait pour les ouvriers, on peut même dire sans avoir entendu leurs plaintes.

Le patron est tout, l'ouvrier n'est rien, voilà si l'on veut employer une formule brève ce qui ressort nettement de notre étude sur l'histoire des travailleurs de la grande industrie jusqu'en 1830.

(1) Ordonnance du 8 avril 1824.

CHAPITRE III

LES OUVRIERS SOUS LE GOUVERNEMENT DE JUILLET,
LA RÉPUBLIQUE DE 1848,
L'EMPIRE ET LA RÉPUBLIQUE DU 4 SEPTEMBRE 1870.

I. — GOUVERNEMENT DE JUILLET.

§ 1. — Mesures qu'il est forcé de prendre en faveur des classes ouvrières.

Le peuple avait pris une grande part à la Révolution de juillet, et les ouvriers éprouvèrent une certaine déception, lorsqu'ils virent la branche cadette remplacer la branche aînée des Bourbons. Leurs chefs les avaient conduits au combat en leur parlant de la République, ils furent bien étonnés d'avoir contribué au rétablissement d'une monarchie ! Ils avaient au moins reconquis le drapeau tricolore et avec lui, pensaient-ils, devaient définitivement triompher les principes de 89. Ce ne fut point cependant sans protester, et plus d'une fois les armes à la main, qu'ils supportèrent le nouveau gouvernement. Lyon fut plusieurs jours au pouvoir de l'émeute, et les ouvriers de Paris jusqu'en 1834, descendirent fréquemment dans la rue. Quoiqu'il en soit,

le nouveau gouvernement était placé plus près des ouvriers que ceux qui l'avaient précédé, et, s'il prit encore peu de mesures législatives pour améliorer leur situation matérielle et morale, ce n'est pas qu'il ignorât leurs souffrances et leurs vœux ; c'est plutôt qu'il s'appuyait sur son Parlement toujours composé de grands industriels, dont les intérêts étaient en opposition avec ceux de la classe ouvrière. Malgré l'abaissement du cens pour l'électorat politique, les ouvriers n'avaient point de représentants à la Chambre des députés, et si les élus de la nation tenaient leurs pouvoirs de collèges électoraux plus larges qu'autrefois, les salariés n'avaient encore aucune influence sur leur élection.

La presse libérale, les philosophes, les économistes, comprirent mieux que les hommes d'État le rôle futur de cette classe dont le nombre allait croissant tous les jours, et qui, mieux instruite de sa puissance par les derniers événements ne tarderait pas à réclamer sa part d'influence dans la direction des affaires publiques. Le père Enfantin, Fourier, St-Simon, n'auraient pu se faire écouter sous la Restauration, et sous le gouvernement de Louis-Philippe, leurs doctrines furent prêchées au grand jour, il y eut même des tentatives pour les faire descendre dans le domaine pratique.

Les ouvriers eurent aussi leurs journaux pour défendre leurs idées et discuter leurs prétentions.

Le gouvernement ne pouvait donc laisser de côté les nombreuses questions qui ont rapport à la situation matérielle et morale des classes laborieuses et cependant, il est certain que, sans méconnaître ses devoirs à l'égard des travailleurs, il se montra, législativement du moins, plus favorable aux patrons.

Les luttes parlementaires des dernières années de la Restauration, les troubles, les émeutes du commencement du règne de Louis-Philippe avaient déterminé une crise industrielle intense. Les affaires étaient suspendues, et beaucoup de fabriques étaient sur le point de congédier leurs ouvriers. Aussi dès les premières séances de la Chambre, le ministère déposa-t-il des projets de loi tendant à faciliter le prêt sur marchandises (1), à créer des comptoirs d'escompte et à prêter 30 millions au commerce et à l'industrie,

Tous les députés n'approuvèrent point ces projets. « Ce n'est pas le manque d'argent qui est cause de la souffrance du commerce, disait le rapporteur de la commission..... (2), c'est la crainte de l'avenir ». Les millions furent cependant votés : 14 millions 1/2 furent distribués à 248 maisons de Paris et 15 millions 1/2 à 196 maisons de province. (3)

§ 2. — **État de l'industrie pendant le règne de Louis-Philippe.**

Les industriels étaient toujours prépondérants au Parlement, aussi le système protecteur fut-il maintenu comme sous la Révolution, l'Empire et la Restauration. C'était une entrave au développement du commerce et de l'industrie, et malgré cela, ils firent, pendant le règne de Louis-Philippe, les progrès les plus considérables. Ainsi en 1831, le commerce extérieur était de 1.131 millions, et en 1847, il est de 2.613 millions. La poste qui

(1) Loi du 8 septembre 1830.

(2) *Moniteur* de 1830, page 1191.

(3) *Moniteur* de 1831, page 1492.

porte les commandes et les imprimés recevait en 1830 63 millions de lettres et 39 millions d'imprimés, et en 1847, 125 millions de lettres et 90 millions d'imprimés. La Banque de France escomptait en 1830 pour 617 millions d'effets de commerce, et en 1847 pour 1.854 millions. Malgré la loi qui diminuait le nombre des personnes astreintes à la patente, il y avait 1.443.000 patentés en 1847 au lieu de 1.100.000 à la fin de la Restauration. Il n'y avait en 1830 que 616 machines à vapeur et en 1847 il y en a 4.853, représentant 61.630 chevaux de force.

La houille remplace à peu près le bois dans la grande industrie et abaisse les prix de la fonte et du fer de 20 à 30 0/0. Le marteau pilon devient plus lourd et permet de forger d'énormes masses de fer.

L'outillage se modifie et se perfectionne, les machines à raboter et à découper deviennent étonnantes de précision.

De nouvelles industries se créent, entre autres celles des toiles métalliques, des ponts en fer et en tôle, du fer galvanisé.

Les machines coûtent moins, dépensent moins de combustible et rapportent plus, aussi les prix des objets manufacturés sont-ils de moins en moins élevés.

Les filatures s'agrandissent et deviennent plus nombreuses. En 1834, il y avait en France 1.500.000 broches, en 1844, il y en avait 3.500.000, et chacune produisait 50 0/0 en plus.

C'est à cette époque que sont nées les industries des vêtements confectionnés, de la ganterie, des chaussures vissées, du caoutchouc, des papiers peints, du carton

pierre. L'éclairage au gaz fait aussi d'énormes progrès. (1)

L'industrie fut donc très prospère sous le gouvernement de Louis-Philippe grâce à la longue période de paix dont la France jouit à cette époque, grâce au développement et à l'amélioration des voies de communication, grâce surtout aux chemins de fer qui, après de longues hésitations finirent par sillonner le pays.

Le décret de 1811 avait classé les routes nationales. Le gouvernement de Louis-Philippe classa les chemins vicinaux, imposa la prestation en nature, créa les agents-voyers, et dépensa pour ces chemins, tant en prestations qu'en argent, 550 millions de 1837 à 1848.

La continuation des canaux fut activée et en 1848, il y avait en France à peu près 4.200 kilomètres de canaux et 36.000 kilomètres de routes. (2)

Après bien des hésitations, des tâtonnements sur le point de savoir qui les construirait, qui les exploiterait, quel tracé ils suivraient, etc., la loi du 11 juin 1842 sur les chemins de fer fut enfin votée sur le rapport de M. Dufaure. L'État divisa le réseau français en huit grandes lignes. C'est lui qui achète les terrains, fait les terrassements, les stations, les ouvrages d'art, sauf remboursement des 2/3 par les départements et les communes. Quant aux Compagnies, elles doivent sabler les voies, poser les rails, fournir le matériel, entretenir les chemins. La jouissance revient à l'État à l'expiration du bail, moyennant remboursement de la valeur des voies et du matériel à dire d'expert. (3) Les

(1) Voir pour tous ces détails, M. Levasseur, *op. cit.*, tome II, livre IV, *passim*.

(2) Levasseur, *Ibid.*, page 68, note 2.

(3) *Moniteur* de 1842, page 853.

Compagnies constituées, les capitaux affluèrent et la construction marcha rapidement. De 1842 à 1848, 6.000 kilomètres furent concédés; en 1848 il y avait 4.762 kilomètres en construction et 1.830 kilomètres étaient déjà livrés à la circulation. Ce fut pour l'industrie la découverte la plus importante du siècle, elle devait révolutionner le monde.

§ 3. — Développement du bien-être dans les classes laborieuses.

Est-il nécessaire de montrer combien toutes ces améliorations augmentèrent le bien-être de l'ouvrier?

Il est certain d'abord qu'il profita, comme tout français, de la facilité des communications et des transports. Il est non moins certain que le développement de l'industrie et des grands travaux publics, en augmentant la demande de travail, fit monter le taux des salaires : la meilleure preuve c'est que les ouvriers agricoles émigrèrent en grand nombre dans les villes pour jouir de la plus value des salaires industriels. Il y eut des exceptions, mais cela tenait à des causes toutes locales, telles que l'ouverture d'une fabrique en pleine campagne, l'entêtement des patrons ou des ouvriers à conserver un outillage suranné, mais ce ne sont que des exceptions et il reste vrai, qu'en général, le taux des salaires s'éleva sous le gouvernement de Louis-Philippe.

Les prix des denrées avait aussi augmenté, mais non dans la même proportion, et si l'ouvrier avait été prévoyant il lui eut été facile de mettre en réserve quelque argent pour les mauvais jours : malheureusement la

plus grande partie de cette augmentation allait au cabaret.

Tout n'y allait pas cependant : les statistiques constatent qu'à ce moment la consommation du pain, de la viande, augmente sinon comme moyenne par individu, au moins comme chiffre total, ce qui prouve que le bien-être se développait, puisque un plus grand nombre de personnes pouvaient en profiter. La consommation du vin, du sucre, du café, du tabac conduit aux mêmes conclusions, il est donc certain que l'ouvrier vivait plus largement en 1847 qu'en 1830.

Devait-il ce bien-être au gouvernement ? Oui, au moins dans une certaine mesure : c'est le gouvernement qui lui avait donné la paix, qui avait activé les travaux publics, construit et entretenu les chemins de fer : autant de mesures qui avaient favorisé le développement de l'industrie, et, comme conséquence, amené le bien-être jusque dans les couches les plus profondes de la société.

Mais toutes ces mesures avaient bien plus directement profité à l'industrie qu'à l'ouvrier, et c'est ce qui nous faisait dire en commençant ce chapitre que les faveurs du gouvernement de Louis-Philippe furent encore pour les patrons.

Ce n'est point à dire pourtant que le pouvoir issu de la Révolution de juillet n'ait point porté sa sollicitude sur les classes ouvrières : les questions sociales étaient d'ailleurs trop discutées à cette époque pour que le gouvernement pût les négliger.

§ 4. — Institutions d'épargne et de bienfaisance.

L'ouvrier gagnait plus d'argent qu'autrefois, mais faute d'instruments d'épargne, il aurait tout dépensé. Les caisses d'épargne existaient, mais elles étaient encore dans la période des tâtonnements, et leurs résultats étaient peu considérables. La loi du 5 juin 1835 pose les véritables principes de cette sage institution.

L'État devient dépositaire des sommes versées, paie un intérêt aux déposants et prélève la somme nécessaire à la rétribution de ses agents. Sa protection n'est point gratuite et, d'un autre côté il laisse à chaque caisse la direction de ses affaires. Ce sont, à notre avis, les vrais principes qui doivent présider à l'intervention de l'État en matière d'institutions de prévoyance. Ces caisses d'épargne favorisées par la suppression de la loterie prirent un développement considérable et permirent, non seulement aux ouvriers, mais aux sociétés de secours mutuels elles-mêmes et à toutes les œuvres de bienfaisance de trouver un placement avantageux pour les petites sommes qu'elles avaient en réserve. La Restauration avait fondé 14 caisses, il s'en fonda 83 en 1835 et en 1846 il y en avait 364 avec 728,000 déposants et un total de dépôts de 381 millions de francs. (1)

Les sociétés de secours mutuels tout d'abord suspectes à l'administration qui voyait en elles un foyer d'opposition à cause du rôle des mutuellistes de Lyon dans les événements des premières années du règne, furent, à partir de l'enquête sur la situation des classes

(1) Levasseur, *op. cit.*, II, page 145.

ouvrières, favorisées par le gouvernement. M. de Remusat dans une belle circulaire les recommande aux préfets (1). Religieuses dans le midi, placées sous l'invocation d'un saint, mais sans aucun caractère religieux, dans le Nord, elles prospérèrent, malgré les articles 291 et 292 du Code pénal, malgré la loi du 10 avril 1834 ; il faut reconnaître d'ailleurs, qu'à partir de 1840, le gouvernement ne fit guère appliquer ces articles. M. Levasseur, citant une statistique générale (2), constate qu'il s'était formé 1.088 sociétés de secours mutuels de 1830 à 1848 contre 337 de 1814 à 1830.

Pour l'assistance, on ne trouve sous le gouvernement de Louis-Philippe aucune loi qui l'organise. L'administration fit peu, mais elle favorisa de tout son pouvoir les œuvres dûes à l'initiative privée, les bureaux de bienfaisance, les hospices eurent ses faveurs. Le gouvernement comprit, et c'est un éloge à lui faire, qu'il devait quelque chose aux victimes du malheur mais qu'il n'avait point à s'occuper des imprévoyants, des coupables ; les secours à leur donner relèvent de l'équité humaine et par conséquent de la charité privée. Les institutions charitables se développèrent considérablement, mais elles eurent presque toutes un caractère religieux ; les ouvriers, chez lesquels l'instruction commençait à pénétrer, goûtèrent peu ces institutions qui, d'après eux, donnaient trop sous la forme humiliante et peu moralisatrice de l'aumône. Les écrivains qui soutenaient leurs intérêts dans « l'Union » la « Fraternité » la « Ruche populaire » et même « l'Atelier », les entretenaient dans ces idées ; aussi vit-on naître un

(1) *Moniteur* de 1848, page 1851.

(2) *Op. cit.*, II, page 148, note 3.

certain nombre d'institutions destinées à combattre les causes de la misère et de la démoralisation, plutôt qu'à en atténuer les effets. Le gouvernement lui-même était entré dans ces vues en faisant voter la loi sur les caisses d'épargne, en favorisant les sociétés de secours mutuels, en donnant, par l'ordonnance de 1837, une existence légale aux salles d'asile, et même, nous le croyons du moins, en modifiant le décret de 1811 sur les enfants trouvés et en affirmant par là, la responsabilité des parents.

**§ 5. — Lois relatives à l'instruction et au travail des enfants
dans les manufactures.**

La loi la plus féconde en résultats pour la classe ouvrière, qui ait été votée sous le gouvernement de 1830 est, sans contredit, la loi du 28 juin 1833 sur l'enseignement primaire. Toute commune dut entretenir une école, soit à elle seule, soit en se réunissant à une ou plusieurs communes voisines ; tout individu muni d'un certificat de capacité put diriger une école ; toute école était sous la surveillance des inspecteurs de l'Université. Malgré des difficultés matérielles considérables, la loi fut exécutée, et assez rapidement pour qu'il y eut en 1848, 43.614 écoles contenant 2.176,000 garçons au lieu de 27.365 écoles publiques ou privées en 1830 donnant l'instruction à 969.340 écoliers. (1)

On organisa aussi un grand nombre d'écoles d'adultes, d'écoles régimentaires, d'écoles professionnelles, etc.

(1) *Rapport au roi sur la situation de l'instruction primaire* en janvier 1848, par M. de Salvandy.

L'instruction primaire était maintenant sous le régime de la loi et non plus sous celui des ordonnances que tel ou tel ministre pouvait modifier au grand dommage des maîtres et des élèves.

Les résultats furent considérables et à partir de 1840 on remarqua dans les jeunes générations d'ouvriers une élévation véritable du niveau intellectuel et moral. Quelques écrivains contestaient ces résultats, et prétendaient, au contraire, qu'une instruction aussi superficielle que celle de l'école primaire était plutôt une cause de démoralisation qu'un élément de progrès, et ils le prouvaient en montrant le nombre croissant des criminels sachant lire et écrire. Sans doute, il y avait plus de criminels instruits, mais quelle preuve tirer de là, sinon que l'instruction se répandait plus avant dans les masses. D'ailleurs de 1826 à 1848 la moyenne des hommes sachant lire et écrire avait augmenté de 52 0/0, et celui des accusés sachant lire et écrire de 18 0/0 seulement (1). C'est donc la conclusion contraire qu'il faut tirer de cet exemple choisi par les détracteurs de la loi de 1833.

Une autre loi, celle du 22 mars 1841 sur le travail des enfants dans les manufactures, montre quel intérêt le gouvernement de Louis-Philippe portait aux jeunes ouvriers, l'espoir de l'industrie et aussi de la nation. Il voulait les protéger contre l'avarice des parents et des patrons. Villermé, chargé par l'Académie des sciences morales et politiques d'une enquête sur la situation des ouvriers, fit, des labeurs imposés aux enfants, un tableau des plus émouvants (2). L'Angleterre, la Prusse

(1) M. Levasseur. *Op. cit.*, II, page 158.

(2) Villermé. Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie.

l'Autriche, la Bavière avaient déjà, sur cette matière, des lois protectrices. Le gouvernement français crut ne pas devoir rester en arrière et déposa un projet contre lequel une forte opposition se déclara à la Chambre des députés où siégeaient beaucoup de manufacturiers (1). Le projet fut cependant voté par les pairs et les députés et devint la loi du 22 mars 1841.

Cette loi vise « les manufactures, usines et ateliers à moteur mécanique ou à feu continu, toutes les manufactures occupant plus de 2.000 ouvriers dans un atelier. » Ces établissements ne devaient pas employer d'enfants au-dessous de 8 ans. De 8 à 12 ans, les enfants ne devaient fournir par jour que 8 heures de travail coupées par des repos ; de 12 à 16 ans, douze heures, également coupées par des repos.

Jusqu'à 13 ans, les enfants ne devaient pas travailler la nuit, et de 13 à 16 ans, ils ne pouvaient le faire qu'exceptionnellement.

Des inspecteurs étaient chargés de faire exécuter la loi, et de punir d'une amende toute contravention relevée par eux.

On avait résisté dans les Chambres au nom de la liberté des patrons et des pères de famille ; la loi ne fut pas mieux accueillie dans le pays par les intéressés, aussi fut-elle mal exécutée, et si l'intention avait été excellente, l'effet fut mauvais.

(1) Voir le *Moniteur* de 1840, séances des 12 au 29 décembre.

§ 6. — Malgré le tableau qu'en font les publicistes de l'époque, la situation des ouvriers s'est améliorée pendant le règne de Louis-Philippe.

En résumé si le gouvernement de Juillet, s'appuyant sur les industriels, fit plus pour eux que pour la classe ouvrière, celle-ci vit pourtant de 1830 à 1848 son bien-être se développer grâce à l'élévation assez générale des salaires, grâce aux institutions de prévoyance, telles que la caisse d'épargne et les sociétés de secours mutuels grandement favorisées par le pouvoir ; elle vit aussi s'élever le niveau intellectuel et moral de ses membres et ce fut le résultat de la loi sur l'instruction primaire, aussi bien que de la loi sur le travail des enfants dans les manufactures. Il est certain, en effet, que la classe ouvrière bénéficiait largement des progrès du temps : « Au lendemain de la Révolution de 89, dit M. Levasseur, (1) on n'aurait peut-être pas trouvé deux ouvriers capables de tenir une plume pour défendre leurs intérêts et discuter les questions sociales. Depuis 30 ans ils avaient étudié, et, bien que les générations élevées sous le bénéfice de la loi de 1833 ne fussent pas encore sorties de la première jeunesse, plusieurs lisaient, quelques-uns écrivaient, ils avaient déjà des journaux particuliers. »

Tous les écrivains étaient loin d'avouer ces progrès, et les ouvriers eux-mêmes faisaient dans leurs journaux le tableau le plus sombre de leurs misères. Ils montraient la population ouvrière mal nourrie, mal

(1) *Op. cit.*, II page 159.

logée surtout, entassée dans les faubourgs, autour des centres industriels où rien n'avait été préparé pour elle ; ils montraient l'ouvrier exposé sans défense au chômage, à la maladie, à la vieillesse, à la misère, tandis que les patrons s'enrichissaient de leurs travaux et de leurs souffrances. Les moralistes peignaient l'ivrognerie des hommes et la débauche des femmes donnant naissance à des enfants abâtardis, portés au crime (1) et, tous, à l'envi, rendaient l'industrie responsable de tous ces maux.

Sans doute la misère était considérable mais elle le sera toujours dans une classe qui vit au jour le jour, d'un salaire variable et incertain. Quant aux vices, ils sont de tous les temps. « On est vivement frappé des désordres et des vices qui affligent nos regards dans les temps présents, écrivait le baron de Gerando. (2) Dans chaque siècle les gens de bien ont déploré la corruption dont ils étaient témoins, et ont cru qu'elle surpassait celle des temps antérieurs. Aujourd'hui, plusieurs circonstances concourent à donner plus de force à cette prévention des esprits. La destinée des classes ouvrières est devenue pour les publicistes, les économistes, les moralistes, l'objet d'une étude nouvelle, d'une attention sérieuse et investigatrice !..... L'objet, sans être changé, grossit aux yeux quand il est plus rapproché, mieux remarqué. »

Voilà bien la vérité : les misères et les vices de la classe laborieuse étaient plus étudiés, mieux connus, plus effrayants par conséquent. En réalité les enquêtes prouvaient aux environs de 1846 que sous le rapport du

(1) Villermé et Dupuis.

(2) *Des progrès de l'industrie*, page 11.

bien-être et de la moralité les ouvriers étaient plus mal traités dans les petits ateliers que dans les grands établissements ; les statistiques montraient que le nombre des naissances naturelles diminuait un peu dans la seconde partie du règne de Louis-Philippe, et que d'ailleurs les départements agricoles n'étaient pas les plus épargnés. Les crimes poursuivis en cour d'assises diminuaient aussi. (1) La stature moyenne des hommes et la durée moyenne de la vie s'élevaient dans des proportions notables. Le tableau de tous les maux déchaînés sur les ouvriers par la grande industrie était donc incontestablement trop chargé, les couleurs en étaient trop sombres, mais cette peinture eut au moins pour résultat d'attirer l'attention des classes supérieures sur la situation des ouvriers et de provoquer, sans que le gouvernement s'en doutât, une nouvelle évolution des classes laborieuses : leur avènement à la vie politique.

Le gouvernement en effet ne se préoccupait pas assez, dans les derniers temps surtout, des tendances et des aspirations des classes laborieuses ; il s'applaudissait du développement du commerce et de l'industrie, mais il n'avait pas assez étudié les idées en circulation, pour pouvoir indiquer, avec quelque autorité, la part de la vérité et de l'utopie dans ces doctrines. « Aussi les ouvriers étaient autorisés à penser, dit M. du Cellier (2) » que si la loi leur eût accordé le droit de suffrage, les pouvoirs publics auraient eu plus d'égards pour leurs réclamations, et que les hommes ambitieux ou actifs, obligés d'étudier de près leurs intérêts auraient su trouver quelques moyens d'améliorer leur situa-

(1) 7,466 de 1831 à 1835, et 7104 seulement de 1841 à 1845.

(2) *Op. cit.* page 148.

tion ». La bourgeoisie elle-même se trouvait trop éloignée des affaires publiques ; le roi refusait d'élargir la loi électorale par l'adjonction des capacités. Ouvriers et bourgeois s'allièrent comme en 1830, et la royauté fut emportée au cri de « vive la Réforme ! »

II. — RÉPUBLIQUE DE 1848

§ 1. — La classe ouvrière au pouvoir. Les ateliers nationaux. — Le droit à l'assistance et au travail.

Le peuple instruit par l'exemple de 1830, se garda bien de se dessaisir du pouvoir. Ses chefs constituèrent un gouvernement composé de MM. L. Blanc, Arm. Marast, Flocon et Albert. Il se confondit bientôt avec celui qui avait été formé à la Chambre des députés.

La classe ouvrière était enfin maîtresse de la situation : elle dicta souverainement ses volontés au Gouvernement provisoire.

La lutte des derniers jours avait effrayé l'industrie qui avait fermé ses ateliers ; les ouvriers étaient sans travail, sans ressources, par conséquent, car ils ne peuvent jamais supporter longtemps le chômage.

Le Gouvernement, à l'exemple de 1791, créa les ateliers nationaux. Dès le 27 février, il ordonna la reprise des travaux dans les bâtiments et édifices publics, et décréta d'urgence des travaux de terrassement dans Paris et la banlieue : tranchée de Clamart, gare de

l'Ouest, amélioration de la navigation de l'Oise, chemin de fer de Sceaux à Orsay, etc. Le salaire fut fixé à 2 fr. par jour pour les ouvriers actifs et 1 fr. 50 pour les autres.

M. Em. Thomas, commissaire du gouvernement près des ateliers nationaux, commença le 9 mars avec 6000 hommes, et à la fin d'avril il y en avait 100.000.

Que faire avec un si grand nombre d'hommes, d'appétitudes si diverses ? Le résultat fut à peu près négatif ; les ouvriers, comme en 91, s'habituèrent à l'oisiveté, et, ceux qui n'avaient pas quitté les anciens ateliers, devinrent envers leur patron d'une exigence démesurée.

Ces ateliers nationaux avaient été institués par la Commission du travail, présidée par L. Blanc qui siégeait au Luxembourg. C'était la réalisation d'une des promesses faites au peuple par le Gouvernement provisoire, le 26 février 1848.

« Le gouvernement provisoire de la République française, disait-il, s'engage à garantir l'existence de l'ouvrier par le travail.

« Il s'engage à garantir du travail à tous les citoyens ; il reconnaît que les ouvriers doivent s'associer entre eux pour jouir du bénéfice de leur travail. » (1)

Droit au travail, droit d'association reconnu aux ouvriers, voilà les principes que le gouvernement proclama dès les premiers jours. C'était au reste le résumé des vœux des classes laborieuses et de leurs chefs, sous la monarchie.

Le premier principe avait reçu son application avec l'institution des ateliers nationaux.

Le second pouvait être appliqué au gré des ouvriers,

(1) *Moniteur* du 26 février 1848.

puisqu'il leur suffisait pour cela d'exercer un droit reconnu, mais il ne le fut guère avant le décret du 5 juillet, qui mettait à la disposition des associations libres de patrons et d'ouvriers, ou d'ouvriers entre eux, un crédit de 3 millions. L. Blanc avait pourtant installé dans l'ancienne prison pour dettes 1.200 travailleurs associés, qui étaient chargés de confectionner 110.000 tuniques et pantalons pour la garde nationale. Des fileurs, des passementiers, des selliers, travaillèrent aussi dans les mêmes conditions pour le compte de l'État. Mais c'était là du travail à façon, puisque les associés ne fournissaient ni l'atelier, ni la matière première, ce n'était point la véritable association.

Le Gouvernement provisoire complétait son plan d'organisation du travail par l'affectation des Tuileries aux invalides du travail (1), par le décret du 2 mars 1848 fixant, à la demande des ouvriers, la journée de travail à 10 heures à Paris et à 11 heures en province, et supprimant le marchandage, au moins celui des tâcherons (2), par le décret du 24 mars 1848, suspendant le travail dans les prisons, et prohibant celui des militaires en activité de service, et enfin par des mesures de police, excluant les étrangers des travaux nationaux. (3)

Le peuple était souverain, le gouvernement transformait en décret le moindre de ses désirs, et voilà, d'après les ouvriers et ceux qui les dirigeaient, les mesures propres à guérir tous leurs maux, voilà les principes qui devaient nous conduire à une rénovation sociale ! Le droit au travail, c'est-à-dire le droit pour

(1) Décret du 24 février 1848. — *Moniteur* du 25.

(2) *Moniteur* du 3 mars 1848.

(3) *Moniteur* du 19 mars 1848.

tout individu de prélever sur la fortune des autres ce qui est nécessaire pour subvenir à son existence, n'est-ce pas la négation de la liberté, n'est-ce pas surtout la suppression de la propriété? Proudhon ne reculait pas devant ces conséquences : « Laissez-moi le droit au travail, disait-il, et je vous abandonne la propriété ». C'était bien la peine de lutter depuis le temps où l'homme vivait sous le régime patriarcal, pour passer de la propriété collective aux concessions féodales et de celles-ci à la propriété individuelle, pour revenir enfin au régime de l'État nourissant et entretenant tous ses membres comme le faisaient il y a quelque trois mille ans, les patriarches de la Bible, comme le font encore quelques peuplades de l'Afrique! L'humanité est-elle donc condamnée à rouler éternellement dans un cercle vicieux d'où elle ne puisse s'échapper pour marcher vers le progrès indéfini! Non. Nous allons depuis la naissance du monde vers la liberté et la propriété individuelle et, comme le dit si vivement M. Levasseur (1), « le génie moderne tourne le dos au droit au travail ». Longtemps encore par conséquent, l'intérêt sera le mobile le plus puissant de toutes les actions humaines et en particulier du travail, de l'épargne. C'est au point de vue moral, un sentiment peu noble sans doute, mais il a produit des résultats économiques tels qu'il ne nous est pas permis jusqu'ici de lui préférer le point d'honneur dont parle M. L. Blanc, surtout après les déplorables essais des ateliers de charité et des ateliers nationaux. Mais nous avons confiance dans l'avenir, dans le progrès. Elevez de plus en plus par l'instruction, le niveau intellectuel et moral de la nation,

(1) *Op. cit.*, II, page 258.

guérissez la classe ouvrière des plaies qui la rongent : l'ivrognerie, la paresse, l'imprévoyance, et vous pourrez proclamer le droit au travail, vous pourrez renier le mobile de l'intérêt et lui substituer celui du point d'honneur plus noble certainement, plus digne aussi du généreux idéal que se faisaient de l'humanité MM. L. Blanc, Considérant, Ledru-Rollin, Mathieu de la Drôme, etc., vous n'aurez même pas besoin de proclamer ce principe. D'eux mêmes, les ouvriers sauront trouver du travail car presque jamais il ne fait défaut, même à notre époque, aux hommes consciencieux et honnêtes ; et si par hasard le chômage survenait, la prévoyance que nous leur supposons les mettrait pour longtemps à l'abri du besoin.

Restent les vaincus de la fortune et les infirmes. A ceux-là, mais à ceux-là seuls, l'État doit l'assistance ; il ne doit rien aux paresseux et aux désœuvrés. L'État moderne a émancipé les citoyens, à eux de pourvoir à leur subsistance ! Ce n'est point que sa mission soit moins élevée, moins importante, elle grandit au contraire avec la civilisation. Pendant longtemps on ne lui demandait que la sécurité et la justice : avec le développement du commerce on a réclamé des voies de communication ; plus tard il a fallu des écoles. Comme le dit M. Levasseur (1) : « La charge qui lui incombe est essentiellement variable ; une société ignorante ne songe pas encore à demander à l'État le bienfait de l'instruction ; et il est évident que dans une société riche, l'État a le devoir, puisqu'il en a les moyens, de traiter ses indigents et ses invalides mieux qu'il ne le ferait dans une société pauvre ».

(1) *Op. cit.*, II, page 258.

Le progrès social consiste à donner à chacun une somme de bien-être de plus en plus grande, à augmenter par conséquent la richesse des individus et de la nation. Eh bien ! elle ne serait pas loin de sa ruine, la nation qui assumerait la tâche de nourrir ses paresseux et ses désœuvrés ; on ne prend de la peine en effet, on n'épargne, on ne s'enrichit que pour soi et ceux qu'on aime ; et pour tout dire, M. Thiers avait raison, on meurt pour la patrie, mais on ne travaille pas pour la communauté.

Les partisans du droit au travail s'entendaient peu d'ailleurs sur les moyens d'exécution. Ils parlaient vaguement de renvoyer aux champs la population surabondante, de défricher des landes, etc... mais point de précision dans leurs indications : « Un seul député, dit M. Levasseur, M. Pelletier, proposa son remède ; ce n'était rien mieux que des ateliers nationaux, avec leur oisiveté, rendus perpétuels dans toute la France, et soldés au moyen d'une retenue faite sur tous les salaires ». Nous savons ce que vaut un pareil remède. Le Gouvernement provisoire s'abusait donc étrangement en proclamant comme un moyen puissant de soulager les maux des classes laborieuses, le droit au travail : il avançait l'avenir et ne pouvait par conséquent faire œuvre durable.

§ 2. — Du droit d'association.

Le second principe que le Gouvernement inscrivit dans le décret du 25 février était le droit d'association. C'était une idée chère aux ouvriers et qui avait été prêchée par tous leurs journaux et particulièrement par « l'Atelier »

pendant le règne de Louis-Philippe. L. Blanc en fit l'essai, nous l'avons vu, mais dans des conditions qui ne permettent pas de porter sur ce principe un jugement définitif. Il est hors de doute pourtant que l'association est féconde en résultats ; et ce n'est pas à nous qui connaissons les merveilles qu'elle enfante chaque jour, sous forme de sociétés industrielles et commerciales, de contester la puissance de ce principe. Ce que l'association a fait pour les classes supérieures, elle peut, elle doit le faire pour les classes ouvrières. Volontiers nous dirons avec M. L. Blanc : « l'association est une grande et noble chose ». Malheureusement ce principe d'une application facile, immédiate a été peu expérimenté et si on le jugeait par les résultats qu'il a donnés on serait bien plus tenté de le condamner que de le recommander aux classes laborieuses. C'est que l'association pour réussir, exige chez les membres de la société des qualités diverses qui supposent un niveau intellectuel et moral plus élevé que ne l'était le niveau moyen des ouvriers de 48. Il ne suffit pas de se grouper au hasard et de dire « nous mettons en commun notre travail et nos économies » pour constituer une société capable de vivre, de réaliser des profits, de transformer en associés véritables les salariés de la veille. A une société d'ouvriers comme à une société de patrons, il faut de l'habileté et de la prudence dans la direction, une grande habitude des relations commerciales, une connaissance exacte de l'état du marché, et avec tout cela du courage, de la persévérance, de l'ordre, de la prévoyance, autant de qualités bien difficiles à réunir chez des hommes durs au travail mais soupçonneux par éducation et par habitude, impré-

voyants par tempéramment, ignorants encore comme le sont les ouvriers d'aujourd'hui, comme l'étaient, à plus forte raison, ceux de 1848.

Le gouvernement favorisait pourtant de tout son pouvoir les associations entre ouvriers ou entre patrons et ouvriers. Comprenant que pour s'associer il faut des capitaux, la Constituante, sur le rapport de M. Corbon, vota, nous l'avons vu, un crédit de 3 millions destinés à faire des prêts aux associations ouvrières. Un conseil d'encouragement fût créé pour étudier les demandes (1). De plus, d'après le décret du 15 juillet, les associations d'ouvriers purent concourir à l'adjudication des travaux publics, elles étaient dispensées de cautionnement, et, à rabais égal consenti par un patron et une association ouvrière, celle-ci l'emportait.

Malgré toutes ces faveurs, peu d'associations se présentèrent aux adjudications, aucune ne réussit, sauf celle des paveurs qui, d'après le rapport de L. Faucher à la Législative du 18 décembre 1849, paya ses membres 4 francs par jour et distribua en outre, en 1849, à chacun des associés un dividende de 178 francs.

Beaucoup d'associations s'étaient formées cependant, car plus de 600 demandes de prêts avaient été adressées au conseil d'encouragement en 1848 et en 1849. On prêta, à 5 0/0 au-dessus de 25.000 fr. et à 3 0/0 au-dessous (2), une somme de 2.590.500 francs à 56 associations : 30 à Paris, 26 dans les départements.

En 1852, 18 associations à Paris 12 dans les départements avaient sombré, et dès 1858 il n'en restait plus que 9 à Paris dont 4 seulement prospères. A côté de

(1) Décret du 5 juillet 1848.

(2) Décret du 15 nov. 1848.

ces associations subventionnées il s'en était formé qui n'avaient rien demandé à l'État. Il y en avait plus de 100 et 35 disaient faire de bonnes affaires.

La statistique prétend que 1.500 ouvriers seulement tentèrent de s'associer avec ou sans la subvention de l'État et que 300 à peine persistaient après 1852. Ils n'avaient pas gagnée en 10 ans de quoi rembourser les trois millions votés par la Constituante. (1)

L'échec était complet, et s'il fallait juger sur cette expérience le principe de l'association, il serait condamné. Mais l'expérience a été mal faite, les ouvriers ignoraient les choses les plus élémentaires du commerce, s'occupaient trop de politique, et se sachant soutenus par l'État ne se donnaient pas assez de peine; la faillite était inévitable.

Il n'en reste pas moins certain que l'association mieux composée, mieux réglée, mise en pratique par des hommes plus instruits et plus laborieux doit produire d'excellents résultats; peut-être même est-ce un des moyens d'arriver à la solution de ce problème social qui nous occupe. En tout cas cette réforme était prématurée en 48, elle devait échouer faute d'hommes capables de la mener à bien.

Voilà les deux principaux remèdes que le peuple, pour la première fois véritablement maître du pouvoir et de ses destinées, avait trouvés pour guérir les maux des classes laborieuses; tous deux furent expérimentés et produisirent de tristes résultats; la paresse et le défaut d'élévation d'esprit d'un côté, l'ignorance et l'incapacité de l'autre paralysèrent les bons effets qu'en

(1) Pour toutes ces indications voir M. Levasseur, *op. cit.* tome II, page 262 et suivantes.

attendaient leurs inventeurs. Ils montraient pourtant chez ceux qui les recommandaient les sentiments les plus élevés et les plus généreux ; le second surtout, supposait chez les membres du Gouvernement et de la Constituante une connaissance assez exacte des besoins de la classe ouvrière et comme une vision de l'avenir. Mais les meilleures théories ont souvent le tort de n'être pas praticables, ou le malheur d'être expérimentées trop tôt, sans préparation, sans méthode, et par conséquent sans aucune chance de succès. C'est l'histoire du droit au travail et du droit d'association proclamés par le décret du 25 février.

**§ 3. — Projets et lois de la Constituante relatifs
aux classes laborieuses.**

La Constituante ne fut vraiment pas heureuse dans ses conceptions pour l'amélioration du sort des ouvriers ; elle souleva beaucoup de questions, telles que celles relatives à l'enseignement, à l'assistance publique, aux secours mutuels, aux retraites, aux établissements de prévoyance et de crédit, au travail des femmes et des enfants dans les manufactures, aux prud'hommes. Elle fournit beaucoup de documents à la Législative, mais elle n'aboutit qu'à une loi sur l'assistance publique à Paris (1), et au décret du 27 mai 1848 sur l'élection des prud'hommes qui rangeait parmi les patrons : les contre-maitres, les chefs d'atelier, les patentés faisant travailler un ou plusieurs ouvriers, créait électeurs les ouvriers domiciliés depuis six mois dans la circonscrip-

(1) Loi du 10 janvier 1849.

tion, et faisait élire les prud'hommes ouvriers par les patrons et les prud'hommes patrons par les ouvriers. C'était dépasser la mesure : les salariés choisirent de préférence des contre-maîtres et les patrons ne furent plus représentés. Bien appliquée, la loi devait être bonne, les ouvriers la faussèrent et prouvèrent encore une fois qu'ils ne savaient pas user de leurs droits et de leur force avec sagesse et modération : il faut longtemps pour apprendre à se servir utilement de la liberté.

Toutes ces tentatives socialistes avaient effrayé l'industrie, les capitaux s'étaient cachés et, en 1848, le commerce de la France n'était plus que de 2,015 millions au lieu de 2,614 millions en 1847 ; à la fin de l'année le portefeuille de la banque de France contenait encore, malgré les diverses prorogations d'échéances, 16 millions d'effets en souffrance (1) ; les classes ouvrières étaient malheureuses et c'est pour leur venir en aide que le Gouvernement avait institué les ateliers nationaux et qu'il favorisa les associations d'ouvriers entre eux ainsi qu'entre patrons et ouvriers. Nous savons le résultat de ces deux mesures et nous voyons maintenant combien peu les salariés eurent à s'applaudir du passage de leurs représentants au pouvoir : ceux-ci ont d'ailleurs une excuse, ils n'avaient pas prévu la victoire et n'étaient nullement préparés à appliquer leurs doctrines.

(1) M. Levasseur, *op cit*, II, page 294 et suiv. ;

§ 4. — L'Assemblée législative réagit contre les tendances socialistes de la Constituante : — Sa législation du travail.

Les élections à la Législative furent une lutte violente entre le parti de la République démocratique et sociale et celui de l'ordre. Ce dernier obtint la majorité, mais le premier compta plus de 100 représentants dans l'Assemblée. Les députés de l'ordre eux-mêmes ne devaient pas oublier qu'ils émanaient du suffrage universel et qu'ils avaient pour mission d'améliorer par de sages mesures législatives le sort des masses qui les avaient élus. Tous le comprirent et l'Assemblée législative profitant des travaux et des discussions de sa devancière, vota plusieurs lois, qui, bien que conçues dans un esprit tout différent de celles de la Constituante sont néanmoins, dans leur ensemble, un progrès réel pour la législation du travail.

Elle nomma une commission de l'assistance qui étudia toutes les questions concernant le travail : apprentissage, livret, caisses d'épargne, de secours mutuels, de retraites, coalitions, abrogation de l'article 1781 du Code civil.

L'apprentissage est réglé par la loi 22 février 1851. Le nombre des apprentis est illimité, l'âge minimum n'est pas fixé. Le maître doit avoir 21 ans et une bonne conduite. Il doit traiter l'apprenti en père de famille et celui-ci lui doit, de son côté, fidélité, obéissance, respect. L'apprenti n'est tenu qu'à 10 heures de travail jusqu'à 12 ans, et à 12 heures jusqu'à seize ans. C'est une loi protectrice de l'apprenti, elle lui donne contre les mau-

vais traitements de son maître un recours devant les prud'hommes dont les jugements avaient, dans ce cas, une sanction pénale ; elle fut bien accueillie et rendit des services à l'enfance laborieuse.

La loi sur les livrets votée le 4 mai 1851 fut moins libérale. Elle restreignit à 30 francs l'inscription des avances, et au dixième, le montant à opérer sur les salaires pour le remboursement de ces avances ; il aurait été plus sage d'admettre l'avis du Comité d'assistance et de supprimer toute inscription : le livret, si on voulait le conserver, ne devait être pour l'ouvrier qu'un instrument destiné à prouver son identité.

L'Assemblée législative avait compris que le moyen le plus sûr d'améliorer la situation des classes ouvrières était de développer chez elles l'idée de prévoyance. Elle vota la loi du 30 juin 1851 sur les caisses d'épargne et leur donna une base plus solide en abaissant jusqu'à 1.000 francs le chiffre maximum des dépôts. Elle diminuait ainsi la dette flottante et garantissait les déposants contre le retour des mesures par lesquelles le Gouvernement provisoire avait limité le chiffre des remboursements et empêché les caisses d'épargne de remplir leur but principal qui est de constituer une réserve pour les temps de misère.

La loi du 15 juillet 1850 sur les sociétés de secours mutuels, est un progrès réel sur la législation antérieure, et quelques-unes de ses décisions sont basées sur une connaissance exacte des tendances des ouvriers. Le président est nommé par les sociétaires dont le nombre ne peut être inférieur à 100 ni supérieur à 2000. Ces sociétés ne peuvent donner de pensions de retraite, ni se dissoudre sans l'autorisation

du gouvernement, elles doivent pour leurs cotisations suivre les tables officielles de maladie et de mortalité. Ces minutieuses précautions déguisaient peut-être une ingérence trop directe de l'État dans ces sociétés, et ceux qui pensaient que la liberté d'association doit être complète, que les associés agissent à leurs risques et périls, blâmaient la loi et ne la trouvaient pas libérale. Il faut avouer en tout cas qu'elle était bien inspirée en protégeant les ouvriers contre leur générosité exagérée qui les portait à donner à leurs invalides des pensions hors de proportion avec les ressources de la société, contre leur ignorance en leur donnant des bases certaines pour le calcul de leurs cotisations, contre la cupidité de certains nouveaux venus qui, plus d'une fois, avaient demandé la liquidation d'une société prospère pour se partager un capital à la formation duquel ils n'avaient point contribué.

La liberté vaut mieux que tout cela, mais il ne faut pas oublier qu'à cette époque les sociétés de secours mutuels étaient encore dans l'enfance, et que l'enfance a toujours besoin de guides et de conseils.

Toujours pour développer chez les ouvriers l'idée de prévoyance, l'Assemblée vota la loi du 19 juin 1850 sur la caisse des retraites. L'ouvrier peut, avec une petite économie sur son salaire annuel, se constituer, pour ses vieux jours, une rente viagère qui le mette à l'abri de la misère. Il peut même, s'il le désire, stipuler la restitution du capital à ses héritiers.

Il peut y avoir dans l'application de cette loi, si cette forme d'épargne prenait un grand développement, un danger réel pour l'État qui verrait sa dette flottante s'accroître dans d'énormes proportions, mais il lui

serait facile de se décharger, par une loi nouvelle, du fardeau de la caisse des retraites, en confiant pour l'avenir à des sociétés d'assurances le soin de recevoir les versements et de servir les pensions. Cette loi de 1850 est éminemment moralisatrice et fait le plus grand honneur à ceux qui l'ont préparée, défendue et votée.

Le Gouvernement et l'Assemblée furent bien moins heureusement inspirés dans la loi du 27 novembre 1849 sur les coalitions qu'elle interdit absolument, aussi bien aux patrons qu'aux ouvriers. L'attitude de ces derniers pendant les premiers mois de la Révolution, et surtout les journées de juin, avaient effrayé les députés, et on voulut, par tous les moyens possibles, empêcher le retour de pareilles scènes. C'était une loi impolitique qui excitait contre l'Assemblée la défiance et la haine des ouvriers, et l'expérience des régimes déchus en montrait l'inutilité puisque toutes les lois antérieures avaient été impuissantes à empêcher les coalitions et les grèves.

Il est regrettable aussi que la Législative ait refusé d'abroger l'article 1781 du code civil qui consacre en faveur des maîtres un privilège injustifiable et suranné.

La loi du 15 mars 1850 proclama la liberté de l'enseignement depuis si longtemps réclamée. Mais elle fut rédigée dans un esprit contraire à l'Université et favorable au clergé; elle rejeta la gratuité et l'obligation de l'instruction primaire et mit l'instituteur dans la plus étroite dépendance de l'autorité communale et préfectorale en annihilant l'autorité universitaire. Sous une apparence libérale, elle donnait au clergé, l'avenir l'a prouvé, une influence prépondérante dans l'enseignement national, elle faisait de l'instituteur le subordonné du maire et du curé, alors que la justice et le bon sens sont d'accord pour en faire

un fonctionnaire placé sous la direction des inspecteurs d'académie, du ministre de l'instruction publique, indépendant par conséquent de l'évêque aussi bien que du préfet.

La Législative avait compris tout ce que peuvent pour les salariés la prévoyance et l'épargne, aussi rendit-elle sur ces matières les meilleures lois qui eussent encore été votées.

Les classes laborieuses lui durent aussi d'excellentes lois sur l'assistance judiciaire, le mariage des indigents, les logements insalubres, etc.... Il est regrettable qu'elle se soit rendue suspecte à la démocratie par des lois sur les rapports entre patrons et ouvriers, entre ceux-ci et l'État, lois dans lesquelles elle oublia souvent les principes d'égalité et de liberté inscrits dans la Constitution.

Avec le Gouvernement provisoire et la Constituante les ouvriers par leurs représentants et leurs chefs étaient au pouvoir, ils ont pu faire descendre dans le domaine de la pratique les théories qu'ils avaient soutenues sous le Gouvernement de Juillet, ils ont pu se convaincre aussi que les doctrines les plus séduisantes ne sont pas les plus réalisables, et que les réformes les plus légitimes, les plus désirables sont l'œuvre du temps et de l'expérience : ceux d'entre eux qui sont éclairés et que n'aveuglent point les passions politiques conviennent volontiers qu'un peuple maître de ses destinées par le suffrage universel obtient plus du développement régulier de ses institutions que des violences et des soubresauts d'une révolution : c'est à notre avis la morale à tirer des événements de 48.

III. — EMPIRE

**§ 1. — L'empereur cherche à s'attacher les ouvriers
tout en les maintenant sous sa dépendance.
Suppression des sociétés ouvrières.**

Le coup d'État du 2 décembre 1851 avait suspendu la vie parlementaire en France ; toutes les libertés étaient supprimées, tous les pouvoirs concentrés dans la main de l'Empereur qui ne devait à personne compte de ses actes. Sous un régime aussi dictatorial, aussi despotique, il était à craindre que le gouvernement n'eût aucun souci des ouvriers, ou qu'il ne s'occupât d'eux que pour les opprimer. L'Empereur les savait portés vers le socialisme et même le communisme, théories absolument opposées au pouvoir personnel ; il les savait hostiles au gouvernement impérial, il n'eût pas été étonnant qu'il les négligeât. Il n'en fut rien ; l'empire se dit issu de la volonté nationale, et se fit un titre de gloire de sa sollicitude pour les classes ouvrières ; la législation du travail tint une large place dans les préoccupations du gouvernement et l'Impératrice se plaisait à se mettre à la tête de toute sorte d'œuvres charitables, ou à les placer sous le haut patronage du Prince impérial : c'était un système, un moyen de gouvernement.

Mais les ouvriers des usines ne se laissèrent jamais prendre à ces avances intéressées, ils virent clairement que tout ce qu'on faisait pour eux était aux dépens de

leur liberté, ils n'acceptèrent jamais l'Empire et lui prouvèrent parfois, en descendant dans la rue, que, malgré les plébiscites, il n'avait point leur confiance.

L'Empereur ne se rebuta pas, il fit jusqu'à la fin les plus grands efforts pour se concilier la faveur des ouvriers qui, avec le suffrage universel, disposaient d'ailleurs d'une influence considérable ; il était trop habile, trop clairvoyant pour ne pas voir qu'un jour viendrait où les ouvriers sans exception, à la campagne comme à la ville, suivraient l'exemple de Paris, de Lyon, de Marseille, etc, et enverraient au Corps législatif, des députés hostiles à la constitution impériale. Aussi montra-t-il la plus grande sollicitude pour les classes ouvrières, sans sacrifier toutefois l'autorité absolue, principe fondamental de son gouvernement : les institutions les plus favorables, en apparence, aux ouvriers avaient toujours pour but et presque toujours pour résultat de renfoncer l'action du pouvoir central.

Le gouvernement impérial craignait les sociétés ouvrières qui, sous la République de 48, s'étaient occupées de politique autant que d'industrie ; il en supprima un grand nombre, entre autres « la Société des ménages » qui comptait 2.000 adhérents et dont la commission exécutive fut arrêtée ou poursuivie ; « l'Association fraternelle des travailleurs unis » de Vienne (Isère), malgré les protestations des gérants qui la disaient société de commerce régulièrement constituée. La suppression était prononcée sans que l'autorité se préoccupât du but de la société : elle portait ombrage, c'était suffisant.

Quant aux sociétés qui voulurent se former, l'administration se montra à leur égard d'une exigence telle que bien peu furent fondées. M. Herber constate qu'à

Paris, il n'y avait en 1854 que 27 associations ouvrières, dont il ne restait plus qu'une vingtaine en 1858, encore la plupart étaient-elles antérieures à 1852. (1)

L'idée d'association demeurait pourtant toujours chère aux ouvriers, et la sévérité avec laquelle l'empire appliquait à leur égard l'article 291 du Code pénal et la loi du 10 avril 1834 est une des causes les plus puissantes de l'opposition des ouvriers de l'industrie au régime impérial.

§ 2. — Efforts inutiles des ouvriers pour obtenir le droit d'association.

En 1862, les délégués ouvriers à l'exposition universelle de Londres célébrèrent à l'envi dans leurs rapports, les bienfaits de l'association : ils avaient vu les « trade-unions » anglaises, ils rêvaient de les implanter en France sous une forme ou sous une autre ; aussi demandaient-ils tous la formation de chambres corporatives ou syndicales.

Il existait déjà à Paris de nombreuses chambres syndicales de patrons, les unes fondées sous Louis-Philippe les autres sous la République de 48, quelques-unes sous l'empire qui leur témoignait une certaine bienveillance, le tribunal de commerce renvoyait même souvent les affaires à leur arbitrage.

Les ouvriers en 1864 demandèrent qu'on les autorisât à élire des chambres semblables, et M. Darimon porta leur demande au Corps législatif. Ils n'avaient même pas attendu une loi favorable, ils avaient tenté de

(1) Voir M. Levasseur, *op. cit.*, II, page 372, note 1.

fonder à Paris et à Lyon des associations destinées à leur donner les mêmes avantages. Mais l'article 291 du Code pénal était toujours une menace, malgré la loi du 25 mai 1864 modifiant les articles 414, 415, 416 du Code pénal, et les associations de plus de vingt personnes restaient interdites. Là Cour de cassation l'affirmait elle-même et dans son arrêt du 23 février 1866, elle dit en propres termes : « Le droit de se coaliser n'emporte pas le droit de former des associations de plus de vingt personnes, en contravention aux articles 291 du Code pénal et 1^{er} de la loi du 10 avril 1834 ».

Le gouvernement prépara un projet de loi sur cette matière ; mais les ouvriers se défiaient et leurs chefs réclamaient pour eux la liberté d'association pure et simple ; ils ne voulaient point de législation exceptionnelle. « Nous ne pensons pas, disaient-ils dans leur lettre aux journaux du 19 février 1865, qu'on doive faire une loi spécialement destinée aux ouvriers. » Il n'y avait aucune chance que l'Empire leur accordât cette liberté, aussi se contentèrent-ils, en comptant sur l'avenir, des règles du code de commerce. Le gouvernement modifia pourtant son projet de loi dans un sens plus libéral (1), mais les défiances restèrent les mêmes et le projet ne fut pas converti en loi.

Sous la forme « d'une société en nom collectif à l'égard du gérant, et d'une commandite simple à l'égard des autres associés » forme recommandée par le journal « *l'Association* » (2), beaucoup d'associations ouvrières se fondèrent, les unes de crédit mutuel, les autres de production, d'autres de consommation. « Dans la

(1) Annexe à la séance du Corps législatif, du 18 avril 1866.

(2) Supplément d'août 1865.

seconde moitié de l'année 1866, dit M. Levasseur (1), on comptait déjà à Paris 120 crédits mutuels, 7 sociétés de consommation, 51 sociétés de production et, dans les départements, une centaine de sociétés de diverses espèces en fonction ou en formation. » Il se forma aussi des chambres syndicales d'ouvriers, mais en petit nombre, et elles étaient dues pour la plupart non à des ouvriers, mais à des étrangers à la profession. « Quelques hommes hardis et remuants, dit M. Hubert Valleroux (2), rédigeaient des statuts et nommaient un bureau, puis des convocations étaient faites par la voie de la presse pour engager les ouvriers de métier à venir à ces réunions publiques qui venaient d'être permises et étaient à la mode ; là on recueillait des souscriptions ; on en récoltait d'autres dans les ateliers, et c'est ainsi que se fondèrent, au moins à Paris, nombre de syndicats. » Mais ces associations ne pouvaient produire de grands résultats, elles n'étaient que tolérées par l'Empereur, et très suspectes à son entourage.

**§ 3. — Législation impériale en matière d'épargne
et de bienfaisance.**

L'empire favorisa beaucoup l'épargne et la prévoyance.

Les caisses d'épargne restent toujours soumises à la loi de 1851, malgré les réclamations des directeurs et notamment de celui de Paris, qui se plaignent de la limite imposée par la loi aux dépôts.

(1) *Op. cit.*, II, page 382.

(2) *Les corporations d'arts et métiers*, page 337.

Beaucoup de caisses furent créées, avec des succursales ; le nombre des livrets augmenta dans une grande proportion. M. Levasseur indique, pour 1864, 492 caisses, et 430 succursales. Les livrets étaient au nombre de 1.719.785, et les sommes versées montent à 462 millions. Au 31 décembre elles étaient de 480.914.921 : plus du tiers de cette somme était dû aux ouvriers. (1)

Outre ces dépôts, il faut encore comprendre dans le chiffre épargné chaque année, les valeurs mobilières achetées par les caisses elles-mêmes conformément à la loi de 1851, et celles que les ouvriers se procuraient directement depuis que circulaient les petites coupures.

Les sociétés de secours mutuels furent largement dotées. Le décret du 22 janvier 1852 mit à leur disposition 10 millions provenant des biens de la famille d'Orléans. Cette somme servit à acheter 437.500 fr. de rentes que géra la Caisse des dépôts et consignations. Un autre décret du 26 mars 1852 crée une nouvelle espèce de sociétés de secours mutuels, celles des sociétés approuvées. Ces sociétés pouvaient prendre des immeubles à bail, posséder des objets mobiliers. Elles jouissaient de certaines faveurs pour leurs versements aux caisses d'épargne, pour leurs fonds de réserve destinés à servir des retraites à leurs invalides, pour les droits de timbre et d'enregistrement, pour les frais funéraires. Les villes et les communes devaient même leur fournir gratuitement des locaux, des livrets, des registres. Les diplômes d'associé pouvaient servir de passeport : autant de dispositions extrêmement favorables au développement de ces sociétés. Mais on leur faisait payer

(1) M. Levasseur, II, p. 421 et suivantes *passim*.

bien cher toutes ces faveurs. Les statuts devaient être approuvés par le préfet, le président était nommé par le gouvernement, la société ne pouvait compter plus de 500 membres sans autorisation spéciale et devait admettre des membres honoraires ; elle ne devait promettre de pensions que sous certaines conditions ; la dissolution de la société pouvait être prononcée par le préfet. C'était, sous apparence de protection et de bienveillance, la soumission des sociétés de secours mutuels aux représentants du pouvoir.

Le décret ne supprimait ni les sociétés privées, ni les sociétés reconnues, il les engageait même à se faire approuver, mais le gouvernement vit d'un mauvais œil celles qui ne le firent pas, et appliqua contre un certain nombre l'article 291 du Code pénal ainsi que la loi de 1834. C'était arbitraire et impolitique, mais les ouvriers commençaient à apprécier les services que devait leur rendre cette institution de prévoyance et, malgré leur défiance pour tout ce qui était sous le patronnage du gouvernement, les sociétés de secours mutuels prospérèrent. Il y avait en France, en 1851, 2.237 sociétés comprenant 255.472 membres dont 20.192 honoraires et possédant 9.649.660 fr. (1), en 1869, le nombre des sociétés s'élève à 6.100, celui des sociétaires à 794.500 avec un capital de 55 millions 100.000 fr. (2)

L'idée d'épargne et de prévoyance faisait donc de grands progrès, mais que de chemin il lui restait encore à faire pour obtenir les résultats des nations industrielles, et surtout de l'Angleterre !

La caisse des retraites pour la vieillesse avait peu

(1) M. Levasseur, *Op. cit.*, II, page 429.

(2) Voir M. de Foville, *La France économique*, page 334.

réussi jusqu'en 1856. En 1851, elle n'avait reçu que 1.200.000 fr., nous ne parlons pas de l'année de 1852, dans laquelle, grâce à une mesure fiscale dangereuse, elle reçut 30 millions. Cette mesure fut rapportée et, en 1855, cette caisse n'avait guère reçu que 3 millions.

La loi du 7 juillet en élevant le maximum de la pension à 750 fr. et en favorisant les versements, surtout ceux des sociétés anonymes, donna une vive impulsion aux opérations de la caisse des retraites. La loi du 12 juin 1861 porta le chiffre maximum de la pension à 1.000 fr. et celle du 4 mai 1864, à 1.500 fr. aussi à la fin de cette dernière année, le capital de la caisse s'élevait à 87.135.992 fr. et, en 1869, il était de 133.316.502 fr., (1) nouvelle preuve des progrès faits depuis le règne de Louis Philippe, par les classes laborieuses dans la voie de la moralisation. Le gouvernement impérial, il faut lui rendre cette justice, favorisa toutes les institutions d'épargne et de prévoyance; il en créa même de nouvelles, telles que les caisses d'assurance en cas de décès et en cas d'accidents résultant des travaux agricoles et industriels. (2) Il leur aurait été bien plus utile encore en leur donnant la liberté et en laissant à chacun, les institutions une fois créées, le soin d'en profiter selon ses besoins et ses goûts particuliers.

L'empire ne négligea non plus ni l'assistance publique, ni les secours à domicile, ni les maisons de refuge, ni les hôpitaux. L'Impératrice, nous l'avons déjà dit, était à la tête de toutes les œuvres charitables, et il est certain que la charité publique et privée s'ingénia pendant cette période à soulager les souffrances des classes

(1) *Annuaire statistique de la France* 1886, page 271.

(2) Loi des 11-15 juillet 1885.

laborieuses, à fonder toutes sortes d'œuvres destinées à secourir non seulement les misères qui se montraient au grand jour, mais aussi celles qui n'osaient se plaindre. Malgré tout, les ouvriers n'étaient pas reconnaissants : les uns ne voyaient dans toutes ces institutions charitables que le paiement d'une dette, les autres que des manœuvres intéressées. Pour nous qui jugeons sans parti pris et sans passion, nous ne voudrions pas nier que la bienveillance impériale fût quelquefois intéressée, mais nous croyons fermement que bien des mesures favorables aux ouvriers, repoussées par ses conseillers, ont été suggérées à l'Empereur par ses vieilles tendances socialistes et humanitaires tout autant que par les besoins de sa politique.

§ 4. — Lois sur le livret, les coalitions, les conseils de prud'hommes, etc.

Pour les rapports entre patrons et ouvriers, l'empire du moins dans sa première période avait conservé la législation antérieure et l'appliquait avec sévérité. S'il la modifiait, il la rendait plus rigoureuse.

En 1854, le 22 juin, il fit sur les livrets d'ouvriers une loi qui les rendait obligatoires pour toutes les catégories d'ouvriers, en faisait une condition pour l'inscription sur les listes électorales des prud'hommes, et punissait les contraventions à ces dispositions d'une amende de 1 à 15 francs, et dans certaines circonstances d'un emprisonnement de 1 à 15 jours.

Elle ne supprimait point l'inscription des avances, c'était donc une aggravation de la loi de 1851.

Quant aux coalitions, on appliquait les articles 414, 415 et 416 du Code pénal, on poursuivait même la simple entente. De 1853 à 1862 inclusivement, le ministère public poursuivit 749 coalitions d'ouvriers, en tout 4.522 prévenus dont 613 furent acquittés; 89 coalitions de patrons comprenant 629 prévenus dans 237 furent acquittés (1). Ces chiffres disent avec une certaine éloquence le zèle que mettait le ministère public à obéir aux ordres de l'Empereur et l'impuissance de la loi à empêcher les grèves. Il est à peine utile d'ajouter que l'article 1781 du Code civil restait toujours en vigueur.

Vers 1862, le gouvernement impérial se départit un peu de sa sévérité envers les ouvriers. L'Empereur venait de donner à la France la liberté commerciale, une des révolutions les plus fécondes dont l'histoire gardera le souvenir. Il comprit que, comme corollaire, il devait la liberté du travail, il la donna, autant que le pouvait faire l'auteur de la Constitution de 1852.

La loi de 1854 sur le livret tomba en désuétude, beaucoup d'industriels renoncèrent à l'exiger, la plupart des ouvriers négligeaient de s'en munir, l'autorité laissa faire.

Plusieurs condamnés en vertu des lois sur les coalitions avaient été graciés par l'Empereur, malgré les dispositions manifestement contraires du Sénat et du Corps législatif. Les ministres réclamèrent eux-mêmes la modification des articles 414, 415 et 416 du Code pénal, et l'Empereur en ouvrant la session de 1864, promit cette réforme. Après l'examen du Conseil d'État, et de longues discussions du 27 avril au 3 mai 1864 au Corps législatif sur le rapport de M. Emile Ollivier, on aboutit

(1) *Moniteur* du 19 mars 1864.

à la loi du 25 mai 1864. D'après cette loi, la coalition n'est plus un délit : « abusive ou non, juste ou injuste, disait le rapporteur, la coalition est permise. » Celui-là seul est puni qui commet des violences et porte atteinte à la liberté du travail. C'était justice, mais cette loi ne pouvait être d'aucune utilité aux ouvriers, car toute coalition est impossible sans entente préalable, toute entente sans réunion. Or l'article 291 du Code pénal et la loi de 1834 restaient en vigueur, le gouvernement le déclarait formellement au Sénat. Les ouvriers, par conséquent, ne pouvaient se réunir, se coaliser, se mettre en grève qu'avec l'autorisation du gouvernement, n'était-ce pas donner au pouvoir une lourde responsabilité ? N'était-ce pas paralyser, dès sa naissance les bons résultats que cette loi aurait pu produire ? Le gouvernement impérial fit aussi abroger purement et simplement l'article 1781 du Code civil par la loi du 2 août 1868. Désormais en matière de salaires et d'avances, l'affirmation du maître et celle de l'ouvrier ont la même valeur.

La loi du 27 mai 1848 sur les prud'hommes avait eu pour résultat de donner la prépondérance aux ouvriers dans ces conseils. L'empire ne pouvait manquer de modifier cet état de choses. La loi du 4 juin 1859 range parmi les ouvriers les contre-mâtres et chefs d'atelier et rend à chaque catégorie d'électeurs la nomination de ses représentants. Pour être électeur, les patrons doivent avoir 25 ans d'âge, être patentés depuis 5 ans dont 3 au moins dans la circonscription ; les ouvriers devaient être âgés de 25 ans, exercer leur industrie depuis 5 ans et être domiciliés depuis 3 ans dans la circonscription. Pour être éligible, il fallait être électeur, avoir 30 ans et savoir lire et écrire. Toutes ces

dispositions étaient sages, l'expérience avait montré notamment que l'élection des ouvriers par les patrons et des patrons par les ouvriers, surtout si l'on rangeait les contre-maitres et chefs d'atelier parmi les patrons produisait de mauvais résultats en détruisant à peu près complètement l'influence des maitres ; il était juste par conséquent de modifier cet état de choses. C'est ce que fit l'Empereur, mais il profita de ces modifications pour étendre son action sur ces conseils et l'article 3 décide que les présidents et vice-présidents des conseils de prud'hommes seront nommés par l'Empereur, les secrétaires par les préfets. Les présidents et vice-présidents peuvent être choisis même en dehors de la liste des éligibles. L'Empereur suivait cette fois encore son programme de gouvernement, il imposait sa surveillance à la juridiction des prud'hommes.

§ 5. — L'enseignement public sous l'Empire.

Ce fut le même esprit qui anima le gouvernement impérial dans la législation de l'enseignement public. La loi du 11 janvier 1849 qui plaçait l'instituteur sous la dépendance du préfet n'était que provisoire, mais cette situation fut rendue définitive par la loi du 14 juin 1854, et les écoles normales restaient suspectes au pouvoir.

Cependant, le développement de l'instruction primaire préoccupait vivement le gouvernement impérial ; il avait compris que dans une nation qui pratique le suffrage universel, il est pour tous du plus haut intérêt de faire pénétrer l'instruction jusque dans les cou-

ches les plus profondes de la société. Cet intérêt devient plus pressant encore chez un peuple doté de la liberté industrielle et commerciale ; car l'instruction est entre ses mains l'arme la plus puissante pour lutter contre la concurrence internationale.

En 1846, la France comptait 63.028 écoles primaires publiques ou privées, instruisant 3.530.135 enfants. En 1866, le nombre des écoles s'était élevé à 69.696 et celui des élèves à 4.442.421. Le progrès était rapide et pourtant il restait encore 694 petites communes privées d'école. (1)

L'instruction était donnée par des instituteurs ou institutrices laïques et religieuses. On exigeait d'eux un certificat d'aptitude qui, pour les religieux et religieuses, pouvait être remplacé par une lettre d'obédience. Cette lettre ne présentait aucune garantie de capacité et constituait une injustice flagrante au profit des congrégations religieuses ; il était vivement à souhaiter que la loi exigeât de tout instituteur ou institutrice publique le certificat d'aptitude.

L'instruction des filles avait été fort négligée jusqu'alors ; des efforts sérieux furent faits sous l'empire pour combler cette lacune. En 1863, il y avait 13.208 écoles de filles et en 1866, il y en avait déjà 14.721.

La loi du 16 avril 1867 exigeait que toute commune de plus de 500 habitants eût au moins une école publique de filles à moins de dispense du conseil départemental.

Ce système d'enseignement primaire était complété par les salles d'asile qui sont, comme le dit M. Levasseur, le vestibule de l'école, et par les cours d'adultes

(1) Voir M. Levasseur, *op. cit.*, II, page 458.

et l'enseignement professionnel. C'est un plan heureusement conçu, qui a mis l'instruction à la portée de tous et placé la France, sous ce point de vue, dans un bon rang parmi les nations civilisées.

L'instruction n'était cependant point obligatoire, malgré l'opinion de M. J. Simon et de M. Duruy, l'un des ministres de l'instruction publique les plus éminents et les plus compétents, mais elle était gratuite pour tous ceux que les conseils municipaux reconnaissaient incapables de la payer, et, en fait, un bien petit nombre d'enfants restaient éloignés de l'école; seulement ils la quittaient trop tôt et perdaient rapidement les connaissances qu'ils avaient pu acquérir.

En résumé l'empire se défia toujours des ouvriers dont il connaissait les sentiments hostiles et dont il craignait la turbulence, mais il montra, surtout dans les dernières années, une grande sollicitude pour améliorer leur situation matérielle et morale.

Nous avons étudié la situation des caisses d'épargne, de secours mutuels, de retraites pour la vieillesse, d'assurances en cas de décès ou d'accident, nous avons vu le développement donné aux hôpitaux, aux institutions de bienfaisance, à l'instruction primaire pendant la période impériale, et de cette étude ressort nettement cette idée que l'Empereur obéissant malgré son esprit autoritaire, à ses tendances socialistes, peut-être aussi parfois à des calculs intéressés, fit faire un pas à la question sociale, en se préoccupant, non sans succès, du bien-être des masses. L'histoire aura si souvent l'occasion de se montrer sévère à son égard, qu'elle doit loyalement reconnaître le bien accompli pendant ces vingt années de gouvernement personnel.

§ 6. — Prospérité de l'industrie à la suite des traités de commerce de 1860. — Augmentation des salaires et du bien-être des ouvriers.

Au nombre des réformes les plus heureuses et les plus fécondes, il faut placer la liberté commerciale, dont la France fut dotée aux environs de 1861. Depuis longtemps, les économistes et un grand nombre d'hommes d'État réclamaient la suppression des tarifs prohibitifs et même protectionnistes. Les Assemblées du premier Empire, de la Restauration, du gouvernement de Louis-Philippe et même de la République, composées en majorité de grands industriels, avaient victorieusement résisté, pour le salut de l'industrie française, disaient-ils ; pour leur tranquillité et leur intérêt personnel, leur répondaient, non sans raison, leurs adversaires.

L'Empereur partageait les idées libre-échangistes, il usa des pouvoirs que lui conférait la Constitution pour négocier et signer le traité de commerce avec l'Angleterre du 23 janvier 1860, traité qui devait servir de type à ceux qu'il se proposait de conclure avec les autres nations.

A partir de ce moment et contrairement aux prédictions des protectionnistes, l'industrie, en possession de la liberté des frontières, favorisée par le développement des chemins de fer qui comptaient en 1866, 14.506 kilomètres en exploitation, par la télégraphie électrique qui commençait à couvrir l'Europe de ses fils, l'industrie prit un merveilleux essor.

La moyenne des marchandises importées et expor-

tées au commerce spécial dans la période comprise entre 1855 et 1859 était de 3.626 millions ; elle s'élève dans la période de 1860 à 1864, à 4.702 millions, malgré la concurrence étrangère facilitée pour l'abaissement des tarifs.

La richesse nationale se développait dans d'énormes proportions, les classes ouvrières en profitaient comme les classes riches.

Les salaires s'étaient élevés (1). A Reims la moyenne des salaires dans l'industrie de la laine était de 4 fr. 25 en 1860 et de 5 fr. en 1868. A Fourmies, dans la même industrie, en 1860, un fileur gagnait 4 fr. 65 ; un mécanicien 4 fr. 35 ; un journalier 2 fr. 75 ; en 1870 ils gagnent respectivement 5 fr. 20 , 5 fr. 85 , 2 fr. 80. Dans la métallurgie, un chargeur de fourneaux recevait en 1860, 55 fr. par mois, et en 1870, 78 fr. Pendant la même période, le salaire mensuel des fondeurs passait de 66 fr. à 85 fr., celui des puddleurs de 90 à 110, etc.

Voici un tableau comparatif du salaire des ouvriers du bâtiment à Paris, en 1853 et en 1866. (2)

	1853	1866
Tailleur de pierres	5 fr.	5 fr. 50
Maçon	4 fr. 25	5 fr. 25
Limousin	3 fr.	4 fr. 25
Manœuvre	2 fr. 50	3 fr. 35
Charpentier	5 fr.	6 fr.
Plombier	4 fr.	5 fr. 50

(1) Voir M. Em. Chevallier, *Les salaires au XIX^e siècle*, page 53 et suivantes.

(2) Voir pour tous ces chiffres M. Levasseur, *op. cit.*, II, livre VI, *passim*, et M. Em. Chevallier, *op. cit.*, 1^{re} partie, chap. III, *passim*.

Dans les chefs-lieux de départements, la moyenne des salaires était pour les

	en 1853	en 1866
Maçons	2 fr. 07	3 fr. 06
Charpentiers	2 fr. 20	3 fr. 34
Menuisiers	2 fr. 02	2 fr. 85
Serruriers	2 fr. 16	3 fr. 02

A cause de l'abondance de l'or, le prix des denrées s'était élevé, mais dans des proportions bien moindres, et le bien-être de l'ouvrier s'était sensiblement développé de 1850 à 1870 ; il n'y a pour s'en convaincre qu'à examiner le chiffre des consommations en pain de froment, viande, vin, sucre, café, tabac. Nous donnons quelques chiffres sur la consommation par tête pour la ville de Paris où il y a le plus grand nombre d'ouvriers.

La consommation de la viande était de 61 kilog. vers 1830, et sous l'empire, après 1860, elle s'élève à 76 kilog. Chaque individu consommait 487 grammes de pain par jour en 1853, il n'en consommait plus que 430 grammes en 1870. Cela tient à ce que, mangeant plus de viande, on mange moins de pain. La consommation du vin reste à peu près stationnaire, celle du tabac a doublé, celle du café a triplé, celle du chocolat a quadruplé. (1) Voilà, pour l'industrie et pour ses ouvriers, les résultats du libre échange.

L'empire s'écroula au milieu des désastres de la guerre franco-allemande, après avoir gouverné la France pendant 18 années. Les questions relatives au travail et à la situation des classes laborieuses s'étaient imposées à lui comme aux gouvernements qui l'avaient précédé.

(1) M. Levasseur et M. Emile Chevallier, *loc. cit.*

Il crut faire assez en favorisant, en développant partout les moyens en son pouvoir le bien-être matériel des salariés, on peut même dire de la nation tout entière ; il pensait qu'occupés à jouir de ce bien-être nouveau pour eux, ils oublieraient la dépendance dans laquelle il voulait les maintenir, mais il n'aboutit qu'à les jeter dans les sociétés secrètes, notamment dans « l'association internationale des travailleurs. » Les ouvriers demandaient plus : ils voulaient être débarrassés de la tutelle administrative, pouvoir se concerter et s'associer à leur gré, convaincus qu'il leur serait possible d'arriver ainsi à la suppression du salariat et à l'égalité des fortunes, leur rêve depuis qu'ils ont obtenu l'égalité civile et politique. L'empire ne leur aurait jamais accordé ces libertés, aussi paraît-il très vraisemblable, qu'il aurait été bientôt emporté par une émeute populaire, s'il n'était pas tombé le 4 septembre 1870, après la défaite de nos armées.

IV. — RÉPUBLIQUE DE 1870

§ I. — Assemblée nationale. Elle vote peu de lois relatives au travail. Loi sur le travail des enfants et des filles mineures dans les usines, les sociétés de secours mutuels, etc.

Il est difficile de faire l'histoire du régime sous lequel on vit, même en laissant de côté les personnes pour n'étudier que les institutions : on manque d'indépendance pour juger, de l'expérience du temps, pour motiver ses jugements, de l'éloignement nécessaire pour ne voir que les choses importantes et négliger les détails.

Nous croyons utile cependant d'énumérer les principales lois votées sous le gouvernement de la République dans l'intérêt des classes ouvrières et d'en indiquer l'esprit. Nous le ferons brièvement, nous réservant de les exposer en détail dans la deuxième partie de ce travail qui sera consacrée à étudier la situation actuelle des ouvriers des usines et des manufactures en prenant pour cadre le contrat de louage de services.

Dans les premières années de la République, l'Assemblée nationale, occupée à remanier notre système d'impôts pour permettre à la France de payer sa rançon, absorbée surtout par le long et laborieux enfantement de la Constitution et les luttes politiques auxquelles il donna lieu, laissa un peu en dehors de ses travaux et de ses préoccupations les questions relatives au travail et à la situation des classes laborieuses. On lui doit cependant une loi sur le travail des enfants et des filles mineures dans l'industrie, celle du 19 mai 1874. Elle est applicable à tout travail industriel. Les enfants ne peuvent être employés qu'à partir de 12 ans au lieu de 8 ans, âge fixé par la loi de 1841. Ils peuvent pourtant, dès l'âge de 10 ans, entrer dans certains ateliers déterminés par des règlements d'administration publique, mais en justifiant qu'ils suivent une école publique ou privée. Jusqu'à 12 ans ils ne peuvent être assujettis à plus de 6 heures de travail par jour, divisées par un repos. A partir de 12 ans ils ne peuvent travailler par jour plus de 12 heures aussi coupées par des repos. Pas de travail de nuit jusqu'à 16 ans sauf le cas de force majeure et après autorisation de la commission locale ou de l'inspecteur. De même pour les filles mineures de 21 ans, mais seulement dans les usines et

manufactures. Les garçons mineurs de 16 ans et les filles mineures de 21 ans ne peuvent être employés le dimanche et les jours de fêtes légales. Pourtant dans les usines à feu continu, les enfants peuvent être employés la nuit, les dimanches et jours de fête à certains travaux déterminés par des règlements d'administration publique, mais en aucun cas au-dessous de 12 ans. Les travaux souterrains sont interdits aux enfants jusqu'à 12 ans, et toujours aux filles et aux femmes. Pour le travail des garçons de 12 à 16 ans, un règlement d'administration publique doit les déterminer.

Diverses commissions et un corps d'inspecteurs sont chargés de veiller à ce que ces prescriptions soient observées. En cas d'infraction à la loi, le tribunal correctionnel pourra condamner les patrons à une amende qui peut s'élever jusqu'à 500 fr. et, en cas de récidive, jusqu'à 1.000 fr.

Certains économistes voient dans cette loi une atteinte à la liberté individuelle et pour cette raison la désapprouvent. Mieux vaudrait en effet qu'on n'eût pas à prémunir l'enfance contre l'avarice des patrons et des parents, mais, dans l'état actuel de nos mœurs, cette loi était nécessaire et c'est au point de vue de l'intérêt de la patrie que nous nous plaçons pour l'approuver, de la patrie qui a plus que jamais besoin d'hommes forts et vigoureux pour la servir et la défendre.

On doit aussi à l'Assemblée nationale une loi très libérale sur l'élection des juges composant les tribunaux de commerce. Elle définit assez bien les commerçants *recommandables* qui doivent être électeurs, et surtout elle charge de dresser les listes électorales une commission très heureusement composée : du président et d'un

juge du tribunal de commerce, du président et d'un membre de la chambre de commerce, de trois conseillers généraux, du président du conseil des prud'hommes, du maire de la ville où siège le tribunal. Le président lui-même est élu, comme les juges et les suppléants, par le corps électoral. C'est un grand progrès sur l'article 618 du Code de commerce qui faisait dresser la liste des électeurs par le préfet. Elle a cependant été modifiée par la loi du 8 décembre 1883 dans un sens plus libéral encore. Tous les patentés depuis 5 ans et certaines catégories de citoyens désignés par l'article 1^{er} sont électeurs, pourvu qu'ils soient domiciliés depuis 5 ans dans le ressort du tribunal.

L'élection des chambres de commerce et des chambres consultatives des arts et manufactures a également été modifiée par la loi du 17 janvier 1872.

Dès le 10 septembre 1870, le gouvernement de la Défense nationale avait décrété la liberté des professions d'imprimeur et de libraire, qu'on réclamait si vivement sous l'Empire.

Le 27 octobre 1870, il rendait aussi un décret qui confiait aux sociétaires l'élection des présidents des sociétés de secours mutuels approuvées ou déclarées établissements d'utilité publique. Désormais ces sociétés sont affranchies de la tutelle administrative, aussi se sont-elles rapidement développées sous ce régime de liberté. Au lieu de 6.100 sociétés en 1869 comprenant 794.500 sociétaires avec un capital de réserve et un fonds de retraite de 55 millions, il y avait au 1^{er} janvier 1884 7.496 sociétés avec 1.174.262 sociétaires possédant 115.700.000 fr. (1)

(1) *Annuaire statistique de la France* de 1886, page 252.

§ 2. — Législation de la République sur les caisses d'épargne.
Création de la caisse d'épargne postale. — Caisse
de retraites et d'assurances en cas de décès et
d'accidents. — Assistance publique.

Le gouvernement de la République n'a rien négligé non plus pour développer chez les ouvriers le goût de l'épargne et pour leur faciliter les versements aux différentes caisses.

Un décret du 23 août 1875 permet aux percepteurs des contributions directes et aux receveurs des postes de recevoir les versements et d'effectuer les remboursements pour le compte des caisses d'épargne de leur département. Le maximum des dépôts est élevé à 2,000 fr. par l'article 21 de la loi du 9 avril 1881, appliquant aux caisses ordinaires l'article 8 de la même loi.

Cette loi crée une nouvelle institution d'épargne, la caisse d'épargne postale qui est appelée à rendre les plus grands services aux ouvriers. Les caisses ordinaires ne fonctionnaient que dans les villes et n'étaient ouvertes que le dimanche. L'ouvrier, pour y porter une petite somme, était obligé de faire une longue course et de perdre beaucoup de temps : c'était un obstacle à l'épargne. La loi de 1881 met les caisses à portée de tous, car il n'est presque plus de commune importante qui n'ait son bureau de poste, aussi est-ce une réforme destinée à produire les meilleurs résultats. Cette loi consacre aussi une innovation depuis longtemps réclamée dans l'intérêt des femmes mariées. Celles-ci en effet (art. 6) « quel que soit le régime de leur contrat de mariage, seront admises à se faire ouvrir des livrets

sans l'assistance de leur mari, elles pourront retirer sans cette assistance les sommes inscrites aux livrets ainsi ouverts, sauf opposition de la part de leur mari. Les mineurs sont aussi admis à se faire ouvrir des livrets sans l'intervention de leur représentant légal. Ils pourront retirer, sans cette intervention, mais seulement à partir de 16 ans, les dépôts constatés par ces livrets ». Cette disposition est aussi applicable aux caisses d'épargne ordinaires (art. 21).

Nous n'avons pas besoin d'insister sur l'utilité de ces innovations, ni sur leur portée économique, elles éclatent assez aux yeux pour se passer de commentaires.

Tant de facilités accordées à ces caisses pouvaient faire courir à l'État un véritable danger en grossissant outre mesure sa dette flottante, et ce danger fut vivement signalé par les adversaires de la loi. Pour l'atténuer un peu, et aussi pour donner aux ouvriers le goût d'une épargne plus stable moins facile à reprendre et à dissiper, l'article 7 autorise tout déposant, dont le crédit sera suffisant pour acheter 10 francs de rente au minimum à faire opérer cet achat sans frais par la caisse, d'épargne postale.

Toutes ces dispositions ont été dictées par l'esprit le plus pratique, et le désir le plus vif de faire pénétrer jusqu'aux rangs les plus infimes de la population ouvrière le goût de l'épargne qui est, nous l'avons répété à satiété, un des éléments de moralisation les plus sûrs et les plus puissants.

Tant d'efforts méritent d'être couronnés de succès et ils le seront, à en juger par la statistique de ces dernières années. Il y avait en 1869, 525 caisses d'épargne ordinaires et 648 succursales ayant délivré 2,130,000

livrets, et reçu 711 millions 200,000 francs, soit une moyenne de 334 livrets pour chaque caisse. En 1883 le nombre des caisses s'est élevé à 543, celui des succursales à 939, celui des livrets à 4.562,400 constituant un total de versements de 1.816 millions, soit une moyenne de 398 livrets par caisse.

Quant à la caisse d'épargne postale fondée depuis le 9 avril 1881 seulement, elle avait déjà délivré au 1^{er} janvier 1886, 692,600 livrets et reçu 154 millions 200,000 francs. En 1886 elle a reçu 185 millions. En réalité, l'État devait aux caisses d'épargne 2 milliards 240 millions à la fin de 1885 (1). Si ces chiffres sont rassurants au point de vue du degré de moralisation de la France, il faut bien avouer qu'ils ne seraient pas sans danger en temps de crise, et nous regrettons, avec M. Leroy-Beaulieu, que tous ces millions ne soient pas employés sur place dans le commerce ou l'industrie, au lieu d'être confiés à l'État qui les dépense souvent avec une prodigalité inquiétante.

La caisse des retraites pour la vieillesse a été réorganisée par la loi du 20 juillet 1886. Elle prend le nom de « caisse nationale des retraites pour la vieillesse. » Les versements sont abaissés de 5 francs à 1 franc, et le maximum de la pension est porté à 1200 francs. Obéissant au même esprit et aux mêmes préoccupations que la loi qui fonde la caisse d'épargne postale, la loi du 20 juillet 1886 autorise les femmes mariées à faire des versements à cette caisse, sans l'autorisation de leur mari, quel que soit le régime de leur contrat de mariage.

C'est une excellente disposition qui permet à une

(1) Voir M. de Foville page 326 et suivantes *op. cit.*

femme économe, mariée à un dissipateur, de se constituer une rente pour ses vieux jours. Nous n'avons pas encore de statistique pour nous dire les résultats de cette loi, mais, même sous le régime des lois antérieures, cette caisse était très prospère. Nous avons vu en effet que les sommes reçues s'élevaient en 1860 à 133 millions 316.502 francs et au 1^{er} janvier 1884, à 513.818.835 francs, dont 244.111.770 francs de capital aliéné. (1)

Un décret du 14 août 1887 modifie celui du 10 août 1868 créant deux caisses d'assurance en cas de décès et en cas d'accidents résultant des travaux agricoles et industriels. Ce décret a pour but de simplifier les écritures et de favoriser les assurances en rapprochant le jour à partir duquel elles ont effet, du jour du versement de la prime. Les assurances collectives surtout ont attiré la bienveillance du législateur. Malgré toutes ces faveurs ces caisses d'assurance n'ont pas réussi et les ouvriers s'adressent à peu près exclusivement aux compagnies privées.

Le gouvernement de la République, toutes ces lois le montrent, a parfaitement compris ses devoirs en matière d'institutions d'épargne et de prévoyance. Il a réformé la législation existante à peu près dans toutes les parties, et il l'a fait dans un esprit pratique, décentralisateur et libéral qui lui fait le plus grand honneur.

L'assistance publique est largement dotée. Les bureaux de bienfaisance au nombre de 14.500 ont secouru en 1883 : 1.405.500 personnes : leurs ressources s'élevaient à 50 millions 1/2. La ville de Paris à elle seule dépense près de 20 millions par an pour l'assistance publique.

(1) *Annuaire statistique de la France*, 1886, page 271.

§ 3. — Droit de coalition. — Liberté d'association. —
Conseils de prud'hommes.

La République a détruit les derniers obstacles qui s'opposaient à la libre entente entre ouvriers et patrons.

La loi du 28 mai 1864 avait modifié les articles 414 415, 416 du code pénal et effacé de nos codes le délit de coalition, mais l'article 291 restait toujours en vigueur, et toute réunion de plus de vingt personnes restait soumise à l'autorisation préalable de l'autorité. C'était un empêchement sérieux à l'entente entre les intéressés, et, sans entente, les coalitions ne sont pas possibles : l'empire reprenait donc d'une main ce qu'il donnait de l'autre. La loi du 30 juin 1881 sur la liberté de réunions vient modifier tout cela. L'article 1^{er} dit : « Les réunions publiques sont libres, — elles peuvent avoir lieu sans autorisation préalable sous les conditions prescrites par les articles suivants ». Ces conditions consistent en une déclaration indiquant le lieu, le jour, l'heure de la réunion et signée de deux personnes au moins dont l'une domiciliée dans la commune ; cette déclaration doit précéder de 24 heures au moins la réunion publique.

Les ouvriers peuvent maintenant se réunir et s'entendre, ils n'ont plus à demander l'autorisation du pouvoir. ils ne doivent que le prévenir de leur intention.

La loi du 21 mars 1884 va plus loin encore, elle leur permet une organisation permanente, puisqu'elle autorise la création de syndicats professionnels auxquels ne sont applicables ni les articles 291, 292, et 293 du

code pénal, ni la loi du 10 avril 1834, et que ces syndicats peuvent, d'après l'article 5 de ladite loi, se concerter librement pour la défense de leurs intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles.

Le droit de coalition est maintenant complet, rien ne peut plus l'entraver.

La liberté d'association elle-même était loin d'être suffisante en matière industrielle et commerciale. Nous avons vu que, sous l'empire, un projet de loi sur cette matière avait été déposé au Corps législatif, mais qu'il n'avait pas abouti, grâce à l'opposition des ouvriers qui se défiaient et réclamaient la liberté pure et simple et non une législation exceptionnelle. Même à cette époque, de nombreuses sociétés coopératives s'étaient fondées, on comptait quelques associations syndicales d'ouvriers ; le gouvernement laissait faire tout en les surveillant attentivement. Sous la République, même sous l'Assemblée nationale, ces associations furent non seulement tolérées mais encore favorisées, encouragées. Et pourtant elles étaient illégales, et tous les textes de lois s'opposant au droit de libre association leur étaient applicables : elles comprenaient toutes plus de vingt personnes et aucune n'avait l'autorisation du gouvernement. Aussi, malgré la faveur dont elles jouissaient dans le pays et dans les conseils du Gouvernement leur situation était précaire, il leur fallait pour qu'elles pussent se développer à l'aise la consécration législative. C'est ce que leur donna la loi du 21 mars 1884. « Les syndicats ou associations professionnelles, même de plus de vingt personnes exerçant la même profession, des métiers similaires ou des professions connexes concourant à l'établissement de produits déterminés pourront

se constituer librement sans l'autorisation du gouvernement » (article 2) et après l'accomplissement de quelques formalités sans importance.

Désormais le droit d'association est complètement accordé aux ouvriers, et, en cela, ils sont plus favorisés que les autres citoyens, car si l'article 291 du Code pénal n'est plus applicable aux syndicats professionnels, il est toujours en vigueur, et peut-être appliqué à toute autre association. La juridiction industrielle a elle-même été réorganisée, et la loi du 7 février 1880 laisse aux conseils de prud'hommes le choix de leurs présidents et secrétaires.

Il ne reste plus aujourd'hui dans la législation du travail aucune mesure de défiance, aucune loi exceptionnelle, les ouvriers sont enfin en possession du droit commun, ils sont même au point de vue du droit d'association mieux traités que le reste de leurs concitoyens.

§ 4. — Instruction publique.

L'instruction populaire a surtout attiré l'attention des pouvoirs publics, de nombreuses lois ont été rendues sur cette matière, toutes animées du même esprit : faire pénétrer l'instruction jusque dans les plus humbles hameaux, jusqu'au foyer le plus pauvre. Les Conseils supérieur, académique, départemental ont été réorganisés sur des bases plus démocratiques, plusieurs de leurs membres sont nommés à l'élection ; il est seulement regrettable que ces élus soient encore en minorité dans ces conseils et n'y puissent par consé-

quent, acquérir toute l'influence que devraient leur assurer leur compétence et leur origine. L'instruction primaire est maintenant gratuite et obligatoire, et les membres des congrégations religieuses seront dans quelques années remplacés dans toutes les écoles publiques par des instituteurs et institutrices laïques. Mais la liberté de l'enseignement reste entière, et toute personne munie des diplômes exigés par la loi peut ouvrir une école privée ; tout père de famille peut y envoyer ses enfants, pourvu que ceux-ci justifient, à certaines époques, qu'ils suivent l'enseignement proportionné à leur âge.

Les salles d'asile ont elles-mêmes été réorganisées, elles sont dirigées par des laïques qui doivent être pourvues du certificat d'aptitude et préparer les enfants à l'école primaire.

L'enseignement primaire supérieur a été fortement organisé et largement doté ; des cours d'adultes sont faits dans toutes les communes pourvues d'un instituteur, et, dans beaucoup d'écoles, dans les villes notamment, on joint à l'enseignement universitaire, le travail manuel qui abrège et simplifie l'apprentissage et donne à l'enfant des connaissances pratiques qui lui seront, dans la vie, de la plus grande utilité.

L'instruction des filles a pris une grande extension, et l'école est devenue obligatoire pour elles comme pour les garçons ; on leur a même organisé un enseignement secondaire.

Un très grand nombre d'écoles ont été construites, bien aménagées, bien aérées, bien éclairées ; une caisse spéciale, celle des écoles, a été créée pour subvenir aux énormes dépenses occasionnées par ces constructions,

et a prêté aux communes pauvres l'argent qui leur était nécessaire. L'élan des populations vers l'instruction a été irrésistible, le gouvernement l'a favorisé et si un reproche peut-être adressé aux pouvoirs publics, c'est d'avoir construit ces écoles trop vite et trop belles, et d'avoir ainsi grévé le budget d'une charge qu'on aurait pu rendre plus légère en la répartissant sur un plus grand nombre d'années.

Le matériel scolaire a été renouvelé à peu près partout, et mis en rapport avec les programmes nouveaux.

Les instituteurs, affranchis désormais de la tutelle du clergé, ont vu s'améliorer considérablement leur situation matérielle et morale; ils n'ont plus qu'un vœu à formuler, celui de devenir de véritables fonctionnaires de l'instruction publique en cessant d'être soumis à la nomination du préfet et en rentrant définitivement sous la dépendance des recteurs.

Les ressources affectées aux dépenses de l'instruction primaire étaient en 1857 de 25.614.949 fr. et en 1883 de 98.110.312 fr. (1) Ces chiffres montrent assez la sollicitude de la République pour l'instruction du peuple. Il n'y avait plus, en 1886, que 99 communes sans écoles primaires au lieu de 694 en 1865 et les élèves inscrits étaient au nombre de 6.250.300 dont les trois quarts fréquentaient réellement l'école, (2) au lieu de 4.442.421 au 1^{er} janvier 1866. (3)

La France a fait d'énormes sacrifices pour développer son instruction primaire, mais elle en est récom-

(1) *Annuaire de l'économie politique et de la statistique de l'année 1886*, page 345.

(2) M. de Foville, *La France économique*, page 56.

(3) M. Levasseur, *Op. cit.*, II, page 458.

pensée par le nombre toujours croissant d'enfants qui fréquentent ses écoles et par l'élévation progressive du niveau moral des classes laborieuses.

§ 5. — Coup d'œil d'ensemble sur la situation matérielle des ouvriers à notre époque.

La situation matérielle des ouvriers s'est-elle améliorée depuis 1870 dans la même proportion que leur situation morale ?

Après la guerre franco-allemande, l'industrie a pris un nouvel essor. La réfection du matériel de guerre, les grands travaux publics entrepris à l'instigation de M. de Freycinet, le développement toujours croissant des chemins de fer et de la navigation à vapeur ont porté le trafic général de la France à 10 milliards 726 millions en 1882, au lieu de 8 milliards 3 millions en 1869 (1). La Banque de France escomptait pour 6 milliards 682 millions d'effets de commerce en 1869, et, en 1884, ses escomptes se montaient à 10 milliards 400 millions (2). Ces chiffres montrent assez la prospérité du commerce et de l'industrie française pendant la période de 1870 à 1884.

Les salaires se sont élevés sensiblement. D'après M. Em. Chevallier (3), à Fourmies,

un rattacheur	gagnait en 1870, 1 fr. 60	et en 1882	2 fr. 40
un fileur	— 5 fr. 20	—	5 fr. 60
un mécanicien	— 5 fr. 85	—	6 fr. 20
un journalier	— 2 fr. 80	—	3 fr. 50

(1) M. de Foville, *Op. cit.*, pages 325 et 326.

(2) M. de Foville, *Op. cit.*, page 321.

(3) *Op. cit.*, page 54 et suivantes.

A Anzin, le salaire moyen était en 1860 de 3 fr. 18, et en 1883 de 4 fr. 52.

Dans une forge de la Haute-Marne, les salaires mensuels étaient pour :

	1870	1880
un chargeur de fourneaux	78 fr.	113 fr.
un fondeur	85 fr.	125 fr.
un puddleur	110 fr.	140 fr.
un tréfileur	109 fr.	120 fr.

A Fourchambault, l'augmentation des salaires de 1855 à 1875 a été de 63 0/0.

De même dans le bâtiment. Nous ne voulons pas multiplier les chiffres malgré toute leur éloquence, mais voici un exemple frappant de la hausse des salaires dans cette industrie : un menuisier gagnait 5 fr. par jour en 1870 et en 1880 il gagnait 7 fr.

Le gain des ouvriers a donc augmenté dans des proportions très sensibles pendant 12 ans et leur situation matérielle, aux environs de 1882, était meilleure qu'elle n'avait jamais été. Les versements reçus aux différentes caisses d'épargne, de secours mutuels, d'assurances, le prouvent amplement.

Malheureusement nous traversons depuis 1883, une crise industrielle qui a ramené en France le chômage depuis longtemps oublié, et, avec lui, son cortège de misères et de souffrances. Les pouvoirs publics et les industriels font de louables efforts pour atténuer le mal, mais ils sont impuissants à le guérir complètement et il faut attendre avec courage la reprise des affaires que favoriseraient singulièrement le calme des esprits à l'intérieur et l'espérance d'une paix durable avec les peuples qui nous entourent.

Un fait au moins ressort nettement de l'étude que nous venons de faire, c'est que la situation des classes laborieuses va chaque jour en s'améliorant depuis les siècles les plus reculés de notre histoire jusqu'à notre époque. Aucune différence aujourd'hui entre un noble, un bourgeois et un ouvrier ni au point de vue civil, ni au point de vue politique : la fortune seule les sépare, et cette barrière même, certains utopistes espèrent la renverser bientôt.

DEUXIÈME PARTIE

DU CONTRAT DE LOUAGE DE SERVICES
ENTRE PATRONS ET OUVRIERS
AU POINT DE VUE JURIDIQUE ET ÉCONOMIQUE

CHAPITRE PREMIER

POURQUOI LE CODE CIVIL EST MUET SUR LE
LOUAGE DE SERVICE
QU'EST-CE QUE LE LOUAGE DE SERVICES

**§ 1. — Pourquoi le Code civil est muet sur le
louage de services.**

Le Code civil est à peu près muet sur le louage de services, il n'y consacre que deux articles, l'article 1780 qui est inutile puisqu'il ne fait que rappeler la suppression de l'esclavage et du servage, et l'article 1781 qui consacrait, au point de vue des contestations entre maîtres, domestiques et ouvriers au sujet des gages et acomptes

une inégalité qui a disparu, comme nous l'avons vu, depuis la loi du 2 août 1868 abrogeant cet article 1781. C'est peu pour un code qui a réglé si minutieusement les autres contrats tels que la vente, le louage de choses, le prêt, le gage, le cautionnement, l'échange même et le cheptel, bien moins usuel à coup sûr que le louage de services entre patrons et ouvriers.

Cette lacune est très regrettable et l'absence de règles précises en cette matière si compliquée, surtout depuis le développement extraordinaire qu'a pris l'industrie, grâce à l'application de la machine à vapeur, et à l'invention des chemins de fer, a fait naître un nombre considérable de procès que les juges ont eu les plus grandes difficultés à trancher, pris qu'ils étaient, le plus souvent, entre l'équité que leur dictaient leurs sentiments charitables, et les principes rigoureux du droit qu'ils appliquaient pour les autres contrats, mais que ne leur imposait, point en matière de louage de services le texte du code. Et le droit commun, dit-on, ne leur suffit-il donc pas ? Est-ce que, même dans les contestations nées à l'occasion des contrats les plus soigneusement réglés par le code, comme la vente par exemple, ou bien encore le louage de choses, les juges ne se trouvent pas à chaque instant en présence de situations que la loi n'a pas prévues, et qu'il leur faut trancher d'après le droit commun ?

Cela est vrai, le juge a souvent à se prononcer d'après le seul droit commun, mais on nous accordera bien cependant que les principes particuliers au contrat de vente et de louage de choses sont posés par le code assez nombreux et assez précis, pour que le juge ne soit jamais dans un embarras sérieux ; en admettant même

qu'il se trouve en présence d'une difficulté non prévue par la loi : elle est presque toujours si voisine de celles que le code a réglées qu'il suffit au tribunal de s'inspirer de l'esprit qui a présidé à la réglementation de la matière, ou de procéder par analogie, pour trancher toutes les questions qui lui sont soumises, et la meilleure preuve que nous en puissions donner, c'est la fixité de la jurisprudence en matière de vente, de louage de choses, de prêt, de cautionnement, etc. Les procès portent le plus souvent sur l'interprétation des faits, et non sur des difficultés de droit pur. Il en est tout autrement du louage des services ; le juge n'a pour se guider que les principes du droit commun, et, selon la vigoureuse expression de M. Glasson (1), on commence à ne plus savoir quel est ce droit commun.

Les usages mêmes ne sont pas fixes, ils varient avec les époques, les lieux, les industries, et même les fabriques. La science qui fait changer les procédés change aussi les besoins, les rapports des ouvriers entre eux, des ouvriers avec les patrons ; des difficultés nouvelles se présentent chaque jour ; les jurisconsultes, comme les juges sans règles précises pour se guider sont en désaccord sur la plupart des questions ; les moralistes, les économistes, les philanthropes mêlent leurs arguments à ceux des jurisconsultes ; la jurisprudence subit toutes ces influences si diverses, ses décisions se ressentent de toutes ces controverses, trahissent ses hésitations, ses tâtonnements, quelques-unes mêmes sont contradictoires.

Le législateur de 1804 aurait rendu un bien grand service à la société s'il avait posé, au risque même de se

(1) *Le Code civil et la question ouvrière*, page 9.

tromper, les principales règles du contrat de louage de services, comme il l'a fait pour les autres contrats ; il aurait évité à la doctrine et à la jurisprudence bien des controverses, aux ouvriers et aux patrons, bien des procès ; et une loi, même imparfaite, aurait mieux valu que l'arbitraire, tout sentimental qu'il soit, de la jurisprudence des Tribunaux et des Cours.

Pourquoi donc cette lacune dans notre code ? M. Glasson répond à cette question : « Tel qu'il existe aujourd'hui, l'ouvrier, travailleur libre et indépendant, est un homme tout nouveau dans notre société.

..... Dans les siècles précédents, ajoute-t-il, partout où l'on employait des ouvriers, ceux-ci étaient, comme les patrons, organisés en corporations, et les règlements intérieurs de ces corporations déterminaient la condition des ouvriers dans leurs rapports avec les patrons ; ils s'occupaient même de la famille de l'ouvrier, protégeaient la femme et les enfants. Lorsque les lois de la Révolution ont supprimé les maîtrises et jurandes, elles ont donné la liberté à l'ouvrier comme au patron. Désormais l'ouvrier était placé dans une condition toute nouvelle. Quelles seraient les conséquences de cette révolution ? On l'ignorait..... Sous le Consulat et l'Empire..... entre patrons et ouvriers il n'existait encore aucun usage sérieusement établi. En l'absence de précédents, à défaut de coutumes uniformes, les rédacteurs du Code civil ont presque entièrement passé les ouvriers sous silence. » (1)

C'est une raison souvent donnée pour expliquer cette lacune du code que cette ignorance de ce que seraient, dans l'avenir, les rapports entre patrons et ouvriers, et

(1) Glasson, *op. cit.* page 6 et suiv.

il faut avouer qu'elle est très précieuse ; elle prend même sous la plume du savant jurisconsulte et académicien une précision et une force qu'elle n'avait pas eues jusqu'alors. Elle ne nous satisfait pourtant pas complètement, et nous nous demandons si les législateurs qui ont si souvent innové en matière de successions, de donations, de vente, de louage de choses, d'hypothèques, pour ne citer que quelques exemples, n'auraient pas pu tracer les règles fondamentales du louage de services entre patrons et ouvriers. Certes l'ouvrier libre était nouveau dans la société française, mais ce principe de liberté une fois acquis, n'aurait-on pu prendre dans les règlements des corporations nombre de dispositions conciliables avec la liberté et leur donner place dans le code civil. M. le Ministre de l'Instruction publique le disait tout récemment à la Sorbonne et tous les hommes sages et instruits pensent comme lui. « On ne serait pas en état de rendre des services à la France nouvelle, de travailler efficacement pour elle, de la pousser hardiment dans les voies de l'avenir, si l'on ne connaissait pas le passé de l'ancienne France, avec son vrai caractère, avec ses grandeurs et ses faiblesses, avec ses abus, ses iniquités, mais aussi avec ses bienfaits. » (1)

Ce que M. le Ministre disait des anciennes institutions en général nous le dirons, nous, des vieux règlements de l'industrie en particulier.

Les auteurs du code civil pouvaient donc se servir du passé pour régler et diriger l'avenir, et ces lois, fai-

(1) Discours de M. Spuller, Ministre de l'Instruction publique aux délégués des sociétés savantes du 4 juin 1887. *Bulletin de l'Instruction publique* du 11 juin 1887.

tes à une époque où les rapports entre patrons et ouvriers n'étaient point tendus comme ils le sont devenus de nos jours, auraient eu une autorité morale qu'il sera peut-être difficile de leur donner désormais. Et d'ailleurs le seul article du code qui s'applique vraiment au louage de service, l'article 1781, sur la preuve de ce contrat de louage n'est-il pas emprunté à la jurisprudence du Châtelet de Paris ? Pourquoi donc n'avoir pas pris au passé ce qui pouvait nous être utile ?

Nous avons une autre raison d'être surpris de cette lacune du code, c'est qu'au moment même où l'on discutait le code civil, on faisait la loi de germinal de l'an XI, dont plusieurs des dispositions auraient pu trouver place dans un chapitre consacré au louage de service : les articles 9 14 et 15 notamment ; (1) quant

(1) Loi de germinal de l'an XI. Art. 9. — Les contrats d'apprentissage consentis entre majeurs ou par des mineurs avec le concours de ceux sous l'autorité desquels ils sont placés ne pourront être résolus, sauf l'indemnité en faveur de l'une ou de l'autre des parties, que dans les cas suivants : 1° inexécution des engagements de part ou d'autre ; 2° de mauvais traitements de la part du maître ; 3° d'inconduite de la part de l'apprenti ; 4° si l'apprenti est obligé de donner, pour tenir lieu de rétribution pécuniaire, un temps de travail dont la valeur serait jugée excéder le prix ordinaire des apprentissages.

Art. 10. — Le maître ne pourra, sous peine de dommages-intérêts, retenir l'apprenti au-delà de son temps ; ni lui refuser un congé d'acquit quand il aura rempli ses engagements. — Les dommages-intérêts seront au moins du triple du prix des journées depuis la fin de l'apprentissage.

Art. 11. — Nul individu employant des ouvriers ne pourra recevoir un apprenti sans congé d'acquit sous peine de dommages-intérêts envers son maître.

Art. 12. — Nul ne pourra, sous les mêmes peines, recevoir un ouvrier, s'il n'est porteur d'un livret portant le certificat d'acquit de ses engagements délivré par celui de chez qui il sort.

Art. 14. — Les conventions, faites de bonne foi, entre les ouvriers et ceux qui les emploient seront exécutées,

aux articles 10 et 21 ils n'auraient pas été déplacés dans notre code de procédure.

Tout le monde sentait bien en effet, qu'après avoir donné la liberté aux ouvriers, il fallait régler leurs droits, poser les principes qui devaient présider aux rapports entre salariés et employeurs ; la liberté n'existait que depuis dix ans et déjà on se plaignait vivement des procédés des patrons les uns envers les autres, des ouvriers envers leurs patrons. Le rapport du conseiller d'État Regnault de St-Jean d'Angely au Corps législatif, lorsqu'il lui présenta le projet qui devait devenir la loi de germinal est un écho très vif et très éloquent de ces plaintes : « Il faut le dire cependant, s'écriait-il, la liberté dont la sagesse ne règle pas l'usage ; *dont la loi ne pose pas les limites* peut quelquefois devenir funeste. » Puis il se plaint que les lois de police soient « méconnues par des ouvriers qui portaient le désordre dans les ateliers et les cités. » Et plus loin « c'est ainsi qu'un voisin envieux, stupide et

Art. 15. — L'engagement d'un ouvrier ne pourra excéder un an, à moins qu'il ne soit contre-maitre, conducteur des autres ouvriers, ou qu'il n'ait un traitement et des conditions stipulées par un acte exprès.

Art. 19. — Toutes les affaires de simple police entre les ouvriers et apprentis et les manufacturiers, fabricants, artisans, seront portées, à Paris devant les juges de police ; devant les commissaires généraux de police dans les villes où il y en a d'établis, et, dans les autres lieux, devant le maire ou un de ses adjoints. — Ils prononceront, sans appel, les peines applicables aux divers cas, selon le code de police municipale. — Si l'affaire est du ressort des tribunaux de police correctionnelle ou criminelle ; ils pourront ordonner l'arrestation provisoire des prévenus et les faire traduire devant le magistrat de sureté.

Art. 21. En quelque lieu que réside l'ouvrier, la juridiction sera déterminée par le lieu de la situation des manufactures ou ateliers dans lesquels l'ouvrier aura pris du travail (*Moniteur* de l'an XI, page 870).

sans honneur, débauche (pour me servir d'une expression qui peint mieux la lâcheté de son action) débauche l'ouvrier que forma son voisin, et cherche à édifier son succès sur des ruines, sa fortune sur des malheurs. » Et pour remède à tous ces maux il propose « des dispositions protectrices des stipulations relatives à l'apprentissage, *des engagements entre ouvriers et ceux qui les emploient garantissant les ateliers de la désertion, les contrats de la violation, la propriété des capitaux et la propriété du travail de toute atteinte.* » (1) C'est presque le plan d'un chapitre du code sur le contrat de louage de services. Malheureusement ce plan n'a point été exécuté et la loi de germinal, à part quelques dispositions sur le contrat d'apprentissage ne contient, malgré les promesses du rapport, qu'un article relatif aux conventions entre patrons et ouvriers, l'article 14, qui stipule que « les conventions faites de bonne foi entre les ouvriers et ceux qui les emploient seront exécutées. » Ce n'est, ainsi que le dit M. Glasson, que « le droit commun de tous les contrats comme nous l'apprend l'article 1134 du Code civil. » (2)

Pourquoi donc les législateurs de 1804, se servant des anciens règlements des corporations, utilisant les règles générales des contrats qu'ils venaient de poser et que, mieux que personne, ils pouvaient interpréter, ont-ils passé sous silence le contrat de louage de services ? Il faut bien admettre avec M. Glasson et les commentateurs bienveillants du code, malgré les quelques observations que nous venons de proposer, que les auteurs du code civil n'ont pas voulu régler des situa-

(1) *Moniteur de l'an XI*, page 870.

(2) M. Glasson, *op. cit.* page 12.

tions qu'ils connaissaient mal pour ne point engager l'avenir dans une mauvaise voie ; cette raison n'est peut-être pas très satisfaisante, mais nous la préférons à cette autre donnée par les détracteurs du code : « Pothier n'a rien dit du louage de services, le code devait être muet comme lui sur cette matière, » car cette explication n'est ni juste, ni respectueuse pour les hommes qui ont édifié le monument si grandiose du code civil.

Le législateur italien est bien plus coupable, car il n'avait pas, lui, l'excuse d'une situation nouvelle à réglementer puisque le code a été promulgué il n'y a que quelques années, et pourtant, il n'édicte aucune règle sur le contrat qui nous occupe.

§ 2. — *Quest-ce que le louage de service ?*

Puisque le Code civil ne pose pas les principes qui régissent le contrat de louage de services entre patrons et ouvriers, nous essayerons de les dégager des règles générales des contrats, de la doctrine, des lois relatives à l'industrie (1) et enfin de la jurisprudence.

(1) Les principales sont : la loi du 22 germinal de l'an XI, relative aux manufactures, fabriques et ateliers ; — L'arrêté du 9 frimaire an XII relatif au livret. — La loi du 14 mai 1851 qui modifie cet arrêté. — La loi du 22 juin 1854 sur les livrets. — le décret du 30 avril 1855 aussi sur les livrets. — La loi du 25 mai 1864 modifiant les articles 414, 415, 416 du Code pénal. — La loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels. — La loi du 16 février 1883 sur la durée des heures de travail. — La loi du 19 mai 1874 sur le travail des enfants et des filles mineures dans les manufactures et ateliers. — Le décret du 27 mars 1875 relatif aux usines dans lesquelles les enfants sont autorisés à travailler ; — Le décret du 12 mai 1875 sur les travaux des enfants dans les usines. — Le décret du 13 mai 1875 sur les travaux dangereux et fatigants. — Le décret du 14 mai 1875 sur les établissements insalubres,

Comment définir le louage de services ? L'article 1710 du Code civil relatif au louage d'ouvrage qui comprend le louage des ouvriers, celui des domestiques, celui des entrepreneurs, celui des voituriers, répond que « le louage d'ouvrage est un contrat par lequel l'une des parties s'engage à faire quelque chose pour l'autre moyennant un prix convenu entre elles. » Mais nous n'avons à nous occuper de ce contrat qu'en tant qu'il intéresse les patrons et ouvriers des usines, des manufactures et par analogie, les compagnies des chemins de fer, des mines et leurs employés. Parmi les ouvriers des usines, les employés des compagnies de chemin de fer et, de mines nous croyons devoir ranger, non seulement toutes les personnes qui travaillent de la main, mais encore tous ceux qui font quelque ouvrage pour gagner leur vie : nous ne voyons au point de vue du droit, et de l'économie politique que deux catégories de personnes : les employeurs et les employés ; si élevées que soient les fonctions, si considérable que soient le salaire, ou le traitement, ou les appointements, comme on dit, par

incommodes et dangereux au point de vue du travail des enfants. — Le décret du 14 mai 1857 sur le travail des enfants la nuit et le dimanche. — Le décret du 24 mai 1875 sur le même sujet. — Décrets du 1^{er} et du 2 mars sur le travail des enfants dans certains établissements dangereux. — Décret du 5 mars 1877 sur le travail de nuit et du dimanche dans les verreries. — Décret du 22 septembre 1879 modifiant la liste des établissements dans lesquels les enfants peuvent être admis à travailler. — Décret du 31 octobre 1882 interdisant aux plombiers de faire travailler les enfants sur les toits. — Décret du 31 octobre 1882 modifiant celui du 13 mai 1875 sur les travaux dangereux et fatigants. — Décret du 31 octobre 1882 modifiant le tableau des établissements où le travail des enfants est interdit. — Décret du 31 octobre 1882 interdisant l'emploi d'enfants de moins de 16 ans comme producteurs de force motrice. — Décret du 3 novembre 1882 relatif au travail des filles mineures dans les ateliers insuffisamment aérés ou ventilés. — Décret du 3 novembre 1882 interdisant d'employer les enfants dans les ateliers où l'on travaille à sec, la corne, les os, et la nacre.

euphémisme, pour désigner le salaire d'un contre-maître ou d'un employé supérieur, ceux qui détiennent ces fonctions, qui touchent ces traitements, sont des hommes à gages, ils sont, aux yeux du jurisconsulte et de l'économiste, dans la même situation que l'ouvrier et l'homme de peine vis-à-vis de l'employeur, ils doivent être soumis aux mêmes lois : leur position sociale n'a d'ailleurs rien à redouter de cette assimilation.

Il s'est élevé entre les jurisconsultes romains une controverse célèbre qu'ont reprise les jurisconsultes français et qui dure encore, sur le point de savoir auquel, de l'ouvrier ou du maître, doivent s'appliquer les noms de *locator* ou de *conductor*, de locateur ou de locataire. Il nous paraît impossible d'ajouter quelque argument nouveau à ceux qui ont été présentés, et nous ne voyons aucune utilité à prendre parti pour l'une ou l'autre doctrine. Le code d'ailleurs abandonna la terminologie de Pothier. Le tribun Mouricault dans son rapport dit en effet : « Les soins, les services, le travail et l'industrie forment la matière du contrat de louage d'ouvrage : voilà ce qu'on y donne à loyer, voilà ce qu'on y paie. C'est donc le gardien, le serviteur, l'artisan, *l'ouvrier* ou l'entrepreneur qui est véritablement le *locateur*; celui qui les paie est le véritable *locataire* ou *conductor* (1). Pour éviter toute difficulté, le Code civil n'emploie ni le mot locataire ni le mot locateur ou bailleur; le preneur c'est le *maître*, le bailleur c'est *l'ouvrier*, ainsi que le fait justement remarquer M. Laurent, (2) et nous croyons bon de conserver cette terminologie.

(1) Rapport du tribun Mouricault, passage cité par M. Guillouard : *Traité du contrat de louage*, II, page 207.

(2) XXV n° 485.

Malgré la définition que nous avons donnée d'après le code, définition peu précise puisqu'elle s'applique au louage en général ; malgré la terminologie que nous avons adoptée, « la notion même du contrat du louage de services, dit M. Glasson, n'a pas encore été nettement dégagée des obscurités qui l'entourent dans certains cas ». (1)

Dans le louage de services une partie s'engage à faire pour l'autre, ou à lui donner, à lui prêter quelque chose moyennant un prix. Ce quelque chose, c'est, pour l'entrepreneur, son industrie ; pour le voiturier, le transport des personnes ou des marchandises ; pour l'ouvrier, son travail ; pour l'employé d'une situation plus élevée, son travail, son expérience, sa science, son intelligence.

Il est un autre contrat dans lequel une personne s'engage aussi à faire quelque chose pour un autre et même souvent moyennant paiement, c'est le mandat. Comment donc distinguer le louage de services du mandat ? On a dit parfois (2) que le mandataire reçoit des honoraires et l'ouvrier un salaire, qu'il y a équivalent entre le salaire de l'ouvrier et le service rendu, tandis que dans le mandat, il y a tant de disproportion entre le service et le salaire que celui-ci n'est plus qu'une récompense, une indemnité, ou, pour parler le langage juridique, des honoraires. Ce n'est, entre ces deux personnes, qu'une différence de mots ; au fond, il y a toujours service rendu et prix payé.

D'autres auteurs (3) prétendent qu'il y a louage de

(1) *Op. cit.* page 14.

(2) Pothier. *Contrat de mandat*, nos 26 et 27.

(3) Merlin, *Répertoire*. V^o *Notaire* § 6 n^o 4. — Championnière et Rigaud d. *Des*

services ou mandat selon que l'acte à accomplir est matériel ou intellectuel, selon qu'il constitue ou non une œuvre servile ou mécanique.

D'autres (1) enfin voient un mandat dans le contrat qui intervient entre deux personnes dont l'une donne à l'autre *mission de la représenter, d'agir et de parler en son nom*, tandis que, pour eux, il y a louage de services toutes les fois que celui qui doit faire quelque chose pour autrui *n'est point son représentant, ne peut ni promettre, ni stipuler pour lui* : peu importe d'ailleurs la nature intrinsèque de l'acte à accomplir. Ainsi un médecin qui donne ses soins à un malade, un avocat qui plaide une cause, un ingénieur qui dirige une exploitation industrielle, un inspecteur qui la surveille, un contre-maitre même qui commande aux ouvriers et dirige leurs travaux, ne font rien de matériel, rien qui constitue ce qu'on appelle une œuvre servile, et pourtant ce ne sont point des mandataires, car ils ne parlent point au nom de leur client, de leur patron, ils ne le représentent point, ils ne peuvent l'engager envers autrui, ni engager personne envers lui, au moins contractuellement.

Certes, il arrive à un directeur, à un ingénieur, à un inspecteur, de contracter des engagements pour son patron, mais alors il y a deux personnes en lui : 1° l'homme à gages chargé d'une fonction, d'un *service*, dit-on souvent, service pour lequel il reçoit un traite-

droits d'enregistrement. II, page 443. — Troplong, III, 791 à 811 — Marcadé sur l'art 1779, n° 2.

(1) Duvergier, II, 268 et suiv. — Taulier, VI, pages 284 et 297. — Laurent, XXVII, nos 333 et 338. — Aubry et Rau, IV, page 512, note 1. — Pont, *Petits contrats* I, p. 821. — M. Glasson. *Le Code civil et la question ouvrière*, page 14.

ment, des appointements, un salaire en économie politique, mais dans l'exécution duquel il ne représente point l'employeur ; 2° un mandataire en vertu d'un mandat exprès ou tacite, parfois général mais presque toujours spécial à quelques actes qui rentrent directement dans ses fonctions : ainsi un directeur d'usine achète du charbon, des matières premières, des machines, vend ses produits manufacturés, c'est au nom de la compagnie qu'il parle, c'est elle qu'il engage envers les tiers qui traitent avec lui : c'est un mandataire. (1) Donc y a-t-il représentation, qu'il y ait salaire ou non, il y a mandat. S'il n'y a pas de représentation, que l'acte soit intellectuel ou matériel, il y a louage de services.

C'est contraire à la théorie romaine et à celle de l'ancien Droit français qui voyait entre le mandat et le louage de services cette différence capitale que le mandat est essentiellement gratuit parcequ'il s'agit d'un service qui ne peut être estimé en argent, qui tout au plus peut être récompensé, tandis que le louage de services suppose toujours un prix équivalent au travail fait.

Le point de départ de cette théorie, la gratuité du mandat, n'est plus celui du code civil, car l'article 1986 qui règle cette matière dit : « Le mandat est gratuit *s'il n'y a convention contraire.* » On peut donc convenir expressément que le mandat ne sera pas gratuit, il y a même des cas où cette convention est tacite, quand, par exemple, ce que l'on demande au mandataire rentre dans sa profession. Et quand il n'est pas gratuit, que peut-il être, sinon salarié ? C'est ce que dit le Code

(1) Cela est certain vis-à-vis des tiers qui ont traité avec lui, mais est-il mandataire vis-à-vis de la Compagnie. La Cour de cassation ne paraît pas l'admettre. Elle ne voit en lui qu'un homme à gages qui ne fait qu'exécuter les ordres reçus en cette qualité. — Cassation, 24 janvier 1882. S. 82, I, 209.

lui-même, article 1992 : « néanmoins la responsabilité relative aux fautes est appliquée moins rigoureusement à celui dont le mandat est *gratuit* qu'à celui qui reçoit un *salaire*. »

Ce n'est pas la première fois que le code rompt ainsi avec la tradition romaine, et il est étonnant qu'on essaie parfois de le critiquer au nom de cette tradition. Qu'importent les mots dans de pareilles questions et pourquoi vouloir que le prix d'un louage de services soit un salaire tandis que la rémunération du mandat s'appellera honoraires. M. Troplong, dans plusieurs pages éclatantes par leur style et leur hauteur de vue, soutient la tradition et accuse la théorie que nous défendons d'ouvrir au matérialisme la porte du droit. « Le matérialisme, dit-il, vaincu de bien des côtés et chancelant dans les convictions cherche à faire sa rentrée dans la société par l'industrialisme. Si de l'industrialisme il pouvait passer dans la partie du droit qui règle les professions industrielles la conquête serait immense. L'école utilitaire l'a tenté..... mais j'espère que ses efforts resteront infructueux. » (1)

L'espérance de l'éminent jurisconsulte a été déçue ; la doctrine de M. Duvergier est maintenant à peu près universellement admise, et la Cour de cassation elle-même qui dans son arrêt du 27 juillet 1812 avait consacré la doctrine de Pothier, de Merlin et de M. Troplong, a modifié sa manière de voir, et a adopté la théorie qui voit un mandat, là où il y a représentation, et un louage de services, là où il n'y a pas de représentation, que l'acte accompli soit intellectuel ou mécanique. Nous en avons la preuve dans l'arrêt déjà cité du 22 janvier

(1) *De l'échange et du louage*, III, page 29.

1882. Un homme d'équipe d'une compagnie de chemins de fer avait été chargé d'empêcher les voyageurs de descendre à contre-voie ; blessé par un voyageur en faisant exécuter cette consigne et mis hors d'état de continuer son service, il avait été congédié par la compagnie sans indemnité. La Cour de Chambéry par son arrêt du 14 avril 1880 (1) avait reconnu que, comme homme à gages, l'appelant n'avait droit à aucune indemnité parce que ses blessures ne provenaient point du fait de la compagnie. Mais, profitant de ce que l'employé avait été blessé non en accomplissant un travail matériel, mais en exécutant une consigne d'un ordre assez élevé pour constituer à ses yeux un acte intellectuel plutôt que mécanique, elle avait fait de cet homme d'équipe un mandataire selon la doctrine de M. Troplong, et avait condamné la compagnie à lui payer une indemnité. Sur le pourvoi de la compagnie, la Cour de cassation a cassé l'arrêt de la Cour de Chambéry, par ce motif que, même en exécutant la consigne qu'il avait reçue l'employé était resté homme de services à gages, et « que dès lors, en le considérant comme mandataire, et en condamnant la compagnie à l'indemniser du dommage éprouvé par lui dans l'accomplissement de son service, l'arrêt attaqué.... » avait faussement appliqué la loi. La Cour de cassation admet donc bien la doctrine que nous défendons, car, elle ne se préoccupe que du point de savoir si l'homme d'équipe en question agissait ou n'agissait pas au nom de la compagnie. Et elle n'a point à craindre en adoptant cette doctrine de matérialiser le droit industriel. Le ferait-elle d'ailleurs qu'elle n'encourrait aucun repro-

(1) S. 1882. I. 209, précédant l'arrêt de Cassation.

che, car elle ne fait, après tout, qu'appliquer la lettre du code qui rompt avec la tradition romaine et celle de l'ancien droit, ainsi que nous l'avons montré plus haut. Et puis, le travail est la loi de l'homme, et nous ne voyons aucun danger à assimiler au point de vue du droit et de l'économie politique le travail intellectuel au travail manuel : nous ne croyons point non plus en agissant ainsi, méconnaître les doctrines spiritualistes à moins d'admettre, ce qui est impossible, que le travail manuel et « les professions mécaniques sont vouées au matérialisme ».

Ce n'est donc ni dans le salaire, ni dans la nature intrinsèque de l'acte, qu'il faut voir la différence capitale entre le mandat et le louage de service, car comme le dit fort éloquemment M. Laurent (1) : « Tout travail quel qu'il soit mérite salaire, donc ce n'est pas le salaire qui peut distinguer celui qui loue ses services pour un prix et celui qui accepte un mandat salarié. » Nous ne saurions mieux faire pour clore cette discussion que d'emprunter à M. Troplong le passage dans lequel il résume pour la critiquer, la doctrine de M. Duvergier, et dans lequel il met parfaitement en lumière le caractère auquel il faut, d'après M. Duvergier, s'attacher pour reconnaître s'il y a mandat salarié ou louage de services : « La seule chose qui sépare le mandat du louage c'est que le mandat n'est qu'un pouvoir de représenter le mandant, une transmission de la capacité de ce dernier afin de l'obliger envers les tiers et de parler et d'agir en son nom, tandis que dans le louage il n'en est pas ainsi. Le locateur d'ouvrage agit en son

(1) XXVII, n° 334.

nom, il use de sa capacité personnelle, il ne représente personne » (1). On ne saurait mieux dire.

Quoiqu'il en soit, il y a controverse et controverse très vive, et nous ne pouvons que regretter que les rédacteurs du code ne nous aient pas permis de faire l'économie de cette discussion en fixant dans un article précis les caractères particuliers du louage de services.

Et cette controverse n'est pas une simple discussion d'école, elle a une portée pratique des plus considérables. Nous l'avons vu en effet, dans l'arrêt que nous venons d'analyser, lorsqu'il y a mandat, « le mandant doit indemniser le mandataire des pertes que celui-ci a essuyées à l'occasion de sa gestion sans imprudence qui lui soit imputable » (art. 2.000 C. c.). Quelle que soit la cause de ces pertes, du moment qu'elles ne proviennent pas de la faute du mandataire, le mandant doit l'indemniser. Dans le louage de services au contraire l'employeur, le maître ne doit d'indemnité à son employé, à son ouvrier que si le dommage provient du fait du maître (art. 1382 C. c.) ou au moins de sa négligence, de son imprudence (art. 1383 C. c.) ou bien encore du fait d'une personne ou d'une chose qu'il a sous sa garde (art. 1384 C. c.); la responsabilité du mandant est donc bien plus étendue que celle du maître puisqu'il répond de la force majeure et du cas fortuit, tandis que le maître n'en répond pas. Il y a plus, pour obtenir l'indemnité à laquelle il prétend, le mandataire n'a qu'à prouver le dommage, ce qui est facile, si ce dommage existe réellement; au mandant après cela à prouver la faute du mandataire s'il veut échapper à l'indemnité récla-

(1) *Op. cit.* III, p. 27.

mée. Dans le louage de services, il en est autrement. L'ouvrier qui a éprouvé un dommage doit prouver non pas l'existence de ce dommage, car, comme il résulte d'accident, il est manifeste, mais que l'accident provient du fait, de l'imprudence ou de la négligence du patron, ce qui est souvent presque impossible. (1)

Le mandataire est donc beaucoup mieux traité que l'homme à gages, et celui-ci aurait le plus souvent un grand intérêt à se faire reconnaître par les tribunaux la qualité de mandataire.

Il y a encore quelques autres différences entre le mandat et le louage de services, mais comme elles sont moins importantes, nous nous contenterons de les indiquer sans les discuter, ni les développer.

1° Le mandant peut toujours révoquer le mandat; le maître ne peut mettre fin au contrat de louage avant le temps fixé, si le temps a été déterminé, que sous certaines conditions que nous verrons plus tard.

2° Le mandataire salarié peut renoncer au mandat; l'ouvrier ne peut par sa seule volonté révoquer le contrat.

3° La solidarité n'existe à l'égard des *co-locateurs* qu'au cas où elle a été expressément stipulée. — Elle a lieu de plein droit à l'égard des *co-mandants*.

4° Les salaires des mandataires ne sont jamais privilégiés. — Ceux des locateurs de services le sont le plus souvent ainsi que nous le verrons bientôt.

5° Le louage de services est dissous par la mort de l'ouvrier, mais non par celle du maître, tandis que le mandat finit par la mort de l'une ou l'autre des parties.

(1) Tout le monde n'admet pas cette décision de la jurisprudence française, nous aurons plus tard l'occasion d'examiner cette question.

Une fois la notion du mandat salarié et du louage de services déterminée d'une manière précise, et c'est dans *la représentation* ou la non *représentation* qu'il faut chercher la différence principale entre ces deux contrats, une fois cette notion bien terminée on voit que les différences qui les séparent sont assez nombreuses et assez accusées.

CHAPITRE II

CONDITIONS DE VALIDITÉ DU LOUAGE DE SERVICES.

Le louage de services des ouvriers des usines, des manufactures, des compagnies de chemins de fer, des mines etc. est soumis actuellement aux règles générales des contrats.

§ 1. — Du consentement.

Le louage est un contrat consensuel, c'est-à-dire qu'il n'exige, pour sa perfection, d'autre condition que le consentement des parties. Ce consentement peut se manifester de toute manière, soit par écrit, soit verbalement, soit par des faits. Mais le plus souvent le contrat est verbal et n'est même pas constaté par des arrhes, comme le louage des domestiques. Dans les compagnies de chemins de fer et quelques autres qui ont des employés commissionnés on pourrait voir dans l'acte de nomination envoyé par l'administration à l'employé, un écrit constatant le louage de services, d'autant plus que celui qui désire faire partie du personnel de la compagnie adresse toujours une demande écrite au Directeur de cette compagnie, à l'effet d'obtenir un emploi : il y a donc offre de travail par écrit et accepta-

tion par écrit également. Cette nomination constate le fait même du louage de services, la date du jour où il a commencé, la nature du travail à faire, et ordinairement le montant du salaire, et la demande d'emploi est une acceptation implicite des conditions faites par les règlements de la compagnie à ses employés.

Ce consentement doit être exempt d'erreur, de violence, de dol, ce sont là des règles générales qui dans notre matière ne donnent guère lieu à des difficultés et sur lesquelles nous ne croyons pas devoir insister.

Mais ce consentement doit être donné par des personnes capables.

§ 2. — De la capacité.

Nous ne dirons rien de la capacité exigée du maître, il est sans exemple croyons-nous que des usines, des manufactures soient dirigées par des mineurs ou des femmes en puissance de mari.

Il n'y a qu'une chose à remarquer, c'est que d'après la loi du 22 février 1851 sur l'apprentissage, le maître ne peut recevoir d'apprenti mineur, s'il n'est âgé de 21 ans au moins, s'il a subi une condamnation pour crime, s'il a été condamné pour attentat aux mœurs, etc... (art. 4 et 6).

Nous ne nous occuperons donc que de la capacité des ouvriers ou employés.

Mineurs.

Le mineur ne peut ni faire un contrat d'apprentis-

sage (1), ni louer ses services (2) sans l'autorisation de son père, s'il est sous la puissance paternelle, ou de son tuteur s'il est en tutelle.

« Le motif en est, dit M. Guillouard, que ce contrat peut entraîner pour lui un préjudice moral dont il ne connaît pas la gravité, et que doivent apprécier ceux sous la puissance desquels il est placé. »

Pour le contrat d'apprentissage en effet, il a besoin des conseils de ceux auxquels il est soumis pour choisir l'état dans lequel il doit passer sa vie, et, ce choix fait, de l'expérience des mêmes personnes pour s'adresser à un patron suffisamment instruit des choses de son métier, d'une honorabilité éprouvée, qui réponde en un mot à tout ce qu'on est en droit d'exiger d'un homme auquel on confie l'avenir d'un enfant.

Le mineur est également incapable de traiter avec connaissance de cause les questions qui ont rapport à la durée de l'apprentissage, à la rémunération due soit par l'apprenti au patron, soit par celui-ci à l'apprenti : il est donc nécessaire que le père ou le tuteur intervienne. L'article 1308 du Code civil dit bien que « le mineur commerçant, banquier ou *artisan* n'est point restituable contre les engagements qu'il a pris à raison de son commerce ou de son art. » Mais nous ne pensons pas que cet article s'applique à l'apprenti. L'artisan exerce son art pour son propre compte, et il est souvent obligé de prendre des engagements envers des tiers ; il est alors, s'il est mineur, dans la situation d'un mineur commerçant et, comme lui, il n'est pas restitu-

(1) Loi du 22 germinal an XI. art. 9.

(2) Loi du 4 mars 1854, art. 3 — Demolombe, VII, N° 799. — Guillouard, *Du louage*, II, n° 762 — art. 1124 du Code civil.

able contre les engagements pris à raison de son art. L'apprenti, lui, n'a jamais d'engagements à prendre vis-à-vis des tiers, et l'on peut dire que l'obligation qui résulte pour lui du contrat d'apprentissage ne naît pas *a raison de son art* puisqu'il n'exerce pas cet art, mais se prépare à l'exercer, puisqu'il n'est pas artisan mais apprenti.

On peut donner les mêmes raisons pour le louage de services et même ajouter que, dans la plupart des cas, le mineur n'aurait vis-à-vis du patron, ni l'expérience, ni l'indépendance nécessaires pour débattre les conditions précuniaires du contrat. Cela est important, car, bien que le contrat de louage de services soit, à l'égard du mineur rescindable pour cause de lésion, si minime que soit le préjudice, (art. 1118 du Code civil) alors qu'il ne l'est point pour un majeur pour vileté de prix (1), mieux vaut se mettre à l'abri d'une action judiciaire qui entraîne toujours avec elle toute sorte d'ennuis, de frais, de lenteurs.

L'autorisation du père ou du tuteur est donc nécessaire pour que le mineur puisse conclure un contrat d'apprentissage ou de louage de services, mais il est des cas où, même avec cette autorisation, il ne peut louer ses services. Ces cas sont prévus par la loi du 19 mai 1874 sur le travail des enfants dans les manufactures, et les décrets rendus en forme d'administration publique pour assurer l'exécution de cette loi.

Explication de la loi du 19 mai 1874. — Travail de jour.

Les enfants ne peuvent être employés par des pa-

(1) Guillouard, II, n° 690 ; — Cass. 20 décembre 1852. D. 53. 1. 95, — Cass. 12 décembre 1853. D. 54. 1. 20.

trons, ni être admis dans les manufactures, usines, ateliers ou chantiers avant l'âge de 12 ans révolus. Dans quelques industries déterminées par un règlement d'administration publique, on peut les admettre au-dessus de dix ans révolus (art. 2). Au-dessous de cet âge, le contrat de louage de services consenti par un enfant, même avec l'autorisation de son père ou de son tuteur, serait nul, et le patron tomberait sous le coup des pénalités édictées par la loi.

Les filles, même majeures ne peuvent jamais être admises dans les travaux souterrains des mines, minières et carrières (art. 7.)

Même à partir de douze ans, l'enfant ne peut accepter toute espèce de travail, ni être retenu à l'atelier ou à l'usine plus de 12 heures par jour. Encore ces heures de travail doivent-elles être coupées par des repos (art 3.)

Travail de nuit. — Le travail de nuit est défendu aux garçons mineurs de 16 ans et aux filles mineures de 21 ans, mais, pour celles-ci, seulement dans les usines et manufactures. Elles peuvent donc travailler dans les ateliers, les magasins etc., au-delà de neuf heures du soir et avant cinq heures du matin. C'est ce que nous voyons tous les jours chez les blanchisseuses, les modistes, les couturières etc., qui dans les moments de presse, comme elles disent, font travailler leurs apprenties et leurs ouvrières la plus grande partie de la nuit, et cela pendant plusieurs semaines consécutives, au préjudice de la santé de ces pauvres filles ou femmes, dont beaucoup, principalement dans les grandes villes, sont les victimes désignées longtemps d'avance des maladies des yeux, de l'estomac, et surtout de l'anémie et de la phtisie pulmonaire. N'y a-t-il pas là un danger

public auquel, malgré tout notre respect pour la liberté individuelle, le législateur devrait s'efforcer de porter remède, en étendant aux ateliers, dans des limites à déterminer, les règles qu'il a posées pour le travail de nuit des filles et femmes dans les usines et manufactures ?

L'interdiction du travail de nuit est *absolue* pour les enfants au-dessous de douze ans, mais elle peut, de 12 à 16 ans pour les garçons, être levée *temporairement et pour un délai déterminé* en cas de chômage résultant d'une interruption accidentelle et de force majeure (art. 4).

Dans les usines à feu continu, les enfants âgés de plus de 12 ans peuvent même être employés, la nuit, aux travaux indispensables (art. 6).

Les usines dans lesquelles ce travail est permis ont été déterminées par un décret rendu en forme d'administration publique (1); ce sont les verreries, les papiers, les sucreries, les usines métallurgiques; le décret fixe même les travaux autorisés. Les enfants, dans ces établissements, ne peuvent travailler que 12 heures au maximum sur 24, et seulement six nuits par quinzaine. Dans les verreries, s'il y a deux équipes pour le travail de nuit ils peuvent cependant travailler douze fois par quinzaine avec leur équipe. (2) Quand ils sont employés toute la nuit, ils doivent avoir au moins deux heures de repos.

Travail du dimanche. — Les garçons de moins de 16 ans et les filles de moins de 21 ans ne peuvent être employés à aucun travail par leur patron les diman-

(1) Décret du 22 mai 1875. *J. Off.* du 24 mai 1875

(2) Décret du 5 mars 1877. *J. Off.* du 7 mai. 1877

ches et fêtes reconnues par la loi, même pour rangement de l'atelier (art. 5 de la loi du 19 mai 1874).

Voilà le principe absolu, mais devant les réclamations des industriels, le législateur a, comme pour le travail de nuit, apporté un tempérament à la rigueur du principe « Néanmoins, dit l'article 6, dans les usines à feu continu, (les garçons) pourront être employés les dimanches et jours fériés aux travaux indispensables ». Mais on doit. (même art. *in fine*) leur assurer le temps et la liberté nécessaires pour l'accomplissement des devoirs religieux.

Un décret (1) rendu en forme de règlement d'administration publique énumère les divers établissements dans lesquels ces travaux sont permis. Ce sont : les sucreries, sauf de 6 heures du matin à midi ; les papiers, les usines métallurgiques, sauf de 6 heures du matin à 6 heures du soir ; les verreries (2), sauf de 8 heures du matin à 8 heures du soir.

Il aurait bien mieux valu interdire absolument aux enfants jusqu'à un certain âge le travail de nuit et du dimanche. L'Angleterre et d'autres nations aussi industrielles que la France l'ont fait, et elles pensent n'avoir ni violé la liberté, ni même diminué leur production. Il faut cependant constater un progrès considérable à l'égard des jeunes filles ; jusqu'à 21 ans elles ne peuvent être employées ni la nuit, ni le dimanche ; il est certain que la morale y gagnera car s'il y a grand inconvénient à faire travailler côte à côte, pendant le jour, les ouvriers des deux sexes, cet inconvénient est

(1) Décret du 24 mai 1875.

(2) Décret du 5 mars 1877.

bien plus grand encore pour la nuit, où la surveillance est forcément moins active.

Quant aux filles majeures, la loi ne les atteint pas, elles sont libres de travailler dans toute usine et manufacture, dans tout atelier qui leur plaît sauf dans les travaux souterrains des mines, minières et carrières (art. 7). Elles peuvent encore travailler la nuit aussi bien que les dimanches et jours fériés.

Il est regrettable, à notre sens, que le législateur ait cédé aux réclamations des industriels, surtout à ceux de la région du midi, nous dit M. Eug. Tallon (1) rapporteur de la loi, et n'ait pas imité les anglais qui ont interdit absolument tout travail industriel aux femmes et aux filles de tout âge, la nuit, les dimanches et les jours fériés.

Toutes ces prescriptions de la loi ont pour but de protéger l'enfance et même l'adolescence contre l'avarice des parents et des patrons, mais elles visent encore un but plus élevé. Le législateur, en limitant les heures de travail qui pourraient être exigées des enfants, a voulu leur permettre d'assister à la classe et d'acquérir une instruction primaire en rapport avec les besoins intellectuels de notre époque, besoins qui deviennent chaque jour plus pressants et plus considérables.

Aussi a-t-il exigé que les parents des enfants au dessous de douze ans justifiassent que ces enfants employés dans les usines fréquentent une école publique ou privée et suivent les classes pendant leurs heures de liberté. Jusqu'à 15 ans, les enfants ne peuvent même travailler plus de six heures par jour, s'ils ne justifient, par un certificat de l'instituteur ou de l'inspecteur pri-

(1) *J. Off.* du 30 mai 1872, page 3605.

maire et visé par le maire, qu'ils ont acquis une instruction primaire suffisante.

Toutes ces prescriptions si minutieuses ne sont point lettre morte, comme l'ont été pendant si longtemps celles de la loi de 1841. Un corps d'inspecteurs a été établi, des commissions locales, et une commission supérieure ont été créées pour tenir la main à ce que la loi soit ponctuellement exécutée ; des pénalités ont été édictées contre les manufacturiers qui ne se conformeraient pas à la loi : le tribunal correctionnel peut leur infliger, sur le procès-verbal des inspecteurs, des amendes qui peuvent s'élever jusqu'à 500 francs et même 1.000 francs en cas de récidive.

Les inspecteurs poursuivent les délinquants avec une grande fermeté ; beaucoup de contraventions ont déjà été relevées et déférées aux tribunaux, et la preuve c'est qu'il s'est déjà établi une jurisprudence dans les Cours d'appel sur quelques points de la loi qui prêtent à controverse (1).

1^o *A qui s'applique la loi ?* — L'article premier dit que « les enfants et les filles mineures ne peuvent être employés à un travail industriel dans les manufactures fabriques, usines, mines, chantiers et ateliers que sous les conditions déterminées par la présente loi. »

Cet article s'applique-t-il seulement aux français ou bien faut-il aussi en faire bénéficier les enfants non français ? On peut douter, car cet article paraît au premier abord contenir des dispositions civiles qui ne concernent que les nationaux. Mais la Cour d'Aix a décidé le

(1) Le nombre des établissements visités en France a été en 1886, de 63.373 contre 60.810 en 1885. — Le total des visites faites s'est élevé à 72 313 ; 273 contraventions ont été relevées, et 53 seulement n'ont pas donné lieu à poursuites. — *Rapport de la commission supérieure*. — *J. Off.* du 1^{er} août 1887.

7 février 1883 (1) que la loi du 19 mai 1874 est une loi de police et de sûreté dont l'application s'impose aux patrons vis-à-vis de tous leurs apprentis étrangers.

Faut-il considérer comme soumis à l'inspection d'après la loi qui nous occupe, les ateliers de famille, et les ateliers organisés dans les établissements de bienfaisance, tels que les orphelinats, les ouvroirs, etc. ? Non, dit la Cour suprême (2), lorsque ces ateliers fonctionnent, non en vue d'un bénéfice à réaliser sur le produit du travail qui s'y exécute, mais en vue de l'instruction et de l'éducation professionnelle des enfants.

Il n'y a même pas à distinguer s'il s'agit d'un établissement public ou privé (3).

De ces arrêts il résulte que le chef de l'établissement ne peut être poursuivi pour contravention à la loi de 1874 ; qu'on ne peut même poursuivre celui qui se borne à surveiller, dans un atelier de l'orphelinat, le travail exécuté pour son compte, par suite d'une convention intervenue entre lui et le Directeur, car il n'y a de responsable des contraventions que les seuls *manufacturiers* et *directeurs* (4).

Et encore les manufacturiers ne sont punissables à l'occasion des contraventions à la loi de 1874 commises dans leur usine que si la direction effective de l'établissement leur appartient. Ils ne sont plus que *civilement responsables*, dans le cas où ils ont chargé un directeur ou gérant d'administrer à leur place l'établissement, ou de pourvoir au recrutement du person-

(1) D. 84.2.57.

(2) Cass. 18 février 1881. — S. 82. I. 190.

(3) Lyon 26 avril 1883 — S. 84. 2. 133.

(4) Arrêt de Cass. du 18 février 1881 (déjà cité).

nel (1); à moins cependant que, si, résidant sur les lieux, ils continuent à visiter habituellement cet établissement et y prennent une part active, tout au moins à une branche importante de la gestion (2).

Mais si les ateliers de bienfaisance ne sont pas soumis à la loi de 1874, il n'en est plus de même si l'entrepreneur a loué un bâtiment appartenant à l'orphelinat et y exploite son industrie; il est, dans ce cas, le véritable directeur de l'atelier (3).

On le voit, la jurisprudence a déjà eu souvent à s'occuper de cette loi, et elle reconnaît aux inspecteurs un pouvoir considérable.

2° *Pouvoirs des inspecteurs.* — Ainsi les contraventions, résultant de l'état de danger ou d'insalubrité que présente un atelier où sont employés des enfants, peuvent être relevées contre un chef d'industrie, sans que ce dernier ait été préalablement averti par une mise en demeure de remédier à cet état de danger ou d'insalubrité (4). Cela se comprend du reste, car le manufacturier connaît la loi, et il sait bien, sans mise en demeure, si ses ateliers répondent, au point de vue de l'hygiène, aux prescriptions de cette loi.

La Cour de Grenoble va encore plus loin, et, dans le même arrêt, elle décide que les procès-verbaux des inspecteurs du travail des enfants dans les manufactures font foi de ce qu'ils constatent, jusqu'à preuve du contraire, que les inspecteurs aient indiqué ou non dans leur procès-verbal, les moyens employés par eux

(1) Tribunal correct. des Andelys, 12 janvier 1878, S. 79.2. 219. — Trib. correct. de Compiègne, 3 juin 1879, S. 79.2.219.

(2) Amiens, 18 mars 1878, S. 78.2.117.

(3) Cass. 18 février 1881, S., 82. I. 190.

(4) Grenoble, 9 mars 1884. — S. 83. 2. 10.

pour arriver à la constatation des contraventions.

3^e *Application de l'amende.* — Quelques tribunaux se sont montrés particulièrement sévères dans l'application de l'amende aux contraventions poursuivies ; l'un d'eux, le tribunal de Compiègne, allait jusqu'à prétendre qu'il fallait prononcer autant d'amendes que d'enfants irrégulièrement employés, et même que de contraventions commises par l'emploi de chaque enfant. (1) Mais les Cours d'appel, interprétant strictement l'article 26 qui dit que « l'amende sera appliquée autant de fois qu'il y a eu de personnes employées dans des conditions contraires à la loi », décident que le chef d'industrie ne doit être condamné qu'à autant d'amendes qu'il y a d'enfants irrégulièrement employés, quel que soit le nombre de contraventions commises par chaque enfant. (2)

Quelques critiques adressées à la loi de 1874.

Les enfants et les filles mineures sont ainsi, dans les usines et dans les ateliers suffisamment protégés contre les travaux malsains et trop fatigants. Mais cela peut-être ne suffit pas, car, que deviennent-ils lorsque leurs parents s'occupent chez eux-mêmes de travaux qui, dans une usine ou un atelier, seraient interdits aux enfants ? La loi ne les protège plus, puisqu'elle ne s'applique qu'aux usines, manufactures et ateliers, mais non aux ateliers de famille comme nous l'avons vu plus haut d'après un arrêt de la Cour de cassation. Et la Cour en jugeant ainsi n'a fait que se conformer à ce qui avait été entendu entre le Gouvernement, la Com-

(1) Trib. correct. de Compiègne. 3 juin 1879. — S. 79. 2. 210.

(2) Tribunal corr. des Andelys 12 janvier 1878, S. 79. 2. 279. — Nancy 15 novembre 1881. S. 84. 2. 43. — Lyon 13 janvier 1884, D. 85. 2. 130. — Dijon 11 février 1884. D. 86. 2. 13.

mission et plusieurs membres de l'Assemblée nationale, lors de la discussion de la loi. Quelques députés signalèrent énergiquement cette lacune, et l'un d'eux, M. Théophile Roussel, déposa le 22 janvier 1873, à l'article 1^{er} du projet adopté par la commission, un amendement ainsi conçu : « Les enfants et les mineurs des deux sexes, les filles et les femmes travaillant dans les manufactures, chantiers ou ateliers quelconques *hors de la famille* ou même *dans la famille*, lorsque celle-ci se livre à un travail inscrit dans la nomenclature officielle des industries insalubres ou dangereuses ne pourront être employés par un patron ou même par *le chef de la famille* que sous les conditions suivantes. » (1) C'était la protection de la loi et des inspecteurs accordée aux enfants même dans la famille. Mais il faut avouer que cette protection n'allait pas sans inconvénients.

Pour beaucoup d'ouvriers qui se livrent chez eux à telle ou telle industrie, l'atelier, c'est le domicile particulier, c'est la cuisine, la salle à manger, parfois même la chambre à coucher. Comment ouvrir aux inspecteurs la porte de cet atelier, c'eût été consacrer législativement une sorte de violation de domicile, c'eût été en même temps forcer l'enfant à quitter le toit paternel.

M. Eugène Tallon, rapporteur de la commission, ne chercha pas à dissimuler les inconvénients qu'il y avait à laisser les enfants et les filles mineures exposés dans leur famille à des dangers contre lesquels ils sont protégés au-dehors, mais ajoute-t-il :

« Votre commission n'a pas reçu mission de guérir toutes les infortunes sociales et de prévenir toutes les

(1) *J. Off.* 23 janvier 1873.

misères. Nous avons été obligés de nous renfermer sur le terrain spécial qui était l'objet de nos études, le travail industriel pris dans l'atelier ; nous ne devions pas, nous n'avons pas voulu intervenir entre le père et l'enfant ; nous ne pouvions pas venir dire au père : vous n'emploierez pas cet enfant chez vous, alors que, dans la famille le logement se confond avec l'atelier, car en réalité, c'eût été expulser l'enfant du toit paternel. » (1)

L'amendement fut rejeté, tant les judicieuses et éloquentes paroles du rapporteur avaient eu d'autorité sur l'Assemblée. Mais de cette discussion, il reste au moins ceci, c'est que les enfants sont encore exposés à être attachés à des travaux industriels fatigants et malsains, et que là où ils sont le plus exposés à ce danger, c'est au foyer paternel. Sans doute l'affection que portent à leurs enfants le père et la mère, même dans la gêne, même dans la pauvreté, est bien faite pour nous rassurer un peu contre ces dangers. Mais, comment empêchera-t-elle, cette affection, que, chez les tisserands, par exemple, l'enfant penché toute la journée sur son métier ne soit exposé aux déviations des bras, des jambes, de la colonne vertébrale ; que chez les forgerons il n'ait à manier des marteaux trop lourds et ne coure le risque d'être blessé par les animaux auxquels on met des fers ou des entraves ; que chez les teinturiers ils ne respirent les vapeurs délétères des matières colorantes et des réactifs chimiques. On n'en finirait pas, s'il fallait passer en revue tous les métiers exercés en famille et dangereux pour les enfants.

(1) *Journal Officiel*, 23 janvier 1873, page 486.

Il est donc à désirer que le législateur, se préoccupant de cette situation, mette tous ses soins à trouver une formule qui, sans violer le domicile et sans apporter le trouble dans la famille, assure aux enfants, même au foyer paternel la protection à laquelle ils ont droit. Cette formule est difficile à trouver, la discussion de la loi de 1874 l'a bien montré, mais le but à atteindre est assez élevé pour solliciter les efforts des membres du Parlement qui se sont déjà occupés de cette question.

On a encore accusé cette loi de violer la liberté individuelle, d'affaiblir l'autorité du père de famille, de gêner la concurrence que fait notre industrie aux nations étrangères, etc.

Certes, la liberté individuelle est un principe sacré, mais il ne doit point prévaloir contre l'ordre public, ni contre l'intérêt supérieur de l'État qui exige, pour sa défense, aussi bien que pour sa prospérité une jeunesse saine et robuste. Quant à l'autorité du père de famille, elle ne court aucun danger ; il n'y a en effet d'atteints par la loi que les parents dénaturés et avarés qui, oublieux de leurs devoirs, exploitent le travail de leurs enfants et escomptent leurs fatigues pour augmenter la somme d'argent à consacrer à la débauche : ceux-là ne sont pas intéressants.

Pour la concurrence des nations industrielles, elle n'est pas à craindre par la seule raison que ces nations ont, elles aussi, des lois protectrices de l'enfance et de l'adolescence, lois plus sévères encore que la nôtre.

Angleterre. — M. de Freycinet dans un rapport de 1867, compte en effet 17 règlements sur le travail des enfants et des femmes. Les lois les plus importantes sont le « *Factory act.* » de Guillaume IV, du 29 août

1833, le « *Factory regulation act.* » de la reine Victoria, du 6 juin 1844 et la loi du 27 mai 1878.

Toutes ces lois ont pour but de protéger l'enfant, la femme et l'ouvrier, tant au point de vue physique qu'au point de vue moral, et, pour atteindre ce but, elles limitent l'âge et la durée du travail pour les enfants, les adolescents et les femmes qui, en cette matière, sont toujours assimilées aux adolescents.

De plus elles favorisent, comme notre loi de 1874, le développement de l'instruction primaire et garantissent la sécurité aussi bien que la salubrité des ateliers.

Voici leurs principales dispositions. Tout travail est interdit aux enfants des deux sexes avant l'âge de dix ans. De dix à quatorze ans on ne peut les astreindre qu'à cinq heures de travail par jour, c'est-à-dire à une demi-journée. Le reste du temps doit être consacré à l'école, et la surveillance de l'administration est, sur ce point, très active.

De quatorze à dix-huit ans, on ne peut leur demander que dix heures de travail par jour avec plusieurs repos, de six heures du matin à six heures du soir l'été, et de sept heures du matin à sept heures du soir l'hiver. C'est la règle qu'on applique aux femmes de tout âge.

Le samedi, le travail finit à une ou deux heures.

Le repos du dimanche est absolu pour tous, et le travail de nuit est absolument interdit aux enfants, aux adolescents et aux femmes quel que soit leur âge.

L'inspection est très bien faite, la loi fonctionne parfaitement, et ses résultats sont excellents.

Les anglais constatent en effet une amélioration notable dans les mœurs, la santé, les habitudes de la classe

ouvrière; le travail est meilleur, plus soigné, plus rapide, plus productif et enfin le nombre des accidents diminue dans une proportion considérable. (1)

Ce tableau est vraiment enchanteur et nous fait regretter plus vivement encore que l'Assemblée nationale de 1871 n'ait pas adopté plus hardiment le système anglais : elle n'avait pourtant rien à craindre en suivant l'exemple de la nation du monde la plus industrielle et la plus respectueuse de la liberté individuelle.

Allemagne. — Prusse. — Le travail des enfants est régi par la loi du 17 juillet 1878. Ils ne peuvent être admis dans une manufacture avant l'âge de 12 ans. De 12 à 14 ans, ils ne doivent travailler que six heures par jour et dix heures avec des repos, de 14 à 16 ans. Là aussi tout travail de nuit leur est interdit, et le repos du dimanche est obligatoire.

Dans les autres états de l'Allemagne la limite d'âge varie, elle est fixée à onze ans dans le grand duché de Bade.

Suisse. — Cette limite d'âge varie avec les industries entre 12 et 14 ans. (Loi du 23 mars 1877).

De même aux *États-Unis d'Amérique*.

Belgique. — L'enfant ne peut entrer dans une manufacture avant 10 ans révolus. De 10 à 14 ans la durée de son travail ne peut dépasser 6 heures 1/2 par jour, et 10 heures 1/2 de 14 à 18 ans. Jusqu'à cet âge, tout travail de nuit est interdit. (2)

Nous sommes donc moins sévères que la plupart de nos concurrents pour la limite d'âge, la durée du tra-

(1) Tous ces détails sont empruntés au remarquable rapport de M. Eugène Tallon à l'Assemblée nationale. *J. Off.*, du 30 mai 1872, page 3605, et à M. Cauwès, *op. cit.*, II, n° 840.

(2) Voir le rapport de M. Eugène Tallon.

vail, le travail de nuit, et le repos du dimanche : nous le regrettons car la morale et la santé en souffrent et la prospérité de l'industrie n'y gagne rien.

Mineur émancipé.

Le mineur émancipé ne nous paraît pas avoir besoin de l'assistance de son curateur pour louer ses services. Si l'on exige l'autorisation du père ou du tuteur, c'est qu'on ne reconnaît pas au mineur non émancipé l'expérience nécessaire pour se guider dans le choix d'un patron, assez d'énergie pour défendre ses intérêts. Mais l'émancipation est basée sur cette idée que le mineur que l'on veut affranchir de la puissance de son père ou de son tuteur est capable de se guider dans la vie et même de faire certains actes peu importants. Par l'émancipation il acquiert le droit de gouverner sa personne, de fixer son domicile où il l'entend, et par conséquent de choisir tel métier qui lui plaît, tel patron qu'il veut. Il a le droit de louer ses biens pour une période de neuf ans, il peut bien louer ses services ; il peut recevoir ses revenus et en donner décharge, il peut aussi recevoir son salaire qui est le revenu de son travail.

Mais il est évident que s'il a moins de seize ans il reste d'ailleurs soumis aux prescriptions de la loi du 19 mai 1874 sur le travail de nuit, le travail du dimanche, les travaux souterrains, etc.

Femmes mariées.

En vertu de la règle générale des articles 213 et 217 du code civil, il est certain que la femme ne peut louer ses services sans l'autorisation de son mari. Le louage de services est, en effet, un contrat civil

qui a pour objet de permettre à la femme d'acquérir à titre onéreux ; or, d'après l'article 217, « la femme ne peut... acquérir... à titre onéreux sans le concours du mari, dans l'acte, ou son consentement par écrit. » Il faut même une autorisation particulière pour qu'elle puisse contracter ce louage, car, dit l'article 223, « toute autorisation générale, même stipulée par contrat de mariage, n'est valable que quant à l'administration des biens de la femme » et le louage de services n'a rien à voir avec l'administration des biens de la femme. Voilà établie en droit la nécessité de l'autorisation du mari. Il n'y a du reste aucune difficulté sur ce point ; et la jurisprudence est d'accord avec la doctrine pour admettre que la femme ne peut louer ses services sans y avoir été autorisée.

Rien du reste n'est plus conforme au bon ordre, à la bonne direction de la famille, à l'honneur de la femme comme à la dignité du mari, surtout dans les ménages ouvriers qui nous occupent tout particulièrement.

C'est pour ces ménages surtout que se posent ces deux questions : la femme doit-elle travailler ? dans quel atelier, dans quelle usine doit-elle travailler ?

Dans ces familles, le budget est souvent difficile à équilibrer, et le supplément de salaire qu'apporterait le travail de la femme serait bien utile, au moins pour procurer au ménage quelque aisance, quelque bien-être. Mais il y a des enfants à soigner, à élever, il y a un intérieur à diriger, des repas à préparer ; ne vaut-il pas mieux, même au prix d'une certaine gêne, que la femme reste à la maison pour faire tout cela que d'aller à l'usine, à l'atelier gagner quelque argent en abandonnant ses enfants à la rue, en négligeant la maison, en don-

nant à son mari l'ennui de ne pas manger ce qui lui plaît, ou en le mettant dans la nécessité d'aller prendre ses repas au cabaret où il ne trouve que des occasions de dépense, de mauvais exemples, de mauvais conseils. C'est, après tout, l'avenir du ménage, qui tient à la réponse à faire à cette question : la femme doit-elle travailler ? Et qui doit décider de cet avenir ? Certes il est juste que la femme soit consultée, mais le mari doit juger en dernier ressort.

Où doit-elle travailler ? Voilà la question qui intéresse surtout l'honneur de la famille, la dignité du mari. Nous n'avons pas à insister sur les dangers que court la femme dans beaucoup d'ateliers, dans un grand nombre de manufactures ; nous n'avons pas à dire de quelle nature ils sont, tout le monde les connaît ; tout le monde comprendra donc que dans bien des cas, le mari aime mieux la gêne dans son ménage, que de voir sa femme à l'usine exposée à oublier ses devoirs, à déshonorer sa famille ou à subir les menaces et les tracasseries d'hommes sans foi ni loi, qui considèrent l'atelier des femmes comme un sérail, et se font un jeu de la paix et de l'honneur d'un ménage ouvrier. Seul le mari peut autoriser sa femme à louer ses services, seul surtout il peut choisir le métier qu'elle exercera, l'atelier, la manufacture ou l'usine dans laquelle elle pourra travailler.

Cependant il a été jugé par le tribunal de la Seine le 9 octobre 1867 (1) que la justice, quand le mari refuse à la femme l'autorisation nécessaire, peut suppléer à cette autorisation en chambre du Conseil. Cette opinion est fondée sur la généralité de l'article 219 du

(1) Journal « *Le Droit* » du 10 octobre 1867, page 984.

code civil. « Attendu, dit le jugement, que l'autorisation de contracter un engagement théâtral peut, comme toutes les autres autorisations, être accordée par le tribunal en chambre du Conseil, à défaut du consentement du mari..... Accorde à la dame X l'autorisation demandée. » Et cette jurisprudence est confirmée par un arrêt de la Cour d'appel de Paris en date du 3 janvier 1868 (1) en disant que le tribunal avait justement fait l'application de l'article 219 du code civil.

Nous ne pensons pas comme les magistrats du tribunal de la Seine et de la Cour de Paris.

L'article 219 du code civil parle du refus du mari d'autoriser sa femme à *passer un acte* et permet à la justice de suppléer à l'autorisation du mari, mais cet article ne lui donne point le droit d'autoriser la femme à louer ses services. (2) Les tribunaux en effet, ont bien le pouvoir d'apprécier le côté précunaire d'un contrat, mais « ils ne peuvent se faire juges du caractère de la femme, de la dignité de sa vie, des soupçons que fera naître telle ou telle situation. » Le mari seul sait ce qu'il doit faire en pareil cas, et cela est si vrai, que la Cour de Paris, dans l'arrêt que nous venons de citer, tout en admettant qu'en principe l'article 219 du Code civil s'applique au louage de services annule le jugement du tribunal de la Seine, en disant que, dans la cause, le mari avait bien fait de refuser à sa femme l'autorisation qu'elle lui demandait parce que le métier choisi par elle était contraire à sa dignité et dangereux pour

(1) Journal « *Le Droit* » du 4 janvier 1868, page 9.

(2) Guillouard, II, n° 702. — Constant, *Code des théâtres*, page 262. — Lacan et Paulnier, *Traité de la législation et de la jurisprudence des théâtres*, n° 240. — Gouget et Merger *Diction. de Droit commercial*, V° Théâtres, nos 125 à 130.

l'honneur du mari. Il est probable que la Cour trouverait toujours dans les faits de la cause un motif semblable, aussi vaudrait-il mieux laisser de côté l'article 249 qui n'a rien à faire en matière de louage de services. La femme qui loue ses services n'est-elle pas un peu comme la marchande publique? Celle-ci (art. 4, Com.) ne peut se passer de l'autorisation de son mari, et la justice elle-même ne peut suppléer à cette autorisation. La raison qu'on en donne c'est que la justice peut bien apprécier un acte à faire par la femme quand il est simple, unique, bien déterminé, tandis qu'elle ne le peut point quand il s'agit d'une série d'actes, d'une suite d'affaires qui engagent la femme pour longtemps et l'exposent au danger des procès et de la faillite. Remplaçons les mots procès, faillite, par obsessions et déshonneur, et tout ce que nous avons dit de la femme qui veut devenir marchande publique s'applique à celle qui veut louer ses services. Le mari seul a donc, d'après nous, le droit d'autoriser sa femme à contracter un louage de service, et la justice ne peut suppléer à cette autorisation maritale.

Mais que faire dans le cas où le mari a abandonné sa femme et ses enfants sans ressources, et où celle-ci est dans la nécessité, pour subvenir à ses besoins et élever sa famille, d'avoir recours à son travail et de louer ses services?

Elle ne peut s'adresser au tribunal d'après notre système; mais, en l'abandonnant, son mari lui a donné l'autorisation tacite de subvenir à ses besoins comme elle l'entendra, sous condition toutefois de ne rien faire d' attentatoire à sa dignité et à l'honneur de son nom. Il serait monstrueux en effet qu'après l'avoir lais-

sée sans ressources, elle et ses enfants, il pût encore, par son éloignement et l'impossibilité dans laquelle elle est de lui demander son autorisation, l'empêcher de mettre à profit, son intelligence, son instruction, ses connaissances spéciales, sa vigueur physique, son énergie morale, son courage, pour échapper à la misère et subvenir, autant que possible, aux besoins de ses enfants.

C'est la doctrine que la Cour de Rouen a consacrée par son arrêt du 4 février 1878. (1) « L'abandon d'une femme par son mari, dit-elle en substance, implique pour elle *l'autorisation tacite* de faire les actes nécessaires à l'effet de subvenir à son entretien et à celui de ses enfants. Par suite, le contrat de louage d'industrie passé par la femme ainsi abandonnée est valable, sauf le pouvoir qu'ont les tribunaux d'apprécier si l'engagement qui en résulte n'excède pas les bornes d'une sage administration. » D'autres arrêts avaient déjà été rendus dans ce sens. (2) La Cour de cassation a confirmé cette doctrine en disant que la femme en l'absence de son mari est suffisamment autorisée en vertu d'un mandat *tacite et nécessaire* à louer ses services et son industrie pour subvenir à ses besoins et à ceux de ses enfants. (3) Nous croyons que la Cour suprême a eu tort de voir dans l'abandon du mari, un mandat tacite, car en louant ses services, dans ce cas, la femme n'agit point au nom de son mari, ne l'oblige point, et n'oblige personne envers lui, mais elle parle en son nom propre, contracte elle-même des obligations envers son patron et engage celui-ci envers elle-même. Nous aimons mieux

(1) Dalloz, 78, II, 258.

(2) Paris, 1^{er} mai 1823. — Paris, 13 février 1849 ; S. 49. 2. 145. — Paris, 9 juin 1857 ; S. 57. 2. 755.

(3) Cass. 5 août 1878 ; S. 79. 1. 65.

voir, dans cet abandon, comme la Cour de Rouen, une *autorisation tacite* résultant des obligations qui naissent du mariage, comme celle de nourrir, d'entretenir et élever les enfants, de fournir à la femme tout ce qui lui est nécessaire, obligations que le mari connaît et qu'il permet à sa femme de remplir en vertu d'une autorisation tacite. Il y a contre cette opinion une difficulté juridique provenant de l'article 217 Code civil, qui veut *le concours du mari dans l'acte ou son consentement par écrit* (1) et c'est probablement pour éviter cette difficulté que la Cour de cassation a vu un mandataire du mari dans la femme abandonnée, et lui a permis, comme telle, de louer ses services. Il est certain pourtant qu'il n'y a point mandat, nous venons de le voir, il y a autorisation et elle résulte même du concours tacite du mari dans l'acte. La loi en effet n'exige pas la présence effective du mari au moment du contrat, il suffit, nous le pensons du moins, que le mari sache que la femme contracte telle ou telle obligation, et qu'il le tolère. C'est en pratique ce qui se passe toujours, au moins pour ce qui concerne le travail de la femme. Quand elle loue ses services le mari n'est presque jamais présent, jamais il ne lui a donné son autorisation par écrit, et tout le monde, la jurisprudence elle-même, regarde ce louage de services comme valable. Or quand le mari abandonne sa femme sans ressources, non seulement il tolère qu'elle contracte un louage de services pour subvenir à ses besoins et à ceux de ses enfants, mais encore il la met, et il le sait très bien, dans la nécessité absolue de le faire. Il y a donc concours tacite (2)

(1) Cass. 26 juillet 1871 ; S. 71. 1. 65.

(2) Duranton, II, nos 467 et 475. — Vazeille, *Traité du mariage*, II, n° 331.

ou moral du mari dans l'acte que fait la femme, et l'article 217 n'est point contraire au système que nous soutenons, savoir : que la femme qui, après avoir été abandonnée par son mari, loue ses services pour vivre et faire vivre sa famille, agit en vertu de l'autorisation et non d'un mandat tacite que lui donne son mari par le fait même de l'abandon.

Même avec l'autorisation expresse du mari, il y a des travaux que la femme ne peut s'engager à faire, ce sont les travaux souterrains des mines, minières et carrières, et cela résulte de l'article 7 de la loi du 19 mai 1874. Nous avons déjà eu l'occasion de dire à propos des filles mineures ou non combien il est regrettable que la loi ne leur ait pas interdit, comme en Angleterre, le travail de nuit et du dimanche, nous ne pouvons, et pour les mêmes raisons, qu'exprimer les mêmes regrets à l'égard de la femme mariée.

En résumé, pour contracter un louage de services la femme a besoin de l'autorisation de son mari ; lui seul peut donner cette autorisation ; s'il la refuse la justice ne peut y suppléer en autorisant la femme dans la Chambre du conseil, le mari entendu, ou dûment appelé ; mais en cas d'abandon, la femme peut louer ses services en vertu d'une autorisation tacite de son mari résultant du fait même de l'abandon.

§ 3. — De l'objet du contrat du louage de services.

L'objet du louage de services c'est, pour le patron, le

— Zachariae, t. IV, page 136, texte et note 1. — Paris, 23 août 1851 ; S. 51. 2. 517. — 9 juin 1857 ; S. 57. 2. 755. — *Contra*, Demolombe, IV, n° 197. — Marcadé, t. 1^{er}, art. 217, n° 4. — Boistel, *Droit commercial*, n° 94. — Cass. 26 juin 1839 ; S. 39. 1. 878.

travail à exécuter, et, pour l'ouvrier, le travail à fournir.

Il faut donc, pour que le contrat soit valable, un travail à faire : « Un ouvrage terminé ou exécuté, dit Troplong, ne peut avoir fait, que par erreur, la matière du contrat (1). » De même, si le travail pour lequel un patron a loué les services d'un ouvrier n'existe que dans l'imagination de ce patron. Ces hypothèses se conçoivent d'ailleurs bien difficilement, car on ne voit guère qu'un fou qui aille embaucher des ouvriers sans avoir rien à leur donner à faire et un fou ne peut s'obliger valablement. Que si, par impossible, il arrivait que cet homme fût reconnu responsable de ses actes, l'ouvrier ne pourrait intenter contre lui les actions du contrat puisqu'il n'y a pas de contrat ; mais il pourrait, en vertu de l'article 1382 du code civil, réclamer des dommages-intérêts pour le dommage qu'il aurait souffert.

Sans supposer ces cas à peu près invraisemblables, il arrive qu'un patron embauche un plus grand nombre d'ouvriers que ceux dont il a besoin. On pourrait dire alors que pour les ouvriers qui sont en trop, le contrat manque d'objet, et est nul pour cette raison. Une telle décision selon nous ne serait pas juridique. Il y avait, au moment où le contrat s'est formé, un travail à faire, le contrat est donc valable. Mais le patron s'est exagéré l'importance du travail, il a mal fait ses calculs, il a commis *une erreur* sur le motif qu'il avait de contracter, sur le besoin de tel ou tel nombre d'ouvriers pour exécuter tel ou tel travail, le contrat est valable, sans cela il n'y aurait ni commerce ni industrie possibles. Le patron a commis une faute, c'est à lui d'en supporter intégralement les conséquences, et il devra exécuter le con-

(1) Troplong, *op. cit.* III, n° 815.

trat, en payant le salaire promis, bien que les ouvriers n'aient pas travaillé pendant le temps fixé (1). Tout au plus pourra-t-il, pour se dédommager du préjudice qu'il subit, les occuper à un autre travail selon leurs aptitudes. Tout cela s'applique particulièrement aux ouvriers à la journée, mais nous pensons qu'il faudrait décider la même chose pour les ouvriers au mois ou à l'année.

L'objet du contrat, le travail à faire, doit être possible. Mais s'il n'était impossible que relativement à l'ouvrier, le contrat serait valable; tant pis pour lui s'il s'est chargé d'un travail au-dessus de ses forces et de ses moyens (2). Quels sont alors les droits du patron? Il peut évidemment renvoyer cet ouvrier sans indemnité, car l'incapacité de l'ouvrier est une des causes pour lesquelles le contrat de louage peut être résilié. Il y a plus, si le travail n'a été exécuté qu'imparfaitement ou d'une manière incomplète, il ne lui doit aucun salaire. Il peut même arriver que l'ouvrier doive au patron des dommages-intérêts, si de son incapacité est résulté un préjudice pour celui-ci : matière première détériorée; retard occasionné par le fait de l'ouvrier dans l'exécution des marchés passés par le manufacturier, par l'entrepreneur; réfection des travaux mal faits, etc... Mais il faudra tenir compte, dans l'évaluation de ces dommages-intérêts du profit, si minime qu'il soit, que le patron aura retiré du travail de l'ouvrier; et il arrive le plus souvent que ce travail, peut être utilisé.

(1) Pothier, *Du louage*, 167. — Duvergier, *Du louage*, II, n° 290. — Aubry et Rau, IV, § 372, page 515 note 10. — Duranton, XVII, n° 228. — Guillelouard II, n° 730.

(2) L. 105. D. *De regulis juris*. — Pothier, n° 395 et *obligat.* n° 136. — Troplong, III, n° 816.

Le travail ne doit pas non plus être contraire aux bonnes mœurs et la justice devrait mettre hors de cour (1) les ouvriers qui viendraient réclamer le prix de ces travaux, ou les patrons qui oseraient en demander l'exécution. Tels sont, par exemple, l'impression et l'édition de livres orduriers, la fabrication et la vente de gravures obscènes, d'objets destinés à servir à la perpétration d'actes honteux, etc...

Enfin le travail que l'ouvrier s'engage à faire ne doit pas être contraire aux lois. Outre les exemples classiques donnés par tous les auteurs qui ont traité cette matière, il faut citer les travaux défendus aux enfants, aux filles mineures et aux femmes et filles de tout âge par la loi du 19 mai 1874 et les décrets rendus en forme d'administration publique pour l'exécution de cette loi. Ainsi les travaux souterrains sont interdits aux enfants, aux filles et aux femmes de tout âge (2).

Les enfants ne peuvent nettoyer de machine en marche (3), ni monter sur les toits pour s'y livrer à des travaux de plomberie (4), ni trainer de fardeaux trop lourds sur la voie publique ou dans l'intérieur de l'usine, sauf à un certain âge, et sous certaines conditions (5)... ni travailler à sec la corne, les os, la nacre (6), etc.

Un contrat de louage qui aurait ces travaux pour objet exposerait le patron à des poursuites correctionnelles par application de la loi de 1874, et de plus il serait nul et ne produirait aucun effet entre les parties.

(1) Pothier, n° 396. — Troplong III, n° 818.

(2) Loi du 14 mai 1874, art. 7.

(3) Décret du 13 mai 1875.

(4) Décret du 31 octobre 1882.

(5) Décrets du 13 mai 1875 et du 31 octobre 1882.

(6) Décret du 3 novembre 1882.

CHAPITRE III

DU PRIX, OU PLUS EXACTEMENT, DU SALAIRE.

§ 1. — **Nécessité du prix pour la validité du contrat de louage de services. — Comment s'appelle ordinairement ce prix. — Comment il se fixe. — S'il doit être en rapport avec la valeur du travail.**

Ainsi que le dit l'article 1710 du code civil, il faut un prix pour que le contrat de louage de services soit valable.

D'ailleurs le contrat étant synallagmatique oblige les deux parties l'une envers l'autre : l'ouvrier doit son travail ; le patron, le prix du travail ; ce prix est même, pour l'ouvrier, *la cause* pour laquelle il s'oblige, et si cet élément du contrat n'existait pas ce serait non plus un louage de services, mais un mandat (1).

Ce prix s'appelle ordinairement salaire, émolument, traitement, honoraires, selon la condition sociale des personnes qui louent leurs services ; mais pour l'économie politique, ce prix s'appelle toujours un salaire.

Ce salaire peut être convenu entre les parties ou fixé par l'usage. Mais dans la grande industrie nous pensons qu'il est toujours arrêté entre les parties, soit pour

(1) Pothier, *Du louage*, n° 397. — Troplong, II, n° 814. — Guillouard, II, n° 688.

chaque ouvrier individuellement, soit pour chaque catégorie d'ouvriers, soit d'après les tarifs ou *séries* établis pour un certain nombre d'années. Il paraît même que ce dernier mode de fixation du salaire est très pratiqué et très estimé surtout par les ouvriers du bâtiment en France et en Angleterre. (1)

Quand le salaire a été ainsi arrêté entre les patrons et les ouvriers, la convention doit-être exécutée, même si le prix est notablement inférieur à la valeur ordinaire du travail. C'est l'application pure et simple de l'article 14 de la loi du 22 germinal de l'an XI et de l'article 1134 du code civil qui veulent que les conventions légalement formées et faites de bonne foi tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites.

D'ailleurs le louage de services n'est point susceptible de rescision pour cause de lésion. En Droit français il faut en effet un article formel pour que la rescision pour vileté de prix puisse être demandée, et aucun article ne permet cette demande pour le louage de services (2). D'après M. Troplong, il faut pourtant que le prix soit en rapport avec la valeur de l'ouvrage; s'il était trop minime on retomberait dans le mandat (3). Nous croyons la théorie que nous venons d'établir beaucoup mieux fondée en droit; de plus, le système de M. Troplong donnerait lieu en pratique, à de nombreuses difficultés, car la détermination de la valeur du travail et son rapport avec le prix fixé est difficile et la question de savoir si le contrat est un louage de services ou un mandat ne pourrait souvent être tranchée que par une décision

(1) Leroy-Beaulieu. *La question ouvrière au XIX^e siècle*, page 330.

(2) Guillaud, I, n° 63. II, n° 690.

(3) Troplong, II, n. 814.

arbitraire. Il y a pourtant grand intérêt, nous l'avons déjà vu, à distinguer le louage du mandat.

§ 2. — Le prix du salaire doit consister en argent. — Un complément de salaire peut être donné en nature.

En principe, le prix du louage de services doit consister en argent (1). S'il en était autrement, c'est-à-dire, si le prix consistait en une prestation autre que de l'argent, le contrat conclu entre les parties ne serait plus un louage de services mais un contrat innomé, qui serait régi par les règles du contrat nommé auquel il ressemblerait le plus, et il se pourrait que ce ne fût pas au louage de services ou du moins qu'il y eût contestation possible. Ainsi un manufacturier a construit des maisons qu'il loue à ses ouvriers et parfois à des personnes étrangères à l'usine ; un de ces logements est occupé par un vieillard pensionné, ou de l'État, ou du manufacturier lui-même. Ce vieillard travaille dans l'usine, il ne reçoit point de salaire, mais il ne paie point non plus de loyer. C'est son travail qui paie son loyer ou son logement qui représente un salaire. Les moissonneurs sont payés, dans certaines contrées en nature : tant de litres de blé par hectare fauché ; ou encore le dixième de la récolte (grain et paille). Y a-t-il là louage de services, ou louage de chose ? La question nous paraît délicate, et nous n'avons point construit cette espèce de toutes pièces par le seul effort de notre imagination. Nous connaissons plusieurs cas analogues à celui que nous venons de citer.

(1) Pothier, n° 400. — Guillouard, II, n° 688.

Eh bien, supposons que le vieillard dont nous parlons pour une raison ou pour une autre soit renvoyé de l'usine, devra-t-il quitter immédiatement la maison du manufacturier, ou bien celui-ci sera-t-il obligé de lui donner congé suivant l'usage des lieux? Tout le monde sait que si le contrat dont nous parlons est un louage de services, le manufacturier peut expulser le vieillard le jour même où il le renvoie de l'usine, tandis que d'après les règles du contrat de louage de chose il devrait lui donner congé un certain temps à l'avance. Il y a donc intérêt à savoir par quels principes serait régi le contrat innomé qui se formerait si le prix pouvait ne pas consister en argent, et la détermination de ces règles présenterait souvent de grandes difficultés, aussi nous ne croyons pas, comme certains jurisconsultes (1) que la question de savoir si le prix du louage peut être autre chose qu'une somme d'argent, ne mérite pas d'attirer l'attention, parceque dans notre droit, les conventions sont libres, et que, « nous ne suivons pas la loi romaine qui mettait dans la catégorie des contrats inconnus la stipulation d'ouvrage moyennant un prix en nature. » (2) Nous venons de voir pourtant qu'en pareil cas le juge peut rencontrer dans la recherche des règles à appliquer de très grandes difficultés.

Mais si en principe, le prix, le salaire doit être fixé en argent, il arrive qu'accessoirement on ajoute à ce prix des prestations en nature. Dans les compagnies minières et de chemins de fer, dans les grandes usines,

(1) Colmet de Santerre, VII n° 156 bis. — Laurent, XXV, n° 58. — Duranton XVII, n° 224. — Troplong, II, n° 814.

(2) Troplong, *loc. cit.*

un certain nombre d'employés reçoivent, outre leur traitement, le logement, le chauffage, l'éclairage, etc.... ; dans certains magasins, les hommes de peine sont nourris, habillés au moins en partie ; dans beaucoup de manufactures, le patron abandonne à ses ouvriers les déchets des matières premières, les résidus de charbon, les débris de bois, les copeaux, etc... ; ce prix en nature, n'étant qu'accessoire au prix en argent, un complément de salaire en un mot, est traité comme le salaire et n'oblige le patron à rien de plus que si ce salaire consistait uniquement en une somme d'argent. Ainsi, quand un employé ou un ouvrier sont logés par une compagnie ou un manufacturier, si ce logement représente une partie du salaire, le patron, compagnie ou manufacturier, peut congédier immédiatement cet ouvrier, l'expulser de son logement, même sans indemnité, et sans le prévenir trois mois à l'avance suivant l'usage des baux (1).

§ 3. — Le salaire n'est point fixé arbitrairement par le patron. — Principales règles qui président à la fixation du salaire.

Nous n'avons pas l'intention d'exposer en détail la théorie de la formation du salaire, mais il nous semble intéressant de montrer ici qu'il ne peut être fixé d'une manière absolument arbitraire par l'entrepreneur, que le taux de rémunération du travail est déterminé par des lois générales, et qu'il ne peut guère dépasser un certain maximum, ni descendre au-dessous d'un certain minimum.

(1) Cass. 4 août 1879. S. 80. I. 35.

Pour plus de clarté dans l'exposition des principes, il est bon d'établir la division classique entre le salaire normal et le salaire courant.

Salaire normal.

Quand un patron veut faire un travail, il fait appel aux ouvriers, ou ceux-ci, sachant qu'il a besoin d'eux, vont d'eux-mêmes se mettre à sa disposition; cela dépend de l'état dans lequel se trouve le marché du travail. C'est qu'en effet, le travail est pour les économistes une marchandise comme une autre, une marchandise qui se vend et s'achète, et dont le prix se débat entre les parties comme celui d'une vente ordinaire. De même que dans la vente, l'intérêt des deux parties est contraire; le vendeur de travail, l'ouvrier, veut retirer de sa marchandise le prix le plus élevé possible, tandis que l'acheteur, le patron, fait tous ses efforts pour obtenir cette marchandise en déboursant le moins qu'il peut.

Il semble que dans ces conditions les deux parties soient loin de s'entendre; mais, grâce à la concurrence que se font les patrons entre eux, grâce au besoin que tous les ouvriers ont de vendre leur marchandise, ou, pour parler plus exactement, de louer leurs services, l'accord se fait sans trop de difficulté. Et du reste, le prix du travail sera, à peu près nécessairement, facile à déterminer.

Le patron, en entreprenant de fabriquer tel ou tel produit, d'exécuter tel ou tel ouvrage se propose de faire un bénéfice. Il est donc obligé de vendre son produit, d'exécuter son ouvrage de manière à dépenser un peu moins qu'il ne reçoit. Il ne pourra donc distribuer en

salaires que ce qui lui restera lorsqu'il aura payé tous ses frais et prélevé son bénéfice. Voilà une limite maxima qu'il ne pourra dépasser, au moins pendant longtemps. S'il la dépasse ce sera en temps de crise, pour conserver son personnel, sa clientèle mais si la crise se prolonge, il cessera de produire.

L'ouvrier, lui aussi, pour livrer sa marchandise, c'est-à-dire son travail, devra retrouver dans le prix de vente ce que ce travail lui a coûté à produire. Or, que dépense-t-il pour produire ce travail ? Ce qui lui est nécessaire pour vivre et pour nourrir sa famille ou pour épargner un petit capital pour ses vieux jours. Il y a plus selon nous, car l'ouvrier, étant intelligent et libre, a non seulement des besoins matériels, mais aussi des besoins intellectuels et moraux à satisfaire, et il nous semble que les dépenses occasionnées par cette satisfaction doivent rentrer dans le prix de revient du travail. Il nous paraît aussi qu'il faut tenir compte, dans l'évaluation du salaire normal de chaque individu, des frais d'entretien et d'apprentissage faits autrefois par ses parents : ces frais expliquent même en grande partie pourquoi les métiers qui exigent un apprentissage sont mieux rétribués que les autres.

Mais comment déterminer d'une façon précise ce qui est nécessaire à l'ouvrier ? Là, on le comprend aisément les économistes sont absolument en désaccord, à tel point qu'on (1) a fini par soutenir que ce salaire normal minimum n'existe pas. C'est aller trop loin, « car, dit M. Cauwès, il serait tout aussi impossible de déterminer qu'elle est la valeur constante des marchandises, puis qu'elle dépend des conditions si inégales de l'art

(1) Garnier, 7^e édition, page 500.

industriel, et cependant on admet que les marchandises, ont une valeur constante ; de même le salaire normal suppose un revenu très inégal selon la civilisation et spécialement selon le développement industriel ». (2) Nous pensons donc qu'il y a un salaire normal, mais qu'il est essentiellement instable ; qu'il varie avec le temps, la civilisation, l'instruction, aussi bien qu'avec les États, les provinces, les métiers ; qu'il se fixe par l'usage presque au jour le jour ; que, à cause de cette instabilité même, il se voit, il se comprend mieux qu'il ne s'exprime scientifiquement, mais que, tout en maugréant contre ses exigences, les entrepreneurs en tiennent compte dans la détermination du salaire, convaincus d'ailleurs, que dans certaines limites assez élastiques, l'ouvrier est dans la nécessité de ne pas travailler à moins d'un certain salaire, sous peine d'avoir recours à l'assistance publique pour lui, sa femme et ses enfants, ou tout au moins, sous peine de vivre comme ne vivent plus dans aucune nation civilisée les hommes libres et raisonnables.

Quand nous parlons de salaire nécessaire, il est bien entendu que nous ne prenons point ce mot dans le sens de Lassalle, et que nous ne pensons point à *la cruelle loi d'airain*. Nous parlons du salaire naturel minimum qui comprend la satisfaction des besoins matériels et même de certains besoins intellectuels en rapport avec la situation sociale de l'ouvrier ; il y a loin de là au salaire irréductible, strictement limité aux moyens de subsistance. Nous n'entreprendrons point de refuter cette doctrine qui, si elle était vraie, serait, comme l'a dit Karl Max « un mystère d'iniquité » ; nous consta-

(2) *Précis d'économie politique*, 1^{re} édition, II, page 24.

terons seulement qu'elle est désolante pour l'ouvrier auquel elle ne permet aucune espérance de s'élever par l'épargne puisque le salaire basé sur les moyens de subsistance diminuerait avec les besoins; pour l'ouvrier, auquel elle persuade qu'il ne bénéficie en rien de la productivité de son travail puisqu'il ne retire de ce travail que le strict nécessaire à sa vie et à celle de sa famille, tandis que le profit va tout entier au patron. Heureusement que les faits et les chiffres renversent de fond en comble cette triste doctrine ! tout le monde sait en effet, que, si depuis un siècle la fortune publique s'est accrue dans d'énormes proportions, l'épargne des classes ouvrières a contribué pour une large part à cet accroissement : les statistiques des caisses d'épargne et de prévoyance le montrent assez. Et pourtant, contrairement aux prédictions de Lassalle, les salaires n'ont point baissé, puisque, en tenant compte de l'augmentation des objets nécessaires à la vie l'ouvrier gagne en moyenne, en 1887, 42 0/0 de plus qu'en 1853, et 60 0/0 de plus qu'en 1826 (1). Ces chiffres ne montrent-ils pas aussi, et de la façon la plus péremptoire combien l'ouvrier bénéficie de la productivité de son travail et par conséquent combien est inexacte la doctrine de la cruelle loi d'airain « dont le nom, selon l'énergique expression de M. Em. Chevallier est devenue le refrain d'une manière de marseillaise socialiste. » (2)

Le salaire normal est donc compris entre un maximum fixé par « la plus value ajoutée aux choses matérielles par l'œuvre de la production » défalcation faite du profit de l'entrepreneur, et un minimum difficile à éta-

(1) M. Beauregard, *Essai sur la théorie du salaire*, page 114.

(2) *Les salaires au XIX siècle*, page 182.

blir d'une manière précise, mais qui comprend « ce qu'on pourrait appeler d'une manière générique, l'entretien et le renouvellement des classes laborieuses ». (1)

Salaire courant.

Il oscille entre ces deux points extrêmes sans les dépasser, au moins pendant longtemps ; car il ne sort de ces limites que pendant les crises, et ces crises ne peuvent être de longue durée : quand le salaire courant est au-dessus du maximum normal, la demande de travail ne tarde pas à se ralentir, et par conséquent le salaire diminue : quand il est au-dessous, la mortalité, l'émigration, les changements de métier, ont vite fait de rétablir l'équilibre.

Mais dans ces limites comment se détermine le salaire courant ?

Nous savons que le travail est une marchandise, plus elle demandée plus elle est chère, et en sens inverse, moins elle est recherchée, moins le prix en est élevé. Autrement dit, le salaire subit comme tous les autres prix la loi de l'offre et de la demande. C'est ce que Richard Cobden a formulé d'une manière très heureuse en disant : « Lorsque deux patrons courent après un ouvrier les salaires haussent ; lorsque deux ouvriers courent après un patron les salaires baissent. » L'ouvrier offre ses bras et son intelligence, le patron les recherche selon les besoins de son industrie, voilà le marché du travail. Il est bien évident d'ailleurs que le marché ne se compose pas de la somme de tous les travailleurs, pas plus que de la somme de tous les

(1) Ces deux définitions du maximum et du minimum du salaire normal sont empruntées à M. Cauwès, nos 806 et 814. 2^{me} édition.

patrons. Il est bien plus étroit, et ne comprend que le travail d'une région, d'une industrie déterminée; nous verrons même qu'il y a là une cause assez puissante de l'écart fréquent remarqué entre le salaire normal et le salaire courant.

Partant de cette idée qu'il y a, à un moment donné, dans le monde, une somme de travail qui ne peut être rémunéré que par la somme de capitaux circulants existant au même moment, l'école anglaise a construit la théorie *du fonds des salaires*. D'après cette théorie les salaires ne montent que quand les capitaux augmentent et que le travail devient plus rare, et de ce principe, elle tire les conséquences les plus alarmantes pour les ouvriers, les plus dangereuses pour l'accroissement de la population. Malthus, en effet, le père de cette doctrine, s'est livré à des calculs desquels il résulte que la population croît beaucoup plus rapidement que le capital, que par conséquent les salaires ont une tendance à la baisse, et qu'un jour viendra, si on ne limite pas dans la famille le nombre des enfants, et dans chaque métier le nombre d'apprentis et même la somme de travail à fournir par chaque individu, un jour viendra, disons-nous, où la classe ouvrière sera plongée dans la plus affreuse misère.

On sait combien cette théorie est inexacte, car nous avons à plusieurs reprises montré que, loin de baisser, le taux des salaires tend à s'élever dans des proportions considérables. La population du monde continue pourtant à augmenter, et dans certains pays comme l'Allemagne, l'Autriche, la Russie, l'Angleterre elle-même, l'Australie, les États-Unis d'Amérique, cette augmentation est rapide. D'où vient donc l'erreur de

l'école anglaise? De ce qu'elle a pensé que le salaire était pris sur le capital existant au commencement de l'entreprise (1), tandis qu'en réalité il est pris sur le produit, qui doit se répartir entre tous les agents ayant contribué à sa création ou à sa transformation : entrepreneur, capital et travail. Logiquement donc, l'ouvrier ne devrait recevoir sa part, représentée par son salaire, qu'après réalisation du produit, et ce n'est qu'en vertu d'une convention particulière que le patron le paie toutes les semaines, ou toutes les quinzaines, ou tous les mois.

Le salaire dépend donc, non du capital engagé, mais de la productivité du travail. Et alors, tout en accordant que plus le capital est élevé, plus le taux du salaire a de chances pour s'élever lui-même, parce que la production est très sensible à la rareté ou à l'abondance des capitaux, alors disons-nous, les ouvriers n'ont plus à craindre les terribles conséquences de la théorie du fonds des salaires, car la productivité du travail dépend en grande partie de leur nombre, de leur intelligence, de leur activité, et les salaires ne peuvent que s'élever à mesure que l'industrie progresse. N'est-ce pas d'ailleurs ce que nous montre avec la dernière évidence l'histoire des faits que nous avons étudiés dans la première partie de cette étude? Il faut même ajouter qu'à mesure que le salaire augmente, le loyer des capitaux, l'intérêt diminue, soit par l'effet même de l'élévation du sa-

(1) L'erreur éclate aux yeux dès qu'on se place en face d'un travail exceptionnellement productif. Nos artistes font aujourd'hui fréquemment des tournées en Amérique dans lesquelles celui qui engage leur promet des salaires énormes, croit-on qu'il n'a pas compté pour tenir ses engagements sur les bénéfices qu'il va réaliser? (M. Beauregard, *Essai sur la théorie du salaire*, p. 167.)

laire, soit par l'effet de la concurrence entre patrons. Aussi est-ce faire preuve ou d'ignorance ou de mauvaise foi, que de crier à l'exploitation du salarié par le capitaliste, au moment où le gain de l'un augmente tandis que le profit de l'autre diminue !

Mais la loi de l'offre et de la demande ne suffirait pas à expliquer la formation du salaire courant. Il est certain que, même en temps de crise prolongée, ce salaire ne baisse pas aussi vite qu'on pourrait le croire, étant donné la rareté de la demande. Il est évident aussi qu'à certains moments, le salaire courant augmente avec une rapidité, hors de proportion avec l'abondance de la demande. C'est qu'en effet il y a deux causes, la coutume d'un côté, les institutions de l'autre, qui agissent en sens inverse pour donner au salaire courant une certaine fixité, et en tout cas, pour l'empêcher de tomber, même en temps de crise, aussi bas que pourrait le faire croire l'état du marché ; la législation depuis 25 ans, pousse même les salaires à la hausse.

I. De la coutume. — La coutume est certainement le frein le plus puissant que possède l'ouvrier contre l'avilissement des salaires, et c'est elle en même temps qui explique pourquoi, contrairement à la loi de l'offre et de la demande, les salaires d'une même industrie sont inégaux dans deux centres situés à quelques kilomètres seulement l'un de l'autre. L'ouvrier laborieux, que préoccupe seulement le soin d'élever honorablement sa famille, est peu curieux par nature, il ne s'intéresse qu'à demi à ce qu'on lui raconte sur les merveilles de l'usine voisine, où les ouvriers vivent comme

dans un nouvel Eldorado, car on sait combien peu dans leur louange comme dans leur blâme, les travailleurs gardent de mesure. Mais toutes ces merveilles sont racontées, la plupart du temps, par un beau parleur d'atelier dont on a plus d'une fois relevé les exagérations, et si l'imagination se complait dans ces rêves d'or, la raison prend vite le dessus, et bien qu'un vague regret se glisse au fond de son cœur, l'ouvrier reste dans l'usine où il a ses habitudes, ses amis ; en tout cas, il ne quitte guère le centre où il a sa famille, celle de sa femme, ses intérêts, ses souvenirs. La population ouvrière, surtout celle des usines, est bien moins nomade qu'on ne le pense communément (1), et il n'est pas rare, principalement quand une industrie est traditionnelle dans un pays, de voir la plus grande partie des ouvriers vieillir dans une usine. Il n'y a que les jeunes qui émigrent vers les centres plus importants, attirés par l'agrément du séjour, trompés aussi parfois par les récits enchanteurs que leur ont faits certains vagabonds de l'industrie, qui ne sont bien que là où ils ne sont plus, et que leur influence néfaste rend redoutables aux travailleurs aussi bien qu'aux patrons. Voilà la partie nomade de la population ouvrière, et tout le monde sait qu'elle est loin d'être la meilleure. L'autre partie reste à peu près stationnaire, les crises elles-mêmes la décident rarement à chercher fortune ailleurs, et c'est une des principales raisons qui, à notre époque d'immenses agglomérations ouvrières, font des chômages, même partiels, de véritables catastrophes sociales.

Encore si, pendant ces chômages, les ouvriers voulaient consentir à une réduction dans leurs salaires,

(1) Voir sur ce sujet M. Cauwès, II, page 29, texte et notes.

les patrons arriveraient peut-être à pouvoir continuer à les occuper ; mais si grande est la force de l'habitude, si grande aussi la peur des ouvriers de perdre par l'abaissement momentané des salaires, un bien-être auquel ils tiennent tant, une conquête qu'ils croient avoir si chèrement payée, si profonde enfin leur ignorance des lois les plus élémentaires qui président à la fixation de ces salaires, qu'ils aiment mieux ne pas travailler que de subir une réduction sur le prix de leur travail. Et alors les patrons, surtout si la crise se prolonge, ferment leurs ateliers pour ne pas se ruiner, ou tout au moins congédient une partie de leurs ouvriers, ceux dont ils sont le moins satisfaits. Le reste même n'est pas sans souffrir de cet entêtement dans la routine, car il est rare que le patron puisse les employer autant d'heures par jour, autant de jours par semaine que pendant la prospérité et par conséquent ils subissent indirectement la diminution de salaire qu'ils se sont refusés à accepter franchement : le seul résultat qu'ils ont acquis c'est d'avoir puissamment contribué au ralentissement de la production et forcé les patrons, pour diminuer leur frais généraux, à congédier un plus grand nombre de leurs camarades. Voilà l'influence de la coutume sur la fixation des salaires, elle lutte contre la loi de l'offre et la demande pour les maintenir au chiffre qu'ils ont atteint dans les époques de prospérité. Nous faisons de ce phénomène économique une triste expérience, car nous subissons depuis plusieurs années une crise industrielle des plus intenses, et les salaires n'ont pas encore baissé d'une façon appréciable. A peine signale-t-on un léger abaissement du prix de la main-d'œuvre dans l'industrie du bâtiment, et encore peut-on

voir là l'influence de la diminution qui affecte la productivité de l'industrie des constructions plutôt que le résultat du libre jeu de l'offre et de la demande (1).

II. Des institutions politiques. — Des séries de prix. — Les institutions politiques ont également une grande influence sur la détermination du salaire courant. C'est ainsi par exemple que la série des prix de la ville de Paris est considérée comme une des causes les plus puissantes de l'augmentation des salaires dans l'industrie du bâtiment, et, par contre coup, dans les autres industries parisiennes. Il est même à croire que cette influence s'est étendue dans une certaine mesure aux industries établies en province. L'enquête parlementaire, encore ouverte au moment où nous écrivons, mais dont le travail s'est considérablement ralenti depuis une année, contient à ce sujet plusieurs dépositions de patrons et même d'ouvriers qui montrent jusqu'à l'évidence la grande action de cette série sur les salaires. Ce n'est pourtant qu'un maximum établi par l'adjudication des travaux de la Ville qui tous se font avec des rabais allant parfois jusqu'à 40 et même 50 0/0, à des prix par conséquent bien inférieurs à cette série. Mais dans leurs rapports avec les particuliers et les patrons, les ouvriers les considèrent comme le tarif exact de ce qui leur est dû, aussi leurs salaires se sont-ils élevés, pour cette raison, dans des proportions exorbitantes que ne justifient aucune loi, aucun phénomène économique : c'est une hausse absolument factice. (2)

(1) M. Em. Chevallier, *op. cit.* page 257.

(2) Voir sur cette série de la ville de Paris, le très intéressant chapitre de M. Em. Chevallier, *op. cit.* p. 223 et suiv. — Le Conseil municipal dans sa séance du 2 mai 1888 vient de décider d'accord avec l'administration préfectorale que ces salaires seraient obligatoires pour les entrepreneurs des travaux de la Ville.

Nous préférons beaucoup au système de la série des prix, celui de l'échelle mobile adopté par les Anglais en mars 1877 dans les houillères du Durham. Dans ce système les salaires sont basés sur le prix de vente de la houille. On détermine chaque trimestre le prix moyen du charbon, et les salaires du trimestre suivant sont fixés d'après le prix moyen de vente obtenu pendant le trimestre précédent. Comme les ouvriers sont représentés dans la commission qui fait ce calcul, ils acceptent sans récriminations le salaire ainsi fixé et aucune mésintelligence n'existe entre eux et leurs patrons. (1) C'est une base absolument logique pour la détermination du salaire courant, et nous appelons de tous nos vœux le moment où ce système sera adopté par l'industrie française : il y a là en effet un moyen qui nous paraît des plus efficaces pour terminer ou du moins pour apaiser la lutte de plus en plus vive entre le capital et le travail.

III. Influence de la législation sur la détermination du salaire courant. — Autrefois, et il n'y a pas bien longtemps encore, les lois n'avaient qu'un but : faire des ouvriers une classe à part, inférieure aux autres, légalement aussi bien que matériellement : « La loi, dit en effet M. Leroy-Beaulieu, a été, pendant les siècles passés et pendant plus de la moitié du siècle actuel, ou manifestement défavorable à l'ouvrier, ou soupçonneuse et défiante vis-à-vis de lui » (2). Sous ce régime ce n'est pas le minimum du salaire qu'on aurait pensé à régler, mais en revanche beaucoup d'ordonnances des rois ont fixé en

(1) Voir sur cette échelle mobile V. Crampton, traduction Weyber : *Étude sur l'arbitrage et la conciliation entre patrons et ouvriers*. Cité par M. Cauwès, n° 862.

(2) *Essai sur la répartition des Richesses*, page 389.

France, en Angleterre, en Allemagne, le maximum qu'on ne pouvait dépasser. On ne pouvait admettre que le salaire fût le résultat d'une libre convention entre les deux parties ; encore tout près du servage, les réglemens, les lois se ressentaient de cet état social, et les économistes, même les plus bienveillantes pour la classe ouvrière, Turgot, A. Smith, J. B. Say, Sismondi, Blanqui (l'ancien) regardaient l'ouvrier comme étant *naturellement* à la discrétion du maître. Et puis, pour les hommes d'État de cette époque, les classes laborieuses étaient si remuantes, elles comprenaient si mal leurs intérêts, qu'il fallait bien que l'État réglât leur aisance comme leurs loisirs. Que serait d'ailleurs devenue l'industrie française si les salaires avaient pu dépasser un certain taux, elle n'aurait pu se développer et l'intérêt général eût été compromis. Et il ne faut pas croire que toutes ces erreurs, toutes ces irrégularités aient disparu avec la Révolution de 89. Nous avons vu du reste, dans la première partie de cette étude, combien peu le gouvernement révolutionnaire avait fait pour les ouvriers et même avec quelle défiance il les avait toujours traités. Le Consulat et l'Empire, les deux Restaurations ont naturellement agi dans le même sens si bien, qu'en 1848, près de 60 ans après la Déclaration des droits de l'homme, nous avons encore pour les ouvriers une législation d'exception : obligation d'avoir un livret ; article 1781 du code civil consacrant la supériorité de l'affirmation du maître dans ses contestations avec ses ouvriers en matière de gages et d'acomptes ; défense de se coaliser, de s'associer, de se réunir : autant de mesures contraires à l'égalité des citoyens devant la loi, à la liberté des parties pour la détermination du salaire dans le contrat de louage de

services. On peut dire que la loi était toute en faveur du patron contre l'ouvrier, mais les temps sont heureusement bien changés, et, retournant notre formule peut-être pourrait-on, sans trop d'exagération, affirmer qu'au moment où nous écrivons elle est en faveur de l'ouvrier contre le patron; si ce n'est pas encore un fait, c'est au moins la tendance de la législation. Cela tient en grande partie, nous l'avons déjà vu, à l'immense influence qu'a donnée à la classe ouvrière, sur la direction des affaires, l'introduction du suffrage universel, un peu au développement de l'instruction primaire dans les couches les plus profondes de la nation, un peu aussi à l'élévation du niveau moral de la classe laborieuse.

IV. Du livret. — L'usage du livret, quoique encore exigé par la loi, est tombé en désuétude tout aussi bien de la part des patrons que de celle des ouvriers. La suppression de ce livret a fait l'objet de propositions de loi. La Chambre les a votées sur le rapport de M. Martin Nadaud (1). Le Sénat saisi de la question (2) a substitué à celui de la Chambre des députés un autre projet que celle-ci n'a pas eu le temps d'examiner. La Chambre actuelle est de nouveau appelée à se prononcer sur cette question, mais elle n'a encore fait que nommer une Commission chargée d'étudier le projet. Toutefois, il est à peu près certain que les Assemblées législatives effaceront bientôt de nos codes cette mesure d'exception si impopulaire parmi les ouvriers par ce caractère même d'exception, et par les formalités d'obtention et de visa qu'elle exige. Les ouvriers prétendent en effet, qu'ils sont exposés, au commissariat de police,

(1) *J. Off.* des 12 et 13 juin 1882.

(2) Séance du 20 juin 1882.

à subir le contact de malfaiteurs, ce qui les humilie beaucoup ; ils se plaignent aussi de ce que le livret, portant les dates de sortie des diverses usines qu'ils ont quittées, ils ont les plus grandes peines à trouver du travail dans une autre usine si ces dates correspondant aux époques de grèves. Ce sont là peut-être des inconvénients, mais le livret présente aussi des avantages qui, pour les ouvriers sérieux, doivent au moins compenser ces inconvénients : il établit leur identité, et vaut le meilleur certificat, pour ceux qui ne changent pas souvent de patron. Il n'y a de vraiment intéressés à la suppression de cette mesure de police que les grévistes de profession : dans ces conditions il y aurait peut-être à se demander si, une fois les formalités d'obtention et de visa rendues plus faciles et moins humiliantes, une fois les peines de simple police contre les contrevenants supprimées, ce livret ne serait par plus utile que nuisible aux ouvriers eux-mêmes, et s'il ne serait pas bon de le maintenir : on critique souvent une institution par habitude, on en demande la suppression, sans se bien rendre compte que quelques améliorations suffiraient pour la rendre excellente, de mauvaise, d'injuste même qu'elle était d'abord : nous ne sommes pas éloigné de croire qu'il en est ainsi du livret.

Quoiqu'il en soit, tous ces efforts montrent bien la tendance de notre époque à renverser les barrières qui séparent les classes laborieuses du reste des citoyens, à faire les ouvriers les égaux du patron. Nous ne pouvons que féliciter nos députés de cette tendance vraiment démocratique, mais nous espérons qu'au rebours des

siècles passés ils n'iront pas jusqu'à créer des privilèges en faveur des salariés.

V. Suppression de l'article 1781 du code civil. —

Les ouvriers sont maintenant en mesure de traiter d'égal à égal avec les patrons ; l'article 1781 du code civil a été supprimé, (1) leur affirmation vaut celle du patron même en cas de contestation sur le montant du salaire sur les acomptes donnés.

Cet article 1781 était emprunté à la jurisprudence des Parlements et du Chatelet et M. Treilhard le justifiait en disant : « Il fallait déférer l'affirmation à l'un ou à l'autre : or le maître mérite le plus de confiance. » (2) M. Toullier, un peu plus tard, disait de même dans son commentaire du code : « La raison et les lois de tous les peuples civilisés disent qu'il faut peser les qualités respectives des parties afin de prendre le serment de celle qui selon les apparences est plus digne de foi. Or dans les contestations entre un maître et son serviteur la supériorité du premier sur le second est trop marquée pour balancer. Il serait contraire à nos mœurs, aux mœurs mêmes de toutes les nations de déférer le serment au serviteur contre le maître. » (3)

Nous voulons bien accorder que cette doctrine de la supériorité du maître sur l'ouvrier fût conforme aux mœurs françaises, même après la Révolution, même au temps de Toullier, mais elle était manifestement contraire à l'égalité, elle blessait les ouvriers, et sous un gouvernement basé sur la volonté populaire et le suffrage universel, l'article du code qui la formulait

(1) Loi du 2 août 1868 votée à l'unanimité par le Corps législatif le 27 juin et au Sénat par 66 voix contre 3 le 29 juillet.

(2) Fenet, XIV, page 255.

(3) XVII, n° 236.

devait être effacé. M. Guillouard craint que sous le régime de la loi du 2 août 1868, le maître croie « facilement qu'il n'a qu'une seule obligation vis-à-vis de ses domestiques : les nourrir et les payer jusqu'à ce que la maladie ou les fatigues rendent leurs services moins profitables. Quant au domestique proclamé l'égal du maître, continue-t-il, il se demandera pourquoi il lui faut toujours obéir : sa situation devra lui paraître bien dure, et l'obéissance, que sa condition lui impose, bien pénible. » (1) Si l'influence de l'article 1781 était si grande sur les ouvriers qu'il les eût, même dans une faible mesure, aidés à supporter avec patience et résignation ce que leur situation a de dur et de pénible, s'il leur avait rendu l'obéissance plus facile, certes, il nous faudrait déplorer la suppression de cet article, il nous faudrait même le rétablir sans retard ; à une époque où la paix sociale est si sérieusement compromise, nous n'aurions pas le droit de nous priver d'un si puissant élément de concorde. Mais, avant 1868 comme après, les classes laborieuses ont toujours maudit le sort qui les avait fait naître dans une condition si misérable, elles ont toujours obéi, contraintes par la nécessité de travailler pour vivre et jamais par cette idée que le maître représente le droit, la raison, la justice ; pour elles, il ne représente que la force à laquelle il faut obéir parce qu'il détient l'argent dont elles ont absolument besoin pour subsister. Voilà quels sont les sentiments des ouvriers envers leurs patrons, voilà ce qu'ils ont toujours été, et l'article 1781, par l'inégalité même qu'il établissait entre l'affirmation de deux hommes, de deux

(1) *Op. cit.* II, n° 705.

citoyens dont personne, jusqu'à preuve de mensonge, n'a le droit de suspecter la véracité, cette inégalité basée sur le seul fait que l'un est patron et l'autre ouvrier, ne pouvait qu'éveiller la susceptibilité des travailleurs et les confirmer dans leurs sentiments de défiance et de mécontentement envers leurs patrons.

Les choses vont-elles mieux depuis le 2 août 1868 ? Non ; et en défendant, au point de vue moral, cette loi si vivement attaquée (1), nous ne nous faisons point illusion sur le résultat quelle a eu sur les sentiments de respect et d'affection des ouvriers envers les patrons ; mais contrairement au sentiment de M. Guillaud, nous pensons qu'une législation basée sur l'égalité des citoyens devant la loi, ne doit contenir aucune disposition contraire à cette égalité, et à ce titre, nous croyons qu'il était utile de faire disparaître l'article 1781, de même que nous croyons qu'il faudrait supprimer l'article 1716 d'après lequel l'affirmation du propriétaire est préférée à celle du locataire en cas de louage verbal ayant reçu un commencement d'exécution. Encore une fois, pourquoi cette présomption de sincérité d'un côté et de mensonge de l'autre ? Il y a des patrons et des propriétaires malhonnêtes autant que d'ouvriers et de locataires, pourquoi donc des espèces de catégories légales ?

Au point de vue moral, la loi du 2 août 1868 nous paraît donc justifiée, mais au point de vue judiciaire, il est certain qu'elle ne change rien à la situation de l'ouvrier, et même qu'elle « a préparé de sérieuses difficultés aussi bien pour les ouvriers que pour les patrons. » (2)

(1) M. Colmet de Santerre, VII n° 232 bis, — Guillaud, *loc. cit.*

(2) M. Glasson. — *La question ouvrière et le Code civil*, page 19.

Les contestations entre patrons et ouvriers sur le salaire, sont en effet soumises au droit commun, c'est-à-dire qu'au dessus de 150 fr, la loi n'admet que la preuve par écrit ; la preuve par témoins n'est pas permise. Or le contrat de louage de services ne se constate jamais par écrit et le patron ne demande jamais quittance à ses ouvriers lorsqu'il leur paie leur salaire ; il y a même plus, les conventions entre patrons et ouvriers se font presque toujours sans témoins.

Comment donc en cas de contestation, l'ouvrier prouvera-t-il le montant de son salaire ? et cela a une grande importance pratique, car les difficultés entre patrons et ouvriers portées devant les conseils de prud'hommes, concernent le plus souvent les salaires. (1).

Une fois établi que l'ouvrier a servi, et cela est facile, car c'est une question de fait dont peuvent témoigner souvent un grand nombre de personnes, il devra pour obtenir un salaire supérieur à celui que reconnaît le patron, faire preuve de sa créance par écrit si elle dépasse 150 fr. Comme il ne le pourra pas, puisque jamais le contrat de louage de services n'est constaté par écrit, il devra déférer le serment à son patron, et par conséquent il se trouvera exactement dans les mêmes conditions que sous l'empire de l'article 1781. Il aura du moins à se dire, en manière de consolation, qu'il est traité comme tout le monde et qu'il n'est plus une exception dans la loi.

(1) Jusqu'en 1881, sur 100 contestations soumises au bureau de conciliation, 59 étaient relatives au salaire. — Voir : *La justice en France de 1826 à 1880*. — Rapport au Président de la République, page XLV. — Dans la période de 1881 à 1885, ce chiffre s'est élevé à 67 0/0. — Voir le rapport du garde des sceaux au président de la République, *J. Off.* du 4 juillet 1887, p. 3071 de la partie officielle.

Quant au patron auquel l'ouvrier réclame son salaire qu'il prétend lui avoir payé, soit intégralement, soit partiellement par voie d'acomptes, il doit faire preuve de sa libération par écrit si la somme dépasse 150 francs. « Le maître diligent, dit M. Glasson, doit donc exiger des quittances écrites de ses domestiques ou ouvriers si la somme dépasse 150 francs. Si l'ouvrier ne sait pas écrire, le maître est en droit de lui imposer une quittance notariée. Ces exigences sont-elles conformes aux usages de la vie journalière? ». (1) Non, en pratique le maître ne peut jamais prouver sa libération par écrit, et alors il est obligé de déférer le serment à l'ouvrier : ce n'est plus l'affirmation du patron qui tranche la difficulté, c'est celle de l'ouvrier ; voilà la seule innovation de la loi de 1868, et, au point de vue judiciaire, elle manque d'importance.

Le seul fait d'exiger la délation du serment dès que la somme en litige est supérieure à 150 francs prouve que la loi est mal conçue et que le législateur en a mal calculé les conséquences, car on sait combien ce mode de preuve est défectueux. Il est vrai que, la plupart du temps, la somme est inférieure à ce chiffre, mais enfin la loi aurait été plus sage, ou bien en admettant la preuve testimoniale dans tous les cas, ou bien en organisant un mode de preuve par écrit aussi simple et aussi rapide que possible. Le livret, s'il n'est pas supprimé, pourrait porter mention, de la main du patron ou de son délégué, du jour où l'ouvrier a commencé à travailler et du taux du salaire : il n'y aurait plus alors de difficulté possible sur le montant des salaires, à condition que ce titre fût admis en justice ; quant à la libé-

(1) *Op. cit.*, page 19.

ration du patron les feuilles de paie émargées par l'ouvrier, et portant détail des acomptes la prouveraient facilement. On aurait pu aussi admettre le système proposé par M. de Grouchy au Corps législatif qui autorisait la preuve tirée des livres du maître et la délation du serment supplétoire à l'une ou à l'autre des parties en dehors des conditions prescrites par les articles 1367 et 1369 (1).

La loi du 2 août 1862 a donc besoin pour produire les excellents résultats qu'on attendait d'elle, d'être amendée, au moins au point de vue de la preuve, mais elle montre bien l'esprit de la législation actuelle qui tend à mettre sur le pied de la plus complète égalité le patron et l'ouvrier, elle a donc une influence sur la détermination du salaire courant, et à ce titre, elle a sa place marquée dans une étude de la théorie du salaire.

VI. *Des syndicats professionnels.* — Depuis la loi du 2 mars 1791 qui, pour assurer la suppression définitive des anciennes corporations, avait interdit aux entrepreneurs, aux ouvriers et compagnons d'une même profession de se réunir, de se nommer présidents, secrétaires ou syndics, violant ainsi la liberté qu'elle voulait protéger, les patrons et les ouvriers avaient vécu dans un état d'isolement qui, pour ces derniers surtout, n'allait pas sans de grands inconvénients. Ce système d'*individualisme* devait assurer, croyait-on, la paix intérieure de l'État, empêcher les monopoles de se former, favoriser la concurrence et par dessus

(1) Consulter sur cette loi du 2 août 1868. Colmet de Santerre, VII, 232 bis III, IV et suiv. — Peaucellier, *Revue critique*, 1869, p. 513 à 528 — Guillouard II, 703-709, — Glasson. *La question ouvrière et le Code civil*, page 16 et suiv.

tout assurer la liberté individuelle. Tous ces résultats n'ont été que très imparfaitement acquis, et, contrairement au but qu'on avait voulu atteindre, les ouvriers isolés, sans rapports les uns avec les autres, sans renseignements sur l'état du marché, se trouvaient, pour la fixation du salaire notamment, à la merci des patrons. Aussi n'avait-on jamais réussi à leur imposer un isolement complet; ils sentaient si bien la nécessité de l'union, qu'ils bravaient les lois pour l'accomplir, risquant l'amende et la prison pour mieux pouvoir défendre leurs intérêts et résister aux exigences des patrons. C'est ainsi que le compagnonnage avec ses différents *devoirs* survécut longtemps à la loi de 1791, et qu'à partir de la Révolution de 1848 on vit se former, sous le regard presque bienveillant de l'administration, mais contrairement à la loi de 1791 et même aux articles 291 et 292 du Code pénal, des associations d'ouvriers de plus de vingt de personnes qui se réunissaient ouvertement, sans aucune autorisation gouvernementale pour discuter les questions professionnelles, et la plupart pour étudier les moyens de résister aux patrons. Ces associations étaient nées surtout des délégations ouvrières envoyées aux frais de l'État, visiter les différentes Expositions universelles et chargées de présenter des rapports sur des observations qu'elles avaient faites : « Ces groupes une fois nés, dit M. Em. Chevallier ne s'étaient pas séparés et avaient continué à s'occuper des intérêts communs. » (1) Mais ces associations syndicales d'ouvriers que le pouvoir ne pouvait ni sanctionner, ni empêcher, eurent jusqu'en 1870 un rôle considérable dans les nombreuses grèves qui

(1) *Op. cit.*, page 230.

éclatèrent alors. « L'histoire des chambres syndicales ouvrières, écrit M. Cauwès, jusqu'en 1870, se confond presque constamment avec celle des caisses de résistance, car la grève avait été érigée en système. » (1)

Depuis 1871, celles qui se reformèrent, eurent un programme plus pacifique et plus rationnel : « elles apprirent à devenir des chambres représentatives des intérêts professionnels ». (2) Mais malgré cette évolution, la nécessité d'une nouvelle législation sur cette matière se faisait vivement sentir. Les chambres syndicales de patrons qui s'étaient fondées, elles aussi, et que le pouvoir tolérait plus volontiers encore que celles d'ouvriers désiraient beaucoup être légalement reconnues, afin d'avoir la personnalité civile et de sortir du régime du bon vouloir administratif. M. Lockroy avait déposé, une proposition de loi qui donnait satisfaction aux chambres syndicales de patrons et d'ouvriers, mais la question n'était pas encore mûre, et le projet fut rejeté ; (3) on voulait, disait-on, faire une loi générale sur le droit de réunion et d'association. Enfin en 1880 (4) le gouvernement déposa un projet de loi qui après bien des vicissitudes, bien des discussions, bien des amendements a abouti à la loi du 22 mars 1884. Pendant toute la discussion de cette loi deux systèmes étaient en pré-

(1) *Op. cit.* no 835.

(2) *Ibid.*

(3) Voir le *J. Off.* du 27 juillet et des 9 et 19 novembre 1876.

(4) *J. Off.* du 29 novembre 1880 : Projet et exposé des motifs ; discussion *J. Off.* des 17, 18, 22, 24, 25 mai 1881 — modifié par le Sénat : *J. Off.* des 2, 7, 9, 11, 12, 13, 18 juillet, 1^{re} et 2 août 1882. — Présenté de nouveau à la Chambre le 11 décembre 1882. — Discussion *J. Off.* des 13, 17, 19 et 20 juin 1883. — Présentation du projet modifié au Sénat le 28 juillet 1883. — Première délibération *J. Off.* des 16, 18, 29, 30 janvier et 3 février 1884. — Deuxième délibération et adoption avec modifications. *J. Off.* des 22, 23 et 24 février 1884. — Adopté par la Chambre le 13 mars 1884. *J. Off.* du 14. — Loi promulguée le 22 mars 1884.

sence. Dans le premier la corporation *libre*, (car il est bien évident qu'il ne peut être question de revenir aux anciennes corporations) comprend tous ceux qui appartiennent au même métier, patrons, ouvriers, apprentis, dans le but de coordonner le patronnage avec l'association. (1) Dans le second, les syndicats de patrons restent distincts des syndicats ouvriers, ils représentent ainsi les deux éléments de la production, et leurs rapports doivent être pleins de conciliation.

C'est ce dernier système qu'a admis la loi de 1884 ; l'autre est tout à fait impopulaire dans le monde des travailleurs, et il ne tarderait pas à ramener au monopole. Comment en effet, si ces corporations s'organisaient en vue de la production, les travailleurs libres, patrons ou ouvriers pourraient-ils lutter contre une aussi puissante association. D'un autre côté, si les chambres syndicales doivent s'occuper simplement de la défense des intérêts communs, de l'étude des questions professionnelles, il est bien évident que les patrons et les ouvriers ont, la plupart du temps, des intérêts si différents qu'on ne comprendrait pas des chambres mixtes composées de ces deux éléments, aussi pensons-nous que le législateur de 1884 a été bien inspiré en adoptant le système des chambres séparées.

Les services qu'elles rendent sont nombreux et considérables. Outre la défense des intérêts communs et l'étude des questions professionnelles qui sont leur mission principale, les chambres syndicales de patrons peuvent donner les conseils et les renseignements les

(1) Système des socialistes évangélistes d'Allemagne et des congrès catholiques français (Reims, 1875). Soutenu avec talent, à la Chambre des députés par M. de Mun.

plus utiles au pouvoir dans la discussion des lois concernant le commerce et l'industrie. Elles ont un bureau de contentieux qui donne des consultations, un bureau de renseignements sur la solvabilité des négociants ; elles fournissent à la justice commerciale des arbitres rapporteurs très compétents, et c'est surtout grâce à ces arbitres que, même sous l'empire, elles étaient vues d'un œil si favorable par l'administration ; enfin beaucoup ont fondé des laboratoires spéciaux pour l'étude des questions techniques.

Les chambres syndicales d'ouvriers, elles, s'occupent des salaires, de leur taux, de la durée des heures de travail : fondent des cours professionnels, etc ; .., quelques unes et il est à regretter qu'elles ne soient pas plus nombreuses centralisent les demandes et les offres d'emplois. Les récentes protestations et manifestations des garçons limonadiers de Paris nous ont montré quels services les chambres syndicales pourraient rendre dans cet ordre d'idées, en amenant, par leur concurrence impossible à soutenir, la suppression des bureaux de placement. Nous n'aurions plus alors sous les yeux ce spectacle immoral d'entrepreneurs de placements cherchant par tous les moyens à rendre les mutations aussi fréquentes que possible afin d'augmenter leurs bénéfices, en envoyant à un bon patron de mauvais ouvriers, et de bons à un mauvais pour qu'ils ne puissent vivre ensemble et qu'ils aient l'un et l'autre de nouveau recours à « leurs bons offices ». Cette lutte contre ces agences protégées par la liberté du travail, et la difficulté de prouver leurs agissements malhonnêtes, serait à elle seule une raison d'être suffisante pour les chambres syndicales d'ouvriers.

La loi de 1884 répondait donc à un besoin véritable ; elle régularise une situation illégale, et elle permet aux associations de patrons et d'ouvriers, de se développer librement sous la protection de la loi sans avoir à craindre l'arbitraire administratif. Les syndicats professionnels, même de plus de vingt personnes exerçant la même profession ou des métiers similaires ou connexes, peuvent se fonder librement sans l'autorisation du gouvernement, à condition de n'avoir pour objet que l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles, et de faire à l'autorité administrative les déclarations et dépôts exigés par l'article 4 de la loi. Ces syndicats ont la personnalité civile, ils peuvent donc ester en justice et employer les sommes provenant des cotisations, mais ils ne peuvent acquérir d'autres immeubles que ceux qui leur sont nécessaires pour leurs réunions, leurs bibliothèques, leurs cours d'instruction professionnelle.

Les syndicats régulièrement constitués peuvent même se former en « Unions », mais celles-ci n'ont point la personnalité civile.

C'est cependant cette disposition qui a donné lieu aux controverses les plus vives lors de la discussion de la loi devant les Chambres, et il est certain qu'à un moment donné une organisation si puissante peut devenir un danger pour la paix publique.

On voit, après ces explications, quelle influence cette institution légale des syndicats professionnels peut avoir sur la fixation du salaire courant, surtout dans le sens de la hausse et quel profond changement elle suppose dans nos mœurs civiles et politiques.

Des Trades unions anglaises. — En Angleterre les

ouvriers sont également organisés en associations de métiers : les célèbres *Trades unions*. Mais ces associations n'ont point comme chez nous les syndicats professionnels, un caractère pacifique ; elles ne se proposent point seulement pour but l'étude des questions qui intéressent le métier, la profession, elles ont un caractère de résistance très accusé. Fondées au commencement du siècle sous forme de sociétés de secours mutuels, elles ne tardèrent pas à verser à la caisse des grèves la plus grande partie de leurs cotisations, et comme elles répondaient admirablement aux sentiments les plus intimes des ouvriers : la résistance aux exigences du patron, elles se sont développées avec la plus grande rapidité. Elles comptent aujourd'hui 1.250.000 adhérents, et possèdent un budget annuel de plus de 50 millions de francs et un fonds de réserve d'une importance égale. C'est une force immense, si l'on songe surtout que ces unions sont fédérées entre elles, qu'elles obéissent à leurs chefs avec un admirable esprit de discipline et que, depuis 1871, elles ont la personnalité civile qui leur a été reconnue à la suite de crimes à Sheffield, sous la seule condition de publier leurs statuts et leurs budgets. Cette personnalité civile est incomplète, elle ne leur permet que d'ester en justice pour poursuivre un caissier infidèle ou revendiquer des biens immobiliers, mais elles ne peuvent faire sanctionner leurs réglemens par les tribunaux ni même réclamer devant eux les cotisations dûes par leur membres : telle qu'elle est, elle donne cependant à ces unions une force considérable, en faisant d'elles une institution légale et en leur enlevant le caractère de sociétés secrètes qu'elles avaient avant 1871. Sans

doute les *trades unions* n'ont pas seulement pour but la résistance aux patrons, elles se sont fondées sous le couvert d'institutions de secours mutuels, et elles consacrent à cette œuvre une partie de leur capital, mais il faut bien avouer que leur véritable caractère n'est point celui d'associations de prévoyance, et qu'en fixant dans chaque métier le nombre des apprentis, des heures de travail, en mesurant à chaque ouvrier le degré d'activité dont il doit faire emploi, en proscrivant le travail à la tâche, le choix de l'outil à employer, elles font bien plus œuvre de résistance à la liberté de l'industrie et même à la liberté individuelle qu'œuvre de bienfaisance envers leurs sociétaires. On a dit parfois qu'une telle organisation n'avait aucune influence sur le taux des salaires, il nous semble que les quelques lignes que nous avons consacrées aux *trades unions* anglaises suffiront amplement pour montrer dans quelle erreur tomberaient les défenseurs d'une pareille doctrine. (1)

VII. *Des coalitions et des grèves.* — De toutes les armes que possède l'ouvrier dans la guerre qu'il soutient contre le capital, les plus puissantes sont sans contredit la coalition et la grève : ce sont les moyens les plus efficaces qu'il puisse employer, soit pour forcer le patron à élever le taux des salaires, soit pour s'opposer à la baisse de ce même salaire ; c'est aussi à ces moyens qu'il a le plus volontiers recours, comme flattant le mieux son penchant à l'action en commun, aux conciliabules plus ou moins secrets, aux discussions passionnées, aux résolutions violentes, au moins en apparence, aux dé-

(1) Consulter sur les *trades unions* : M. Cauwès, II, n° 853. — M. P. Leroy-Beaulieu : *La question ouvrière au XIX^e siècle*, page 67 et suiv. — M. le comte de Paris : *Associations ouvrières en Angleterre*. — M. Crouzel : *les coalitions et les grèves*.

monstrations tumultueuses, à la vengeance collective.

On discute beaucoup sur les grèves, sur leur organisation, leurs résultats, etc., mais il est un point sur lequel tout le monde est d'accord, c'est sur leur légitimité. « Le droit pour l'homme de se concerter, de s'entendre avec ceux qui ont les mêmes intérêts que lui, de lier son action à celle d'autrui est un droit naturel. L'abus commence avec les violences. » (1) « C'est, dit M. Beau-regard, un droit absolu pour les ouvriers de s'associer et même de se coaliser pour suspendre le travail. » (2) Personne en effet ne peut contester à l'ouvrier isolé, le droit de refuser son travail, personne, non plus, ne peut lui défendre de s'entendre avec son voisin pour le refuser en même temps que lui, pour les mêmes motifs et dans le même but, car en agissant ainsi, ces deux ouvriers ne font qu'user de la manière la plus simple et la plus légitime de leur liberté individuelle, et la libre concurrence n'a rien à voir dans cette question. Deux parties sont en présence pour former un contrat, le louage de services, et il est nécessaire, pour la justice, comme pour la paix sociale, que chacune des deux parties puisse donner à ce contrat un consentement libre et indépendant, sinon l'une des parties est forcément opprimée par l'autre. Donc comme le dit M. Cauwès : « Tout ce qui peut assurer à chacune des parties contractantes, l'indépendance de son consentement doit être vu avec faveur. La liberté collective des ouvriers comme des patrons a cet effet : elle soustrait les uns et les autres à une oppression injuste. Grâce à l'action collective, les ouvriers sont en possession

(1) M. Leroy-Baulieu. — *De la répartition des richesses*, page 396.

(2) *Essai sur la théorie des salaires*, page 318.

d'une force capable de contre-balancer les avantages du capital. » (1) Si les patrons peuvent s'entendre pour fixer les conditions du travail et le taux du salaire, et nous savons que grâce à leur petit nombre, grâce à l'identité de leurs intérêts ils ont toujours pu le faire, il faut aussi que les ouvriers puissent se concerter, se coaliser pour résister à leurs exigences, sinon : « des patrons qui seraient durs et âpres au gain, pourraient moralement contraindre l'ouvrier isolé, à travailler à vil prix ; mais alors il est clair que le contrat de louage de services serait contraire à la justice. » (2)

La légitimité des coalitions et des grèves est donc absolument hors de doute, et pourtant, il n'y a guère plus de 20 ans que ce droit a été reconnu par la loi aux ouvriers. La grève, c'est-à-dire le fait de refuser le travail, n'était point puni par le Code pénal, mais la coalition, c'est-à-dire l'entente préalable était un délit jusqu'en 1864. Le Code pénal faisait une distinction entre les coalitions de patrons et d'ouvriers ; les patrons n'étaient punissables qu'autant qu'ils avaient agi *injustement* et *abusivement* pour déterminer une baisse de salaires ; il n'y aurait pas eu matière à poursuite si quelques-uns d'entre eux s'étaient entendus pour faire des *sur offres* à l'effet d'attirer chez eux, les ouvriers des établissements rivaux ; les ouvriers au contraire étaient passibles de l'amende et de la prison par le seul fait qu'ils s'étaient coalisés.

La loi du 27 novembre 1849 supprime les mots : *injustement* et *abusivement*, et défend les coalitions de patrons aussi bien que d'ouvriers. La loi du 25 mai

(1) *Op. cit.*, II, page 69.

(2) Cauwès, 76, *idem*.

1864 ne punit plus le plan concerté, elle n'atteint que les menaces, les violences, les voies de fait tendant à forcer la hausse ou la baisse des salaires, et de ce que les menaces, voies de fait, etc., se produisent à la suite d'une coalition, elles prennent un caractère plus grave. Ensuite elle frappe les amendes, les prescriptions, les défenses, les interdictions prononcées par les ouvriers ou patrons par suite d'un plan concerté, alors que dans toute autre circonstance, elle ne les considère nullement comme délictueuses.

La coalition est donc permise, elle n'est punie que si elle est suivie de menaces, de violences, de voies de fait. Mais en réalité toute entente était bien difficile, ainsi que nous l'avons vu, tant que l'article 291 du Code pénal restait en vigueur, c'est-à-dire jusqu'à la loi de 1884 sur les syndicats professionnels. Aujourd'hui : patrons et ouvriers peuvent se concerter librement, mais la loi de 1864 est toujours applicable aux menaces, voies de fait etc., qui suivent les coalitions.

On a souvent accusé le XIX^e siècle d'avoir donné naissance aux grèves ; c'est au moins une exagération, et sans vouloir avec M. Crouzel (1) montrer la coalisation à Athènes, à Rome et chez tous les peuples de l'antiquité, sans remonter même jusqu'au moyen âge nous trouvons dès 1697, à Darnetal près de Rouen, une grève de compagnons drapiers qui dure un mois entier et comprend plusieurs milliers d'ouvriers. Les compagnons maréchaux firent des émentes à-peu près à la même époque, pour obtenir un salaire plus élevé. « A partir de la seconde moitié du XVIII^e siècle, dit M. Leroy-Beaulieu, ces querelles devinrent plus fréquentes et plus dange-

(1) *Coalitions et grèves*, 1^{re} partie.

reuses » (1). En 1744 les ouvriers de Lyon furent pendant huit jours maîtres de la ville. En 1789 nouvelle émeute à Lyon. La même année 3000 garçons tailleurs se réunissent sur le gazon du Louvre et demandent une augmentation de salaire. De même les garçons perruquiers aux Champs-Élysées, les ouvriers cordonniers, les imprimeurs, les charpentiers les papetiers (2).

Notre siècle n'a donc point inventé les grèves, il a même cherché à les étouffer par la loi de 1791, le Code pénal, et la loi de 1849. Mais il faut avouer qu'il n'a pas réussi, et que, malgré les prohibitions, l'amende et la prison, elles sont devenues depuis la Révolution plus fréquentes plus longues, plus préjudiciables à l'intérêt de l'industrie. On cite notamment la grève des charpentiers de 1822, la terrible grève des canuts de 1831, pendant laquelle l'émeute victorieuse régna dix jours durant à Lyon ; celle de 1834, au cours de laquelle Lyon fut ensanglanté. Les charpentiers se firent surtout remarquer de 1832 à 1845 par leur agitation incessante, et en 1845, 7500 ouvriers se mirent en grève, et forcèrent les patrons à accepter leurs conditions. La grève des mineurs de Rive-de-Gier 1844 amena aussi des rixes sanglantes dans lesquelles plusieurs mineurs tombèrent sous les balles des soldats.

En Belgique de 1841 à 1849 il y eut 435 ouvriers traduits devant les tribunaux pour délits de coalition. En Angleterre, M. le Comte de Paris (3) nous fait le tableau émouvant des grévistes anglais se réunissant la nuit, sur les landes tourbeuses du centre de l'Angleterre

(1) Leroy-Beaulieu. *La question ouvrière au XIX^e siècle* page 44.

(2) Ibidem.

(3) *Les associations ouvrières en Angleterre*, p. 136.

pour préparer la grève sans paraître se concerter.

Les lois prohibitives des coalitions n'ont donc jamais empêché les grèves ni en Angleterre, ni en France, ni en Belgique : quand les ouvriers ont voulu s'entendre pour cesser le travail, rien ne les a arrêtés, et M. Leroy-Beaulieu (2) prétend que la grève se déclarait alors comme aujourd'hui, à l'instigation d'un chef, et après un vote des métiers intéressés. Il ajoute même que le langage des ouvriers était plus violent qu'à notre époque, leur intolérance envers ceux qui résistaient à la majorité plus farouche et plus dangereuse.

Ce n'est donc pas comme on s'est souvent plu à le dire, la loi de 1864 qui a rendu les grèves plus fréquentes. Sans doute de 1865 à 1870 elles se sont multipliées, mais l'explication de ce fait est bien simple ; c'était la première fois que les ouvriers étaient libres de se coaliser, la première fois qu'on leur reconnaissait le droit à la grève, et de ce droit ils ont fait tout d'abord un usage immodéré, excessif souvent irréfléchi. Mais ils se sont vite calmés et presque essagis, et dans la période comprise entre 1870 et 1875 les grèves ont été fort rares. Il est vrai que depuis elles sont de nouveau devenues très fréquentes, grâce à la crise industrielle que nous traversons bien plus qu'à la liberté dont jouissent les ouvriers de se concerter, de se coaliser sans avoir rien à craindre de la loi. Nous l'avons vu, celle-ci est inefficace en matière de grève, et la commission instituée en 1823 par le Parlement anglais pour chercher les meilleurs moyens de remédier aux grèves qui venaient de désoler l'Angleterre, conclut à la suppression des mesures restrictives parce que ces mesures

(2) Loca citata.

avaient pour effet de multiplier les grèves et surtout de leur donner un caractère violent par l'aigreur et l'irritation qu'elles suscitaient dans les esprits. Il est certain, et tout le monde le reconnaît, qu'à part quelques faits criminels comme le meurtre de l'ingénieur de Decazeville, les grèves, en Angleterre et en France, tendent de plus en plus à devenir de simples chômages plus ou moins prolongés, alors que, en Belgique, sous le régime des lois répressives, nous avons vu tout récemment encore les grévistes brûler les usines, les manufactures et même les maisons particulières, parcourir les différents bassins houillers et tout saccager sur leur passage. Les collisions avec les troupes ont été fréquentes et le sang a coulé plusieurs fois.

Le meilleur régime en cette matière, comme en toutes les autres, est celui de la liberté : faute d'habitude, on commence par abuser de cette liberté, mais on apprend à s'en servir, à en régler l'usage sur ses véritables besoins, et à lui faire produire, par cette sagesse même tous les résultats dont elle est capable. L'histoire, et celles des grèves en particulier, démontre, à l'évidence, la vérité de ces paroles.

Les coalitions et les grèves sont légitimes et il y a avantage pour la société à en reconnaître la légalité, à les laisser libres, mais qu'elle est leur utilité pour les ouvriers ?

La question est des plus complexes et il est difficile d'y donner une réponse satisfaisante dans tous les cas.

Il est certain que les grèves font perdre à l'ouvrier des sommes considérables et qu'elles le plongent pour longtemps dans la misère, alors même qu'elles aboutissent au triomphe de ses revendications. M. Walker

a calculé combien de temps il faut à une famille d'ouvriers pour se relever de la perte des salaires occasionnée par une grève, et il a trouvé que la perte d'un mois de salaire ne se couvre que par le gain d'une année $\frac{3}{5}$ au taux plus élevé; que celle de 6 mois exigera 9 années $\frac{3}{5}$ avec le nouveau salaire et celle de 12 mois $\frac{1}{2}$, 20 ans pour être compensée. M. Bevan a calculé les pertes résultant pour les ouvriers de 114 grèves et il est arrivé, en prenant pour base un salaire de 5 francs par jour et 5 jours de travail par semaine, à un total de 111.723.000 fr. (1) Nous ne voudrions pas garantir la parfaite exactitude de ces chiffres, parce que la base sur laquelle ils reposent n'est pas absolument certaine, mais ils se rapprochent sensiblement de la vérité, et ils montrent de la façon la plus saisissante quelles pertes les grèves même heureuses font subir à l'ouvrier, et, si l'on ne considérait les grèves que sous ce point de vue, la réponse à notre question serait facile à faire.

Il y a plus, les grèves ont souvent amené la découverte de machines-outils qui restreignent la demande de bras et font, momentanément du moins, subir de grandes pertes aux ouvriers qu'elles remplacent. Ou bien encore les grèves déplacent les courants commerciaux; c'est ainsi qu'on leur attribue la ruine des ateliers de construction de Londres; c'est ainsi que les dernières grèves du faubourg St-Antoine ont poussé les Allemands à nous envoyer des meubles; que la dernière grève d'Anzin a permis aux Belges et surtout aux Allemands de nous faire concurrence sur notre propre marché. A tous ces points de vue les grèves sont dangereuses, et, ce n'est qu'après mûre réflexion, après avoir employé

(1) *Econom. franc.*, 31 juin 1881.

tous les moyens de conciliation possibles, après s'être assurés surtout que leurs revendications sont raisonnables et compatibles avec l'état de l'industrie, que les ouvriers doivent avoir recours à cette arme terrible qui blesse aussi cruellement les deux adversaires. Mais, malgré tous ces dangers, on ne saurait nier l'influence heureuse des grèves sur la situation matérielle et morale des ouvriers depuis un demi-siècle.

Il n'est pas douteux qu'ils ne leur doivent en grande partie l'élévation du taux de leurs salaires. La chambre de commerce de Paris prétend que, grâce à elles, le salaire s'est élevé de 20 0/0 de 1866 à 1872. M. Camescasse affirme que de 1879 à 1883 elles ont fait monter le salaire des parqueteurs de 10 0/0, des sculpteurs en meubles de 0 fr. 70 à 0 fr. 75 l'heure, celui des charpentiers de 0 fr. 10 par heure etc. (1) On sait aussi que beaucoup de grèves ont abouti à une diminution d'heures de travail, à une amélioration dans les règlements intérieurs des ateliers, à des modes plus équitables de paiement, etc. Le patron sachant qu'il a devant lui non un ouvrier isolé, mais des hommes qui, pour le moindre abus, se concertent, se coalisent et le ruinent par le refus du travail, est plus facile. Les agents du patron eux-mêmes sont plus conciliants, plus doux, plus justes surtout pour ceux dont ils reconnaissent la force. Le patron et l'ouvrier sont maintenant l'un vis-à-vis de l'autre dans des conditions d'égalité qui font que le louage de services est devenu un contrat véritablement libre qui se débat entre deux parties également fortes. Peut-être même, si l'on voulait aller au fond des choses, faudrait-il admettre qu'aujourd'hui le patron est plus à la merci

(1) Déposition devant la commission d'enquête parlementaire.

de l'ouvrier que celui-ci à la merci du patron. Le temps n'est plus en effet, où, selon le mot d'Adam Smith ; « un maître manufacturier pouvait généralement vivre une année ou deux des fonds qu'il avait par devers lui, sans employer un seul ouvrier. » De nos jours la plus petite entreprise nécessite de gros capitaux que l'industriel ne peut fournir lui-même et qu'il se procure par voie d'emprunt. L'intérêt court, que la fabrique marche ou ne marche pas. L'outillage est compliqué, délicat, et il se détériore s'il n'est pas entretenu, s'il ne fonctionne pas ; de plus la lutte est vive entre les industriels d'un même pays, entre ceux de deux nations rivales ; les commandes doivent être livrées à jour fixe sous peine d'amende, sous peine surtout de perdre la clientèle. Dans ces conditions, que la grève se prolonge quelques semaines, c'est la ruine pour l'industriel ; tandis que l'ouvrier soutenu par les diverses sociétés dont il fait partie, soutenu par les caisses de résistance et même souvent par l'opinion publique, pourra pendant plusieurs mois, comme nous l'avons vu il y a peu de temps à Decazeville, supporter le chômage volontaire, et sortir le plus souvent victorieux de la lutte : les situations sont donc renversées, et c'est aujourd'hui l'ouvrier, qui dans une certaine mesure, fait la loi à son patron.

Il ne faudrait pas, dans ces conditions, que certains corps élus pour représenter soit les communes, soit les départements, soit même le pays tout entier, prissent parti dans la lutte et soutinssent des deniers publics une partie contre l'autre. (1) Ce serait rétablir au profit de l'ouvrier les anciennes faveurs dont les patrons jouis-

(1) On sait qu'en 1879, le conseil municipal de Lyon, envoya des secours aux grévistes, et que celui de Paris l'a imité tout récemment.

saient de par la loi et la bienveillance du gouvernement. En matière de coalitions et de grèves les pouvoirs publics, le pouvoir exécutif comme le pouvoir législatif ont un rôle bien simple à tenir : ils doivent protéger plus que jamais, parce qu'elles sont plus en danger, les personnes et les propriétés, maintenir l'ordre dans la rue, et faire respecter par tous la liberté du travail. La loi admet la grève, mais celle-ci devient délictueuse toutes les fois que la menace ou la violence, l'intimidation sont employées, et dans ce cas la justice doit punir sans passion, mais avec fermeté. Il faudrait arriver à ce que les ouvriers ne se missent en grève qu'après avoir mûrement réfléchi, après avoir discuté les avantages et les inconvénients de la résolution à prendre, et surtout en laissant à chacun sa liberté d'action : pas de grève sur mot d'ordre venu du dehors, pas de violences, pas d'intimidation, sinon ce ne sont plus des grèves, mais des émeutes partielles qui tombent sous le coup de la loi et de la réprobation générale.

Le principe de la légitimité de la grève une fois admis, n'y a-t-il pas quelques restrictions à apporter ? Il nous semble, que les services d'utilité générale tels que la distribution de l'eau, la confection du gaz d'éclairage, les transports par terre et par eau ne devraient jamais être désorganisés par la grève, même s'ils ne sont pas érigés en administration publique. Non pas certes que les ouvriers ou employés de ces services n'aient pas le droit comme les autres de faire entendre leurs légitimes réclamations, et de chercher à améliorer leur situation, mais dans ces différents cas, le droit de coalition devrait être soumis à une procédure particulière de façon à ne pas compromettre l'intérêt général. « En

Angleterre la loi punit à titre de *conspiracy* la cessation de travail qui a pour effet de priver les habitants d'une ville, d'un service d'intérêt général, » (1). En France on pourrait exiger, par exemple, que les ouvriers occupés aux travaux dont nous parlons, formulent leurs prétentions par écrit, les adressent aux autorités municipales qui interviendraient auprès des patrons et examineraient de concert avec eux si les revendications sont fondées. Au cas où toute entente serait impossible les ouvriers devraient indiquer sous peine de poursuites correctionnelles, un délai à partir duquel, si on ne faisait pas droit à leurs réclamations, ils se mettraient en grève. L'administration municipale ou préfectorale, selon le cas, aurait alors tout le temps de pourvoir aux services menacés tout en gardant la neutralité la plus stricte possible entre les belligérants. D'ailleurs nous pensons, avec M. Cauwès, que, même en dehors des cas où l'intérêt général est en jeu, « le droit de coalition serait exercé plus loyalement si un délai minimum devait s'écouler entre la déclaration collective des ouvriers et la cessation du travail » (2).

Il nous semble aussi que le droit de coalition ne saurait s'étendre jusqu'à gêner le patron dans le choix des ouvriers des contre-maitres des inspecteurs etc... dans l'emploi des machines pourvu qu'elles remplissent les conditions de sécurité prescrites par les règlements, dans le mode de répartition du travail etc. Tout cela rentre dans la direction de l'entreprise et appartient au patron : il travaille à ses risques et périls, qu'on lui laisse au moins, dans la limite des lois et des règle-

(1) M. Cauwès, II, p. 74

(2) *Loc. cit.*

ments, le choix des moyens à employer pour arriver à payer ses actionnaires, ses banquiers, ses ouvriers, et à faire le bénéfice auquel il peut légitimement prétendre.

C'est donc faire un abus de la liberté des coalitions que d'émettre, comme les Trades unions anglaises et les chambres syndicales d'ouvriers français, la prétention de s'immiscer ainsi dans la direction de l'entreprise et de menacer d'interdire les patrons qui ne se plieraient pas à ces exigences. Que les ouvriers ne l'oublient pas : ils peuvent sous l'empire des lois actuelles traiter d'égal à égal avec le patron ; la législation autrefois injuste envers eux leur est maintenant favorable, l'opinion publique et le gouvernement lui-même se montrent très bienveillants à leur égard ; tout est changé dans leurs rapports avec le patron et tout est changé à leur grand avantage. Mais il est une loi naturelle contre laquelle viendront toujours se briser les efforts de l'homme, les violences des coalitions et des grèves, l'arbitraire même des législations et des gouvernements, et cette loi dit que toujours, celui qui commande c'est celui qui paie.

Restreinte dans ces limites, la liberté des coalitions et des grèves est une conquête légitime. Malgré les maux qu'elle emporte avec elle, elle a produit dans la situation de la classe ouvrière les changements les plus heureux au point de vue des salaires, des règlements d'atelier, de la durée des heures de travail, et même de la justice qui doit présider aux rapports entre employeurs et employés. La seule possibilité de la grève est même « une menace suspendue sur la tête des patrons » (1) qui les pousse sans qu'ils s'en ren-

(1) M. Em. Chevallier. *Op. cit.*, p. 251.

dent bien compte à traiter leurs ouvriers avec une convenance et une courtoisie qu'ils ne connaissent pas autrefois. Mais la grève est comme la guerre, une *ultima ratio* dont il ne faut user qu'à la dernière extrémité, quand toute conciliation est impossible et surtout quand l'état de l'industrie le permet ; elle ne réussit qu'à ce prix.

VIII. Limitation de la durée des heures de travail pour les adultes. — Nous avons vu que dans la fixation du salaire courant, la loi de l'offre et de la demande était combattue par diverses causes résultant de la coutume, des institutions politiques et des lois. Nous avons étudié l'influence des séries de prix des syndicats professionnels, des coalitions et des grèves sur la hausse des salaires, et nous avons conclu que cette influence est considérable ; il nous semble intéressant de voir maintenant si les lois ou les propositions de lois protectrices de l'ouvrier adulte ne tendent pas, en limitant la durée des heures de travail, à faire baisser le taux des salaires.

On a souvent contesté à l'État le droit de tutelle sur les personnes, et surtout sur les adultes. L'État, dit-on, n'intervient pas dans la fixation du salaire ; pourquoi, puisqu'il n'empêche pas un ouvrier de louer ses services pour le prix qui lui convient, le forcerait-il à ne promettre qu'un certain nombre d'heures de travail par jour ? N'est-ce pas une mesure contraire à la liberté individuelle ? Il est certain que le devoir de protection de l'État est moins rigoureux quand il s'agit des ouvriers adultes que lorsqu'il s'agit des mineurs et des femmes, par cette raison que l'adulte sait en général se défendre lui-même ; il est certain aussi

que le législateur doit être plus circonspect dans les mesures qu'il prend à son égard, parce qu'il doit se heurter le moins possible à la liberté individuelle. Mais nous croyons que l'intérêt général est engagé, dans cette question puisqu'il est prouvé que le même effort répété trop longtemps sans repos, expose l'ouvrier aux maladies les plus graves, aux infirmités précoces, qui amènent l'affaiblissement de la race et menacent les forces vitales du pays. Il y a là une question d'hygiène et de santé publique devant laquelle doit fléchir le principe de la liberté individuelle.

Une autre objection, a été faite à la limitation des heures de travail ; elle est d'ordre économique, et c'est par là surtout que cette limitation intéresse la fixation du salaire courant.

On a dit que, diminuer le nombre d'heures de travail, c'est diminuer dans la même proportion la puissance de l'industrie.

Si cette formule était exacte on voit tout de suite qu'une pareille mesure aurait pour effet la baisse des salaires, ou, ce qui reviendrait au même, l'élévation du coût de production ; il y a plus, la concurrence avec les nations voisines deviendrait impossible au peuple qui seul aurait adopté cette législation.

Mais le produit de l'industrie ne correspond pas directement au nombre d'heures de travail fournies par l'ouvrier. Les défenseurs de la liberté complète, avouent eux-mêmes, que les dernières heures d'une journée sont moins productives que les premières, si cette journée se prolonge trop. En Amérique et en Angleterre, il y a longtemps que les ouvriers travaillent moins de douze heures ; dans quelques industries la

journée n'est même que de dix heures, les industries textiles, par exemple, et tout le monde constate que ces 10 heures produisent autant que les 13 ou 14 heures pendant lesquelles on travaillait autrefois. « C'est bien la preuve dit M. Cauwès, qu'un travail modéré coupé par des repos est, dans une certaine mesure, absolument et toujours proportionnellement plus productif. »

Il y a pourtant dans la durée du travail un minimum qu'on ne saurait dépasser sans compromettre la production. Ainsi, en 1871, après une grève, les patrons acceptèrent à Newcaslte la réduction de la journée à neuf heures et on constata que la production des usines sidérurgiques avait, par suite de cette mesure, diminué de 1/10. C'est donc contre ces deux limites fixées par l'expérience et les forces humaines que la loi peut agir sans compromettre la production.

Seules en Europe, la France et la Suisse ont déterminé le maximum d'heures de travail que peut fournir l'ouvrier adulte. Le gouvernement provisoire par un décret du 2 mars 1848 fixa ce maximum à 10 heures à Paris et à 11 heures en province. L'Assemblée nationale revint sur ce décret, et fixa la journée de l'ouvrier à 12 heures de travail effectif dans les usines et manufactures. Elle pensait que le décret de 1848 avait amoindri la production et par trop gêné la liberté individuelle.

En Suisse le maximum est de 11 heures et de 10 heures le samedi et veilles de jours fériés.

Plusieurs propositions (1) ont été déposées à la Cham-

(1) Proposition de MM. Waddington, Nadaud *J. Off.* 14 juin 1879. Villain *J. Off.* 19 juillet 1879, Haentgens *J. Off.* 19 mai 1880.

bre des députés en 1879 et 1880 pour ramener la journée à 10 heures afin de permettre à l'ouvrier de cultiver son intelligence et de donner plus de temps à la vie moralisatrice de la famille. Mais, de l'aveu même du rapporteur de la commission nommée pour l'étude de ces projets de loi, M. Waddington, l'un des auteurs des propositions soumises à la Chambre, la production devait être atteinte dans une certaine mesure par cette réduction des heures de travail, surtout dans les filatures et les tissages où la somme de travail « dépend moins de l'activité de l'ouvrier que de la machine dont il est en quelque sorte l'auxiliaire. » (1) De plus la concurrence avec les nations étrangères qui n'adopteraient pas ce maximum serait de plus en plus difficile. Aussi la Chambre repoussa-t-elle la réduction qui lui était demandée ; elle alla même jusqu'à voter l'abrogation de la loi du 9 septembre 1848, laissant ainsi à la libre convention la fixation de la durée du travail journalier, et affirmant sa volonté de ne protéger désormais que les femmes et les enfants.

Le Sénat, le 4 novembre 1881, a adopté en première lecture le projet de loi voté par la Chambre. Mais à la deuxième lecture il l'a repoussé à une forte majorité le 24 février 1882. La législation en vigueur restait donc la loi de 1848 mais, tout le monde l'avait constaté, à la Chambre comme au Sénat, cette loi était lettre morte parce qu'aucun fonctionnaire n'était directement chargé d'en surveiller l'exécution. Pour obvier à cet inconvénient, M. Richard Waddington déposa à la Chambre le 25 février 1882 une proposition de loi tendant à confier

(1) Voir le rapport de M. Waddington, *J. Off.* 28 janvier 1880 et 5 février 1881.

aux inspecteurs du travail des enfants dans les usines et manufactures le droit de poursuivre les infractions à la loi du 9 septembre 1848. Cette proposition a été adoptée par la Chambre la même année, par le Sénat le 1^{er} février 1883, et est devenue la loi du 16 février 1883. La durée de la journée de travail reste donc fixée à 12 heures pour l'ouvrier adulte, ce qui nous paraît être une moyenne raisonnable, tant au point de vue des forces de l'ouvrier, qu'à celui de la production industrielle. Mais il est probable que si le premier projet qui abaissait la durée de la journée de travail à 11 heures pour l'amener à 10 heures en réalité, ainsi que l'avaient eux-mêmes les auteurs de la proposition, avait été adopté, la loi nouvelle diminuant la production et mettant la France dans un état d'infériorité marquée vis-à-vis des nations rivales, aurait immédiatement agi, dans le sens de la baisse, sur la fixation des salaires (1).

IX. Travail des femmes dans les usines et manufactures. — Nous avons déjà dit quelques mots du travail des femmes à propos de la loi de 1874 qui leur interdit les travaux souterrains et nous avons manifesté le regret que le législateur français ne leur ait pas, comme en Angleterre, défendu tout travail de nuit. Les unions ouvrières vont beaucoup plus loin que nous et elles ne cessent de répéter : « les maris à l'atelier, les femmes à la maison ». Les ateliers sont malsains pour les femmes, ajoutent-elles, et la promiscuité des sexes fait courir à leur honneur toutes sortes de dangers. C'est au mari à nourrir sa famille, à la femme à tenir la maison, à élever les enfants. Certes, nous sommes de

(1) Le Conseil municipal de Paris, séance du 2 mars 1888, vient cependant de décider que dans les travaux de la ville, les entrepreneurs ne pourraient prolonger les journées de l'ouvrier au delà de 9 heures.

cet avis, et c'est ainsi que les choses devraient se passer dans une société idéale d'où les passions telles que l'ivrognerie, la débauche, la paresse seraient exclues, dans laquelle la mort prématurée ou les accidents seraient inconnus. Et encore si, à la rigueur, on pouvait admettre que les femmes mariées ne doivent entrer ni dans l'usine, ni dans la manufacture, comment donc vivraient les filles et les veuves si tout travail manufacturier leur était interdit, et comment permettre aux unes ce qu'on défendrait aux autres ? La question est insoluble, et le travail doit être libre pour la femme comme pour l'homme ; celle qui pourra se dispenser de tout travail restera à la maison, celle au contraire qui devra travailler pour subvenir à ses besoins, pour élever sa famille, privée du salaire de son chef par la mort ou par la débauche, celle-là louera ses services et demandera à l'usine ou à la manufacture ce qui lui est nécessaire pour vivre.

Ce qui lui est nécessaire ! s'écrient les unions ouvrières, mais vous savez bien que dans l'état actuel des choses ce n'est pas possible, puisque le salaire moyen de l'ouvrière s'élève à peine à la moitié de celui de l'ouvrier (1), tandis que les besoins de la femme ne sont inférieurs que de 1/6 à ceux de l'homme (2). Elle n'évitera donc pas la misère, et la concurrence qu'elle nous fait est une cause sérieuse d'abaissement des salaires.

La concurrence..... l'abaissement des salaires..... voilà la grande raison de l'exclusion des usines et des

(1) A Paris : salaire moyen de la femme 2 fr. 90. Salaire moyen de l'homme 5 fr. 50 (Enquête de 1872).

(2) M. Leroy-Beaulieu. *Travail des femmes*, p. 132.

manufactures prononcée contre les femmes par les unions ouvrières : quant à la question d'hygiène et de moralité elle occupe un rang tout à fait secondaire dans leurs préoccupations.

Et de fait la concurrence que leur font les femmes est considérable. M. Leroy-Beaulieu (1) estime en effet qu'il y a 1.627.000 ouvrières pour toutes les industries de la France et des tableaux dressés par les inspecteurs du travail des enfants dans les manufactures pour 8 circonscriptions, il résulte que les hommes sont dans la proportion de 59 0/0 et les femmes dans celle de 26.44. Le reste (14.56) comprend les enfants employés dans les usines. (2)

Il ne nous paraît pas, malgré ces chiffres qu'il soit bon de chasser les femmes des ateliers. Nous venons de voir, qu'au moins, pour les filles et les veuves, ce serait impossible puisque ce serait leur enlever, dans bien des cas, le moyen de subvenir à leurs besoins. Cette considération suffirait à elle seule pour empêcher le législateur d'interdire aux femmes l'entrée des manufactures.

Et puis pourrait-on se passer de leurs services ? Il est certain que dans les industries textiles, notamment dans celle de la soie, leur concours est indispensable : elles sont en effet bien plus habiles que l'homme à *finir* l'étoffe, à réparer les défauts que la machine y a laissés, etc..... Il en est de même dans un grand nombre d'industries, et si on voulait leur interdire le travail de l'atelier, la loi devrait faire des catégories d'usines et de métiers, et l'on retomberait vite, à ce point de vue, du moins, dans les vieux règlements d'avant 89.

(1) *Essai sur la répartition des richesses*, page 479.

(2) Voir M. Cauwès n° 855.

De plus, l'emploi des femmes n'a point déprimé le salaire des ouvriers: il y a longtemps qu'elles sont admises dans les manufactures, et nous savons que le salaire des ouvriers va toujours en augmentant depuis le commencement du siècle.

On peut même donner de ce phénomène une explication scientifique. Nous avons vu en effet que le salaire augmente avec la productivité du travail, avec les profits que fait le patron sur le prix de revient des produits. Eh bien, si un travail peut être fait à meilleure compte par une femme que par un homme, l'entrepreneur ne gagne-t-il pas en employant cette femme et ne pourra-t-il pas dès lors payer ses ouvriers plus cher?

Karl Marx prétend que ce ne sont point les ouvriers qui bénéficient de cette économie, mais le patron qui augmente ses profits. Cela serait peut-être vrai si un patron était seul à employer les femmes dans son usine, mais s'il y a bénéfice à faire, tous les patrons l'imiteront bientôt, et ils ne gagneront rien de plus les uns que les autres. Ils se feront concurrence, et de cette concurrence sortira ou bien une hausse des salaires, ou bien une diminution dans le prix des objets fabriqués. Dans le premier cas l'ouvrier bénéficiera directement du profit retiré par le patron du travail de la femme, dans le second il en bénéficiera indirectement comme consommateur.

Nous croyons donc que si le travail des femmes a une influence sur la détermination des salaires, c'est dans le sens de la hausse, mais nous ajoutons que quand même la femme en acceptant un salaire inférieur déprimerait celui des ouvriers, ce fait ne légitimerait pas l'intervention du législateur pour lui interdire

tout travail dans la grande industrie. Mariée, il faut souvent qu'elle travaille pour compléter le salaire insuffisant de son mari ; fille ou veuve, c'est la plupart du temps pour elle une question d'existence. Donc si l'infériorité des salaires acceptés par la femme avait une influence fâcheuse sur le prix du travail de l'homme, il faudrait par tous les moyens possibles, même par la grève, forcer les patrons à élever ce salaire, et les ouvriers eux-mêmes devraient les aider dans cette lutte plutôt que de chercher à les éloigner de l'usine. La petite industrie en effet est tout-à-fait insuffisante pour occuper toutes les femmes qui ont besoin de travailler.

Dans l'état actuel des choses elles s'y font déjà une concurrence acharnée ; que serait-ce si on restreignait encore le nombre des métiers où elles peuvent être admises ?

Et puis, au point de vue de l'hygiène et de la moralité, la petite industrie est mille fois plus dangereuse que la grande.

Quelle différence de propreté, d'aération, de salubrité entre ces usines si bien disposées, si méticuleusement tenues, si régulières dans la durée du travail, et ces ateliers où l'ouvrière passe la plus grande partie de ses nuits, sans feu l'hiver, sans air l'été, presque sans lumière, pour gagner un salaire qui ne lui permet pas toujours de se procurer les objets de première nécessité ; ne voit-on pas là les plus déplorables conditions d'hygiène ?

Et la moralité ! n'est-elle pas mille fois plus exposée dans les petits ateliers où la promiscuité est plus intime, la surveillance plus relâchée, la misère plus intense ? La chambre même de l'ouvrière, cette chambre où elle

lutte seule contre l'implacable nécessité, où elle souffre tant, sans espoir d'un sort meilleur, cette chambre « n'a-t-elle pas suscité plus de mauvaises pensées, et enfanté plus d'actions coupables que la présence dans l'atelier ? (1)

Nous croyons donc que le législateur loin de céder aux déclamations intéressées des ouvriers ignorants des lois économiques et poussés par un égoïsme brutal, doit faire tous ses efforts pour élargir le cercle des ateliers accessibles aux femmes, augmenter le nombre des emplois à leur donner, et favoriser l'augmentation de leurs salaires : les ouvriers n'ont rien à craindre d'une pareille attitude, la santé publique et la morale ont beaucoup à en profiter.

Voilà dans ses traits principaux la théorie du salaire.

Le prix du louage de services est compris entre deux limites qu'il dépasse rarement et pour peu de temps : un maximum déterminé par la plus value donnée au produit fabriqué par le travail de l'ouvrier, un minimum fixé par le prix de revient du travail du même ouvrier. Dans ces limites, la loi qui agit le plus fortement sur la fixation du salaire est celle de l'offre et de la demande. Elle ne suffit point pourtant à expliquer toutes les variations que subit le prix du travail ; d'autres causes agissent avec une certaine force en sens divers. Nous avons vu que la coutume donne à ce prix une certaine fixité, que les institutions et les lois, en faisant depuis un demi siècle de l'ouvrier l'égal du patron, en lui reconnaissant le droit d'association, de coalition et de grève, lui ont permis de débattre librement les

(1) M. Em. Chevallier, page 65.

conditions du louage de services et d'exiger un prix de plus en plus rémunérateur, malgré la limitation des heures de travail que la loi a fixées à 12 heures, et, qu'en fait, les ouvriers ont encore réduites, malgré la concurrence que leur font les femmes et qu'ils voudraient injustement supprimer.

C'est une théorie compliquée que celle du salaire et nous sommes loin de l'avoir expliquée dans ses détails, mais nous croyons en avoir dit assez pour montrer que le prix du travail ne se fixe pas arbitrairement, et qu'il obéit à des lois qu'on ne peut longtemps violer impunément.

CHAPITRE IV

NÉCESSITÉ DU SALARIAT.

FORMES DIVERSES QU'IL PEUT PRENDRE.

Les socialistes, qui ont déclaré la guerre au capital, et accusent les patrons de s'enrichir aux dépens de l'ouvrier, prêchent en même temps la suppression du salariat et remplacement par un « quatrième contrat » qui lui succéderait dans la marche de la civilisation comme le salaire a succédé au servage, comme le servage a lui-même succédé à l'esclavage. Ce nouveau contrat, qu'ils n'ont pas encore pu définir et qui a déjà changé de forme, qui en 1848 devait être l'association, et qui de nos jours est devenu surtout la participation aux bénéfices, sans que cette transformation ait rien de définitif, ce nouveau contrat n'est point de longtemps destiné à remplacer le salariat. Sans doute il serait téméraire à une époque où la civilisation a fait de si merveilleux progrès, de nier la possibilité d'une autre rémunération du travail. L'esclavage paraissait, même aux esprits les plus éclairés de l'antiquité, nécessaire à la constitution de l'État, et Aristote pensait qu'il durerait jusqu'au jour où le rouet tournerait tout seul, c'est-à-dire jusqu'à la fin du monde, car le philosophe grec ne croyait pas qu'un jour viendrait où la vapeur

remplacerait les bras de l'homme, pas plus qu'il ne s'imaginait un citoyen libre louant à un autre citoyen, moyennant un prix, sa force, son intelligence, son industrie et jouissant dans la société, des mêmes droits et des mêmes prérogatives que celui qui l'emploie. Il serait donc imprudent d'affirmer que le salariat est la dernière évolution, des classes laborieuses, le dernier mode de rémunération du travail ; la civilisation marche sans cesse vers le mieux et l'avenir est plein de surprises, mais on peut dire que dans l'état actuel de notre société le salariat est nécessaire, ou que du moins il présente, même pour l'ouvrier, de tels avantages, qu'il demeure toujours la forme la plus pratique, la plus estimée de la rémunération du travail ; on l'a attaqué avec violence, on l'a modifié de mille manières, mais il est toujours resté un contrat par lequel un homme s'engage à travailler pour un autre moyennant un prix, que ce prix soit fixé à tant par jour, ou d'après les combinaisons les plus ingénieuses.

Il est des cas d'ailleurs où l'association entre ouvriers est impossible. Dans les grands travaux publics tels que : le percement de l'isthme de Suez, ou de Panama, du Mont-Cenis ou du St-Gothard, tels que le creusement des ports et des canaux, tels que le tunnel sous la Manche et le Métropolitain de Paris, il faut d'énormes capitaux qu'ils ne trouveraient jamais, un énorme outillage qu'ils ne pourraient jamais construire, une discipline et une expérience qu'ils n'auront jamais.

Mais sans aller si haut chercher nos exemples, descendons dans le courant des affaires, dans l'industrie des usines et des manufactures, qui nous occupe tout spécialement, et nous verrons bientôt que même dans

ce milieu, l'association entre ouvriers ou même entre patrons et ouvriers est la plupart du temps impossible.

Dans une société commerciale ou industrielle, on ne peut partager les profits que lorsqu'ils sont réalisés ; c'est-à-dire à la fin de l'entreprise quand on a fait la balance des recettes et des dépenses. Or ces entreprises durent longtemps, dix ans, vingt ans et plus encore, l'ouvrier ne peut attendre si longtemps, sans recevoir la rémunération de son travail. Il est vrai que dans cette interminable série d'opérations que comporte l'industrie manufacturière, les capitalistes associés et entrepreneurs ne peuvent non plus attendre la liquidation de la société pour toucher le loyer de leur argent, le prix de leur direction. Aussi fait-on chaque année le compte des profits, et les partage-t-on entre les divers intéressés : les actionnaires reçoivent leur dividende, les entrepreneurs retirent les profits faits pendant l'exercice. Ce serait pour les ouvriers le moment de toucher le prix de leur travail, comme tous les facteurs de la production. (1) Mais comment jusque là auraient-ils pu vivre. Les magasins ne vendent qu'au comptant aux gens dont le crédit est peu solide, et les ouvriers n'ont jamais d'avances.

Que faire dans de telles conditions ? les ouvriers ne sont-ils pas obligés de dire au patron : je vous loue mes services, je travaillerai pour vous tant d'heures par jour, je ferai telle besogne convenue entre nous, et en récompense, en paiement vous me donnerez tant par jour.

(1) « Ce que l'ouvrier réclame, dit M. Beauregard, ce que l'entrepreneur lui promet, c'est une somme déterminée à forfait, sur le prix espéré du produit net futur. » *Essai sur la théorie du salaire*, page 161.

Seulement comme ni le boulanger, ni le boucher, ni le propriétaire ne veulent me faire un long crédit vous me donnerez le plus souvent possible ce que j'aurai gagné.

Le patron accepte ces propositions car il ne trouverait pas d'ouvriers s'il ne voulait leur payer qu'à la fin des opérations ou tout au plus au bout de l'année leur part dans le produit de l'entreprise.

Reste à déterminer les époques de paiement, et ici les intérêts du patron et de l'ouvrier sont souvent opposés. L'ouvrier, nous venons de le voir, désire être payé à intervalles rapprochés, les exigences de ses fournisseurs sont grandes, il ne peut rester longtemps sans recevoir le prix de son travail. Le patron au contraire a intérêt à faire le moins d'avances possibles, ses capitaux sont souvent dispersés dans son entreprise et, pour payer ses ouvriers, il doit avoir recours à des emprunts faits chez les banquiers moyennant intérêts ; s'il a par devers lui l'argent nécessaire à la paie, cet argent ainsi employé est improductif. De plus c'est pour les comptables un travail considérable que celui qui consiste à dresser les feuilles de paie, à arrêter les comptes et à verser à chacun ce qui lui est dû ; et c'est un travail qui demande à peu près autant d'efforts et de temps pour les comptes d'une semaine que pour ceux d'un mois. L'intérêt d'un patron est donc de ne payer ses ouvriers qu'à longs intervalles, et pendant bien longtemps la paie n'était que mensuelle ; il a fallu conquérir de haute lutte la paie par quinzaine et par semaine. Et c'est après avoir fait nous ne savons combien de grèves pour obtenir un résultat si légitime d'ailleurs, après avoir triomphé de la routine et de la résistance des patrons, après avoir plié le salariat à leurs besoins et

à leurs exigences que les ouvriers vont en réclamer la suppression ! En vérité c'est de l'ingratitude, c'est même plus encore, c'est de la folie ! Et quelle forme de rémunération de leur travail les mettra jamais plus à l'aise dans leur vie au jour le jour, vie que mènera dans toute société celui dont le pain est à la merci d'un accident, d'une maladie ou de la concurrence industrielle ? Quelle forme répond mieux aux nécessités de leur situation qui ne leur permet pas de compter sur un long crédit ? Ce n'est pas l'association puisqu'elle les force à attendre des années, des mois au moins, le prix de leurs efforts, l'argent nécessaire pour vivre. Serait-ce la participation dans les bénéfices tant vantée de nos jours par les écrivains populaires, par les pouvoirs publics eux-mêmes ? Mais d'abord, il n'est pas difficile de voir que cette forme de rémunération du travail n'est qu'une variété du salariat. La part de bénéfices que le patron partage à ses ouvriers, n'est en effet qu'un complément de salaire : l'ouvrier travaille à tant par jour, il reçoit sa paie aux époques fixées par le contrat qui le lie à son patron ou par l'usage, et à la fin de l'année il touche sa part dans les bénéfices de l'entreprise. Cette part est même assez minime relativement au salaire, car, quoiqu'en disent les socialistes et les révolutionnaires, la part de rémunération affectée au capital et à la direction dans une entreprise est bien moins considérable que celle qui est affectée à la main-d'œuvre. Au Creuzot, par exemple, sur 20 millions de produits, 15 sont dépensés en salaires, 4 en dividendes et 1 pour la rémunération de l'intelligence. (1) Avec un salaire de 4 francs par jour ou de 1.200 francs par an,

(1) *Economiste français*, du 12 mai 1883.

leur part dans les bénéfices ne dépasserait certainement pas 150 francs chaque année.

Et puis pour avoir une part dans les bénéfices, il faut au moins qu'il y ait des bénéfices. Or tous les hommes attentifs savent combien peu d'entreprises réussissent.

Les ouvriers que les fortunes subites et considérables de certains patrons éblouissent se figurent qu'il n'y a qu'à tenter une affaire pour avoir de gros profits, et ils ne rêvent plus qu'association ou tout au moins participation dans les bénéfices. L'expérience de 1848 les a pourtant un peu refroidis à l'égard de l'association, et on ne compte actuellement que 74 sociétés coopératives de production (1) dont la plupart emploient encore des ouvriers salariés (2). Il reste malgré tout des illusions dans le monde des travailleurs et c'est encore un beau thème pour les déclamations des réunions publiques que les bienfaits de l'association. Et pourtant le nombre de patrons qui réussissent est peu considérable : on a dit bien des fois que sur 100 industriels 10 gagnent de l'argent, 50 végètent et 40 font faillite. Ces chiffres sont assez éloquents pour prémunir les ouvriers contre les dangers que feraient courir à leur situation pécuniaire déjà si difficile, les combinaisons hasardeuses qu'on voudrait substituer au salariat. Que deviendraient-ils, eux et leur famille, si après avoir travaillé de longs mois comme associés dans une entreprise, ou sous la condition de ne recevoir pour prix de leur travail qu'une part dans les bénéfices, cette entre-

(1) *Rapport de M. Barberet chef du bureau des sociétés professionnelles cité par M. Mangin — Econ. Franç. du 23 mai 1885.*

(2) M. Em. Chevallier, *op.cit.*, page 8.

prise échouait et ne produisait aucun profit? Qui voudrait faire crédit à des personnes si exposées à ne pouvoir payer leurs dettes? Personne, et pour vouloir éviter le salariat qu'ils trouvent dégradant, indigne d'un homme libre, d'un citoyen, ils se plongeraient dans une misère plus noire que celle dans laquelle ils vivent aujourd'hui, ils se créeraient des embarras nouveaux sans compensation appréciable du côté de la rémunération de leur travail.

En résumé les ouvriers ont besoin d'être assurés que leurs efforts seront payés quoiqu'il arrive; de plus ils ne peuvent attendre la vente des produits, la liquidation de l'entreprise pour toucher le prix de leur travail. Comment donc pourraient-ils supprimer le salariat? (1)

Nous croyons avec M. Leroy-Beaulieu que cette suppression est impossible: « Il n'est pas, dit-il, de forme d'association qui ait le mérite d'être aussi nette, aussi convenable aux intérêts de tous, aussi conforme aux principes rigoureux de la philosophie économique. Toutes les déclamations populaires, toutes les aspirations sentimentales de nos novateurs sociaux ne prévaudront pas contre la perfection de ce mode d'organisation du travail. » (2)

Est-ce à dire qu'il n'y ait aucune amélioration à

(1) Le contrat du salaire répond à toutes les exigences. Car comme dit M. Beauregard (*op. cit.* page 163) c'est un contrat complexe qui en contient trois: 1° un contrat de travail moyennant un prix; 2° un contrat d'assurance par lequel l'entrepreneur s'engage à payer le salaire à l'ouvrier qu'il y ait ou non des bénéfices; 3° une promesse de prêt en vertu de laquelle le patron s'engage à payer l'ouvrier avant la vente des produits, moyennant un intérêt représenté par la différence entre le salaire reçu et la part que recevrait l'ouvrier dans le partage des produits de l'entreprise. — Cette différence sert aussi à payer la prime du contrat d'assurance.

(2) *La question ouvrière au XIX^e siècle*, page 173.

apporter au régime du salariat tel que nous l'avons conçu d'abord, c'est-à-dire à ce contrat par lequel un individu s'engage à travailler pour un autre individu moyennant tant par heure, par jour ou par semaine ? Non et l'on ne saurait trouver un mode de rémunération du travail plus souple, plus fécond en formes variées.

§ I. — Travail à la tâche.

Une des formes les plus heureuses du salariat est le travail à la tâche.

Le travail au temps présente en effet plusieurs inconvénients. Que l'ouvrier soit habile ou maladroit, actif ou paresseux, honnête ou malhonnête, il gagne toujours le même salaire ; il faut que son habileté professionnelle soit bien reconnue, bien supérieure à celle de ses camarades pour que son travail soit plus payé que le leur ; il faut que sa réputation d'activité soit bien établie pour qu'il en puisse tirer profit : on le recherchera plus qu'un autre ouvrier, on le choiera davantage, mais le paiera-t-on plus cher ? Ce n'est pas ce qui se passe communément. Aussi l'ouvrier qui travaille à la journée ou à l'heure n'a-t-il aucun intérêt à développer la productivité de son travail, ce qui est pour la société aussi bien que pour le travailleur lui-même un grand inconvénient, puisque tous les deux sont en perte.

Le travail à la tâche supprime cet inconvénient. Il n'est plus rémunéré selon sa durée mais selon sa valeur. L'ouvrier a intérêt à développer son habileté, son activité puisqu'il est d'autant mieux payé qu'il produit plus et mieux ; le patron lui-même en voyant augmenter

ses produits voit accroître ses bénéfices, la richesse générale se développe dans la même proportion, et tout le monde gagne à l'emploi de ce mode d'organisation du travail : il n'est pas jusqu'à la logique elle-même qui n'y trouve son compte puisque le salaire de l'ouvrier est directement en proportion avec la somme de travail fournie, ce qui n'existe pas pour le salaire à la journée.

De plus l'ouvrier n'est plus un homme à gages, c'est un entrepreneur (1), un sous-traitant : il court un risque de gain ou de perte absolument comme son patron. Il a calculé en effet qu'un ouvrier ordinaire payé à la journée mettrait tant de temps à exécuter tel travail, que par conséquent ce travail coûterait tant au patron, Il croit pouvoir exécuter plus rapidement le même travail, parce qu'il se croit ou plus habile, ou plus actif, ou plus courageux. Il va trouver son patron et lui dit : « A la journée vous paieriez tant pour telle besogne, voulez-vous me donner le même prix quand je l'aurai terminée, sans tenir compte du temps que j'aurai passé à la mener à bien ? » Le patron qui, nous l'avons vu, a intérêt à cette combinaison accepte les propositions de l'ouvrier. Celui-ci se met à l'œuvre et s'il a calculé juste, s'il ne s'est pas fait illusion sur ses forces et son habileté, il aura terminé sa tâche plus rapidement qu'un ouvrier à la journée, il aura fait une bonne opération, il en tirera un bénéfice. Mais s'il s'est trompé dans son appréciation du temps nécessaire pour exécuter le travail entrepris, s'il s'était mal renseigné sur les difficultés à vaincre, sur les retards à craindre, il mettra plus de temps qu'il ne pensait à terminer sa tâche, il sera en

(1) Art. 1799 du Code civil. Voir M. Guillouard, n° 771.

perte. C'est lui qui supporte les risques de l'opération, c'est donc bien un entrepreneur ; sa dignité est sauvegardée, son amour-propre est satisfait et le travail à la tâche est par cela même moralisateur.

Il faut même observer que cet entrepreneur est mieux traité qu'un entrepreneur ordinaire, car il ne subit que les risques d'exécution, tandis que le second a à sa charge tous les risques de la direction générale de l'opération, de la vente des produits, de la rentrée des capitaux, etc.

Le tâcheron est certain de placer son produit, de toucher le prix de son travail, sa rémunération est convenue d'avance, invariable, et c'est par là qu'elle reste un véritable salaire, c'est pour cela que nous ne considérons le travail à la tâche que comme une heureuse variété du salariat.

Pourquoi donc, si cette organisation du travail a tant d'avantages, n'est-elle pas encore universellement adoptée ? C'est que, comme toute conception humaine, elle n'est pas sans inconvénients, et qu'elle est même impossible à appliquer dans certains cas.

L'ouvrier tâcheron gagnerait presque toujours si le contrat se concluait dans les termes et aux conditions que nous avons indiqués plus haut dans notre analyse de la combinaison du travail à la tâche. Mais en pratique, le prix demandé par le tâcheron est toujours inférieur au prix du travail à la journée, et c'est pourquoi les patrons aiment tant le travail aux pièces, (1) il les

(1) C'est pourquoi le Conseil municipal de Paris (Séance du 2 mai 1888) a décidé que dans les travaux de la Ville, le prix du travail à la tâche doit être fixé de manière à assurer, par jour, à l'ouvrier le prix de la série sans rabais.

dispense de la surveillance du travail, il leur permet d'obtenir promptement les objets qu'on leur demande d'urgence, et de les payer moins cher que s'ils étaient fabriqués par des ouvriers à la journée. Mais le tâcheron se fiant plus que de raison à ses forces ou à son habileté ne fait pas assez grande la part de l'imprévu, il passe plus de temps à son travail qu'il ne l'avait pensé, il perd, et il a veillé, il s'est fatigué outre mesure pour arriver à ce résultat.

Qu'il élève ses prix dira-t-on, l'avantage est si grand pour les patrons qu'ils accepteront des conditions plus onéreuses. Peut-être, mais la concurrence entre les ouvriers à la tâche, aux pièces ou à façon est si considérable que s'il veut travailler, le tâcheron est souvent obligé d'accepter des prix qui ne sauraient être rémunérateurs qu'aux dépens de la santé de l'ouvrier.

Les patrons eux-mêmes n'acceptent pas toujours le travail à la tâche, parce qu'il pousse l'ouvrier à faire vite et par conséquent avec moins de soin, à dissimuler les défauts du produit, à sacrifier en un mot la qualité à la quantité. Aussi ne trouve-t-on jamais de tâcherons dans les industries artistiques qui exigent le fini de la main-d'œuvre autant que la beauté du dessin, dans celles qui demandent de la précision, de la grâce, de la variété. Dans ces conditions le travail à la tâche ne serait même pas rémunérateur pour les ouvriers, car, et tous le savent, c'est dans les industries qui fabriquent des objets à la douzaine qu'il y a le plus à gagner pour un ouvrier à la tâche, aux pièces ou à façon.

C'est donc surtout dans la grande industrie que le travail à la tâche est en honneur, car c'est là surtout

que la productivité du travail dépend de l'adresse, de l'activité, du courage de l'ouvrier, c'est là aussi où la grande quantité de produits de même espèce lui permet de travailler le plus vite grâce à l'habitude et de gagner le plus grâce à cette rapidité même qui va toujours croissant. Il y a pourtant des cas où ce mode d'organisation du travail est impossible, même dans la grande industrie ; c'est en général lorsque l'ouvrier n'a pas à produire une série d'actes dépendant, pour leur perfection, de ses qualités personnelles, mais plutôt une présence plus ou moins active, une surveillance plus ou moins intelligente à fournir, ainsi la direction d'une machine à vapeur ne peut guère être donnée à forfait, et on ne comprendrait pas bien la comptabilité d'une fabrique entreprise à la tâche.

Quoiqu'il en soit de ces observations, le travail à la tâche constitue un progrès sur le travail à la journée : au point de vue moral, il relève l'ouvrier à ses propres yeux et exige de lui des qualités qui le disposent au patronat ; au point de vue matériel, il est ordinairement plus rémunérateur et plus productif que le travail à la journée ; aussi, sans vouloir faire de ce mode d'organisation du travail un remède infaillible contre le mal social, nous pensons que les résultats qu'il produit sont assez considérables pour qu'on l'encourage et pour qu'on l'applique toutes les fois qu'il est possible. (1)

(1) C'est surtout pour la femme que le travail à la tâche produit de bons résultats : « quand la femme travaille aux pièces, dit M. Beauregard (*op. cit.* 345) il n'est pas rare qu'elle obtienne le même salaire que l'homme occupé au même emploi ».

§ 2 — Du marchandage.

Le fait pour un ouvrier qui s'est chargé, en cette qualité, de certains travaux pour le compte d'un entrepreneur, d'embaucher pour l'exécution de ces travaux d'autres ouvriers qui doivent être employés à la journée, sous sa direction et à son compte, constitue la convention de marchandage si vivement réprouvée par les ouvriers et les écrivains socialistes. Ils voient dans cette combinaison du travail à la tâche et du travail à la journée une honteuse exploitation de l'ouvrier par l'ouvrier, parce que le tâcheron ou marchandeur fait sur ceux qu'il emploie un profit qu'ils considèrent comme illégitime. Ce profit consiste dans la différence entre le prix arrêté entre l'entrepreneur et le tâcheron, et celui que le tâcheron a promis à ses ouvriers. D'après les socialistes, ce profit n'est pas légitime parce qu'il vient d'une somme prise sur le salaire des ouvriers employés par le marchandeur et qui leur aurait été acquise, s'ils avaient directement traité avec l'entrepreneur. Rien de moins exact que ce raisonnement. D'abord les ouvriers que le tâcheron a embauchés étaient libres de ne pas accepter ses conditions, et d'exiger un salaire égal à celui de leurs camarades employés par l'entrepreneur : c'est d'ailleurs ce qui se produit le plus souvent, et l'on ne comprend pas bien des ouvriers de même force de même habileté travaillant côte à côte à des travaux de même nature, et payés à des taux différents parce qu'ils ne sont pas au compte du même patron, la concurrence aurait vite fait de niveler ces salaires.

Et puis pourquoi veut-on que ce profit soit prélevé uniquement sur le salaire, qu'à entendre les socialistes, le tâcheron devrait donner à ses ouvriers et qu'il ne leur donne pas ? Nous avons vu, que dans la fixation de la rémunération du travail à la tâche, l'ouvrier prend pour base, en principe du moins, le salaire à la journée mais qu'en réalité, dans la pratique, le tâcheron exige de l'entrepreneur, pour exécuter un travail, un prix moins élevé que l'ouvrier à la journée, et que son profit il le tire de ses qualités personnelles, de la rapidité avec laquelle il exécute le travail qui lui a été confié. Eh bien, pourquoi le marchandeur ne trouverait-il pas ce profit dans ces mêmes qualités personnelles, aussi bien que dans la différence entre le prix reçu et payé ? Pourquoi veut-on compter pour rien son expérience dans la direction des ouvriers, la supériorité de sa méthode, l'activité de sa surveillance, s'exerçant sur un petit nombre d'ouvriers, et la rapidité toute naturelle imprimée, sans la moindre tentative d'exploitation contre les ouvriers qu'il emploie, au travail ainsi dirigé par notre marchandeur ? Ah, nous savons bien que dans un tel atelier on rira moins, on bavardera moins, on fumera moins, on lambinera moins que sur un chantier moins surveillé, mais est-il défendu à celui qui a embauché un ouvrier d'exiger toute la somme de travail et d'activité dont cet ouvrier est capable sans excès de fatigue, sans danger pour sa santé ? Le travailleur exige bien du patron que celui-ci remplisse toutes les obligations qu'il a contractées à son égard, qu'il le paie au prix convenu et à l'époque fixée, qu'il le laisse se reposer, manger et partir aux heures habituelles, pourquoi le patron ne pourrait-il exiger, lui aussi, que l'ouvrier

consacre tout son temps, toute son activité au travail qui lui a été fixé : est-ce exiger plus que l'ouvrier n'a promis, au moins tacitement, lorsqu'il est venu offrir ses services ? S'il en est ainsi pourquoi trouver illégitimes les profits du marchandeur, pourquoi ne pas voir dans ces profits la récompense de ses qualités personnelles, d'une part, et de l'autre le prix des risques qu'il court ? Pourquoi voir en principe des exploiters dans ces hommes et les rendre tous responsables des abus et des excès de quelques-uns ?

Le rôle d'un intermédiaire est cependant parfois bien utile aux ouvriers eux-mêmes, car, comme le dit M. Cauwès : « il leur procure des emplois dont ils ignoraient l'existence ou dont ils n'oseraient assumer les risques. » (1)

Quoiqu'il en soit, les journaux ouvriers sont remplis des plaintes les plus amères contre ce mode d'organisation du travail ; les orateurs des réunions publiques ne trouvent pas de termes assez violents, assez méprisants pour le flétrir, et la tribune parlementaire elle-même a, dans ces dernières années, notamment à l'occasion de la grève de Decazeville, entendu les doléances des députés ouvriers sur la situation faite, surtout aux mineurs, par l'application très répandue du marchandage. On a même fait du marchandage la cause principale de cette grève.

Ces plaintes ne sont pas nouvelles elles ont été formulées dès la Restauration par les novateurs de l'époque, mais c'est sous le règne de Louis-Philippe, au moment où les questions ouvrières commencèrent à passionner l'opinion, qu'elles prirent corps, et que la

(1) *Op. cit.*, n° 804, *in fine*.

suppression du marchandage devint un des articles du programme socialiste.

M. Troplong signale cette situation des esprits, dans la classe ouvrière, et il la blâme énergiquement : « Ce qu'il y a de pis, dit-il, c'est qu'ils (les ouvriers) n'ont pas même l'intelligence de comprendre (au moins dans les villes où tant de mauvaises passions pervertissent le bon sens) le grand intérêt qu'il y a pour eux à trouver dans le sein même de la classe ouvrière des travailleurs à la tâche ou à prix fait qui répartissent l'ouvrage entre leurs mains et leur assurent l'emploi de leur temps. On les voit former des coalitions stupides contre ceux qui leur font gagner leur pain, dénigrer, sous le nom de tâcherons, ces hommes utiles, indispensables, qui leur servent d'intermédiaires pour trouver à s'occuper, s'indigner que le travail leur arrive par cette voie, sans voir que peut-être ils seraient pris au dépourvu entre la faim et le désespoir, si une telle combinaison venait à leur manquer. Ah ! que de préjugés déplorables règnent encore dans les classes inférieures où l'éducation n'a pas porté son flambeau. La fable de Menenius Agrippa est cependant bien vieille ». (1)

Malgré les efforts des hommes d'État et les réfutations des économistes orthodoxes, la haine des ouvriers contre le marchandage grandissait tous les jours ; aussi, un des premiers actes du gouvernement provisoire fut-il la suppression de cette institution si détestée. Les ouvriers venus au Luxembourg dans la journée du 1^{er} mars 1848 pour présenter leurs demandes à la « Commission du gouvernement pour les travailleurs » réunie sous la présidence de L. Blanc insistèrent surtout

(1) De l'échange et du louage n° 843.

sur la diminution des heures de travail et l'abolition du marchandage. « Les assistants déclaraient même qu'ils ne reprendraient pas leurs travaux avant d'avoir obtenu sur ces deux points entière satisfaction ». (1)

Le décret du 2 mars leur donna gain de cause, et par son article 2 le marchandage fut aboli. (2) Un second décret du 21 mars le punit de 50 à 500 francs d'amende et même de un à six mois de prison en cas de double récidive. (3)

Le marchandage était condamné mais il n'était pas détruit; il répond si heureusement aux demandes de l'industrie, aux désirs des bons ouvriers qui voient en lui une sorte de patronat, et une récompense de leur habileté et de leur courage, il est si souvent une nécessité pour les autres ouvriers qui sans lui seraient fréquemment sans travail, que malgré la loi, malgré l'amende et la prison il est plus vivant que jamais. Les journaux et les orateurs socialistes l'attaquent, mais les patrons et les ouvriers sérieux le pratiquent quand même, et il est très rare qu'une convention de marchandage soit déférée aux conseils de prud'hommes pour la faire annuler. Les ouvriers le peuvent cependant, car il est certain que le décret du 2 mars n'ayant été abrogé par aucun décret, par aucune loi nouvelle est toujours en vigueur; il est certain par conséquent que les conseils de prud'hommes devraient annuler une pareille

(1) M. Levasseur, *Histoire des classes ouvrières en France depuis 1879 jusqu'à nos jours* t, II, page 214.

(2) Considérant... 1^o que l'exploitation des ouvriers par les sous-entrepreneurs ouvriers dits marchands ou *tâcherons* est essentiellement injuste, vexatoire et contraire au principe de la Fraternité... Le gouvernement provisoire de la République décrète... 2^o L'exploitation des ouvriers par des sous-entrepreneurs ou marchandage est abolie. (*Moniteur* du 3 mars 1848).

(3) *Moniteur* du 22 mars 1848.

convention comme illicite au moins, si elle constituait par la vileté du salaire une exploitation de l'ouvrier. — Telle est du moins notre opinion; mais tout le monde n'est pas de cet avis, et, c'est une question de savoir dans quelles conditions la convention de marchandage peut être annulée; les diverses sections du conseil de prud'hommes de Paris ne sont même pas d'accord sur ce point.

La section des métaux dans une décision du 3 janvier 1881 (1) a jugé que « toute convention de marchandage est nulle aux termes de l'article 2 du décret du 2 mars 1848 » et que par conséquent « l'ouvrier embauché n'a d'action en paiement de son salaire que contre l'entrepreneur lui-même et non contre le marchandeur qui doit être considéré seulement comme le préposé de l'entrepreneur. » (2)

Une autre section du même conseil, celle des industries diverses, a jugé au contraire, le 16 février 1881 (3) que : « la convention de marchandage ne peut être annulée dans les termes de l'article 2 du décret de 48 lorsqu'elle n'a pas eu pour objet l'exploitation de l'ouvrier, notamment par le profit retiré de l'avilissement des salaires. »

Nous inclinons à penser comme la section des industries diverses.

Il est en effet un principe qu'il faut sacrifier seulement dans les limites les plus étroites de l'exception qu'y apporte le législateur. Ce principe qui domine tout

(1) Sirey, 84. 2.221.

(2) Cette opinion a également été soutenue par le journal *le Droit* du 23 avril 1881.

(3) Sirey, *Ibid.*

notre droit, c'est celui de la liberté des conventions. Pourquoi défendre à un ouvrier d'accepter le travail aux conditions qui lui plaisent? Pourquoi, lorsqu'il est majeur, lui imposer une protection qu'il n'accepte même pas puisqu'il viole la loi pour accepter le travail offert par le marchandeur, et qu'il ne demande la nullité de la convention que pour des causes souvent étrangères à la convention elle-même? C'est, à notre avis, une mauvaise tendance du législateur que celle qui le porte à déroger ainsi au droit commun sans que la morale ou l'ordre public soient en cause: une fois la porte ouverte au socialisme d'État, il est difficile de la fermer et on ne voit pas trop pourquoi on ne défendrait pas aussi aux ouvriers les travaux dangereux ou même les travaux fatigants après leur avoir interdit de travailler sous la direction d'un tâcheron. Nous pensons donc que l'État n'a rien à voir dans les conventions formées entre majeurs, du moment qu'elles ne sont contraires ni à la morale, ni à l'ordre public, ni aux lois.

Mais enfin nous nous trouvons en face d'un décret qui, à tort ou à raison, à tort selon nous interdit le marchandage; il s'agit de déterminer dans quelles limites il l'interdit, quel but il a voulu atteindre? Le deuxième considérant le dit lui-même et de la façon la plus claire, c'est d'empêcher *l'exploitation de l'ouvrier par les sous-entrepreneurs ouvriers* parce qu'elle est *injuste et vexatoire*. Le marchandage étant la forme que, de l'avis des ouvriers, prend cette exploitation on l'a supprimé, mais il est bien évident que dans l'esprit du décret de 1848 c'est bien plus l'exploitation des ouvriers que le marchandage lui-même qu'on a voulu détruire.

Si donc on rencontre un cas où le marchandage donne à l'ouvrier le salaire auquel il a droit pourquoi annuler cette convention librement consentie et loyalement exécutée ? Ce serait, à notre avis, violer l'esprit, sinon la lettre du décret de 1848, ce serait même commettre une injustice et aller contre les propres intérêts de l'ouvrier qui verrait ainsi tarir une source souvent précieuse de travaux et de salaires.

Qu'on protège l'ouvrier contre sa faiblesse et contre l'immoralité de ceux qui l'exploitent, nous le voulons bien, mais que ce ne soit ni à ses dépens, ni à ceux de l'industrie : la richesse nationale perdrait trop à de pareilles mesures.

§ 3. — Travail à forfait par une association d'ouvriers.

« Il est bien entendu, dit l'article 2 du décret du 2 mars, *in fine*, que les associations d'ouvriers qui n'ont point pour objet l'exploitation des ouvriers les uns par les autres ne sont pas considérées comme marchandage. »

Cette association d'ouvriers pour l'exécution d'un travail accepté à forfait d'un entrepreneur, est une des formes les plus heureuses que peut prendre l'association quand il s'agit d'ouvriers. Elle ne nécessite aucuns capitaux, elle n'exige aucune capacité commerciale, presque aucun talent de direction, les risques à courir sont minimes puisqu'ils ne peuvent provenir que d'un mécompte dans le temps nécessaire à l'exécution du travail ; la rémunération est assurée, à peu près fixe, et reçue à intervalles rapprochés, autant de caractères

qui font de ce mode d'organisation du travail une excellente combinaison de l'association et du salariat.

Voici comment procèdent ces associations. Elles s'entendent avec l'entrepreneur ou le manufacturier sur le travail à faire, le prix à recevoir, le temps qui leur est accordé pour exécuter leur tâche. Chaque semaine l'entrepreneur leur donne un acompte qu'elles divisent elles-mêmes entre leurs membres comme elles l'entendent; de cette façon, presque toutes les questions irritantes entre patrons et ouvriers disparaissent; le patron fournit ses ateliers, la matière, la plus souvent même ses outils, ses machines; l'ouvrier ne fournit que son travail, mais il a intérêt à déployer le plus d'intelligence et d'activité possibles puisqu'il est payé d'après la productivité de ce travail. A la fin de la tâche, l'excédant du prix fixé sur les acomptes est distribué à chaque membre, et grâce à l'ardeur de chacun, grâce à la discipline qui s'établit entre les associés, la rémunération est plus élevée de 25 0/0 dans les maisons qui pratiquent ce système que dans celles où le travail à la tâche n'est pas soutenu par de pareils encouragements. (1)

Cette combinaison est adoptée dans les plus grandes maisons de France et d'Angleterre, dans les chantiers de construction de navires de la Tamise, dans les usines Cail et de Fives-Lille et même dans des usines moins considérables. Elle tend à se répandre surtout dans l'industrie des machines (2) et rien ne l'empêche de s'introduire dans la petite industrie. Ainsi à Amsterdam les ouvriers tailleurs de diamants tout en travail-

(1) M. Leroy-Beaulieu, *La question ouvrière au XIX^e siècle*, page 189.

(2) M. Cauwès, *op. cit.*, II, page 19.

lant dans de vastes fabriques, ne font que louer la place qu'ils occupent, la force et les outils qu'ils emploient, ils bénéficient des engins de la grande industrie, sans cesser d'être de petites associations travaillant à façon.

On le voit, ces associations d'ouvriers travaillant à la tâche sont de véritables associations coopératives de production, « avec ce double avantage, dit M. Leroy-Beaulieu, que l'ouvrier est dégagé de la partie commerciale de l'entreprise et qu'il n'a pas besoin de risquer des capitaux. » Il faut encore ajouter que sa rémunération est certaine, fixe dans certaines limites, et périodique ; il retire donc de cette heureuse combinaison les principaux avantages de l'association et du salariat sans subir les inconvénients ni de l'un, ni de l'autre.

C'est donc un système à encourager pour arriver à la paix sociale, et à la guérison, dans la mesure du possible des maux qui accablent la classe ouvrière. Il fait d'ailleurs de grands progrès surtout dans la grande industrie, mais il ne se généralisera jamais parce que d'abord, il suppose chez les associés l'amour du travail, de l'ordre, de la régularité, de la prévoyance, qualités qui ne sont et ne seront de longtemps le partage que d'un petit nombre d'ouvriers d'élite, et grâce auxquelles ils réussiraient même en dehors de l'association ; parce que ensuite, le système ne supprime aucun des inconvénients, aucune des impossibilités que nous avons signalés à l'occasion du travail à la tâche, et qu'il est par conséquent suspect aux patrons amoureux du fini et de la qualité plus que de la quantité des produits. Malgré cela l'association de quelques ouvriers en vue

d'exécuter un travail à la tâche est un des perfectionnements les plus heureux dans l'organisation et la rémunération du travail une des formes du salariat qui intéresse le plus l'ouvrier à la production, exige les qualités personnelles les plus précieuses, et supprime le plus complètement les difficultés entre les patrons et les ouvriers.

§ 4. — Primes accordées au travail.

« Si heureuse que soit l'influence de la rétribution à la tâche, dit M. Leroy-Beaulieu, elle ne triomphe pas toujours complètement des habitudes indolentes des populations. Beaucoup d'esprits sont encore rebelles, au sentiment de leur intérêt personnel, il faut pour les activer multiplier les encouragements et les excitations. La force productive du travailleur, même le plus infime, dépend plus de sa tête que de ses bras ; la volonté et l'attention y ont plus de part que la vigueur physique. » (1)

Cette remarque a été souvent faite, aussi de nombreux industriels se sont-ils efforcés de stimuler l'activité de l'ouvrier, son attention, sa vigueur par des procédés spéciaux qui vont chaque jour en se perfectionnant.

Ce n'est point du reste par la seule augmentation de ses produits que l'ouvrier rend son travail plus rémunérateur pour lui, plus productif pour l'industrie. L'économie qu'il fait des matières, le soin avec lequel il se sert des outils, des machines, font tout autant pour le succès d'une entreprise, que son activité.

(1) *La question ouvrière au XIX^e siècle*, page 176.

Les patrons l'ont compris et ils ont encouragé l'ouvrier à économiser sur les matières premières et le combustible aussi bien qu'à augmenter l'intensité de son travail.

Ils ont eu recours tout d'abord aux récompenses accordées aux ouvriers les plus méritants, aux distinctions morales, à l'affichage des tableaux de paie dans l'atelier. C'était insuffisant parce que ces distinctions attireraient seulement les ouvriers qui n'avaient point besoin de ce stimulant pour être bons, tandis que la plus grande partie des mauvais y restaient indifférents.

L'argent au contraire a de l'attrait pour tous, aussi les patrons en sont-ils venus au système de primes qui se généralise de plus en plus.

Comme pour le travail à la tâche, on détermine ce que l'ouvrier peut produire normalement en une semaine, une quinzaine, et on lui permet, outre son salaire fixe, une somme appelée *prime* qui varie avec les circonstances pour telle quantité de travail fournie en plus. La journée augmente avec le produit du travail, mais dans une proportion plus forte. Ainsi un tisseur, qui, dans une quinzaine, produit une pièce au-delà d'un chiffre fixé reçoit une prime de deux francs ; s'il a tissé deux pièces en plus du nombre normal il reçoit non seulement deux primes de 2 francs, mais une troisième de 1 franc, et ainsi de suite. C'est ce que M. Leroy-Beaulieu appelle *le salaire progressif*.

Il y a des usines où le patron donne des primes pour l'économie faite sur la houille, le bois, l'huile, etc. ; il n'y a plus de mécanicien ni de chauffeur dans les manufactures et surtout dans les compagnies de chemins de fer qui ne soit intéressé, par une prime, à brû-

ler le moins de charbon possible tout en produisant la force et la vitesse réglementaires.

On a parfois confondu ces primes avec la participation aux bénéfices dont elles diffèrent cependant à plusieurs points de vue. D'abord les primes sont basées sur cette idée que les frais généraux dans une entreprise n'augmentent pas, à bien loin près, avec les produits lorsque ces produits ont atteint un chiffre normal, et que, par conséquent, il est juste de faire profiter l'ouvrier de ce bénéfice auquel il a contribué pour une bonne part, tandis que la participation aux bénéfices repose sur une idée d'association entre patrons et ouvriers. Ensuite ces primes sont payées même si l'industriel est en perte, tandis que la participation aux bénéfices suppose des bénéfices. De plus dans le système des primes, l'ouvrier n'a aucun intérêt à s'immiscer dans la direction de l'entreprise, alors que, dans la participation aux bénéfices, il est tenté, ne fût-ce que pour contrôler le chiffre des affaires, de se mêler à la gestion. Enfin la prime est gagnée par l'ouvrier lui-même indépendamment de l'habileté du patron ; dans la participation aux bénéfices au contraire la rémunération de l'ouvrier dépend moins peut-être de son travail et de son habileté que de la capacité et de la chance du chef d'industrie. Ce sont donc deux systèmes différents qui ont chacun leurs caractères, leurs avantages et leurs inconvénients.

Ces primes ont produit d'excellents résultats dans les usines qui les ont employées. Ainsi M. Leroy-Beaulieu cite (1) le Creuzot qui, en 1851, ne produisait que 18,306 tonnes de fer, et qui, en 1852, après une plus

(1) *La question ouvrière au XIX^e siècle*, page 181.

large organisation du système des primes produisait 24,000 tonnes, et 42,000 en 1858, grâce surtout à une plus grande énergie de la main-d'œuvre. De même dans les usines de Terre-Noire. Le régime des primes y fut organisé en 1858 ; la production était de 13,000 tonnes, et en 1868, elle atteignait 34,000 tonnes.

Ce système de primes individuelles laissait encore indifférents un assez grand nombre d'ouvriers médiocres qui ne se sentaient pas le courage de faire l'effort nécessaire pour les obtenir. Quelques manufacturiers, dont le plus connu est M. Laroche-Joubert, ont adopté le système des primes collectives décernées au personnel de la maison tout entier, lorsque la production dépasse une moyenne fixée. Avec ce système tous les ouvriers bénéficient de l'intensité du travail et de sa productivité, tous ont intérêt au développement de l'entreprise. Dans l'usine de M. Laroche-Joubert, à Angoulême, les résultats ont été excellents ; on ne produisait que 25,000 kilogrammes de papier par mois : avec les primes collectives (1 fr. par ouvrier et par 100 kilog. en plus) la production monta rapidement jusqu'à 35, 45 et même 50,000 kilogrammes de papier par mois, et le salaire de l'ouvrier s'éleva considérablement. M. Laroche-Joubert croyait ainsi pratiquer le système de la participation aux bénéfices ; il se trompait, car ces primes collectives ne sont pas payées sur le bénéfice réalisé après la vente des produits, mais elles sont fixées d'après la quantité de produits fabriqués, et soldées par le patron qu'il ait réussi ou non dans sa spéculation.

Les ouvriers médiocres ont beaucoup à gagner à ce système de primes collectives, mais en revanche les bons ouvriers sont un peu sacrifiés car il est certain

que leur travail est plus productif que celui des mauvais et pourtant ils ne reçoivent pas une prime plus élevée. C'est évidemment un grand défaut pour une institution de sacrifier les bons aux mauvais, aussi ce système aurait-il été singulièrement compromis s'il n'y avait pas de remède à cet état de choses. Heureusement que comme le constate M. Leroy-Beaulieu « ces primes collectives accordées à tout un atelier ne sont nullement inconciliables avec les primes individuelles octroyées aux ouvriers les plus diligents, c'est même alors que le système acquiert toute son efficacité (1).

§ 5. — Majoration des salaires.

Un certain nombre de patrons et de compagnies industrielles ont adopté à Paris un mode de rémunération du travail qui se rapproche du système des primes sans se confondre avec lui, et que M. Fougereousse (2) appelle *majoration des salaires*. « Par ces mots, dit-il, on entend la création d'un second salaire spontanément octroyé par le patron en sus du salaire courant, mais rigoureusement distinct de lui dans son origine et sa destination ».

Ce second salaire au « *sursalaire* » se fixe de trois manières différentes qui forment trois modes de majoration : 1° La *majoration fixe* qui consiste dans l'attribution chaque année, par le patron d'une somme fixe

(1) *Op. cit.*, page 187. Voir sur ce système des primes individuelles et collectives, les pages 176 et suivantes dans lesquelles nous avons abondamment puisé.

(2) *Patrons et ouvriers de Paris*, page 173.

au profit de chaque employé; (1) 2° *majoration proportionnelle*. — L'accroissement du salaire est proportionnel aux sommes gagnées par l'ouvrier (2); 3° *la majoration progressive*. Dans ce cas, le second salaire augmente non pas en proportion du salaire courant mais en raison de l'âge de l'ouvrier ou de l'ancienneté de ses services. Ainsi, si un ouvrier commence à verser pour la retraite à 15 ans pour se faire une pension de 500 fr., à 55 ans, son patron verse pour lui 15 francs par an; s'il ne commence qu'à 30, le patron verse 32 francs (3) ou bien la maison donne à chaque ouvrier chaque année une somme qui s'accroît de 50 francs par an après chaque période de 5 années de services; en sorte que, commençant par 50 francs par an la donation s'élève à 100 francs la 6^e année, demeure à ce taux jusqu'à la onzième année, époque à laquelle elle s'élève jusqu'à 150 francs et ainsi de suite. Si ces valeurs sont capitalisés à 5 0/0, un ouvrier, entrant à 15 ans dans la maison, possède à 60 ans un capital de 16,263 fr. 93 c. et à 65 ans un capital de 21,862 fr. 42. (4)

On pourrait à première vue confondre la majoration des salaires : 1° avec le salaire proprement dit, car comme ce dernier, elle fait partie des frais généraux et constitue une augmentation du coût de la main d'œuvre : 2° avec le système des primes, parcequ'elle tend comme lui à

(1) Chemins de fer de l'Est, de l'Ouest, de P. L. M. Manufactures de l'Etat, Caisse d'épargne de Paris, Maison Delalain, Lemaire, Assurances maritimes, Compagnie des eaux, etc.

(2) Ce système est pratiqué par la maison Chaix, la C^{ie} des omnibus, la maison Hachette, les maisons Pleyel et Wolf, et la C^{ie} du gaz.

(3) Fougrousse. *op. cit.*, p. 176.

(4) Ce troisième mode de majoration n'a été adopté que par deux maisons : M. Bouchacourt, et la maison Mayer.

développer le rôle et l'application de l'ouvrier par certaines conditions de sédentarité et de productivité du travail imposées pour obtenir cette majorité ; 3° avec la participation aux bénéfices, parcequ'elle parait, à ceux qui n'y regardent pas de près, une part prélevée sur les profits de la maison. Mais il ne faut qu'un peu de réflexion pour voir que c'est une institution particulière qui a ses caractères propres et qui est parfaitement distincte du salaire proprement dit, aussi bien que du système des primes et de la participation aux bénéfices.

Elle diffère du salaire proprement dit en ce qu'elle n'est pas comme lui déterminée scientifiquement par la loi de l'offre et de la demande et par les influences diverses que nous avons signalées au chapitre précédent, mais soumise à l'arbitraire du patron qui ne consulte pour la fixer que sa générosité, et surtout son intérêt. Elle n'est point non plus, du moins en général, payée directement à l'ouvrier ; le patron la garde dans sa caisse et la capitalise, ou bien la verse à la caisse des retraites pour provoquer chez les travailleurs, selon les paroles de M. Fougerousse : « le courage et la moralité, en mettant un terme à l'énexorable destin qui condamne l'ouvrier au travail perpétuel, en dissipant le cauchemar démoralisant qui flotte, sans cesse, devant ses yeux, d'une vieillesse sans repos, sans abri et sans pain. » (1)

La majoration des salaires se distingue aussi du système des primes parce que, si elle constitue pour l'ouvrier une augmentation de salaire, elle n'est point une quote-part déterminée à priori des fruits du travail. Il résulte de là qu'elle n'est pas un excitant aussi

(1) *Patrons et ouvriers de Paris*, page 209.

direct que les primes puisqu'elle ne repose que fort peu sur l'idée de la productivité des efforts et de l'habileté de l'ouvrier ; elle vise plus l'avenir que le présent et tend à faire un sort à l'ouvrier devenu vieux, plus qu'à grossir le gain de sa jeunesse.

Les caractères qui distinguent la majoration des salaires de la participation aux bénéfices sont plus nets encore. D'abord le sursalaire est pris sur les fonds destinés à payer la main-d'œuvre, non sur les bénéfices de l'entreprise ; ensuite la majoration des salaires ne court aucun aléa puisqu'elle est fixe, elle n'est jamais exposée à être réduite, par suite des fluctuations du commerce et de l'industrie, à des chiffres insignifiants. Enfin la participation aux bénéfices est souvent impossible à établir dans une maison à cause du caractère nomade des ouvriers, tandis que la majoration du salaire gagnée par des services relativement courts est bien plus compatible avec ce caractère.

Voilà une nouvelle forme, un nouveau perfectionnement du salariat ; n'avions-nous pas raison de dire que ce mode de rémunération du travail est d'une merveilleuse souplesse et qu'il se prête aux combinaisons les plus variées qui ne lui enlèvent point son caractère de périodicité et de certitude, mais intéressent puissamment l'ouvrier ?

§ 6. — De la participation aux bénéfices.

Nous avons déjà eu l'occasion de parler plusieurs fois dans ce chapitre, de ce système de rémunération du travail, connu sous le nom de participation aux bé-

néfices, mais nous ne nous en sommes occupés qu'à propos d'autres systèmes, pour établir les différences et les ressemblances qu'on rencontrait entre ces diverses variétés du salariat nous ne l'avons, pas étudié à part et pourtant il est assez important, il joue dans les discussions économiques, dans les projets de réformation sociale un rôle assez considérable pour avoir dans une étude du salariat une place spéciale.

Les détracteurs du salariat, ceux qui le comparent « au travail à coup d'étrivières de l'esclave antique, au labeur forcé du serf au moyen âge, » (1) font de ce nouveau système d'organisation du travail, les éloges les plus pompeux et comptent sur lui, dans leur enthousiasme, pour ouvrir aux classes laborieuses cette ère de tranquillité et de bonheur, qu'on leur promet en vain depuis si longtemps. Il n'y a même pas eu que les réformateurs impatientes, les flatteurs intéressés des passions populaires à chanter les louanges de ce quatrième contrat. Des hommes d'une sagesse incontestée, d'une science profonde, d'une expérience consommée, « Rossi et Léon Faucher en tête, ont donné une adhésion plus ou moins formelle et réfléchie à cette formule si en faveur de nos jours. Des autorités d'un autre genre et dont l'opinion importe davantage à nos sociétés, des souverains ou des prétendants à la souveraineté, l'empereur Napoléon III, M. le comte de Chambord, M. le comte de Paris, ont cru devoir également manifester leur croyance à ce dogme démocratique de la participation. » (2) De nos jours encore, des économistes éminents tels que MM. de Courcy, Fougereousse et Ro-

(1) M. Leroy-Beaulieu. — *La question ouvrière au XIX^e siècle*, page 168.

(2) M. Leroy-Beaulieu, *Ibid.*

bert, (1) n'ont pas cessé de préconiser un système qu'ils regardent pour l'ouvrier comme une école de morale et de prévoyance, une préparation directe à l'association que les ouvriers d'élite considèrent toujours comme le mode le plus relevé, le plus désirable par conséquent de tous ceux qui ont été proposés pour l'organisation du travail.

La participation aux bénéfices consiste : 1^o dans un salaire fixe accordé à l'ouvrier, égal à celui que paient les autres maisons de même nature, et déterminé d'après les règles que nous connaissons ; 2^o dans une quote-part des bénéfices de l'entreprise fixée arbitrairement (2) par le patron et variant par conséquent avec chaque entreprise.

Ce système se présente à nous sous le meilleur aspect, car il conserve le salaire avec sa périodicité et sa fixité, soustraites aux risques industriels et commerciaux, ce qui est absolument nécessaire pour assurer le crédit et par conséquent l'existence de l'ouvrier et de sa famille, et de plus, il favorise le développement de la richesse générale, en augmentant la productivité du travail individuel par l'appât d'une seconde rémunération offerte à l'ouvrier et « un rapport direct avec son assiduité, son activité, son savoir professionnel, et le succès des affaires de la maison. » (3)

(1) Une société a même été fondée à Paris pour la défense et la propagation du système de la participation aux bénéfices. Le président de cette Société est M. Ch. Robert. — Elle publie un bulletin qui paraît 4 fois par an.

(2) En disant que le patron fixe *arbitrairement* la quote-part des bénéfices à distribuer aux ouvriers, nous entendons qu'il fixe à son gré le tant pour cent à prélever par les ouvriers sur ces bénéfices mais, ce chiffre une fois déterminé, il ne peut plus le modifier, que du consentement de ces mêmes ouvriers.

(3) M. Fougereousse. — *Op. cit.*, page 183.

La participation aux bénéfices à un autre avantage qui fait estimer tout particulièrement des ouvriers ce mode d'organisation du travail ; c'est qu'il fait d'eux, en quelque sorte les associés du patron, qu'il leur permet de lui donner, si respectueusement que ce soit, quelques conseils que peuvent leur dicter leur expérience et leur désir de voir prospérer l'entreprise ; c'est qu'il les relève à leurs propres yeux, en les plaçant dans une situation sociale plus conforme à leurs aspirations, et fait ainsi, selon l'expression de M. Fougereousse (1) « un vigoureux appel au sentiment de la dignité personnelle. »

Mais à nos yeux, le principal mérite de ce système est celui sur lequel insiste surtout M. Fougereousse. Par la participation aux bénéfices, les ouvriers s'initient à la pratique des affaires, se rendent compte des difficultés industrielles et commerciales, voient de près combien il faut d'efforts persévérants, de sagesse, de prévoyance, d'activité pour mener à bien une entreprise ; quels risques on court ; combien la ruine est près du succès, et combien enfin sont exagérés les calculs que font habituellement les ouvriers sur les profits du patron. Il y a certainement, dans cette vue nette et précise de la réalité, un élément de paix entre le capital et le travail, car nous l'avons souvent constaté, la cause la plus puissante de la violence de la lutte, est l'ignorance dans laquelle sont les ouvriers des loi économiques, des difficultés que rencontre le patron dans la conduite des affaires, du chiffre des profits comparé aux risques courus. Il est si facile, en parlant, de multiplier les zéros pour grossir les bénéfices du patron ! Il est diffi-

(1) Ibid.

cile quand une fois on est autorisé à en prendre sa part de trouver dans sa comptabilité et dans sa caisse, ces profits fantastiques qui devaient l'enrichir d'un seul coup, qui ont excité tant de convoitises, allumé tant de passions contre cet infâme capital ! Répartis entre tous les ouvriers d'une usine, d'une compagnie, ces profits fabuleux donnent à peine à chacun une part de 100 à 150 fr. par année. Et c'est pour cette somme qu'on crie à l'exploitation, qu'on fait les guerres civiles, qu'on veut bouleverser la société !

Mais la participation aux bénéfices en mettant les ouvriers aux prises avec la réalité doit, dit M. de Courcy, « apaiser la querelle du capital et du travail, adoucir la haine, modérer les exigences, éloigner le péril des grèves et des révoltes. » (1) Evidemment, c'est ce point de vue, qui a séduit dans le système de la participation, les hommes que nous avons nommés plus haut, et c'est aussi ce mérite, mérite très réel, mais sans action, sans influence sur la masse des travailleurs à cause du peu de progrès qu'à fait ce système, c'est ce mérite disons-nous, qui nous porte à mêler nos humbles souhaits à ceux qu'ont formulés les personnages d'autorité et d'origines si diverses en faveur du succès et de la généralisation aussi complète que possible d'un mode d'organisation du travail capable d'apporter dans la lutte entre patrons et ouvriers un si puissant élément de paix et de concorde.

Malheureusement à côté des avantages que nous venons de faire ressortir, ce système a des inconvénients qui le font la plupart du temps repousser par les patrons, et qui l'empêchent de produire, même là où il

(1) Cité par M. Fougères, p. 211.

fonctionne, tous les avantages que les ouvriers sont en droit d'en attendre.

Le plus grave obstacle à la généralisation du système de la participation, c'est, dit M. Cauwès : « l'obligation où elle met les patrons de faire connaître à leurs ouvriers la situation exacte des affaires et même de communiquer les livres ; le contrôle sur la gestion est la conséquence inévitable de la participation, mais c'est, sans contredit, une demi-abdication du pouvoir de direction. » (1) Ce défaut, pour regrettable qu'il soit, au point de vue de la discipline et de l'unité dans la gestion de l'entreprise, serait peut-être compensé dans une certaine mesure par les conseils pratiques et ingénieux que les ouvriers intéressés à la bonne direction des affaires pourraient donner au patron, mais cette communication des livres ou tout au moins de leur balance, peut avoir, au point de vue du crédit de l'industriel ou du commerçant, des conséquences redoutables.

Le quantum de la répartition une fois connu pour chaque ouvrier, il est facile en effet, à l'aide d'un simple calcul, de connaître exactement la situation commerciale d'une usine, d'une manufacture. Eh bien ! pour les entreprises individuelles, qui n'ont pas, comme les sociétés par actions l'habitude de publier le compte rendu annuel de leurs opérations, cette connaissance de leur situation financière est une gêne des plus considérables en temps de crise. Quand les affaires vont bien, les patrons sont fiers de publier leur chiffre d'affaires, et ce chiffre même consolide leur crédit, mais la prospérité ne dure pas toujours, il y a, même pour les maisons les plus solides, des moments difficiles, et

(1) *Précis d'économie politique*, II, n° 879.

alors le patron est vexé de ce que l'on sait le ralentissement de ses affaires, sa gêne ; il y a plus, son crédit est fortement ébranlé, et il a d'autant plus de peine à se relever que son embarras apparaît mieux à tous.

On a cherché les moyens d'éviter cet inconvénient et on en a trouvé plusieurs qui l'écartent ou à peu près ; reste à savoir s'ils ne détruisent pas en même temps l'efficacité du système. Dans quelques maisons on exige des ouvriers le secret du quantum de la répartition ; dans d'autres on l'établit sur le chiffre des ventes, « c'est-à-dire sur un fait extérieur et notoire et non sur la somme des profits. » (1) Dans d'autres encore, il n'y a point de quantum, le patron se réserve de le fixer chaque année. Mais que devient dans de pareilles conditions l'influence pacifique que nous prêtons à la participation, dans les rapports entre patrons et ouvriers. M. Charles Robert dit bien quelque part : « Je n'admets pas l'immixtion des ouvriers sous prétexte de contrôle dans le détail des comptes. Au moment de l'inventaire le patron en présente les résultats : il affirme les chiffres d'ensemble par une déclaration qui engage son honneur. Si les ouvriers prétendent que ce n'est pas assez, je réponds que la participation aux bénéfices est un régime fondé sur la confiance, la loyauté et la bonne foi..... Tout se passe en famille dans la maison ». Peut-être tant qu'un petit nombre de maisons seulement auront adopté ce système, car si peu que produise la participation, les ouvriers qui la reçoivent sont encore mieux traités que ceux des maisons voisines ; mais en serait-il ainsi si le système se développait, si la majeure partie

(1) M. Cauwès, *op. cit.*, n° 879 ; note 4, maisons Parfondry, Pousielgue, Masson.

des patrons l'adoptait ; la concurrence possible ne rendrait-elle pas les ouvriers plus hardis et ne les pousserait-elle pas à exercer pleinement le droit que leur reconnaîtraient les patrons en qualité d'associés ? M. Leroy-Beaulieu le croit et nous sommes assez disposé à partager son avis. « Une pareille espérance, dit-il, à ceux qui ont confiance dans la sagesse et la modération des ouvriers, est inadmissible. Il faut bien peu connaître les hommes pour croire de leur part à une si constante soumission ; celui qui a reçu un droit apprend bientôt à en user ; il reste rarement en deçà, il va généralement au-delà des limites de ses pouvoirs ». (1) Et M. Fougereousse qui est un partisan convaincu de la participation aux bénéfices affirme d'ailleurs que, pour cette raison, ce système ne se généralisera jamais que, si par hasard il s'étendait, cette extension même lui ferait subir des transformations successives, modifierait sa nature et supprimerait les conséquences qui devaient découler rigoureusement du type initial. Mais dit-il : « il n'y a pas lieu de condamner ce dernier régime (la participation) au nom des conséquences qu'il entraînera à l'époque de son développement universel ; il n'atteindra jamais ce développement, car il n'est qu'un régime d'éducation, de progrès et de transition. » (2)

Les patrons reculent encore devant l'application de la participation pour un autre motif. C'est qu'elle constitue « une association léonine en contradiction avec tous les principes de la science et de la justice, puisque l'ouvrier prend sa part des bénéfices sans supporter sa part des pertes ».

(1) *La question ouvrière au XIX^e siècle*, page 227.

(2) *Patrons et ouvriers de Paris*, page 213.

L'ouvrier n'apporte en effet dans cette association ni capital, ni matériel, il n'a à s'occuper ni de l'approvisionnement, ni des débouchés, il ne fournit que son travail, lequel est payé par un salaire établi selon les règles ordinaires et l'on convient de plus que, si l'entreprise réussit, il aura une part dans les bénéfices. Ne serait-il pas juste de convenir aussi que, si le patron fait des pertes, il les supportera dans la même proportion. Certaines maisons l'ont fait. Les autres ont décidé que la part des bénéfices accordée aux ouvriers, au lieu d'être immédiatement distribuée sera mise en réserve pour combler le déficit qui pourrait se produire ; les autres, que pendant le cours des opérations ou du moins pendant une certaine période, tout se passerait en écritures, qu'on porterait à l'actif des ouvriers leur part annuelle dans les bénéfices, et à leur passif une part correspondante dans les pertes.

Que devient, avec ces restrictions, le système de la participation aux bénéfices ? Quel stimulant peut-il avoir sur la productivité du travail, qu'elle influence pacificatrice peut-il conserver sur l'esprit des ouvriers ? Deçus par les résultats d'une mauvaise année travailleront-ils avec la même vigueur, le même soin, la même économie ; ne seront-ils pas portés à accuser le patron d'incurie, d'incapacité, et à se dire que tout effort est perdu, tout zèle inutile puisqu'ils n'arriveront à rien avec une telle direction. Et alors au lieu de la paix rêvée par les promoteurs de ce système d'organisation du travail, au lieu de la confiance et de l'estime mutuelles, ce ne seront que luttes intestines, que soupçons et récriminations de toute sorte. Faut-il s'étonner que les patrons préfèrent pour la plupart à ce système, le

salariat pur et simple, ou le travail à la tâche ou le système des primes : ils sont maîtres chez eux, et pourvu qu'ils paient leurs ouvriers conformément aux conventions, ils n'ont à subir aucune plainte, aucune récrimination, aucune ingérence étrangère dans la direction des opérations ; leur situation et celle des ouvriers est nette, chacun reste à sa place.

Les ouvriers eux-mêmes adressent à la participation aux bénéfices des reproches sérieux.

Le premier c'est que cette part ne dépend que dans des limites assez restreintes de la productivité de leur travail, de leur zèle, de leur habileté proportionnelle, et que le succès de la maison est bien plus attaché à la capacité commerciale et industrielle du patron qu'aux qualités de leur travail individuel et même collectif, que par conséquent leur rétribution sera très inégale, selon qu'ils appartiendront à une maison ou à une autre, même à égalité de zèle, de courage et d'habileté, ce qui constitue à leurs yeux, et non sans raison, une grande injustice et une grande infériorité du système de la participation vis-à-vis des autres formes du salariat.

Le second grief que formulent les ouvriers contre la participation est peut-être encore mieux fondé et peut-être encore plus grave : c'est de ne leur donner qu'une rétribution tout-à-fait aléatoire et souvent insignifiante. Aléatoire, c'est dans la nature même des choses, puisque la prospérité des usines et des manufactures comme de toute entreprise industrielle est sujette à des fluctuations qu'aucune force humaine, aucune prévision si raisonnée qu'elle soit, ne peut conjurer. N'avons-nous pas vu par exemple la C^{ie} des chemins de fer d'Orléans répartir en 1853 : 1,966,963 fr. entre 3365 per-

sonnes à raison de 15 0/0, alors qu'en 1868 elle ne distribue plus que 1,775,559 fr. entre 11376 employés. Il a même fallu modifier la base de la répartition, tellement la participation devenait minime, et maintenant, c'est 10 0/0 des appointements, c'est-à-dire que ce n'est plus une participation aux bénéfices, mais une majoration proportionnelle des salaires. (1)

Il suffit aussi de citer quelques exemples pour montrer combien, en général, le chiffre de la répartition est insignifiant même dans les maisons prospères. L'imprimerie Paul Dupont, l'année 1863, qui est la meilleure, n'a réparti que 7175 fr. entre 205 employés sur 875, et ces privilégiés n'ont reçu que 35 fr. par tête. M. Ch. Robert cite une fonderie de caractères et la donne comme modèle aux patrons qui voudraient appliquer le système de la participation. Elle fonctionne depuis 1848, et en 1868, les actionnaires reçurent 5 0/0 seulement, de leur côté les ouvriers au nombre de 150 n'eurent à se partager que 7050 fr. soit 50 fr. par tête, et, jamais la répartition ne fut plus considérable; c'est une augmentation de salaire de 4 ou 5 centimes par jour, (2) chiffre dérisoire et tout-à-fait hors de proportion avec les éloges qu'à reçus le système de la participation et les espérances qu'il avait fait naître.

Faut-il conclure de tout ce que nous venons de dire que le système de la participation aux bénéfices soit incapable de produire nulle part de bons résultats et que les économistes qui l'ont vanté, tous les patrons qui l'ont pratiqué se sont trompés. Non certes, telle n'est

(1) M. Cauwès, n° 879, II, p. 103.

(2) M. Leroy-Beaulieu, *La question ouvrière*, page 219 et suiv.

point notre pensée, car dans deux ou trois cas le succès de ce système a été éclatant. Celui de la maison Leclaire de Paris (aujourd'hui maison Redouby) a une réputation européenne. M. Leclaire, modeste peintre en bâtiment, avait remarqué que, dans son métier, il est facile d'obtenir un supplément de produit de 0 fr. 75 par ouvrier et par jour; 0 fr. 50 par l'activité de l'ouvrier, 0 fr. 25 par l'économie de la matière première, au total 70,000 fr. par an pour 300 ouvriers, et c'est pour arriver à ce but qu'il résolut de s'associer des ouvriers dans une certaine mesure et de leur distribuer une grande part de ses bénéfices. Son idée était heureuse et la première année il répartit 12.200 fr. la deuxième 17.000 fr. et le dividende est toujours allé en augmentant. La maison fait aujourd'hui 1.500.000 fr. d'affaires par an, et « c'est, dit M. Leroy-Beaulieu, un chiffre élevé pour une pareille profession. » (1)

Les 3/4 du bénéfice net sont attribués aux employés et ouvriers : 50 0/0 sont distribués individuellement au prorata du travail de l'année, 25 0/0 versés à une société de prévoyance qui sert des pensions de retraite aux vieux ouvriers, aux infirmes, aux veuves et aux enfants.

Le personnel de la société se compose des associés et des auxiliaires. Les associés sont élus après enquête sur leur capacité professionnelle : ils forment le *noyau* qui constitue la société de prévoyance. (2) Les auxiliaires touchent 50 0/0 au prorata du salaire calculé d'après le taux normal établi dans les autres entreprises.

(1) *La question ouvrière*, page 201.

(2) Sur 1000 ouvriers environ, dont se compose la maison, il y a seulement 117 associés.

Deux associés en nom dirigent la maison ; ils ont une mise de fonds de 100.000 fr. chacun et touchent un traitement de 6.000 fr. Ce sont les ouvriers du noyau qui élisent ces patrons en assemblée générale ; ils élisent aussi les chefs d'atelier pour un an, ainsi qu'un comité de conciliation qui tranche toutes les difficultés intérieures et donne son avis sur les renvois d'ouvriers. (1) La comptabilité est tenue par des associés pris parmi les chefs d'atelier. (2)

Cette organisation est la meilleure qui ait été appliquée dans une maison à participation, et elle a produit de brillants résultats. Deux autres entrepreneurs de peinture : MM. Voiron et Lenoir ont voulu l'imiter et le succès paraît bien devoir couronner leurs efforts. Un fabricant de pianos, M. Bord a également adopté le système de la participation aux bénéfices à laquelle il admet tous ses employés sans exception, et il a donné des dividendes s'élevant de 180 à 360 fr.

Ces exemples montrent bien que, malgré ses défauts si considérables, la participation peut produire d'excellents résultats, mais ils prouvent aussi que le succès dépend de certaines conditions tout à fait particulières qui ne peuvent se rencontrer que dans un petit nombre d'industries. Il faut d'abord pour que ce système ait des chances de réussir que, dans l'entreprise où il est appli-

(1) Quelques personnes voient dans cette organisation une société coopérative de production plutôt qu'une participation aux bénéfices. Il est certain qu'on peut distinguer deux périodes dans l'histoire de cette maison : 1^o de sa fondation à la mort du fondateur ; et alors nous avons la vraie participation ; 2^o de la mort de M. Leclaire à nos jours. Dans cette deuxième période, le système suivi ressemble beaucoup à la coopération.

(2) Voir le règlement de la maison, publié par M. Fougereousse. — *Patrons et ouvriers de Paris*, page 127.

qué, la main-d'œuvre joue vis-à-vis du capital un rôle prépondérant. Il est nécessaire ensuite que la surveillance soit difficile, que la productivité du travail, l'économie de la matière première ou de l'outillage dépende surtout de la volonté de l'ouvrier aussi bien que le fini et la qualité du travail ; que les autres encouragements ne puissent être appliqués d'une manière utile et satisfaisante. Il faut enfin que la prospérité de la maison, « dépende moins de la capacité commerciale des directeurs, de leur entente des affaires, de l'habileté de leurs spéculations que de l'administration intérieure et du zèle du personnel ouvrier » (1). L'expérience a montré que là où ces conditions ne sont pas réunies le succès de la participation aux bénéfices est au moins douteux. Il est même à remarquer que les maisons où le système a réussi sont autant des sociétés coopératives de production que des entreprises à participation, (2) et que pour la maison Leclaire en particulier, les louanges de la presse, l'interdiction dont elle fut l'objet de la part du Gouvernement de juillet, la protection des pouvoirs publics depuis la révolution de 48 sont loin d'être étrangers à son succès (3).

Malgré ces quelques chances de réussir il faut bien avouer que peu d'établissements ont adopté ce système. Un allemand, M. Bœhmert en cite pour le monde entier 120 seulement : 54 en Allemagne, 25 en Suisse, 17 en France, 10 en Angleterre. (4) Les renseignements de M. Bœhmert sont inexacts au moins pour la France,

(1) M. Leroy-Beaulieu, *op. cit.* page 127.

(2) Voir M. Cauwès, II, page 104 texte et note 4.

(3) M. Leroy-Beaulieu, *La question ouvrière*, p. 205.

(4) M. Cauwès, II, page 103, note 1. — L'ouvrage de M. Bœhmert vient d'être traduit par M. Albert Trombert de la librairie Châix.

car M. Fougerousse compte seulement pour Paris 21 établissements à participation (1), mais enfin ces chiffres prouvent au moins quel peu d'empressement les patrons mettent à faire l'application de ce mode de rémunération du travail, tant vanté cependant par les autorités les plus diverses.

La participation se présente sous trois modalités différentes :

1^o *Participation à jouissance immédiate*. — Dans ce cas, le patron fait la répartition à la fin de chaque année entre les mains de l'ouvrier lui-même. L'inconvénient de ce système, c'est que la somme reçue par l'ouvrier est presque toujours aussitôt dépensée et qu'elle n'est pas suffisante pour le pousser à l'épargne. (2)

2^o *Participation à jouissance différée*. — Afin de constituer à l'ouvrier un capital qui lui permette de subvenir aux besoins de sa vieillesse, le patron capitalise soit par lui-même, soit par l'intermédiaire d'une caisse publique, la part qui revient à chaque travailleur dans les bénéfices de la maison. Ce système ne diffère pas beaucoup d'une institution de patronage. Il apporte un remède à l'incurie et à l'imprévoyance de l'ouvrier, il assure son avenir, et c'est par là qu'il se recommande à l'attention des philanthropes. Mais il attire peu les ouvriers, qui, souvent dans la gêne aimeraient bien mieux recevoir cette somme pour grossir leur budget, et se donner un peu d'aise. Pour ce motif la

(1) *Patrons et ouvriers de Paris*, p. 65 — et il n'y comprend pas la maison Leclaire qu'il range, lui aussi, parmi les associations coopératives de production.

(2) Maisons Bord et Lenoir.

participation différée est un assez faible excitant à la productivité du travail, à la conservation du matériel ; l'ouvrier ne voit pas assez l'intérêt qu'il a à la prospérité de l'entreprise. (1)

3^o *Participation mixte*. — Le patron, dans ce système, fait deux parts de ce qui revient à chacun dans le partage des bénéfices : l'une est remise directement à l'ouvrier, l'autre est capitalisée afin de lui assurer un capital ou une rente viagère. Dans cette combinaison, les inconvénients signalés dans les deux modes de participation que nous venons d'étudier sont à peu près évités, mais alors les sommes à recevoir et à épargner sont l'une et l'autre bien minimes, et peut-être, pour avoir voulu satisfaire l'ouvrier d'un côté, la société de l'autre, n'a-t-on atteint complètement aucun des résultats qu'on se proposait (2).

La participation peut aussi être individuelle ou collective, mais la répartition individuelle est le plus généralement employée : la maison Godchaux est la seule à Paris qui applique la répartition collective en versant la moitié des bénéfices revenant aux ouvriers dans un fonds commun de retraite.

La répartition individuelle se fait proportionnellement aux salaires ou bien proportionnellement aux années de services, ou bien elle est uniforme.

Quel est dans le système de la participation à jouis-

(1) Compagnie des assurances générales, Compagnies d'assurances : *le Soleil, l'Aigle, l'Urbaine, La France*, — Maisons Rolland-Gosselin, Gasté, Dupont, Debernay, Fourdinois, Touage de la Haute-Seine, Magasins du Bon Marché (M. Fougèrouse).

(2) Compagnies d'assurances : la *Nationale, l'Union* — maisons Goffinon et Barbas, Godechaux, imprimeur — Maisons Blaucard, Chaix, Compagnie des chemins de fer d'Orléans (M. Fougèrouse).

sance différée, le droit de l'ouvrier à recueillir les fruits de la participation, au cas où il donnerait sa démission, et au cas où il serait révoqué ou remercié? Il est évident que ce droit dépend des conventions intervenues entre les patrons et les ouvriers, conventions qui se présentent ordinairement sous la forme d'un règlement accepté par l'ouvrier.

Toute la question est donc de savoir quel système il vaut mieux adopter : de celui qui reconnaît un droit absolu à l'ouvrier dans la répartition, c'est-à-dire, l'autorise, lorsqu'il quitte la maison à retirer de la caisse où elles ont été versées pour lui, les sommes provenant de la participation aux bénéfices ; ou de celui qui ne lui reconnaît qu'un droit éventuel, c'est-à-dire, l'oblige à abandonner les sommes versées, si, lorsqu'il sort de l'établissement, il n'a pas rempli toutes les conditions d'âge et de service fixées par les règlements, sauf tempéraments bien entendu pour le cas de mort, d'infirmités, et même, dans les magasins du Bon Marché, pour le cas de mariage d'une dame ou demoiselle participante.

Il nous semble que dans l'intérêt de l'associé comme dans celui du patron, le système du droit absolu est préférable, parce qu'il leur laisse à l'un et à l'autre, une complète liberté d'action : l'ouvrier peut quitter sans regret, une maison dans laquelle il ne se plaît pas, où ne le retiennent ni ses aptitudes, ni son caractère ; le patron, mécontent d'un employé le renverra sans scrupule, puisqu'il ne lui causera aucun préjudice au point de vue des sommes qui lui sont acquises dans la participation aux bénéfices ; la discipline de la maison sera ainsi plus facile à faire observer, la paix et la

concorde, seront plus aisément maintenues entre le personnel et la direction. (1)

En résumé, la participation aux bénéfices, peut produire et produit même de bons résultats dans certains établissements où la main-d'œuvre est prépondérante, la surveillance difficile, la conservation du matériel et l'économie de la matière première extrêmement importantes. Mais ce système, par l'ingérence qu'il amènerait fatalement de la part des ouvriers dans la direction de l'entreprise, par la publicité qu'il donne à la situation industrielle de l'établissement, aussi bien que par l'aléa qu'il introduit dans le budget de l'ouvrier et la minime rétribution qu'il produit, ce système, disons-nous, est peu sympathique aux patrons, tandis qu'il est plein de déceptions et de dangers pour l'ouvrier. C'est ce qui explique pourquoi il fait si peu de progrès malgré les encouragements qu'il a reçus depuis quarante ans, de la presse et des gouvernements, malgré les efforts de ces novateurs irréfléchis, qui veulent réformer le monde par une formule, et ne connaissent qu'un seul remède à tous les maux dont souffre la société.

Pour nous, la participation dans les bénéfices n'est qu'une forme plus ou moins heureuse du salariat tout comme le travail à la tâche, le système des primes et des majorations, c'est un perfectionnement introduit dans la manière dont l'employeur pourra payer à l'employé le prix déterminé par le contrat de louage de ser-

(1) En ce sens, M. Fougousse, page 190. — Ce système est adopté par 8 établissements entre autres : la *Nationale* et la *Cie d'Orléans*. Contra, M. de Courcy qui a fait admettre sa manière de voir par les assurances générales *le Soleil*, *l'Aigle*, *l'Urbaine*, *le Bon Marché*, *le Touage de la Haute-Seine*, etc.

vices qu'ils ont conclu, c'est même plutôt une institution de patronage créée par le patron en faveur de l'ouvrier, mais ce n'est point un contrat nouveau, destiné à remplacer le salariat, que l'association elle-même a été jusqu'ici impuissante à renverser et même à ébranler.

CHAPITRE V

PROTECTION ACCORDÉE PAR LA LOI AU SALAIRE DE L'OUVRIER.

L'ouvrier a travaillé de longues heures pour gagner au prix des plus dures fatigues, ce qui est nécessaire à sa vie, et à celle de sa famille : il a travaillé pendant des semaines, des mois peut-être au fond des mines à quelques mille pieds sous terre, à la bouche des hauts-fourneaux, près des turbines ou des fours à soude dans une atmosphère irrespirable, il a subi le soleil et la pluie ou les miasmes délétères de l'usine pour recevoir en échange un maigre salaire sur lequel il compte pour payer son loyer, son pain, sa boisson, son vêtement : avec ce salaire c'est la gêne dans bien des cas ; sans lui c'est d'abord l'obligation de contracter des dettes, bientôt le refus de crédit, les poursuites des créanciers, la saisie, la misère, et la misère sans espoir, sans chances de jours meilleurs, quatre-vingt-dix neuf fois sur cent un ouvrier endetté ne peut se libérer. Ce salaire qui est pour lui la tranquillité, l'honneur, la vie, est-il au moins certain de le recevoir quand il l'a gagné ? La loi lui procure-t-elle les moyens de se le faire payer quoi qu'il arrive ? L'ouvrier est créancier de son salaire ; peut-il, si son patron a d'autres créanciers, trouver

dans le Code ou dans une loi particulière, une disposition qui le protège contre l'insolvabilité de ce patron ?

Lui-même peut être débiteur ; son créancier pourrait-il s'opposer à ce que son salaire lui soit remis, et exiger que le patron verse entre ses mains, à lui créancier, la totalité du salaire dû à l'ouvrier ?

Dans un cas comme dans l'autre celui-ci peut être privé de son salaire et par conséquent de ses moyens d'existence, la loi française le protège-t-elle en lui donnant la possibilité de se faire payer par son patron de préférence aux autres créanciers en déclarant sa créance privilégiée ? Le protège-t-elle contre son créancier en défendant à celui-ci de s'approprier le salaire de l'ouvrier en rendant ce salaire insaisissable en tout ou en partie ?

§ 1^{er}. — Faveurs accordées par la loi à l'ouvrier pour se faire payer son salaire.

Les principes rigoureux du droit veulent que tous les créanciers d'un même individu soient placés sur la même ligne, que les uns ne soient pas payés au détriment des autres, tous en effet ont contribué, dans la mesure de leur créance, à augmenter le patrimoine de leur débiteur, tous doivent reprendre dans ce patrimoine la valeur de ce qu'ils y ont mis ou du moins une part proportionnelle à cette valeur.

« Mais il n'est pas, en droit, de principe qui ne comporte certaines dérogations, et quelques-unes sont fondées sur la protection due à la pauvreté. » (1)

(1) M. Glasson. *La question ouvrière et le Code civil*, page 39.

C'est ainsi que les gens de service, les domestiques proprement dits, les valets de ferme, les pâtres ont un privilège général sur les meubles et subsidiairement sur les immeubles de leur maître leur débiteur, pour les gages de l'année échue et de l'année courante, c'est-à-dire dans laquelle ce débiteur meurt, est déclaré en faillite ou tombe en déconfiture. C'est le code civil qui par l'article 2101, 4^e établit ce privilège. Mais peut-on comprendre les ouvriers de l'industrie dans la dénomination de gens de service et leur accorder comme tels le privilège établi par l'article 2101, 4^e. C'était autrefois une question très controversée ; certains auteurs (1) prétendaient que les mots *gens de service* pouvaient à la rigueur s'appliquer à tous ceux qui engagent leurs services moyennant des gages fixes, se mettent plus ou moins sous la dépendance de celui qui les paie. Si cette interprétation avait été admise, les ouvriers de fabrique auraient été compris sous cette dénomination et auraient bénéficié du privilège établi par l'article 2101,

Mais la plupart des auteurs, et la jurisprudence, la Cour de cassation en tête, résistaient et résistent encore à cette manière de voir. Dans l'ancien droit, le privilège dont il s'agit n'existait qu'au profit des domestiques proprement dits, attachés au service personnel des maîtres ou à celui du ménage. De même sous la loi du 11 brumaire an VII, si à l'expression *domestique*, le code a substitué la dénomination moins blessante de *gens de service*, il ne s'en suit pas qu'il ait voulu étendre ce privilège en dehors de ses anciennes limites. Il repose bien sur des idées de pauvreté et de dépendance qui n'exclueraient pas les ouvriers, mais il a aussi pour

(1) Zacchariæ § 260 note 9 et texte.

base ce sentiment que les créances qu'il garantit sont nécessaires aux familles, et il est certain qu'on ne peut reconnaître ce caractère aux créances des ouvriers sur leurs patrons pour le prix de leur travail. (1)

Le code civil n'a donc point entendu protéger les ouvriers de fabriques par l'article 2101, 4^o et aucun autre article ne leur est applicable.

Il n'a cependant oublié ni les moissonneurs, ni les journaliers, ni les domestiques ou valets employés au préposés à l'ensemencement des terres ou à la levée des récoltes, auxquels il accorde, pour le salaire qui leur est dû, un privilège sur les fruits de la récolte de l'année. (2) Il n'a pas oublié non plus les maçons et autres ouvriers employés *par le propriétaire* pour édifier, reconstruire ou réparer des bâtiments, des canaux ou d'autres ouvrages, qui ont, pour les sommes qui leur sont dues, un privilège (3) affectant l'immeuble sur lequel ont eu lieu les travaux dans la mesure de la plus value existant à l'époque de l'aliénation volontaire ou forcée de cet immeuble et résultant des travaux exécutés. (4)

Mais ce privilège ne peut s'appliquer aux ouvriers de la grande industrie, car l'article 2103, 4^o ne vise que les ouvriers employés par le propriétaire lui-même, et il laisse de côté les sous-entrepreneurs et les ouvriers employés par un entrepreneur. (5)

(1) Grenier, II, 303. — Aubry et Rau, III, page 133 texte et notes 19 et 21. — Glasson, *op. cit.* p. 40 — Cass. 10 février 1829 S. 29.1.101 — Paris, 1^{er} août 1834 S. 34.2.619 — Paris, 24 avril 1837. S. 7.37.2. 225 — Lyon, 6 mai 1842. S. 42.2.485 — Paris, 17 février 1866. S. 66.2.289. — Cass. 9 juin 1873. D. P. 73.1.388.

(2) Art. 2102, 2^o.

(3) Art. 2103, 4^o

(4) Aubry et Rau, III, page 174.

(5) Persil sur l'article 2103, 4^o. — Pons n^o 210. — Aubry et Rau, III, page 174. Cass. rej. 6 juillet 1830. S. 30. I. 374.

Le Code civil protège donc tous les faibles, tous les pauvres, tous ceux qui tomberaient dans la misère, si le salaire sur lequel ils avaient compté venait à leur manquer. Seul, l'ouvrier des usines a été laissé de côté par le législateur de 1804, non par malveillance ou par indifférence, mais par cette raison bien simple qu'il ne le connaissait pas plus au moment où il a voté le titre des privilèges et hypothèques, que lorsqu'il a réglementé le contrat de louage d'ouvrage et de services.

Un décret antérieur au Code, celui du 26 pluviôse an II, avait cependant compris l'utilité d'une pareille protection, et il accorde aux ouvriers d'un entrepreneur travaillant pour le compte de l'État un privilège sur les sommes dues à l'entrepreneur à raison de ces travaux, nonobstant toute cession et même en cas de faillite. Mais ce privilège ne s'applique ni aux travaux des communes, (1) ni à ceux des départements (2) à moins que l'État ne contribue à une part aliquote de la dépense nécessitée par ces travaux, autrement que par une simple subvention.

Ce privilège ne s'applique point non plus aux ouvriers employés par les compagnies de chemins de fer pour les travaux exécutés à leurs propres frais, même si l'État leur garantit un minimum d'intérêt (3).

Les rédacteurs du Code auraient pu trouver dans ce décret s'ils avaient pensé aux ouvriers de la grande industrie, l'indication de ce qu'ils avaient à faire en

(1) Cass. req. rej. 12 décembre 1831. S. 32. 1. 275. — Lyon 21 janvier 1846. S. 46. 2. 262. — Cass. req. rej. 18 janvier 1854. S. 54. 1. 441. — Grenoble 7 février 1868. S. 68. 2. 81.

(2) Bordeaux 30 novembre 1858. S. 59. 2. 317. — Cass. rej. 9 août 1859. S. 60. 1. 558. — *Contra* : Angers 31 mars 1852. S. 52. 2. 219.

(3) Voir Aubry et Rau, III, page 194 et suiv. texte et notes.

leur faveur, et il suffisait de quelques dispositions ajoutées à l'article 1798 pour constituer, à l'avantage de tout ouvrier employé à des travaux faits à l'entreprise, le privilège accordé par le décret de pluviôse, an II, aux ouvriers d'un entrepreneur travaillant pour le compte de l'État.

Le Code de commerce du premier Empire laisse encore de côté les ouvriers des usines, de sorte que, en cas de faillite du patron, ces ouvriers, venant au marc le franc avec les autres créanciers, pouvaient perdre à peu près complètement leur salaire.

Il n'avait pensé aux ouvriers que dans un cas spécial, celui de la construction ou de la réparation d'un navire, et il accorde à ceux qui ont travaillé à la construction un privilège sur le navire construit si celui-ci n'a point encore fait de voyage, à ceux qui ont aidé à le réparer, si le navire n'a point quitté le port où il a été radoubé. (1) Mais cette faveur ne leur est plus accordée s'ils ont travaillé au compte d'un entrepreneur qui a construit pour un tiers et s'ils connaissaient cette circonstance. (2) Ce privilège, comme celui que l'article 2103, 4^e du Code civil, accorde aux maçons et autres ouvriers ayant travaillé à construire ou réparer des bâtiments, canaux ou autres ouvrages quelconques ne s'applique guère aux ouvriers de la grande industrie, car ce n'est pas souvent pour leur compte que travaillent les grands industriels.

On peut donc dire que, ni le Code civil, ni le Code de

(1) Art. 191, 8^e Com.

(2) Pardessus, III, 943. — Boulay-Paty, I, page 129. — Pont, n^o 97. — Aubry et, Rau III, page 189. — Caen, 21 mars 1827. Dev. et car. Coll. nouv. VIII. 2. 348. Req. Rej. 30 juin 1829. *Ibid* IX. 1. 320. — *Contra*. Rennes, 7 mai 1818. *Ibid*. V. 2. 380. — Rouen, 31 mars 1826. *Ibid*. VIII, 2. 239.

commerce, ne protégeaient les ouvriers de l'industrie contre l'insolvabilité de leur patron.

C'est la loi du 28 mai 1838 sur les faillites qui, la première, a déclaré privilégiés au même rang que les gages des gens de service les salaires dûs aux ouvriers de fabriques ou autres, employés directement par le failli, pour le mois qui a précédé la déclaration de faillite. Cette loi montre bien que le législateur ne rangeait pas les ouvriers dans la catégorie des gens de service, car, comme le disent MM. Aubry et Rau « la rédaction même de l'article précité (art. 549, Com.) prouve, que dans la pensée de ses auteurs, il ne s'agissait pas seulement de régler un privilège déjà virtuellement établi par le Code Napoléon, mais de créer un privilège qui n'existait pas encore. » (1)

Ce privilège s'étend seulement au salaire du mois qui a précédé la déclaration de la faillite. Cette durée du privilège paraît courte au premier abord, mais elle suffit, car l'ouvrier, qui vit au jour le jour, n'attend pas un mois pour réclamer son salaire, nous savons que la paie a lieu toutes les semaines, tous les quinze jours au plus : il n'y a guère que le contre-maitre, les commis qui soient payés au mois. Les ouvriers ne sont donc plus exposés à être privés de leurs salaires car nous ne croyons pas, qu'il y ait dans la grande industrie d'exemple d'un patron ne payant pas ses ouvriers le jour habituel et ne se déclarant pas en faillite : les ateliers seraient déserts le lendemain du jour de paie si les salaires n'avaient pas été versés intégralement ; le patron n'aurait plus le moindre crédit, il aurait virtuellement déposé son bilan : aussi les jours de paie

(1) III, page 134, note 23.

amènent-ils presque autant de faillites et de suicides que les jours d'échéance.

Mais pour bénéficier de ce privilège il faut que les ouvriers aient été employés *par le failli lui-même*. « Ceux qui auraient travaillé pour lui, mais sous la direction d'un chef ou d'un entrepreneur quelconque par lequel ils auraient été appelés ne pourraient prétendre à aucun privilège. Ils ont leur action contre l'entrepreneur qui demeure seul responsable ». (1) Sauf, pour ces ouvriers, le bénéfice de l'article 1798.

Si par hasard, ce qui ne paraît pas bien naturel, les ouvriers ont fait des avances à leur patron, ces avances ne sont pas privilégiées, car elles constituent un prêt, et le prêt n'est point privilégié quelque favorable qu'en soit la cause : la loi n'accorde de privilège que pour les salaires.

De même pour les dommages-intérêts auxquels les ouvriers pourraient avoir droit pour inexécution des conventions entre eux et les patrons, surtout si ces conventions sont étrangères aux salaires. (2)

Il en serait autrement si les dommages-intérêts provenaient de retard dans le paiement des salaires, car alors ce sont des intérêts, et les intérêts, sont privilégiés comme la créance principale. (3)

Donc, si le patron est commerçant, et c'est ce qui arrive le plus souvent, l'ouvrier est protégé pour le paiement de son salaire par un privilège et sa créance est inscrite immédiatement après les frais de justice, les frais de dernière maladie et les frais funéraires,

(1) Bédarrides : *Traité des faillites*, II, n° 939.

(2) Douai, 7 mai 1842, Dalloz, au mot obligations n° 1991, n° 207. — Laurent, XXIX, n° 369.

(3) Laurent, *Ibid.*

c'est-à-dire dans un rang qui lui assure un paiement intégral. Mais cette protection lui fait défaut quand son patron n'est pas commerçant, comme par exemple quand il travaille pour le compte d'une société constituée pour l'exploitation d'une mine. Dans ce cas, en effet, il ne peut y avoir faillite ; la société si elle fait de mauvaises affaires tombe en déconfiture et l'article 549 du code de commerce ne s'applique pas à la déconfiture. Il y a là évidemment une lacune regrettable, et il est à désirer qu'elle soit comblée, car les deux situations sont absolument identiques, et les ouvriers devraient être traités de la même façon, que le patron soit ou non commerçant, puisque la raison d'être du privilège qui leur est accordé en cas de faillite et le but à atteindre sont les mêmes en cas de déconfiture. En Belgique, la loi hypothécaire du 16 décembre 1851, a par son article 19, 4^e étendu ce privilège aux ouvriers d'un débiteur non commerçant, et fait cesser la contradiction et l'injustice dont souffre encore en cette manière, l'ouvrier français.

§ 2. — Action directe des ouvriers.

Outre le privilège dont nous venons de parler, aux termes de l'article 1798 du code civil, les maçons, les charpentiers, et *autres ouvriers* qui ont été employés à la construction d'un bâtiment ou d'autres ouvrages faits à l'entreprise, ont action contre celui pour lequel les ouvrages ont été faits, jusqu'à concurrence de ce dont il se trouve débiteur envers l'entrepreneur au moment où leur action est intentée.

On appelle cette action *directe*, parceque, dit M. Guillaud, « elle est donnée aux ouvriers directement contre le maître, sans passer par la personne de l'entrepreneur, qui est pourtant le véritable créancier. (1)

Quelle est la nature de cette question ?

M. Labbé, l'éminent professeur de la Faculté de droit de Paris, prétend que c'est un véritable privilège et que c'est en vertu de ce privilège que la loi accorde aux ouvriers le droit d'agir directement sur les sommes dues à l'entrepreneur. Il l'explique par cette raison que ce sont les ouvriers qui ont mis cette créance dans le patrimoine de l'entrepreneur et que par conséquent, ils doivent être désintéressés avant les autres créanciers de l'entrepreneur.

C'est, d'après lui, un privilège analogue à celui qu'accorde le décret du 26 pluviôse de l'an II aux ouvriers des entrepreneurs ayant exécuté des travaux pour le compte de l'État. (2)

Si cette action de l'article 1798 était bien un privilège comme le dit M. Labbé, il faudrait admettre comme conséquence que l'entrepreneur ne pourra faire le transfert de sa créance que grevée du privilège des ouvriers qui pourront l'exercer sans tenir compte de ce transport.

Il nous semble que cette conséquence admise très nettement par M. Labbé suffirait à elle seule pour renverser sa théorie, car elle répugne aux termes mêmes de l'article 1798. Les ouvriers, dit-il : « n'ont d'action contre celui pour lequel les ouvrages ont été faits que *jusqu'à concurrence de ce dont il se trouve débiteur envers l'entrepreneur au moment où leur action est*

(1) *Traité du contrat de louage*, II, n° 893.

(2) *Revue critique*, 1876, page 571 et suiv.

intentée ». Si l'action de l'article de 1798 était un privilège *toute* la créance mise par le travail des ouvriers dans le patrimoine de l'entrepreneur serait grevée de ce privilège, et par conséquent les ouvriers pourraient l'exercer nonobstant toute cession. Or que veulent donc dire ces mots « jusqu'à concurrence de ce dont il se trouve débiteur envers l'entrepreneur au moment où cette action est intentée, » sinon qu'avant le moment où cette action est exercée l'entrepreneur peut valablement et définitivement aliéner sa créance sur le maître comme il l'entend, et recevoir son paiement. Ajoutons que si les créanciers de l'entrepreneur ou le syndic de la faillite ont touché le montant de sa créance sur le maître, les ouvriers n'ont aucun droit de préférence sur les sommes payées, ils viennent au marc le franc avec les autres créanciers de leur patron. (1)

De plus, nulle part, le code civil, ni au titre des privilèges, ni ailleurs ne parle de privilèges spéciaux sur les créances, et il est impossible de créer un privilège sans texte formel; on ne peut appliquer que restrictivement ceux qui résultent des dispositions expresses de la loi, à plus forte raison ne peut-on en faire naître sans texte précis et par analogie.

Nous savons bien que le décret de pluviôse de l'an II vise une situation de tout point semblable à celle de l'article 1798 et que tout le monde s'accorde à reconnaître qu'il crée un privilège sur la créance de l'entrepreneur au profit des ouvriers ayant exécuté un travail commandé par l'État, sans que pourtant le décret contienne le mot privilège. Mais les dispositions du décret donnent à l'ouvrier un droit tellement énergique com-

(1) Paris, 12 avril 1866, S. 66, 2, 252.

prenant si bien tous les caractères du privilège que ce mot vient de lui-même sous la plume du commentateur et du jurisconsulte. Ainsi des articles 1, 2, 3, 4 il résulte que, jusqu'à la réception des travaux, seuls de tous les créanciers de l'entrepreneur, les ouvriers et fournisseurs de matériaux peuvent pratiquer des saisies-arrêt ou des oppositions sur les sommes dues par l'État à l'entrepreneur, et qu'à partir de la réception des travaux, les créanciers de cet entrepreneur ne peuvent faire sur ces mêmes sommes saisie-arrêt ou opposition que lorsque les ouvriers et fournisseurs de matériaux auront été désintéressés. N'est-ce pas là un véritable privilège aux profit des ouvriers, puisqu'ils seront dans tous les cas payés sur ces sommes avant tous les autres créanciers ? Il y a loin de là à l'article 1798, d'après lequel les ouvriers n'ont d'action que pour ce qui reste dû à l'entrepreneur au moment où l'action est exercée !

On peut même ajouter à ces arguments celui que donne M. Troplong, mais celui-ci contre le mot *privilège* appliqué au droit reconnu à l'ouvrier par le décret de pluviôse aussi bien que contre la théorie de M. Labbé.

Nous ne tenons d'ailleurs à ce mot ni dans un cas, ni dans l'autre, mais il est certain que le droit qui résulte de ce décret a tous les caractères du privilège, et que l'action de l'article 1798 n'en a aucun.

« Cette expression dit-il est impropre et jette du trouble dans l'esprit. Il n'y a de privilège véritable qu'entre les créanciers d'une même personne, alors que les uns l'emportent sur les autres par une certaine cause de préférence. Ici cette circonstance n'existe pas ; l'entrepreneur n'est plus créancier du propriétaire, il ne concourt pas avec les ouvriers. Il ne lui est rien dû jusqu'à

concurrence de ce qui est dû aux ouvriers, et ceux-ci sont seuls et uniques créanciers. » (1) M. Troplong, va trop loin puisque l'entrepreneur peut valablement recevoir paiement de ce qui lui est dû par le maître avant que ses ouvriers aient exercé l'action de l'article 1798, mais enfin cet article constitue si peu un privilège en faveur des ouvriers contre les autres créanciers de l'entrepreneur, qu'au moment où les ouvriers exercent leur action ils cessent d'être eux-mêmes créanciers de l'entrepreneur, « ils prennent ce que le propriétaire doit à l'entrepreneur comme leur dû » (2) ils agissent de leur chef, *jure proprio*.

L'article 1798 ne crée donc pas de privilège au profit de l'ouvrier (3) comme le décret de pluviôse. Nous le regrettons, car en réalité c'est lui qui a mis cette créance dans le patrimoine de l'entrepreneur, il serait juste qu'il prit dans la mesure de cette valeur tout ce qui lui est dû avant les autres créanciers. Si les rédacteurs du Code ont voulu le protéger contre l'insolvabilité de l'entrepreneur, cette action directe est assez faible, puisque pour la rendre inutile, il suffit que l'entrepreneur aliène sa créance avant que l'action soit exercée : un privilège eut été une protection autrement efficace, car il aurait grevé la créance de l'entrepreneur de telle manière que l'ouvrier aurait pu exercer son droit même après le transport de cette créance. C'est ce que nous

(1) *De l'échange et du louage* III, n° 1050.

(2) N° 1049.

(3) Troplong, *Loco citata*. — Duranton, XVII n° 262. — Boileux sur l'art. 1798 — Guillouard, *op. cit.* II, 807. — Laurent, XXVI n° 76. — Montpellier 22 août 1850. S. 53.2.685. — Paris, 9 août 1859. S. 59.2. 589. — Besançon, 16 juin 1868. S. 63.2.206. — Paris, 12 avril 1866. S. 66.2.252. — Paris, 27 juillet 1866. S. 68.2.80.

voudrions avec M. Labbé, mais il faut avouer que l'article 1798 résiste absolument à cette interprétation.

M. Delvincourt, dans un sens diamétralement opposé, prétend que l'article 1798 ne donne pas plus de droits aux ouvriers que l'article 1166, parce que c'est au nom de l'entrepreneur et comme ses créanciers qu'ils agissent. (1) Mais alors pourquoi l'article 1798 s'il n'est qu'une « mauvaise superfétation une redondance stérile et vaine »? (2) Évidemment les rédacteurs du Code ont voulu faire plus dans l'article 1798, et ce n'est plus en vertu du droit de l'entrepreneur que les ouvriers agissent ici, mais en vertu d'un droit qui leur est propre et que crée en leur faveur l'article 1798.

Dans l'article 1166, les créanciers font rentrer dans le patrimoine de leur débiteur une valeur que celui-ci négligeait d'y faire rentrer, et ils se la partagent comme le reste du patrimoine sans que le créancier qui a agi ait sur cette valeur, du fait de son action, aucun privilège. D'après l'article 1798 au contraire les ouvriers agissent contre le propriétaire des ouvrages exécutés non pour faire « entrer les sommes dues dans la caisse de l'entrepreneur, mais bien pour se les faire attribuer privativement, c'est en cela que l'action de cet article est appelée directe ». (3)

On pourrait croire que l'ouvrier ne peut réclamer le paiement de ce qui lui est dû que sur la créance de

(1) III notes, pages 216.

(2) Troplong, *loco cit.*

(3) Guillouard, II n° 898 — Duranton, XVII n° 262 — Duvergier, II, n° 984 — Troplong, II n° 1048 — Aubry et Rau, IV page 536 texte et notes — Colmet de Santerre, VII n° 251 bis — Laurent, XXVI n° 76 — Douai, 30 mars et 13 avril 1833. S. 33.2. 536 et 37. — Lyon, 21 janvier 1846, S. 46.2.262, — Montpellier, 22 août 1850. S. 53.2.685.

l'entrepreneur afférente à la partie des travaux exécutés par lui, car c'est bien la mesure de l'enrichissement qu'il a procuré au propriétaire. Mais la jurisprudence, s'appuyant sur la généralité de ces mots de l'article 1798 « jusqu'à concurrence de ce dont il se trouve débiteur envers l'entrepreneur au moment où leur action est intentée », a décidé que l'action de l'ouvrier s'étend à toutes les sommes restant dues pour l'exécution générale de l'entreprise alors même que l'ouvrier n'aurait concouru qu'à une certaine partie de cette entreprise, ou à une certaine catégorie de travaux. (1)

Les sommes dues sont partagées au marc le franc des créances des ouvriers sans distinction d'origine ni de composition de la dette (2) et l'entrepreneur ou sa faillite, ne peut y venir prendre part en proportion des travaux qu'il aurait personnellement exécutés sans le secours de ses ouvriers.

Mais cette action ne peut s'exercer que sur les sommes dues par le propriétaire à l'entrepreneur. Ainsi elle ne peut être intentée par les ouvriers, en cas de faillite d'un premier concessionnaire de travaux, sur le prix dû par le second concessionnaire au premier pour la cession de la concession, ce prix ne représentant pas une somme due par le maître à l'entrepreneur (3).

De ce principe que les ouvriers n'agissent pas comme dans l'article 1166 au nom de l'entrepreneur et comme ses créanciers, mais de leur chef *proprio jure*, il faut conclure qu'ils prennent leur dû quand ils réclament ce que le maître doit à l'entrepreneur, et que par consé-

(1) Besançon, 16 juin 1863. S. 63. 2. 206.

(2) Duranton, XVII, n° 262. — Nancy 21 février 1861. S. 61. 2. 218.

(3) Cass. 12 avril 1862. S. 62. I, 958.

quent, les créanciers de l'entrepreneur ne sont pas admis à partager avec eux, en cas de faillite de leur débiteur (1).

Il y a même plus, c'est que le fait d'avoir produit à la faillite de l'entrepreneur n'empêche pas l'ouvrier d'exercer contre le propriétaire l'action de l'article 1798 (2). Il a deux actions, l'une, contre l'entrepreneur qui résulte du contrat de louage des ouvriers, l'autre contre le maître qui résulte de l'article 1798 : il est libre d'exercer celle qui lui plaît, et même après l'échec de l'une d'exercer la seconde (3).

A qui est donnée l'action de l'article 1798 ? — Cette action est donnée aux maçons, charpentiers, et autres ouvriers, d'après l'article lui-même, c'est-à-dire à tous ceux qui ont, par leur travail manuel, contribué à la confection de l'ouvrage.

Les termes dont se sont servis les rédacteurs du Code indiquent qu'ils pensaient surtout, en rédigeant l'article qui nous occupe à la construction des maisons, des immeubles de toute nature, aux travaux de terrassement, enfin à l'industrie du bâtiment, dans le sens le plus étendu qu'on puisse donner à cette expression. Mais il nous paraît hors de doute que cet article s'applique aussi bien aux ouvriers d'une usine qui fabriquent un objet déterminé pour le compte de celui qui l'a commandé. Ainsi une compagnie de chemins de

(1) Troplong, III, n° 1050. — Guillouard, II, n° 899. Paris 9 août 1859.

(2) En fait, il pourra rarement dans ce cas, exercer l'action directe car le Syndic de la faillite de l'entrepreneur, aura recouvré la créance contre le maître et alors l'ouvrier ne pourra plus agir : il faut supposer pour que notre observation s'applique, par exemple, que le maître avait un terme pour se libérer de sa dette.

(3) Paris 17 août 1863. — S. 63. 2. 258. — Guillouard, *Ibid.*

fer commande un pont métallique à l'usine de Fives-Lille, une locomotive à l'usine Cail, les ouvriers de ces deux usines qui ont travaillé à la construction du pont et de la locomotive, ont l'action de l'article 1798 contre la Compagnie de chemins de fer, dans la limite de ce qu'elle doit, pour ces deux objets, aux entrepreneurs qui les ont construits. Nous savons bien que l'article 1798 conférant aux ouvriers un droit extraordinaire doit être interprété restrictivement, mais qu'il s'agisse de la construction d'un bâtiment ou d'une machine, la situation de l'ouvrier est la même, la protection à lui accorder est basée sur les mêmes considérations, et du moment que son patron travaille à l'entreprise pour un maître déterminé il nous semble que l'article 1798 trouve son application : le Code tout en employant des termes particuliers a visiblement voulu protéger le travail manuel sous toutes ses formes.

Il en est autrement lorsque l'industriel fabrique non sur commande, mais pour la vente. Dans ce cas, il n'y a point de maître connu au moment où l'ouvrier travaille, et il lui est impossible de savoir pour qui il travaille ; le patron est bien un entrepreneur, mais il ne sait même pas s'il placera ses produits, à plus forte raison à qui il les vendra : l'article 1798 peut donc s'appliquer ici, même dans le cas où il serait possible à l'ouvrier de prouver que tel objet qu'il a fabriqué a été acheté par telle personne ; il faut, pour que l'action directe puisse être exercée que le travail exécuté ait été commandé, cela résulte des mots « *pour lequel* les ouvrages ont été faits ».

Même quand il s'agit d'un travail commandé par un individu déterminé et exécuté à l'entreprise, tous ceux

qui ont contribué à l'exécution de ce travail ne peuvent pas exercer l'action de l'article 1798; elle n'appartient qu'à ceux qui ont travaillé manuellement, à ceux qui ont fourni comme le dit la Cour de cassation un travail personnel dégagé de toute spéculation. (1)

Ce principe exclut les soustraitants qui ont obtenu de l'entrepreneur une partie du travail et qui le font exécuter à leur compte et par leurs ouvriers; (2) les commis aux écritures que l'entrepreneur avait avec lui pour l'aider dans la partie administrative de sa spéculation; (3) l'entrepreneur lui-même, ou sa faillite, pour la part afférente aux travaux qu'il a exécutés lui-même. (4)

Pour les entrepreneurs cette solution est vivement critiquée, car, dit-on, bien qu'ils ne travaillent pas manuellement, ils concourent très entièrement à la bonne exécution des travaux et leur situation est aussi intéressante que celle de l'ouvrier. La lettre de l'article 1798 est contraire à cette théorie, mais non son esprit puisque cet article est basé sur une idée d'humanité. (5)

Nous ne croyons pas cette théorie fondée en droit, puisque le sous entrepreneur ne travaille pas manuellement, nous pensons même, contrairement à l'avis de M. Guillooard, que leur situation est loin d'être aussi intéressante que celle de l'ouvrier et que l'humanité n'a

(1) Poitiers 9 juillet 1863. S. 64. 2,259 — Aix, 9 août 1877. S. 78. 2. 151. — Cass. 28 janvier 1880. S. 80. 1. 416 — Caen 15 mai 1882 — Recueil de Caen 82. page 268.

(2) Arrêts cités. — Guillooard, II, n° 902.

(3) Troplong, III, n° 1050 *in fine*. — Guillooard. *loc. cit.* — Besançon, 16 juin 1863. S. 63. 2. 206.

(4) Nancy, 21 février 1861. S. 61. 2. 218.

(5) Montpellier, 24 décembre 1852. S. 53. 2. 637 — Rouen, 21 février 1861. S. 61. 2. 218 — Bordeaux, 8 juillet 1862. S. 63. 2. 13. — Besançon, 16 juin 1863. S. 63. 2. 206.

rien à faire dans leur cas. Ces sous-traitants en effet, ne vivent point au jour le jour comme l'ouvrier, ce sont des entrepreneurs, ils ont des avances, du crédit, sans cela ils ne pourraient rien faire. De plus, ils connaissent les affaires, la solvabilité de l'entrepreneur, ils ont voulu gagner, tant pis pour eux s'ils perdent, c'est le risque commercial et industriel, rien de plus ; ils n'avaient qu'à prendre leurs précautions : qu'il y a loin de là à la situation de l'ouvrier, qui ne spécule pas, lui, qui demande à travailler pour vivre, ignorant absolument la situation commerciale de son patron, et qui est exposé à mourir de faim s'il perd le prix de son travail.

On ne leur accorde pas cette action, même s'ils ont payé les ouvriers par eux employés, car ils ne sont point subrogés dans l'action en paiement que ceux-ci auraient eue contre le maître de l'ouvrage auquel ils ont travaillé s'ils n'avaient point reçu leur salaire : ici ne s'applique point l'article 1251, 3^o du code civil (1).

La jurisprudence qui a triomphé et qui refuse aux sous-entrepreneurs l'action de l'article 1798 est donc absolument conforme à la lettre, nous ajouterons même à l'esprit du code civil, et nous ne voyons pas qu'il y ait à regretter ni le silence de la loi, ni la sévérité de la jurisprudence à leur égard.

Mais si les sous-traitants n'ont pas l'action de l'article 1798, il est évident qu'elle appartient à leurs ouvriers contre le maître car, vis-à-vis de celui-ci ils sont exactement dans les mêmes conditions que ceux de l'entrepreneur principal.

Il arrive même souvent, surtout dans les travaux de construction d'un chemin de fer, que les ouvriers des

(1) Cass. 12 février 1866. S. 66. I, 94.

sous-entrepreneurs ont action, pour le paiement de leurs salaires, contre l'entrepreneur principal en vertu d'une clause du cahier des charges constituant une stipulation pour autrui valable aux termes de l'article 1121 du code civil. (1)

L'entrepreneur principal reste responsable des salaires des ouvriers, des sous-traitants même s'il avait publié des avis imprimés pour se décharger de cette responsabilité. (2)

Que dire des tâcherons ? ont-ils l'action de l'article 1798 ?

On dit que, travaillant de leur personne, ils sont ouvriers et que par conséquent ils ont l'action directe. On dit aussi, et non sans raison, qu'ils ont besoin de la protection de la loi parceque, comme les manœuvres, ils vivent au jour le jour et seraient dans la misère s'ils étaient privés de leur salaire par l'insolvabilité de l'entrepreneur.

Aussi sommes-nous disposé à leur accorder l'action directe de l'article 1798, en faisant remarquer cependant qu'ils font une spéculation, et que par conséquent, ils ne rentrent peut-être pas tout à fait dans les conditions déterminées par la Cour de cassation pour l'exercice de cette action.

Quoiqu'il en soit, la jurisprudence est formelle à cet égard, et on reconnaît sans contestation, aux maîtres ouvriers qui se sont fait assister par des hommes de leur atelier, et aux tâcherons qui, prenant part au travail,

(1) Cotellet, *Travaux publics*, III, n° 457. — Guillouard, II, n° 903. — Cass. 17 juin 1846. — S. 46. I. 863. — 7 février 1866, S. I, 220. — 2 janvier 1867. D. 67. 1.109. — 28 janvier 1868. S. 68. I, 216. — Besançon, 18 février 1882. D. 83, II, 19.

(2) Cass. 17 juin 1846 et 7 février 1866. Voir la note précédente.

se sont fait aider par d'autres ouvriers sous leurs ordres, (1) le droit d'exercer l'action directe de l'article 1798. On admet même qu'ils peuvent l'exercer pour le paiement des fournitures qu'ils ont faites à titre d'accessoire de la main-d'œuvre pourvu toutefois que l'idée de spéculation ne domine pas. (2)

Nous croyons encore que celui qui transporte les matériaux nécessaires aux travaux dont nous parlons peut aussi exercer l'action directe ; c'est en effet un ouvrier comme un autre. (3)

Causes qui paralysent l'action directe de l'art. 1798.

En réalité cette action de l'article 1798, n'accorde pas à l'ouvrier une protection bien efficace, par cette raison qu'il est facile au maître, à l'entrepreneur ou à ses créanciers de la paralyser.

L'article 1798 dit en effet que cette action ne peut être exercée que jusqu'à concurrence de ce dont le maître se trouve débiteur envers l'entrepreneur au moment où elle est intentée.

Si donc le maître a payé intégralement l'entrepreneur, ou bien si celui-ci a cédé sa créance à un tiers, ou bien encore si les créanciers de l'entrepreneur ont fait des saisies-arrêt ou des oppositions entre les mains du maître, l'action directe ne peut plus s'exercer ou du

(1) Guillouard II, n° 902 *in fine* — Poitiers, 9 juillet 1863. S. 64, 2, 259. — Cass. 12 février 1866. S. 66, I, 94. — Paris, 27 juillet 1867. S. 68, 2, 280. — Aix, 9 août 1877. S. 78, 2, 151. — Lyon, 18 décembre 1878. S. 81, 2, 59. — Cass. 28 janvier 1880. S. 80, I, 416.

(2) Bordeaux, 8 juillet 1862. S. 63. 2. 13 — voir l'article de M. Labbé rédigé, dans ce sens, sous cet arrêt. — Besançon, juin 1863. S. 63. 2. 206 — arrêts cités à la note précédente. — Aubry et Rau, IV, p. 537, texte et note 47. — Guillouard, II, n° 901.

(3) Bordeaux, 31 mars 1854, S. 54. 2. 702. — Guillouard. *Ibid.*

moins, elle ne peut être intentée que pour la partie de la créance qui subsiste encore.

Or le maître peut payer l'entrepreneur d'avance, et dans ce cas il est libéré pourvu qu'il ait effectué son paiement de bonne foi, dans le but par exemple de faciliter l'exécution des travaux à un entrepreneur qui n'a pas beaucoup de capitaux. L'article 1753 du code civil qui s'occupe d'une situation voisine de celle-ci à propos, des droits du propriétaire d'un immeuble sur les sommes dues au locataire principal par un sous-locataire, défend à celui-ci les paiements anticipés, parce qu'alors le propriétaire arriverait souvent trop tard pour pouvoir exercer utilement ses droits, mais l'article 1790 ne dit rien de pareil, d'où il faut conclure que tout paiement fait de bonne foi par anticipation libère le propriétaire et éteint l'action des ouvriers (1).

Il n'est même pas nécessaire que les paiements soient constatés par un acte ayant date certaine avant l'introduction de l'instance des ouvriers. « Il suffit, dit M. Troplong, que rien n'en fasse soupçonner la sincérité », et c'est aux ouvriers à prouver que ces paiements n'ont pas été sincères, qu'ils n'ont pas été effectués à la date apparente (2).

La quittance délivrée par l'entrepreneur après la demande des ouvriers, et prouvant la libération antérieure et par acomptes du propriétaire est même considérée comme valable par la Cour de cassation (3) et

(1) Fremy Ligneville et Perriquet, I, n° 229. — Troplong, III, n° 1051. — Guillaouard, II, n° 905.

(2) Duvergier, II, n° 382. — Duranton XVII, n° 262. — Troplong, *Ibid.* Guillaouard, *Ibid.* — Cass. 16 décembre 1873. S. 76. 2. 264.

(3) Même arrêt.

comme paralysant par conséquent l'action de l'article 1798.

Les ouvriers ne peuvent pas non plus exercer leur action quand l'entrepreneur a transporté de bonne foi sa créance à un tiers, car ils ne sont plus dans les termes de l'article 1798, puisque ce n'est plus de l'entrepreneur mais du cessionnaire que le propriétaire est maintenant débiteur.

Si la créance n'a été cédée qu'en partie, il est évident que leur action subsiste sur ce qui reste dû à l'entrepreneur.

La garantie offerte aux ouvriers par cet article n'est donc pas bien efficace, car la jurisprudence considère comme valable la cession faite par un entrepreneur même avant l'exécution des travaux pour sûreté d'une ouverture de crédit de toutes les sommes qui lui seront dues pour ces travaux, en tant du moins que cette cession ne porte atteinte à aucun droit acquis, non plus qu'à aucun privilège éventuel (1).

A plus forte raison admet-on la validité de cette cession pendant l'exécution des travaux (2).

Un arrêt de la Cour de cassation exigeait cependant que le gros œuvre fut terminé (3).

MM. Fremy Ligneville et Perriquet protestent contre cette jurisprudence en disant qu'ainsi l'action de l'article 1798 est inutile puisqu'il dépend de l'entrepreneur de la paralyser, même avant le commencement des tra-

(1) Grenoble, 7 février 1868. S. 68. 2. 89. — Limoges, 30 avril 1875, S. 2. 264.

— (2) Cass. 18 janvier 1854. S. 54. I. 441. — Cass. 11 juin 1861. S. 61. I. 878.

— Poitiers, 9 juillet 1863. S. 69. 2. 259. — Paris 17 août 1863. S. 63. 2. 258.

— Douai 13 août 1866, S. 67. 2. 292. — Aubry et Rau, III, 374. — Mimerel,

Revue critique, V. 509. — Serrigny, *Idem* XIV, 270. — Guillouard, II, n. 906.

(3) Arrêt précité du 18 janvier 1854.

vaux, et quelques Cours d'appel ont jugé dans ce sens. (1).

Mais le texte de l'article 1798 est formel, et malgré tout le regret que nous éprouvons de voir ainsi cette action à la merci de l'entrepreneur, nous sommes convaincus que la décision qui a prévalu en jurisprudence est la seule juridique : seul un privilège accordé aux ouvriers serait assez puissant pour faire échec aux droits du cessionnaire, et nous savons que ce privilège n'existe pas.

D'après la jurisprudence la cession de sa créance par l'entrepreneur n'est même pas la seule cause qui paralyse l'action de l'article 1798, la saisie-arrêt faite entre les mains du maître pour lequel les ouvrages ont été faits sur les sommes par lui dues à l'entrepreneur met aussi obstacle à l'action directe des ouvriers contre le maître. (2)

Mais ni la cession, ni la saisie-arrêt ne seront valables, si les ouvriers ont fait auparavant une opposition entre les mains du propriétaire, (3) car les sommes dues ne sont plus disponibles ; il y a plus, les ouvriers ayant manifesté l'intention d'user de leur droit, la créance de l'entrepreneur est éteinte et « son rang est pris par ceux dont le travail a servi de mobile à l'entreprise. » (4)

L'action directe de l'article 1798 est de la compétence

(1) Fremy Ligneville I, n° 226 — Montpellier, 24 décembre 1852. S. 53. 2. 685. — Trib. de la Seine 21 avril 1853. — joint à Paris 27 avril 1853. S. 53. 2. 647 — Besançon, juin 1863. S. 63. 2. 206.

(2) Voir Guillouard, II, n° 907. — Bordeaux, 31 mai 1854. S. 54. 2. 702. — Poitiers, 9 juillet 1863. S. 63. 2. 259. — Paris, 12 avril 1866. S. 66. 2. 252. — *Contra* : Bordeaux, 8 juillet 1862. S. 63, 2, 13.

(3) Lyon, 18 novembre 1878. S. 81. 2. 59.

(4) Troplong, III, 1050.

des tribunaux civils, parceque le lien de droit créé par cet article entre les ouvriers d'un entrepreneur et le propriétaire est un lien de droit civil. (1) Si l'entrepreneur tombe en faillite, « la seule conséquence de cette faillite, dit M. Guillouard, sera d'obliger les ouvriers à appeler incidemment en cause devant le tribunal civil le syndic de la faillite. » (2)

En vérité, avec toutes les restrictions que nous venons d'étudier, l'action directe de l'article 1798 ne constitue pas pour les ouvriers une protection bien efficace et ils gagneraient beaucoup à voir transporter dans le Code civil, les dispositions si énergiques du décret de pluviôse de l'an II, en faveur de ceux qui exécutent des travaux donnés à l'entreprise pour le compte de l'État.

Droit de rétention.

La plus grande partie de la doctrine et la jurisprudence reconnaissent le droit de rétention aux ouvriers qui travaillent chez eux, à la tâche, aux pièces ou à façon, lorsqu'ils ne sont pas payés de leur salaire. Mais comme les ouvriers des usines, des manufactures et des grandes compagnies minières ou de chemins de fer, dont nous nous occupons, ne nous paraissent jamais pouvoir invoquer la détention de l'objet fabriqué, et que, sans cette détention, ce droit ne peut être exercé, nous ne croyons pas devoir insister sur ce point.

(1) Guillouard, II, n° 908. — Trib. de la Seine, 31 août 1866. S. 68. 2. 280.

(2) Guillouard, *loc cit* — Trib. de la Seine, 31 août 1866. D. 67. 2. 167.

§ 3. — La loi protège-t-elle le salaire de l'ouvrier
contre ses créanciers ?

« Par des raisons d'humanité sur lesquelles il n'est pas nécessaire d'insister, dit M. Glasson, les lois déclarent certains biens ou certaines créances insaisissables en totalité ou tout au moins en partie. » (1) Il résulte de ces règles formellement exprimées par le législateur, que le créancier ne peut se faire payer sur ces biens ou sur ces créances, malgré le principe que tous les biens du débiteur sont le gage du créancier. C'est ainsi que d'après l'article 592 du Code de procédure, le créancier qui saisit les biens de son débiteur pour les faire vendre et se payer sur le prix, doit laisser au saisi ce qui lui est nécessaire pour coucher lui et ses enfants vivant avec lui ; les outils dont il a besoin pour ses travaux personnels, s'il est artisan ; une vache ou trois brebis, ou trois chèvres au choix de celui-ci s'il est cultivateur, avec la paille, fourrages et grains nécessaires pour la nourriture, et la litière de ces animaux pendant un mois ; les farines et menues denrées destinées à sa consommation pendant un mois, C'est ainsi que sont déclarés insaisissables : les traitements des fonctionnaires publics, jusqu'à concurrence des $\frac{4}{5}$ sur les premiers 1.000 fr., des $\frac{3}{4}$ sur les 5.000 fr. suivants, et des $\frac{2}{3}$ au-dessus de 6.000 fr. par la loi du 21 ventôse de l'an IX, la solde des militaires pour les $\frac{4}{5}$ par la loi du 19 pluviôse an III, — le traitement des ecclésiastiques en totalité par un arrêté du 18 nivôse

(1) *La question ouvrière et le Code civil*, p. 41.

an XI, (1) les pensions par l'article 580 du code de procédure, par les lois du 18 avril 1831 (art. 30), (2) du 19 mai 1834, (3) (art. 20) et du 9 juin 1853 (4) (art. 26). C'est ainsi que dans l'industrie maritime, le loyer des matelots a été déclaré insaisissable par une ordonnance du 1^{er} novembre 1745 (art. 3) et un décret du 2 prairial de l'an XI.

Le motif de ces diverses mesures est facile à découvrir : le législateur a reconnu à ces divers traitements un caractère alimentaire et il a voulu les soustraire, au moins en partie, à la rapacité, à l'inhumanité proverbiale des créanciers. Sans doute il faut bien que les fonctionnaires, les soldats et officiers, acquittent leurs dettes comme les autres citoyens. Mais leur traitement est à peine suffisant pour les faire vivre eux et leur famille, comment donc pourraient-ils subvenir à leurs besoins si un créancier pouvait opérer une saisie-arrêt sur tout le traitement d'un ou plusieurs mois. Dénués de ressources, ils auraient recours au crédit de jour en jour plus onéreux, ils s'endetteraient de plus en plus, et finiraient rapidement par être complètement insolvables, au grand dommage de leurs créanciers, à la honte de l'État qui les emploie. Mieux vaut mille fois, leur assurer ce dont ils ne peuvent se passer pour vivre, et s'en re-

(1) Voir ces lois, code Tripier en note sous l'article 580 du Code de procédure.

(2) *Ibidem*.

(3) Code Tripier, supp., p. 33.

(4) Voir aussi un avis du conseil d'État du 22 décembre 1807, confirmé par un autre du 2 février 1808, sous l'article 214 code civil, code Tripier, — la déclaration du 7 janvier 1779, en note sous l'article 1598 Code civil, dans le même code, ainsi que l'arrêté du 7 thermidor an X., — la loi du 22 floréal an VII, — l'arrêté du 10 germinal an XI, — l'ordonnance du 27 août 1817. — celle du 30 avril 1825, également sous l'article 1598.

mettre à la discipline de chaque administration, au souci de la dignité personnelle qu'ils possèdent tous à un si haut degré, pour les pousser à payer leurs dettes.

Toutes ces raisons existent pour le salaire des ouvriers, qui avec les chômages forcés, les chances plus nombreuses d'accidents et de maladies, sont encore plus exposés que les fonctionnaires à se trouver dans la nécessité de contracter des dettes.

Et pourtant la loi ne déclare leur salaire insaisissable ni en tout, ni en partie. Leurs créanciers peuvent, par la procédure de la saisie-arrêt se faire remettre par le patron tout ce qu'il doit à l'ouvrier pour son travail d'une semaine, d'une quinzaine et même d'un mois si le montant des créances est égal à la totalité de ce salaire. Que peut faire l'ouvrier dans de telles conditions, lui qui n'a même pas à compter sur le crédit qu'on accorde assez volontiers aux employés de l'État ? Solliciter la charité publique, ou ce qui est pis encore, changer clandestinement de patron et de domicile pour dépister ses créanciers, et les frustrer complètement s'il le peut, de ce qu'il sait bien leur devoir, tandis que souvent, il se serait libéré envers eux si la loi l'avait protégé et lui avait donné du temps.

Il est vrai que la jurisprudence émue de cette situation, a essayé en s'inspirant de l'esprit de la législation française de déclarer les traitements des employés privés et le salaire des ouvriers insaisissables en tout ou en partie.

Cette question était venue une première fois devant la Cour de cassation en 1853 et elle avait décidé que les salaires des ouvriers étaient saisissables bien qu'à

raison de leur modicité ils puissent présenter un caractère alimentaire. (1)

La même question lui fut de nouveau soumise et cette fois, elle admit que ces salaires peuvent pourtant être déclarés insaisissables pour partie ou pour le tout, lorsque, à raison de leur quotité ou de la situation de celui qui les reçoit, ils doivent être considérés comme alimentaires. (2)

La Cour suprême paraît bien décidée à persévérer dans cette jurisprudence, car elle a rendu depuis un nouvel arrêt dans le même sens. (3)

Nous ne pouvons, en nous plaçant au point de vue de la protection à accorder aux ouvriers, qu'approuver la Cour de cassation d'avoir adopté une pareille manière de voir, mais il faut bien avouer qu'elle n'est point conforme à la loi, puisque les privilèges étant de droit étroit ne peuvent être étendus par les tribunaux par voie d'analogie. « Une loi, conclut M. Glasson, serait donc nécessaire pour déclarer les salaires des ouvriers et les traitements des petits employés insaisissables en totalité ou en partie. » (4)

Quelques députés ont déposé avec M. Bruguier à la Chambre des députés, un projet de loi dans ce sens, mais il n'a pas encore abouti. (5)

A l'étranger le législateur a déjà consacré la jurisprudence de la Cour de cassation française.

A Québec, une loi de 1881 rend insaisissables jusqu'à

(1) 22 nov. 1853, S. 54.1.5.

(2) 10 avril 1860, S. 61.1.502.

(3) 29 mai 1878, S. 79.1.64.

(4) *Op. cit.*, page 42.

(5) Séance de la Chambre des députés du 12 déc. 1885, *J. Off.* du 13. Voir le texte de ce projet reproduit par M. Glasson, page 43.

concurrence de la moitié les gages de tous ceux qui travaillent à la journée et sont payés par jour, à la semaine, ou au mois. (1)

En Belgique le Parlement vient tout récemment, en août dernier, de voter une loi analogue. Cette loi qui a pour but a-t-on dit de garantir l'ouvrier contre le crédit usuraire et ruineux auquel son imprévoyance l'expose, déclare le salaire des ouvriers et le traitement des petits commis et employés dont les appointements ne dépassent pas 1200 francs insaisissables jusqu'à la concurrence des $\frac{4}{5}$. Elle va même plus loin encore, elle les déclare incessibles, afin d'éviter que pour tourner sa décision sur l'insaisissabilité les créanciers de l'ouvrier ne le forcent à leur vendre à vil prix ou même pour un prix fictif, sa créance sur son patron. (2)

Une pareille loi serait certainement bien accueillie en France.

§ 4. — Des règlements d'atelier.

Le salaire de l'ouvrier que la loi civile protège si peu est même souvent réduit par le patron usant du droit que lui confèrent les conventions intervenues entre lui et l'ouvrier, et écrites le plus souvent dans ce qu'on appelle « les règlements d'atelier ». Ce règlement connu de l'ouvrier et accepté par lui, devient la loi des parties, et il est obligatoire pour chacune d'elles d'après l'article 1134 du code civil.

(1) Glasson, *op. cit.*, page 42 note 3.

(2) Nous avons trouvé une courte analyse de cette loi dans le journal « *le Soleil* » du 17 août 1887 mais nous n'en connaissons pas encore le texte,

Ces règlements nécessaires pour la bonne tenue des ateliers et la discipline générale de l'usine édictent presque tous des retenues de salaire ou des amendes en cas de retard, d'infraction à l'ordre intérieur de l'établissement, de mal façons, etc..... Encore une fois, ces règlements sont légitimes, obligatoires entre les parties, et la Cour de cassation a plus d'une fois rappelé à l'observation de la loi les conseils de prud'hommes qui méconnaissaient ce principe et déclaraient inapplicable telle ou telle clause d'un règlement affiché dans un atelier, sans que cette clause fut contraire aux lois, à la morale ou à l'ordre public. (1)

Mais si c'est pour les patrons un droit et même un devoir d'assurer par ces amendes l'ordre intérieur et la bonne exécution du travail — ils ne doivent pas oublier que le salaire de l'ouvrier est minime, qu'il lui suffit à peine pour subvenir aux besoins de son ménage et que la moindre somme distraite de la paie hebdomadaire représente pour la famille la gêne et les privations ; il ne doit donc user qu'avec la plus grande modération des pouvoirs que lui donnent les clauses du contrat de louage de services, et il fait preuve d'équité et en même temps de bonne administration en ne prononçant ces amendes qu'avec mesure et bienveillance. Les ouvriers, soupçonneux comme nous les connaissons, tout en reconnaissant leurs torts, croient que le patron cherche à se faire de ces amendes une source de bénéfice, et cette pensée jointe aux sacrifices que va leur imposer

(1) Voir les arrêts de cassation du 30 décembre 1852. D. P. 53. 1. 95. — Du 12 décembre, 1853 D. P. 54. 1. 20. — Du 14 février 1866. D. P. 66. 1. 84. — Du 15 avril 1872. D. P. 72. 1. 170. — Du 7 août 1877. D. P. 78. 1. 384. — Du 11 mai 1886. D. P. 87. 1. 30.

cette amende, les irrite et les aigrit contre lui ; et il faut bien avouer que ces amendes, surtout celles qui sont prononcées pour malfaçon et qui sont d'une application si difficile et si délicate cachent parfois de la part d'industriels peu scrupuleux et principalement d'agents rancuniers et malveillants des abus regrettables, des injustices flagrantes, malgré la bonne habitude qu'on a prise presque partout de verser dans les caisses de secours, le produit de ces amendes et retenues.

Pour la réception des travaux notamment, il faut que les contre-maitres chargés de ce service usent de la plus grande impartialité, de la plus grande justice, car il ne s'agit plus ici d'une amende de quelques centimes, il s'agit du travail de plusieurs jours, parfois d'une semaine, et même du prix de la matière première : une injustice en pareil cas peut avoir les conséquences les plus graves. Aussi est-ce pour les patrons un devoir et un acte de prudence de veiller à ce que selon l'expression de M. Leroy-Beaulieu « leurs préposés, ingénieurs, directeurs, chefs d'ateliers, et contre-maitres gardent toujours dans ces difficiles questions l'impartialité requise. » (1)

Nous n'avons pas en France de lois qui protègent les ouvriers contre ces abus et il n'y a pas à le regretter parce qu'elles constituent des empiètements sur la liberté individuelle sans aucun avantage pour les ouvriers.

En Angleterre en effet, une loi a interdit les amendes imposées aux pudleurs quand les produits qu'ils livrent

(1) *La question ouvrière*, page 318.

sont jugés défectueux. Une autre loi a été faite pour permettre aux ouvriers des mines de nommer un contrôleur du pesage payé par eux et le propriétaire afin de remédier aux abus du procédé connu sous le nom de *confiscation* et d'après lequel toute caisse qui arrivait à la surface sans peser le poids voulu, ou contenant des pierres ou de la terre était versée au magasin sans être inscrite au compte des ouvriers et sans que rien leur fut payé pour leur travail. Eh bien la grande enquête sur les trades unions a démontré que ces lois sur les amendes pour malfaçon et sur le pesage dans les houillères étaient soit ouvertement violées, soit astucieusement éludées ».

Ce n'est donc pas à la loi qu'il faut avoir recours pour empêcher ces exploitations de l'homme par l'homme, c'est sur le développement de la morale publique par l'instruction, et peut-être aussi sur une connaissance plus exacte de leurs intérêts donnée aux patrons par les nombreuses grèves suscitées chaque jour par ces injustices, qu'il faut compter pour réprimer et les flétrir les abus si divers commis sous le couvert de nécessités industrielles.

Du truck system.

Nous avons vu que dans certains pays de l'Europe, et notamment en Angleterre les patrons avaient l'usage dans la grande industrie de créer à côté de leurs usines de vastes magasins contenant les denrées nécessaires à l'ouvrier pour sa subsistance et son vêtement.

Il est probable que ces magasins furent fondés tout

d'abord dans un but philanthropique, pour permettre aux ouvriers de s'approvisionner des choses que le petit commerce peu considérable en Angleterre ne pouvait leur fournir.

Mais les patrons s'aperçurent bientôt de l'énorme bénéfice qu'ils pouvaient retirer de cette spéculation, de la force que leur donnait sur leurs ouvriers cette institution présentée comme une œuvre de patronage ; aussi ce système se généralisa-t-il et donna-t-il lieu aux plus grands abus. « Des industriels avides, dit M. Cauwès, vendaient à crédit aux ouvriers et faisaient ensuite de fortes retenues sur les salaires en réalisant des bénéfices exorbitants ; les ouvriers endettés étaient forcés d'accepter le travail à vil prix, et, hors d'état de se libérer, ils se trouvaient réduits à une sorte de servage ». (1)

L'opinion publique s'émut et le Parlement par un bill défendit cette sorte de commerce. Mais les industriels ne se soumirent pas, et en 1870 l'*Économist* nous apprenait que dans le nord de la Grande-Bretagne et spécialement en Écosse « la plupart des manufacturiers persistaient, au mépris des dispositions légales, à entretenir près de leurs usines des magasins de denrées alimentaires et à rançonner les ouvriers qu'ils forçaient à s'y approvisionner ». (2)

En Allemagne le *truck system* était également pratiqué, et le législateur est aussi intervenu pour mettre fin aux abus qu'il avait produits. (3)

En Belgique, la loi toute récente de l'insaisissabilité

(1) II, n° 870.

(2) Leroy-Beaulieu. *La question ouvrière*, page 258.

(3) M. Cauwès. *Ibid.*

du salairé dont nous avons parlé, a voulu remédier à certains abus signalés dans l'enquête faite à la suite des terribles désordres de mars 1886. Le principal de ces abus était le « truck system », arrivé à un tel point que dans beaucoup d'usines les patrons payaient leurs ouvriers en marchandises de mauvaise qualité souvent et dont la valeur était fréquemment surfaite.

La nouvelle loi exige que les salaires soient payés en monnaie métallique ou fiduciaire ayant cours légal. Mais pour ne pas porter atteinte aux économats et autres magasins alimentaires établis par certains industriels dans l'intérêt des ouvriers, elle permet aux chefs d'industrie de fournir à ceux-ci les denrées, vêtements et combustibles, à condition que ces fournitures soient faites au prix de revient et autorisées par la députation permanente de la province. Elle permet dans ce cas l'imputation du prix de ces fournitures sur les salaires.

Cette loi ne nous paraît pas destinée à avoir sur ce point, plus d'efficacité que les lois anglaises, car il sera facile d'enfler le prix de revient, et il n'y a aucun contrôle établi sur la qualité de la marchandise : le truck system pourra fleurir en Belgique après la loi de 1887 tout comme avant cette loi.

Pourquoi n'avoir pas interdit tout paiement en marchandises, toute imputation sur les salaires pour les fournitures faites par les économats ? La loi n'aurait point pour cela détruit ces magasins alimentaires, car les ouvriers peuvent payer au comptant dans ces magasins comme ils le font dans ceux des sociétés coopératives, ou tout au moins avec des jetons achetés à la caisse de l'établissement au moment de la paie. Ces jetons qui n'auraient point cours dans le

commerce local immobiliseraient entre les mains de l'ouvrier une certaine somme qu'il ne pourrait dépenser qu'à l'économat pour acheter des denrées alimentaires. Sans doute le cabaret trafiquerait quelque peu sur ces jetons, mais dans une limite assez restreinte, parce qu'ils ne représentent que des objets de consommation alimentaire et que les cabaretiers d'ordinaire aiment peu les paiements en nature. Dans beaucoup d'économats d'ailleurs, les ouvriers de l'usine sont les seuls qui aient le droit d'acheter.

En France le truck system n'est pas pratiqué.

Un grand nombre de manufacturiers ont établi près de leur usine des économats et des magasins alimentaires, mais ces établissements ne spéculent pas, ils font même la répartition de leurs bénéfices entre les acheteurs et les ouvriers sont parfaitement libres d'acheter ailleurs ce dont ils ont besoin. Ces magasins ont donc un but philanthropique et l'opinion publique en France leur est favorable : seul le commerce de détail les déteste comme des concurrents redoutables. Dans certains centres même, comme à Decazeville, il y a deux ans, il se sert de l'ignorance et de la crédulité des ouvriers pour les exciter contre ces véritables institutions de patronage et les leur faire désertir à son grand profit et au grand dommage de la classe ouvrière.

Le législateur n'a donc pas eu à intervenir en France, comme dans les pays voisins où il a essayé, sans grand succès d'ailleurs de protéger le salaire des ouvriers contre la cupidité de certains patrons.

Chez nous en effet, l'ouvrier des mines veut dépendre le moins possible de son patron ; plus que tout autre, il

a souci de sa dignité et de sa liberté ; plus que tout autre, il se cantonne sur le terrain du droit, réclamant impérieusement l'exécution des conventions intervenues entre lui et le manufacturier, l'attaquant même avec un malin plaisir devant les juridictions compétentes, tout fier d'être partie dans un contrat d'où il tire des droits égaux à ceux du patron, heureux de montrer à tous, et surtout de se prouver à lui-même, qu'entre lui et cet homme qui se dit son maître, il n'y a qu'une différence fortuite. Ce n'est pas à un homme d'un tel caractère qu'on pourrait faire accepter à la place de son salaire des marchandises qui ne lui plaisent pas, il irait jusqu'à la grève comme à Decazeville plutôt que de céder. Ce n'est pas dans un tel milieu que la doctrine du salaire en nature, pour soustraire l'ouvrier aux variations de la valeur d'échange de la monnaie, à chance de succès. Pour l'ouvrier français, le salaire en nature c'est le servage ; ce qu'il veut, c'est de l'argent, comme les avocats, les médecins, les fonctionnaires publics, et son patron lui-même, et en cela il ne fait que se conformer à la règle du Code civil (art. 1710) qui, comme nous l'avons vu, exige, pour le louage de services comme pour la vente, un prix en argent.

Donc si à l'étranger le salaire des ouvriers était menacé par la cupidité des patrons et si le législateur a bien fait de prohiber le « truck system » dans un but de protection et pour assurer sa liberté, nous pensons qu'en France les pratiques immorales des patrons anglais ne sont point connues, que les ouvriers ne les supporteraient pas et que le Parlement n'aura jamais à les protéger contre ce danger.

CHAPITRE VI

DE LA PROTECTION ACCORDÉE PAR LA LOI AUX OUVRIERS VICTIMES D'ACCIDENTS PENDANT LEUR TRAVAIL ET A LA SUITE DE LEUR TRAVAIL

Dans les travaux dangereux qu'il exécute au milieu des courroies de transmission, des engrenages, des leviers, des chaudières à vapeur, des matières en fusion, l'ouvrier est exposé à mille accidents qui le mutilent et le mettent dans l'impossibilité de travailler ou le tuent en laissant sa famille dans la plus profonde misère. On n'entend parler, dans les centres manufacturiers, dans les usines, sur les lignes de chemins de fer, que de bras ou de jambes écrasés ou coupés, d'hommes broyés dans les engrenages des machines, entre les wagons qu'il accrochent, par la chute des poulies ou des matériaux, par l'explosion du grisou, du gaz, ou de la vapeur.

Avec le développement de la grande industrie qui a substitué des machines à vapeur aux outils à la main, qui fouille à plusieurs mille pieds sous terre pour y chercher la houille et les métaux de toute sorte, qui lance à travers l'espace ses innombrables locomotives portant dans tous les sens et avec une rapidité chaque jour plus grande les voyageurs et les produits les plus divers, avec la grande industrie, disons-nous, ces acci-

dents deviennent si fréquents, malgré les systèmes et les instruments de préservation les plus ingénieux, les plus perfectionnés, que la classe ouvrière s'est émue de la situation faite aux malheureuses victimes de ces accidents, et que sa voix a été entendue par tous les citoyens, par le peuple comme par les publicistes, par les membres du Parlement aussi bien que par les magistrats et les jurisconsultes.

Les ouvriers, oubliant que leur négligence est souvent la cause de ces accidents, reprochent aux patrons de ne pas veiller assez attentivement à leur sécurité et surtout de mettre en œuvre les moyens les plus déloyaux et les plus divers pour échapper à la responsabilité qui leur incombe, pour ne pas leur payer l'indemnité à laquelle ils disent avoir toujours droit ; ils accusent les magistrats de se faire les complices du patron, la loi de ne pas leur accorder une protection suffisante, les membres du Parlement de ne pas apporter d'adoucissement à leur triste sort.

Nous n'avons pas à défendre les magistrats contre ces reproches immérités, ils appliquent la loi d'après leurs lumières et d'après leur conscience, mais ils se trompent croyons-nous sur les principes qui servent de base à leurs décisions en matière d'accidents, et, il suffirait d'un retour à une interprétation plus juridique des dispositions du code civil pour assurer aux ouvriers la protection qu'ils réclament et pour rendre inutiles les diverses propositions de loi sur cette matière qu'ont déposées à la Chambre MM. Martin Nadaud, F. Faure, Peulevey et quelques-uns de leurs collègues. Ces projets ont le tort d'avoir au moins l'apparence de lois politiques, de lois d'expédient, de paraître établir une

législation de faveur au profit d'une catégorie de citoyens, tandis qu'on peut, bien que le code soit muet sur la question spéciale des devoirs du patron envers les ouvriers, trancher les difficultés relatives à la responsabilité de l'entrepreneur en cas d'accidents industriels à l'aide des principes généraux du droit établi. Ainsi basées sur le droit commun les décisions judiciaires ont plus d'autorité morale que lorsqu'elles s'appuient sur des lois d'exception, elles satisfont mieux la conscience publique, et elles ne sont pas exposées à être contredites par d'autres jugements basés eux-mêmes sur de nouvelles lois d'exception.

**§ 1. — Jurisprudence française en matière
d'accidents industriels.**

Un ouvrier loue ses services à un patron pour l'exploitation d'une industrie dangereuse ou malsaine, quel est, en cas d'accident ou de maladie provoquées par son travail, la responsabilité du patron d'après la jurisprudence actuelle ?

M. Labbé dans une note célèbre, (1) résume cette jurisprudence dans les traits suivants : « 1^o les patrons sont responsables des accidents arrivés à leurs ouvriers dans leur travaux quand il y a eu faute de leur part ; 2^o les patrons sont tenus de prendre sur leurs chantiers toutes les précautions possibles, afin de préserver de tout accident les ouvriers qu'ils emploient, et même pour les prémunir contre les effets de leur propre imprudence. Il y a donc faute par cela seul que l'acci-

(1) Sirey, 85. 4. 25.

dent eût pu être évité, quelque coûteuse, et quelque inusitées qu'on suppose les précautions nécessaires pour atteindre ce résultat. (1)

Le patron toutefois n'est responsable, qu'autant qu'une faute lui est imputable. (2) Ainsi l'ouvrier blessé dans un travail dangereux, mais dont les dangers sont inhérents à sa profession, ne peut obtenir des dommages-intérêts, si du moins le patron avait pris en ce qui le concernait, toutes les précautions qu'il pouvait prendre pour éviter l'accident. (3).

Voilà un système complet de responsabilité et, à première vue, on n'aperçoit pas bien ce que les ouvriers ont à lui reprocher puisqu'il déclare le patron responsable des accidents arrivés par sa faute, et qu'il y a faute dès qu'il n'a pas pris toutes les précautions nécessaires pour éviter l'accident, même au prix des frais les plus considérables, des mesures les plus inusitées.

Et pourtant les journaux ouvriers tonnent tous les jours contre cette jurisprudence qui, disent-ils, n'assure à la victime d'un accident qu'une protection, la plupart du temps dérisoire.

Les accidents en effet proviennent de trois causes : ou bien de la faute de l'ouvrier, ou bien de celle du patron, ou bien d'une cause inconnue, d'un cas fortuit. Or, d'après la jurisprudence, le patron est bien responsable des accidents qui arrivent par sa faute, mais il ne doit rien à l'ouvrier par la faute duquel l'accident est arrivé. Restent les cas fortuits, c'est-à-dire les accidents

(1) Cass., 7 janvier 1878. S. 78. 1. 412. — 28 août 1882. S. 85. 1.19. — Amiens, 15 novembre 1883. S. 84. 2. 6.

(2) Cass., 15 novembre 1881. S. 83. 1. 402.

(3) Lyon, 9 mai 1874. S. 74. 2. 316. — Cass. 26 novembre 1877. S. 77. 1. 148.

dont on ne connaît pas la cause, ou qu'aucune force, aucune prévoyance humaine ne pouvait empêcher. De ceux-là encore l'ouvrier doit subir les conséquences, parce qu'il n'y a aucune raison pour faire supporter ces risques à un autre plutôt qu'à lui. La protection que lui accordent les tribunaux, interprètes de la loi, est donc bien inefficace, car d'après une statistique étrangère, sur 100 accidents 12 proviennent de la faute du patron, 20 de la faute de l'ouvrier, 68 de cas fortuits ou de force majeure. (1) Le patron n'est donc responsable que 12 fois sur 100, tandis que l'ouvrier doit supporter les conséquences de l'accident dont il est victime 88 fois sur 100. Ces chiffres s'ils sont exacts, légitiment l'émotion de la classe ouvrière, s'ils ne justifient pas ses reproches à la loi et à la magistrature.

Il y a plus, car dans l'état actuel des choses en France, il n'est même pas certain que l'ouvrier reçoive une indemnité dans les 12 cas où l'accident provient de la faute du patron.

D'où vient en effet d'après la jurisprudence, la responsabilité du patron et le droit à l'indemnité de l'ouvrier ? De ce principe, édicté par les articles 1382, 1383, 1384 du code civil que toute personne qui a causé à autrui un préjudice quelconque soit par sa faute, soit par sa négligence, soit par la faute ou la négligence de ses préposés, doit réparer ce préjudice. La faute, la négligence du patron et de ses employés, voilà la cause de sa responsabilité. Pour que cette responsabilité soit engagée il faut un délit ou un quasi-délit civil ; pour que les dommages et intérêts soient dûs, il faut prouver

(1) Discours de M. Faure à la séance de la Chambre du 8 mars 1883, *Journal Off.* du 9 mars. Déb. parl., Chambre, page 525.

le délit ou le quasi-délit et c'est l'ouvrier, victime de l'accident, qui doit faire cette preuve d'après le système de la jurisprudence, non pas comme demandeur, mais parce qu'il se dit créancier de dommages-intérêts, et qu'il n'a droit à ces dommages-intérêts qu'autant qu'il prouve que son patron, ou par lui, ou par ses employés a commis envers lui un délit ou un quasi-délit civil, autrement dit que le patron s'est rendu coupable d'une faute ou d'une négligence, cause de l'accident.

Or rien n'est plus difficile à faire que cette preuve. « Il faut d'abord articuler des faits précis, pertinents et admissibles, selon les termes de la procédure, c'est-à-dire, tendant à établir soit, une infraction aux règlements, soit un outillage défectueux une installation dangereuse, une absence de précaution, en un mot, un fait quelconque qui sera réputé illicite, ou pourra constituer une faute imputable au patron ou à ses subordonnés. Puis l'articulation formulée, il reste à prouver la vérité des faits, soit au moyen de procès-verbaux s'il y en a; et s'ils sont suffisamment explicites, soit par une enquête testimoniale. » (1)

Et les témoins ne pourront être que des ouvriers, qui auront déjà quitté l'usine et qu'on aura peine à retrouver, ou qui, s'ils sont encore employés par le patron, n'oseront pas déposer contre lui, de peur de compromettre leur situation, de peur aussi d'encourir la responsabilité de leur imprudence.

Et puis comment cette instance sera-t-elle conduite? Si c'est l'ouvrier qui l'intente, il est dans son lit le plus souvent, si ce sont sa veuve ou ses enfants, ils ne savent pas ce qui s'est passé, ils sont dans la misère,

(1) M. Vavasseur, *Journal le Droit*, du 20 mai 1880.

et ils ont à lutter contre le bureau du contentieux de leur patron ou de de la compagnie d'assurances qu'il a subrogée dans ses droits. On les traîne de délai en délai, de juridiction en juridiction, à bout de ressources, ignorants des subtilités de la procédure, ils transigent pour une bouchée de pain et sont le lendemain dans le dénuement le plus complet. Triste situation que celle-là, et bien digne d'attirer l'attention de tous ceux qui se préoccupent des intérêts de la classe ouvrière; aussi est-ce cette question de la preuve qui a le plus frappé les publicistes, les membres du Parlement et les jurisconsultes.

Quelques députés comme MM. Martin-Nadaud, F. Faure et Peuvey ont essayé d'apporter des remèdes à ces malheurs si fréquents qui frappent les ouvriers de l'industrie et les réduisent à la misère; ils ont, dans ce but, déposé sur le bureau de la Chambre des propositions tendant d'un côté à déplacer le fardeau de la preuve, de l'autre à garantir les victimes d'accidents contre les suites de ces accidents. Mais ces propositions n'ont pas abouti parcequ'on leur a reproché, non sans raison, de bouleverser inutilement les règles du Code civil en matière de preuve d'être entachés du socialisme, et de placer nos industriels dans une situation inférieure à celle de leurs concurrents étrangers.

Nous ne regrettons pas cet échec malgré tout l'intérêt que nous inspire la situation des ouvriers, car, les principes du code civil bien entendus conduisent à ce déplacement de la preuve si vivement et si légitimement réclamé et les Compagnie d'assurances contre les accidents suffisent à garantir les ouvriers contre les risques auxquels les exposent leurs professions et le travail en

commun. Pour ce qui est de l'assurance obligatoire, c'est du socialisme d'État, et nous n'éprouvons pas plus de sympathie pour cette forme du socialisme que pour toutes les autres. Nous aurons du reste à revenir sur ce sujet.

§ 2. — La responsabilité du patron résulte non des articles 1382, 1383, 1384 du Code civil et 319 et 320 du Code pénal, mais du contrat de louage de services, et par conséquent la preuve incombe non à l'ouvrier mais au patron.

La doctrine, jusqu'à ces derniers temps appuyait fermement la jurisprudence que nous venons d'exposer, et basait la responsabilité du patron sur les principes généraux des articles 1382, 1383, 1384 du Code civil, c'est-à-dire sur un délit ou un quasi-délict civil, et sur les articles 319 et 320 du Code pénal, c'est-à-dire sur un délit criminel. M. Saintelette en Belgique (1) et M. Sauzet (2) agrégé de la Faculté de droit de Lyon, ont chacun de leur côté, en même temps, et sans s'être consultés, examiné de plus près la question, et ont été conduits à la même conclusion : que la doctrine et la jurisprudence s'étaient trompées, dans l'explication et l'application des principes de la responsabilité en matière d'accidents professionnels. Tous deux affirment de la manière la plus énergique que cette responsabilité ne découle ni des articles 1382 et suiv. du Code civil, ni des articles 319 et 320 du Code pénal, mais tout simplement du contrat de louage de services intervenu entre le patron et l'ouvrier.

(1) *Responsabilité et garantie*, page 140.

(2) Responsabilité des patrons envers les ouvriers; *Revue crit.*, 1883, pages 616 et suiv.

M. Labbé (1) a prêté à cette nouvelle doctrine l'autorité de son nom et a montré jusqu'à l'évidence combien est sûre et juridique la théorie de MM. Sainctelette et Sauzet et M. Glasson (2), tout en faisant des réserves sur ses conséquences l'admet sans hésitation.

L'article 1382, dit-on dans ce système, pose un principe général qui s'applique à des personnes étrangères les unes aux autres, c'est-à-dire qui ne sont point liées par les conventions d'un contrat. Ainsi vous passez dans la rue, je vous blesse en laissant par mégarde tomber sur vous un objet pesant ; un de mes charretiers vous écrase un membre avec son charriot, un enfant dont j'ai la surveillance endommage un objet qui vous appartient, etc.... vous aurez contre moi une action découlant des articles 1382, 1383 ou 1384 du Code civil pour vous faire indemniser du préjudice que vous avez subi. C'est exactement le champ d'application de l'action *legis aquiliæ* des romains qui est du reste l'origine de notre article 1382.

Mais si nous sommes liés par les termes d'un contrat, il en est tout autrement : ce n'est point en vertu de l'action *legis aquiliæ* que nous agissons l'un contre l'autre, si l'un de nous cause à l'autre un préjudice, mais bien en vertu de l'action née du contrat.

Par exemple, un dépositaire endommage l'objet qui lui était confié, il doit indemniser le déposant du tort qu'il lui a fait, mais ce n'est plus en vertu de l'article 1382, c'est en vertu de l'obligation qu'il a contractée de rendre cet objet dans l'état où il l'avait reçu.

(1) Note dans Sirey, 85, 4, page 25 et suiv.

(2) La question ouvrière et le Code civil, page 32.

De même un locataire accepte l'obligation de rendre en bon état la maison qu'il loue. S'il survient un incendie, il doit au propriétaire réparation du dommage causé en vertu de cette obligation même, et non d'après le principe de l'article 1382. Il ne se libérera de son obligation qu'en prouvant le cas fortuit, la force majeure.

Et il n'est pas sans importance de devoir des dommages-intérêts en vertu d'un principe plutôt qu'en vertu d'un autre, car il est évident que la mesure de la responsabilité n'est pas la même entre deux tiers et entre deux cocontractants. Nous devons d'après le Droit commun exprimé dans l'article 1382 respecter la vie, la réputation, la propriété d'autrui ; d'après le contrat qui nous lie, nous devons plus ou moins selon nos conventions : nous ne sommes limités dans notre liberté que par le dol.

Voudrait-on dire que la responsabilité édictée par l'article 1382 est un minimum et qu'un cocontractant ne saurait être tenu à moins envers son cocontractant que ne l'est un tiers vis-à-vis de son semblable ? Que devient alors la liberté des conventions, liberté qui ne s'arrête qu'à la limite du délit ? Et oserait-on soutenir que je commets un délit en stipulant dans un contrat que ma responsabilité sera moins lourde que celle de l'article 1382 ? Je déroge au Droit commun, je le veux bien, mais non au Droit commun établi par l'article 1382, qui, réglant les rapports de deux personnes n'ayant pas préalablement contracté ensemble, n'admet pas de dérogation arbitraire, je ne me conforme pas au Droit commun de l'article 1137 du code civil voilà tout. Et en agissant ainsi, j'use simplement de mon droit, car l'article 1137 ne fait qu'interpréter la volonté probable

des parties et rien ne m'empêche de considérer que dans le cas présent la loi a mal interprété ma volonté.

Nous concluons donc avec M. Labbé « que tout contractant doit, relativement à l'objet du contrat, la mesure de diligence fixée par le contrat lui-même. S'il est en faute aux termes du contrat, il est inutile d'invoquer contre lui l'article 1382; si, d'après le contrat il n'est pas responsable, le recours à l'article 1382 ne saurait aggraver sa situation; c'est le développement nécessaire de l'idée que le contrat est la loi des parties, loi spéciale substituée ou mieux ajoutée, superposée à la loi générale. » (1)

L'article 1382 ne s'applique donc en aucune façon au cas de deux ou plusieurs personnes liées par un contrat, il n'édicte même pas un minimum de la responsabilité au-dessous duquel on ne peut descendre par la convention; il règle seulement les rapports entre deux personnes qui ne sont liées par aucun contrat, il n'a par conséquent rien à faire dans la question qui nous occupe: responsabilité du patron dans les accidents arrivés à ses ouvriers, puisque patrons et ouvriers sont liés les uns aux autres par le contrat de louage de services comme tout à l'heure le dépositaire et le déposant, le locataire et le locateur.

Mais dit-on, si le principe de la responsabilité du patron ne réside pas dans l'article 1382, où donc le trouve-t-on? Il n'est écrit nulle part dans le Code, tandis que pour le dépôt, le bail à loyer, le commodat, etc., il y a un article formel qui établit cette responsabilité en obligeant le dépositaire, le locataire, le commodataire à restituer la chose déposée, louée ou prêtée: la

(1) *Loc. cit.*

restitution de la chose, voilà dans ces divers cas, le principe de la responsabilité contractuelle.

Dans le louage de services, rien de pareil, le code est muet sur les obligations du patron, il ne l'oblige qu'à une seule chose, à payer le salaire convenu.

Où donc alors prendre le principe de la responsabilité du patron en matière d'accidents, sinon dans l'article 1382 ?

La réponse est facile. — Le code est muet sur les obligations des parties dans le louage de services, nous l'avons souvent constaté et regretté, et même pour l'obligation de payer le prix, elle est écrite dans l'article 1710, article très général puisqu'il définit les divers louages d'ouvrage et elle n'a point de place spéciale dans les articles si rares qui réglementent le louage de services. C'est dans la nature même du contrat de louage de services, dans l'intention des parties, qu'il faut chercher le principe de la responsabilité contractuelle du patron en cas d'accident.

Tout le monde en effet et la jurisprudence en particulier, met à la charge du patron l'obligation de prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir les accidents, pour conserver la santé de ses ouvriers. Cette obligation pourtant n'est pas écrite dans le code ; mais elle est dans la raison. Elle est aussi dans la nature du contrat de louage qui veut que le patron commande, que l'ouvrier obéisse sans choisir pour son travail tel outil, telle machine, tel procédé qui lui plaise, mais qui veut aussi, comme conséquence logique, que l'ouvrier soit rendu indemne de tout dommage éprouvé par lui, du fait de son maître, dans l'exécution de ce travail. Elle est encore, cette obligation, dans la

volonté des parties, car si l'ouvrier sait qu'il s'engage à faire un travail dangereux, il croit que le patron a fait tout ce qui était humainement possible pour le protéger, pour assurer sa sécurité.

C'est donc dans cette obligation qu'est le principe de la responsabilité du patron et non dans l'article 1382, bien que cette obligation ne soit point écrite dans le code. « Le patron, dit M. Sauzet, doit veiller à la sécurité de l'ouvrier, c'est-à-dire qu'il doit le conserver sain et sauf au cours de l'exécution du travail dangereux qu'il lui confie et qu'il dirige, il doit à chaque instant pouvoir *le restituer, le rendre à lui-même*, valide comme il l'a reçu. (1) » Si un accident arrive à l'ouvrier au cours ou par suite de son travail, le patron ne peut remplir son obligation et alors il est tenu de dommages-intérêts, à moins qu'il ne prouve un fait libératoire quelconque.

Voilà comment nous établissons en droit, que la responsabilité du patron ne découle ni des articles 1382 et suiv. du code civil, ni des articles 319 et 320 du code pénal, mais bien du contrat de louage de services lui-même, de l'obligation pour le patron de veiller à la sécurité et à la santé de ses ouvriers, obligation reconnue d'ailleurs, et par les auteurs des propositions de loi dont nous avons parlé et par la jurisprudence elle-même.

De ce principe, qui nous paraît absolument hors de doute, il faut maintenant tirer cette conséquence que le fardeau de la preuve est déplacé et qu'il ne pèse plus sur l'ouvrier mais sur le patron.

Que se passe-t-il en effet ? Dans le système de la ju-

(1) *Rev. crit.*, 1883, page 616, note 3.

jurisprudence l'ouvrier victime d'un accident doit, pour obtenir les dommages-intérêts qu'il réclame, prouver la faute du maître, et nous savons combien de difficultés présente cette preuve. Avec la nouvelle théorie sur la responsabilité du patron, il n'en est plus ainsi.

Le patron en effet, en louant les services de l'ouvrier a contracté l'engagement de veiller à la sécurité de celui-ci, de le rendre à lui-même valide comme il l'a reçu, suivant l'expression de M. Sauzet. Un accident arrive, l'ouvrier est blessé, tué peut-être. L'ouvrier ou la famille intente une action en dommages-intérêts. Sa situation est bien changée d'après les principes que nous venons d'exposer. Est-ce à dire qu'il n'a aucune preuve à faire et que nous admettons la présomption d'une faute du patron ? Nullement : les fautes ne se présument pas et nous ne voulons pas aller contre ce principe, nous ne voulons point faire à l'ouvrier une situation de faveur, notre désir est d'appliquer le droit tel qu'il résulte des principes du code.

Or l'ouvrier est demandeur et comme tel il doit prouver qu'il est créancier des dommages-intérêts qu'il réclame, et il fait cette preuve en montrant qu'il était au service de tel patron et qu'il a été blessé dans l'exécution du travail qui lui avait été confié, qu'il est devenu malade à la suite de ce travail. Il dit au maître : « vous deviez me procurer la sécurité ; je suis mutilé, vous avez manqué à votre obligation » (1). Au maître après cela de prouver sa libération, en établissant le cas fortuit, la faute de l'ouvrier.

M. Glasson tout en admettant que la responsabilité du patron découle non d'un délit civil ou criminel, mais

(1) M. Labbé, *Loc. cit.*

du contrat, conteste qu'on puisse tirer de ce principe cette conséquence que, dans l'action en dommages-intérêts, la preuve de la faute contractuelle incombe au patron (1). Dans le contrat de transport, dit-il, en substance, si le voiturier ne livre pas les objets qui lui ont été confiés, il est certain que l'inexécution de l'obligation de livrer ne peut être reprochée au destinataire, il faut donc pour s'exonérer des dommages-intérêts, que le voiturier prouve le cas fortuit, la force majeure. Mais quand il s'agit du louage de services, d'un accident arrivé à l'ouvrier, la situation est tout autre.

MM. Saintelette et Sauzet et, avec eux, M. Labbé, prétendent que l'ouvrier n'a qu'à prouver l'existence du louage et de l'accident et que pour échapper à une condamnation, à des dommages-intérêts, le patron doit prouver la faute de l'ouvrier ou le cas fortuit (2). Cela revient à supposer la faute du patron, et rien n'est moins conforme à la réalité des faits, car nous savons que l'accident est plus souvent le résultat d'une faute de l'ouvrier que d'une faute du patron, et d'ailleurs les fautes ne se présument pas. « Il n'est pas établi, constant, que le patron n'a pas rempli son obligation, dit en propres termes M. Glasson, c'est là tout au contraire l'objet même du litige. L'ouvrier a été blessé par un éclat de la machine ; le patron affirme qu'elle était en bon état au moment où il l'a livrée et l'ouvrier soutient le contraire. Entre ces deux affirmations laquelle doit être préférée ? » Et l'éminent jurisconsulte conclut que

(1) *Op. cit.* pages 32 et 70.

(2) M. Labbé exige seulement que le patron établisse qu'il a pris toutes les mesures nécessaires pour éviter un malheur. Mais il avoue que cela revient à peu près à démontrer le cas fortuit ou la faute de l'ouvrier blessé.

l'ouvrier prétendant que le patron est en faute doit prouver la vérité de son affirmation.

Nous devons avouer que ces raisons déduites avec la netteté et la vigueur habituelles du savant membre de l'Institut, sont très spécieuses, et de nature à ébranler les convictions les plus arrêtées. Nous croyons cependant devoir maintenir que, si la responsabilité du patron découle des obligations contractées par lui dans le contrat de louage de services, il faut logiquement l'obliger à faire la preuve de la faute contractuelle.

M. Glasson prétend qu'il n'y a pas, au point de vue de cette faute, d'analogie entre la situation du destinataire qui n'a pas reçu les marchandises à lui expédiées, et celle de l'ouvrier victime d'un accident : il est certain que le premier n'a commis aucune faute, et il n'est pas constant que le second ne soit pas cause de l'accident. Cette différence entre le destinataire et l'ouvrier n'est pas contestable, mais nous ne voyons pas comment elle tend à établir que la preuve de la faute contractuelle doit incomber à l'ouvrier plutôt qu'au patron. Le voiturier a un peu moins de chances de se libérer puisqu'il lui faut absolument, pour éviter une condamnation, prouver le cas fortuit, la force majeure, tandis que le patron peut de plus établir la faute de l'ouvrier, ce qui est souvent possible ; voilà, à notre sens, le plus grand intérêt de cette distinction.

Mais peut-on nier que dans les deux cas il y ait in-exécution des conventions ? ce serait nier l'évidence. D'un côté le voiturier s'était engagé à remettre telles marchandises à telles personnes ; les marchandises n'arrivent pas, l'obligation du voiturier n'est pas remplie. De l'autre, le maître s'est obligé à procurer la sécurité

à l'ouvrier ; celui-ci est blessé dans son travail, l'obligation du maître n'est pas plus remplie que celle du voiturier.

Maintenant à qui incombe la responsabilité de cette inexécution ? nous ne savons pas. Elle peut provenir du fait de l'ouvrier, ou du patron, ou bien d'un cas fortuit, dans le louage de services ; elle a pour cause la faute du voiturier ou le cas fortuit dans le contrat de transport. On pourrait même montrer sans trop de difficulté, par ce temps de chemins de fer et de bateaux à vapeur, que l'inexécution des conventions peut venir du destinataire, mais peu importe ; ce que nous voulons établir c'est que, pour une cause ou pour une autre ni le voiturier, ni le patron, n'ont rempli l'obligation qu'ils avaient contractée. Ils seront donc condamnés l'un et l'autre à des dommages-intérêts s'ils ne prouvent le cas fortuit ou la faute de leur cocontractant. Jusqu'ici l'analogie des deux situations, celle du voiturier et celle du patron nous paraît complète et nous croyons qu'elle est plus importante dans cette discussion que celle qui peut exister entre le destinataire et l'ouvrier. Nous voulons en effet arriver à cette conclusion que la situation du voiturier qui n'a pas remis au destinataire les marchandises à lui confiées étant la même que celle du patron dont un des ouvriers a été tué ou blessé, c'est au patron à faire la preuve d'un fait libératoire de sa dette de dommages-intérêts, c'est-à-dire du cas fortuit ou de la faute de l'ouvrier, puisque personne n'hésite à faire peser sur le voiturier la preuve de l'impossibilité dans laquelle il a été d'exécuter son obligation. Peu importe encore une fois la différence qu'il peut y avoir au point de vue de la faute contractuelle entre la situa-

tion du destinataire et celle de l'ouvrier ; elle ne nous paraît avoir rien à faire dans la question qui nous occupe.

Mais « comparaison n'est pas raison ».

Aussi cet argument d'analogie ne nous suffit-il pas, et allons-nous essayer de légitimer notre théorie sur la preuve en matière d'accidents en l'établissant sur les principes mêmes de la procédure.

En louant les services d'un ouvrier ; le patron s'est engagé à veiller à sa sécurité par tous les moyens possibles, à le restituer valide, comme nous l'avons déjà dit. Et la jurisprudence est très affirmative sur cette obligation du patron ; elle se montre même très sévère car elle va jusqu'à rendre l'entrepreneur responsable en principe, d'un accident *dû à la désobéissance formelle de l'ouvrier aux ordres du maître* (1). Elle a encore jugé que les patrons sont tenus de prendre dans leurs usines toutes les précautions possibles pour préserver les ouvriers qu'ils emploient de tout accident et même *pour les prémunir contre les effets de leur imprudence* (2). Il n'y a pas loin de là à les considérer comme responsables même des accidents dûs à la faute des ouvriers, mais nous savons que telle n'est point l'intention de la jurisprudence, car la condamnation aux dommages-intérêts est toujours motivée par une faute du patron : il n'avait, pense le juge, qu'à se mieux faire obéir, à veiller plus attentivement, l'accident ne serait pas arrivé.

Quoiqu'il en soit, de l'avis même de la jurisprudence française, une des obligations du patron les plus for-

(1) Dijon, 24 juillet 1874. S. 75.2.73.

(2) Nancy, 9 décembre 1876. S. 79.2.228, — Aix, 10 janvier 1877. S. 77.2.280. — Caen, 17 mars 1880. S. 80.2.176.

nelles et les plus étroites, c'est de garantir la sécurité et la santé de l'ouvrier et de le protéger contre les conséquences des dangers inhérents à son travail ; il doit même prévoir les causes d'accidents non pas seulement habituelles, mais simplement possibles et prendre les mesures propres à les écarter (1).

Cette obligation, elle, a sa source, nous l'avons montré, et la doctrine la plus récente l'admet, non dans un délit civil ou criminel, mais dans le contrat de louage de services.

Un accident arrive. Si le patron était responsable parcequ'il a commis un délit civil, il est évident que l'ouvrier, pour obtenir des dommages-intérêts, devrait prouver qu'il y a délit. Mais si au contraire, la responsabilité du patron prend sa source dans le contrat, que doit prouver l'ouvrier victime de l'accident ? l'existence du contrat de louage de services et la connexité entre l'accident et le travail dont il était chargé, rien de plus. Du moment qu'il y a accident, il est constant que le patron n'a pas exécuté l'obligation qu'il avait contractée vis-à-vis de l'ouvrier, de le protéger contre les dangers du travail auquel il l'employait. L'ouvrier est donc créancier de dommages-intérêts contre son patron. Il les réclame en justice et il justifie sa demande en établissant que l'accident est arrivé à l'occasion de son travail. De même le destinataire qui demande des dommages-intérêts au voiturier parce que ses marchandises ne lui sont pas parvenues n'a simplement qu'à prouver ce fait pour avoir rempli son rôle de demandeur : ce n'est pas plus à lui de prouver la faute du voiturier, qu'à l'ouvrier de prouver celle du patron.

(1) Dijon, 27 avril 1877, sous cassat. du 7 janvier 1878. S. 78. 1. 412.

Mais nous dira-t-on, vous présumez la faute du patron puisque vous supposez l'ouvrier, victime d'un accident, créancier de dommages-intérêts *ipso facto*, et vous n'en avez pas le droit. — Quand même cette accusation serait fondée, nous ne ferions guère que suivre les errements de la jurisprudence, car enfin, il ne faudrait pas forcer beaucoup le sens des arrêts cités tout à l'heure pour dire qu'ils admettent dans tous les cas la présomption qu'on nous reproche.

Mais nous ne présumons pas plus la faute du patron que celle du voiturier. L'ouvrier est demandeur dans une action en dommages-intérêts, on lui avait promis de le restituer à lui-même sain et sauf, on ne l'a pas fait, voilà ce qu'il a à prouver, et cela fait, il a rempli toute sa tâche en tant que demandeur.

De ce qu'il a fait cette preuve s'en suit-il que le patron sera nécessairement condamné à lui payer les dommages-intérêts qu'il lui réclame ? Pas le moins du monde, car le patron est parfaitement libre d'opposer une exception à la demande de l'ouvrier justifiée, quant à sa cause. Seulement comme, d'après le principe bien connu, *reus excipiendo fit actor*, c'est lui qui doit prouver le bien fondé de son exception, c'est-à-dire sa libération, et il fera cette preuve en établissant que l'accident provient d'un cas fortuit ou même du vice propre de la chose qu'il doit restituer, c'est-à-dire la faute de l'ouvrier. N'est-ce pas là la marche ordinaire des procès ?

Le renversement de la preuve en matière d'accident, résulte donc bien des principes du droit tel qu'il est établi, et il nous paraît inutile de faire une loi pour établir ce qui existe déjà. Il est vrai que la jurisprudence française interprète autrement que nous venons

de le faire les principes de notre législation en cette matière ; mais il se produit depuis quelque temps, dans la doctrine, un grand mouvement dans le sens des idées que nous venons de défendre, et notre jurisprudence ne peut manquer de le suivre.

Les tribunaux belges commencent déjà à appliquer ces principes (1). Seulement la Cour d'appel de Liège (2) et la Cour de cassation résistent encore énergiquement (3). De son côté la Cour supérieure de justice de Luxembourg a adopté complètement le système de MM. Saintelette et Sauzet. (4)

Nous faisons des vœux pour que la jurisprudence française entre franchement dans cette voie ; nous ferions ainsi l'économie d'une loi qui aurait trop l'apparence d'une loi politique pour être acceptée par tous sans arrière-pensée et sans espoir de réaction.

§ 3. — Etendue de la responsabilité du patron.

Il faut remarquer que cette théorie n'étend nullement la responsabilité du patron : comme dans le système de la jurisprudence, il ne répond ni de la faute de l'ouvrier, ni des cas fortuits, il ne peut être condamné à payer des dommages-intérêts que s'il a une faute à se reprocher. Toute la question est de savoir dans un sys-

(1) Tribunal civil de Bruxelles, 25 avril 1885. — Tribunal de commerce de Bruxelles, 28 avril 1885. S. 85. 4. 25.

(2) 15 juin 1885. S. 85. 4. 25.

(3) 8 janvier 1886, rapporté par M. Glasson, *op. cit.* page 67, note 1. Cet arrêt admet la responsabilité contractuelle, mais repousse le système qui met la preuve à la charge du patron.

(4) 27 nov. 1884. S. *Ibid.*

tème comme dans l'autre où commence la faute du patron.

La jurisprudence, tenant compte de la triste situation de l'ouvrier et de sa famille lorsqu'il est victime d'un accident professionnel, se montre ordinairement très sévère envers le patron, et considère comme très étendue la protection qu'il doit à ses ouvriers. M. Martin Nadaud avoue que, dans un certain nombre d'hypothèses, elle interprète l'article 1382 aussi favorablement que possible pour l'ouvrier, et M. Peulevey constate qu'elle trouve toujours moyen de déclarer le patron responsable en découvrant dans chaque espèce quelque chose de défectueux dans l'outillage, les précautions, etc..... (1)

Il est certain tout d'abord que le patron est responsable non-seulement *in committendo*, mais même *in omit-tendo* et la jurisprudence, quand elle peut trouver trace de la plus petite négligence de sa part, ne manque jamais de le proclamer responsable. S'il y avait un moyen d'éviter l'accident quelque coûteux, quelque inutilité qu'il fût, le patron est en faute de ne pas l'avoir employé. Il doit même sous peine de faute, prévoir les causes d'accidents non seulement habituelles, mais même possibles. Elle ne se contente pas, pour exonérer le patron des dommages-intérêts qu'on lui réclame, de savoir que tel au tel procédé de travail, telle ou telle manœuvre est interdite par voie de règlements affichés dans les ateliers, il doit prouver qu'il exigeait toujours l'obéissance à ces règlements, qu'il n'a jamais toléré qu'on les violât. Et encore certains arrêts vont jusqu'à rendre le patron responsable alors que l'ouvrier lui avait formellement désobéi. Le patron doit en effet chercher à

(1) Voir M. Sauzet. *Revue crit.* de 1883, page 678.

préserver ses ouvriers même contre leurs maladresses, leurs manquements personnels. Une faute de l'ouvrier peut atténuer la responsabilité du patron mais ne la supprime pas toujours complètement (1).

De tous ces arrêts, il résulte, en résumé, que le patron est responsable toutes les fois que, pouvant prendre une mesure préventive susceptible d'empêcher l'accident, il ne l'a pas prise ; que sans ordonner formellement tel procédé, telle manœuvre dangereuse, il la tolère ; et même lorsqu'il y a une imprudence grave de l'ouvrier, sauf à voir dans ce cas sa responsabilité atténuée. Il y a même plus, si l'accident arrive par le fait d'un ouvrier du patron celui-ci est responsable du dommage éprouvé par les autres ouvriers, parce qu'il doit choisir avec soin tous ses employés et qu'il ne l'a pas fait, puisque l'un d'eux, par sa maladresse ou son imprudence, a été cause d'un accident (2).

Les conséquences de la théorie que nous défendons sont exactement les mêmes. Le code ne pose pas au titre du louage les règles relatives aux obligations du patron envers l'ouvrier, sinon quant au salaire, mais nous avons ailleurs des règles générales que nous devons appliquer ici.

Il est certain qu'il y a entre le patron et l'ouvrier un contrat et par conséquent des conventions. Or, l'article 1135 du code civil décide que « les conventions obligent, non seulement à ce qui y est exprimé, mais encore à toutes les suites que l'équité, l'usage ou la loi donnent à l'obligation d'après sa nature. »

(1) Voir les arrêts cités plus haut, de Nancy, de Dijon, d'Aix, de Besançon, etc.....

(2) Voir M. Sauzet, *loc. cit.*

L'article 1137 est plus précis encore, il ordonne au débiteur de veiller à la conservation de la chose avec la diligence d'un bon père de famille ; on peut certainement l'appliquer au louage de services dans lequel l'ouvrier se confie au patron, qui prend sur lui, sur sa personne comme sur son travail, l'autorité de celui qui commande et qui paie. C'est à cause de cette autorité, de cette surveillance plus ou moins étroite exercée par le patron sur l'ouvrier, que l'usage et l'équité aussi bien que l'intention des parties font au patron le devoir, l'obligation, disons nous en droit, de veiller à la sécurité de l'ouvrier, de le protéger par tous les moyens possibles même en cas de désobéissance, même contre sa propre imprudence, même contre la faute de ses employés, sous peine d'engager sa responsabilité et de s'exposer à des dommages-intérêts. On peut même dire avec MM. Sainctelette et Labbé, (1) que la responsabilité du patron est en raison de l'autorité qu'il exerce.

Cette formule, dans notre système comme dans celui de la jurisprudence écarte toute prétention à régler d'un seul coup et pour tous les cas l'étendue de cette responsabilité ; elle varie avec les espèces et le juge est le seul qui puisse l'apprécier et la définir.

De toutes ces explications, il résulte clairement, croyons-nous, que notre théorie ne change rien à la responsabilité du patron, elle reste ce qu'elle était avec la jurisprudence que nous avons étudiée. Veut-on se convaincre plus complètement encore de la vérité de cette affirmation ? Il n'y a qu'à lire le passage où M. Labbé résume avec sa logique habituelle, les conséquences des principes posés par lui, sur la manière de

(1) Sainctelette, *op. cit.*, page 119. Labbé, Sirey, *loc. cit.*, § 2.

déterminer l'étendue de cette responsabilité, et l'on verra qu'elles se confondent absolument avec celles que nous avons tirées des arrêts des Cours d'appel et de la Cour de cassation : « Le maître qui dirige le travail de l'ouvrier, dit-il, garantit la bonne détermination de ses ordres, le bon état, l'aptitude des instruments qu'il fournit, l'emploi judicieux des moyens les plus sûrs de préservation. Quand l'ouvrier est placé dans une situation où le péril est accru par la multiplicité des agents employés ensemble, il garantit le choix éclairé, prudent, des collaborateurs qu'il donne à cet ouvrier. (1) »

On peut indifféremment tirer les mêmes conclusions de notre système et de celui de la jurisprudence.

Nous insistons sur cette similitude de conséquences, parce que la jurisprudence nous paraît avoir très nettement et très juridiquement tracé les limites de la responsabilité des patrons, en établissant que, d'un côté, il ne répond ni de la faute de l'ouvrier, ni du cas fortuit, mais que de l'autre, il est responsable de sa faute légère, même *inomitendo*.

Notre principe que l'obligation du patron de protéger ses ouvriers contre les suites dangereuses de leur travail, est née du contrat de louage de services, et non de l'article 1382 du code civil ne nous conduit pas plus loin, et ce serait tomber dans l'exagération que de dire : le patron a promis la sécurité, il la doit dans tous les cas, même quand l'accident arrive par la faute de l'ouvrier, même quand il est le résultat d'un cas fortuit, de la force majeure. Non, dans un contrat, à moins de

(1) Sirey. *Ibid.*

convention contraire, une partie ne répond que de sa faute.

Il faudrait une loi pour modifier ces principes sur la responsabilité, et elle serait mauvaise parce qu'elle établirait un privilège en faveur d'une catégorie de citoyens, et qu'elle serait une loi d'exception.

CHAPITRE VII

RÉPONSES A QUELQUES REPROCHES FAITS A LA THÉORIE DE LA RESPONSABILITÉ CONTRAC- TUELLE DU PATRON

De tout ce que nous venons de dire, il résulte que la seule conséquence à tirer de ce principe que la responsabilité du patron en matière d'accidents prend naissance dans le contrat et non dans un délit civil ou criminel, c'est que la preuve de la faute incombe non plus à l'ouvrier mais au patron.

On a trouvé ce résultat bien minime pour une théorie qui se présentait comme devant modifier si complètement la situation des ouvriers victimes d'accidents, qu'elle prétendait rendre inutile toute modification à la législation actuelle en cette matière. On a même prétendu qu'elle est moins protectrice de l'ouvrier que le système de la jurisprudence, parce que dans ce système la faute étant délictueuse, le patron ne peut s'en exonérer par aucune convention, tandis que si la faute est contractuelle, il pourra, par une convention formelle, se décharger de la responsabilité de cette faute ; c'est même une clause qui ne tardera pas à devenir de style dans les contrats de louage de services.

A quoi bon, ajoutent ceux qui désirent une loi nou-

velle sur la protection à accorder aux ouvriers en cas d'accidents, une réforme qui n'exclut pas l'arbitraire du juge ; qui laisse les cas fortuits à la charge de l'ouvrier, et qui n'abrège en rien les procès ?

Nous allons essayer de répondre en quelques mots à chacun de ces reproches.

§ 1. — Il est très important pour l'ouvrier d'être déchargé du fardeau de la preuve.

Nous avons déjà montré combien il importait à l'ouvrier d'être déchargé du fardeau de la preuve si lourd pour lui que, presque toujours, il succombait dans l'instance en dommages-intérêts par l'impossibilité dans laquelle il était non pas seulement de prouver qu'il n'avait pas commis de faute, mais que l'accident provenait de la faute du patron ou de ses employés, car il ne suffisait pas de démontrer sa non culpabilité, il fallait prouver celle du patron, sinon celui-ci échappait à toute responsabilité, et les suites de l'accident retombaient sur l'ouvrier victime d'un cas fortuit. Si au contraire la preuve de la faute de l'ouvrier incombe au patron, l'ouvrier ne joue plus qu'un rôle passif, il attend les arguments de son adversaire pour les réfuter, et il lui est plus facile de prouver qu'il n'a rien à se reprocher que de démontrer la faute du patron : il est donc dans une situation bien meilleure comme plaideur et il a beaucoup plus de chances de succès, car c'est au patron à rechercher les témoins de l'accident, à faire dresser les plans des lieux avant et après l'accident, à établir le bon état de ses machines, etc., au lieu d'avoir à préparer et

à soutenir les enquêtes, toutes choses que l'ouvrier mutilé et sans ressources ne pouvait faire qu'avec la plus grande difficulté.

Et puis il est certain que l'ouvrier serait plus en sûreté si la preuve était à la charge du patron, et nous n'avons pas à démontrer l'utilité de ce résultat, car la santé, l'usage de tous ses membres, vaut mieux pour l'ouvrier que tous les dommages-intérêts possibles.

Le patron en effet se préoccupera par avance de s'assurer le moyen de prouver qu'il avait bien pris toutes les précautions nécessaires pour protéger les ouvriers contre les accidents professionnels, et alors il ne négligera rien pour mettre en usage, selon l'expression de M. Sauzet, « ces mille appareils protecteurs que l'art industriel s'ingénie à découvrir au fur et à mesure que les progrès incessants de la mécanique ou de la chimie inventent de nouvelles machines, de nouveaux procédés plus perfectionnés, mais aussi plus dangereux que les anciens. » (1) La vigilance du maître étant plus active, les accidents seront certainement moins nombreux.

De plus les compagnies d'assurances ne se subrogeront plus aussi volontiers au patron pour l'exercice de ses droits. Les risques en effet seront plus lourds puisqu'elles seront, comme l'industriel, chargées de faire la preuve de la faute de l'ouvrier ou du cas fortuit. Étant plus exposées à payer des indemnités elles élèveront le taux de la prime et les patrons eux-mêmes aimeront mieux économiser ces dépenses d'assurances en veillant plus étroitement à la sécurité de leurs employés.

(1) *Revue critique*, 1883, page 632.

Ce ne sont pas là, pensons-nous de si minimes résultats.

§ 2. — Le patron ne pourrait par la convention, modifier les responsabilités dérivant du contrat de louage de services.

Si l'on admet que la responsabilité du patron prend naissance dans le contrat, peut-il par une convention formelle s'exonérer de cette responsabilité? Dans le système de la jurisprudence la responsabilité est délictueuse, la convention ne peut donc ni la supprimer ni la modifier, du moins avant qu'elle soit engagée. (1) « En effet qu'y aurait-il dans une convention de ce genre? Une transaction entre le patron et l'ouvrier sur l'intérêt civil d'un délit à venir. Or si l'article 2046 permet de transiger sur l'intérêt civil qui résulte d'un délit, c'est seulement après que le délit a été consommé que l'intérêt, étant né et actuel, peut être apprécié. » (2) Il y a là, dit-on, un grand avantage pour les ouvriers car le patron ne peut s'exonérer de la responsabilité qui lui incombe, et s'il est en faute ils sont certains de recevoir des dommages-intérêts.

Si au contraire la responsabilité est contractuelle, comme les conventions sont libres, autant du moins qu'elles ne contreviennent ni aux lois, ni à la morale, ni à l'ordre public et que les conventions font la loi des parties, le patron pourra, par une clause formelle du contrat, stipuler qu'il ne répondra pas de ses fautes, au

(1) Conseil d'État du 11 mars 1881. S. 82, III, 53. — Dijon, 24 juillet 1874, S. 1875, 2, 71.

(2) *Revue critique*, 1883, page 637.

grand dommage des ouvriers qui ne pourront ainsi en cas d'accident réclamer de dommages-intérêts.

Si les choses se passaient tout à fait comme nous venons de le dire, il est certain que notre théorie de la faute contractuelle serait à ce point de vue inférieure à la jurisprudence. Mais, même avec le système de la faute délictuelle, les ouvriers sont loin de recevoir toujours les indemnités auxquelles ils ont droit. Sans doute, le patron ne peut pas transiger avant l'accident, mais il le peut après, et en fait, nous avons vu que ces transactions sont fréquentes : l'ouvrier blessé n'a pas le temps d'attendre l'issue d'un procès toujours long et toujours incertain, il prend ce qu'on lui offre, c'est-à-dire une somme dérisoire ; que la faute soit délictuelle ou contractuelle, les résultats sont donc bien près d'être les mêmes si l'ouvrier n'a ni l'énergie, ni les moyens de résister aux tentatives du patron pour se décharger de la responsabilité qui lui incombe en cas d'accident. La théorie de la faute contractuelle a même sur l'autre cet avantage que la transaction se ferait à un moment où l'ouvrier est libre, valide, bien plus en état par conséquent d'user de tous ces droits, et avec le caractère de l'ouvrier français, il n'est pas certain que la clause d'irresponsabilité devint de style comme on se plait souvent à le dire.

De plus, tout en admettant avec MM. Labbé et Sauzet que conformément à ce principe de la liberté des conventions la clause d'irresponsabilité est valable jusqu'à la limite du dol nous ne serions pas nécessairement amenés à cette conclusion que le patron peut par une convention formelle, échapper à la responsabilité de sa faute. Une telle convention ne serait valable, après tout, que si on démontrait que l'obligation du patron de veil-

ler à la sécurité des ouvriers est non pas de l'essence mais seulement de la *nature* du contrat de louage de services. Or, il nous paraît difficile qu'un tribunal puisse admettre une clause par laquelle un patron dirait à un ouvrier : « le travail pour lequel je vous embauche est dangereux, l'usine dans laquelle vous allez entrer est pleine de chaudières à vapeur qui peuvent faire explosion si je n'ai pas soin de les faire entretenir en bon état, de courroies, d'engrenages qui peuvent vous saisir et vous broyer si je ne les recouvre pas ; mais toutes ces précautions nécessitent des dépenses que je désire ne pas faire ; il est bien entendu, n'est-ce pas, que vous connaissez tous les dangers, qu'il vous appartient de les éviter, et que si un accident vous arrive vous en subirez les conséquences sans me réclamer aucune indemnité ». N'est-ce pas là de l'impudence, et ne vous semble-t-il pas qu'une pareille clause soit illicite comme absolument contraire à la morale ? Ne vous semble-t-il pas même que l'intérêt général soit engagé dans cette question, et qu'il y ait danger pour la sécurité publique si une convention de cette nature pouvait être validée par notre magistrature. Comment ! la jurisprudence ne permet pas qu'un entrepreneur de transport s'affranchisse de la responsabilité de ses fautes et de celles de ses employés (1) et ce qu'elle ne tolère pas quand il s'agit de marchandises, de choses inertes et sans valeur intrinsèque elle le tolérerait quand la santé, la vie même d'un homme est en jeu et avec celle, l'avenir de toute une famille. Nous nous refusons à penser que le principe de la liberté des conventions, puisse conduire à de pareilles conséquences ; nous croyons fermement que

(1) Cassat. 26 mars 1860. S. 60, 1, 899.

l'obligation pour le patron de veiller à la sécurité de ses ouvriers est de l'essence du contrat de louage de services, et que par conséquent toute convention par laquelle il se déchargerait de la responsabilité de ses fautes serait contraire à la morale et comme telle nulle et de nul effet.

La théorie de la faute contractuelle n'enlève donc point aux ouvriers le bénéfice que leur assure l'application du système de la faute délictuelle au point de vue de la responsabilité du patron, et comme elle met la preuve de la faute à la charge de ce dernier, elle améliore considérablement, sans rien changer aux principes du droit établi, la situation des ouvriers victimes d'accidents, double raison pour que la jurisprudence, nous l'espérons du moins, la fasse bientôt passer dans la pratique.

§ 3. — Quand même le patron serait responsable de tout accident arrivé à un ouvrier pendant le travail, tous les procès ne seraient pas supprimés.

La théorie nouvelle, dit-on encore, laisse subsister tous les procès en matière d'accidents, c'est toujours le juge qui décide s'il y a faute, à qui elle est imputable du patron ou de l'ouvrier, c'est lui qui fixe arbitrairement le montant de l'indemnité à recevoir. Or, les jugements des tribunaux en cette matière sont aussi divers que les tribunaux eux-mêmes, et « la jurisprudence si elle est quelquefois favorable à l'ouvrier, n'échappe ni aux contradictions ni à l'arbitraire ;.... elle n'ouvre pas plus un refuge certain aux victimes des acci-

dents qu'elle ne donne de sécurité au patron en limitant sa responsabilité » (1).

Pour éviter cet arbitraire du juge, M. F. Faure proposait de déclarer les patrons responsables du dommage causé à tout ouvrier ou employé tué ou blessé dans le travail, soit que l'accident provienne du bâtiment, de l'installation, de l'outil employé, soit du travail lui-même. Le patron est ainsi responsable de tout accident arrivé à un ouvrier, qu'il soit en faute ou non, il subit le risque de ses ouvriers comme il subit celui des machines, et comme chaque accident reçoit d'après un tarif une indemnité déterminée d'avance, il s'en suit que, dans la pensée de M. Faure, il n'y a plus de procès possible (2).

Cette proposition confond deux choses sous le nom de responsabilité du patron : la garantie des fautes du patron, la garantie des risques courus par l'ouvrier, une question de responsabilité et une question d'assurance, mais elle est loin de fermer comme le croyait son auteur l'ère des procès et de l'arbitraire du juge.

En effet, il y a au moins un cas où il est impossible de tarifer la responsabilité du patron, c'est celui où l'accident est le résultat d'un crime ou d'un délit commis par lui. Il ne viendra à l'idée de personne que la responsabilité soit la même en cas de crime et en cas de négligence, et que les dommages-intérêts à payer soient fixés à la même somme. Qui donc dira s'il y a en crime? Qui déterminera le montant des dommages-intérêts? Le juge évidemment, et voilà les procès qui recom-

(1) Rapport de M. Martin Nadaud *J. Off.*, 1882. Chambre. *Doc. parl.*, p. 2495.

(2) *Doc. parlém.* Chambre. *J. Off.*, de 1882. *Annexe* 399, p. 357.

mençant, procès plus graves même, car ce sont des procès criminels,

Et si l'accident provient d'un crime ou d'un délit de la victime, la responsabilité du patron ira-t-elle jusqu'à l'obliger à payer des dommages-intérêts? Qui encore dira s'il y a bien crime ou délit ou simplement faute de l'ouvrier? Le juge, et voilà encore un procès. M. Faure avait bien compris qu'il ne pouvait enfermer dans le même tarif tous les accidents quelles que fussent leurs causes, et il disait que la victime pourrait, malgré les dispositions nouvelles du code, « exercer les droits que lui confère la loi pour obtenir la réparation *légitime* qui s'impose à l'auteur de la faute, du délit ou du crime. » Il ajoutait même dans la discussion qu'il n'entendait limiter la responsabilité du patron que quand il est absolument impossible d'établir la faute de celui-ci.

Ainsi donc, d'après ceux-là mêmes qui reprochent à la doctrine de la faute contractuelle de ne supprimer ni l'arbitraire du juge, si l'accident quelle que soit sa cause engage la responsabilité du patron, cette responsabilité sera plus grande et donnera lieu à des dommages-intérêts plus élevés quand on pourra établir une faute du patron. Arrivera-t-il un accident sans que la victime n'intente une action à son patron pour obtenir une indemnité plus forte? Et alors n'aurons-nous pas autant de procès qu'auparavant, l'arbitraire du juge ne sera-t-il pas le même? Ne sera-ce pas à lui de dire, comme aujourd'hui, si l'accident est imputable au patron, à l'ouvrier ou au cas fortuit? Ne sera-ce pas à lui de fixer le montant des dommages-intérêts.

On a beau faire, la responsabilité et son étendue sont des questions de fait, et comme il est impossible au

législateur de prévoir toutes les causes d'accident, comme il lui est impossible de déterminer par avance dans quelle mesure l'auteur de l'accident sera responsable, il faudra toujours avoir recours à l'appréciation du juge à moins de retomber sous le régime de la loi des XII tables, ou de la loi salique qui ne passent pas pour être le dernier mot du progrès en matière de législation.

La loi anglaise du 7 septembre 1880 que l'on se plaît à donner comme exemple au législateur français ne fait que fixer le maximum de l'indemnité à payer par le patron en cas d'accident arrivé à un ouvrier (trois ans de salaire), mais elle ne tranche point la question de responsabilité ; c'est le juge qui l'apprécie tout comme en France. En Suisse, la loi du 25 juin 1881 laisse au tribunal sa complète liberté d'appréciation, au moins si l'accident a amené la mort de l'ouvrier ; en cas de blessure, elle ne fait, comme la loi anglaise, que fixer le maximum de l'indemnité à payer par le patron (6 ans de salaire). Partout le juge reste le souverain appréciateur des faits, partout il demeure chargé de déterminer la responsabilité de l'auteur de l'accident et de fixer, au moins dans les limites d'un maximum, l'indemnité à payer à la victime ou à sa famille.

La théorie de la faute contractuelle en ne supprimant ni les procès, ni l'arbitraire du juge ne fait donc que suivre l'exemple des législations les plus perfectionnées, et, ce qui vaut bien mieux, les données de la raison elle-même.

§ 4. — La preuve mise à la charge du patron abrège la durée des procès.

Vous n'abrégez pas les procès, nous dit-on encore, car que ce soit au patron ou à l'ouvrier de faire la preuve, la marche de la procédure est toujours la même, et pendant qu'on discute sur le point de savoir si l'ouvrier a droit on n'a pas droit à recevoir une indemnité, il est dans la misère, lui et sa famille.

Que les procès soient longs, que la situation de l'ouvrier victime d'un accident soit, pendant qu'ils durent, digne du plus grand intérêt, nous n'y contredisons pas. Mais la théorie de la faute contractuelle ne tend point à modifier la procédure, elle n'a qu'un but, déplacer le fardeau de la preuve, le faire tomber de l'ouvrier sur le patron ; quant aux longueurs et aux frais de la procédure, nous laissons au législateur le soin de les diminuer et ce n'est point seulement en matière d'accidents qu'il y a des modifications à apporter dans les règles de la procédure. Du reste les changements dans ces prescriptions toutes de forme ne présentent pas les mêmes dangers que dans les principes généraux des obligations où tout se tient et repose sur la raison. Nous avons soutenu qu'il ne faut pas bouleverser les règles de la preuve, mais nous pensons qu'il est désirable de simplifier et d'abréger les formalités de la procédure.

Il n'est pas certain d'ailleurs que le reproche adressé à notre théorie de la faute contractuelle soit tout à fait mérité, car, le patron est plus à même que l'ouvrier de rassembler promptement les éléments du procès: témoins,

états de lieux, procès-verbaux, etc... et par conséquent, la question de responsabilité sera plus vite tranchée avec notre système que si on laisse à l'ouvrier le soin de prouver la faute du patron : le temps gagné sera peu considérable, nous l'avouons, et encore le patron ne se hâtera-t-il de terminer le procès que si l'accident provient de la faute de l'ouvrier. Dans le cas contraire il a toujours intérêt à prolonger le débat pour lasser la victime et l'amener à une transaction. Mais encore une fois, toutes ces lenteurs tiennent aux formalités de la procédure; c'est à ces formalités qu'il faut s'attaquer non pas seulement en faveur des ouvriers, mais en faveur de tous les justiciables : quant aux règles générales des obligations elles sont hors du débat, et le déplacement de la preuve en matière d'accidents est le seul résultat qu'aient voulu atteindre MM. Saintelette et Sauzet.

5. — L'ouvrier des usines en demeurant responsable des cas fortuits et de la force majeure n'est pas autrement traité que tout autre ouvrier.

Le reproche le plus vif que l'on adresse à la théorie du renversement de la preuve est de laisser à la charge de l'ouvrier les accidents provenant des cas fortuits et de la force majeure.

L'ouvrier des usines, des grandes compagnies industrielles, dit-on, par la nature même de son travail, par les outils qu'il emploie, par les machines qui l'entourent, court des risques bien plus considérables que tout autre travailleur, que l'ouvrier agricole notamment,

bien que cependant, l'emploi des machines dans la grande et la moyenne culture ait déjà augmenté le nombre et la gravité des accidents professionnels dans les exploitations rurales. D'où la conséquence que si les règles ordinaires de la responsabilité suffisent pour protéger l'artisan, le domestique, le travailleur agricole et même l'ouvrier qui loue ses services à un particulier, elles sont impuissantes à garantir l'ouvrier des usines, l'employé des chemins de fer contre les risques inhérents à son travail. Or, dit-on, qui profite de ce travail dans lequel l'ouvrier expose sa santé et sa vie ? Le patron, dont les machines augmentent la production, et qui vend souvent les objets manufacturés d'autant plus cher, qu'ils sont plus dangereux à produire. Et l'on arrive à cette conclusion, que le patron doit indemniser l'ouvrier des accidents provenant des cas fortuits et de la force majeure, puisque ces accidents sont uniquement le résultat du travail qu'il demande et des engins qu'il emploie. Mais dans quelle mesure doit-il indemniser la victime d'un cas fortuit ou de la force majeure ? Doit-il réparer complètement le dommage causé comme lorsqu'il est en faute ? MM. Girard et Martin Nadaud n'ont pas osé aller jusque-là, et ils n'exigent du patron, qu'un simple secours calculé d'après les règles établies par la loi de 1868 relative à la caisse d'assurances en cas d'accidents résultant de travaux agricoles et industriels créée sous la garantie de l'État. (1)

Nous ne sommes pas loin d'être d'accord avec MM. Girard et Martin-Nadaud sur la responsabilité du patron en matière d'accidents professionnels. En effet nous

(1) Voir, le rapport de M. Girard à la Chambre des députés, *J. Off.* de 1884, Annexes, Chambre, p. 250.

avons démontré que cette responsabilité était plus étendue que celle qui résulte des articles 1382 et suivants du code civil. Ces articles s'appliquent seulement à des personnes que ne lie aucun contrat préalable, ils établissent et sanctionnent ce principe général que chacun doit respecter autrui et tout ce qui lui appartient. Mais par le louage de services lui-même, le patron nous le pensons du moins, a contracté envers l'ouvrier une obligation particulière plus étendue, celle de faire tout ce qui est humainement possible pour protéger sa santé et sa vie contre les dangers inhérents à son travail. Nous allons même plus loin et nous admettons avec la jurisprudence (1), que le patron est responsable des imprudences de ses ouvriers, imprudences causées comme le dit M. Girard, par « ces distractions, ces défaillances inévitables pour l'ouvrier que, suivant l'expression de M. Faure, la répétition quotidienne d'un travail dangereux habitue insensiblement à négliger les précautions nécessaires, et qui se familiarise avec le péril au point de se laisser entraîner à des témérités imprudentes, mais inhérentes au travail lui-même. » Si le patron néglige la plus légère précaution, s'il laisse par défaut de fermeté, ou de vigilance, ses ouvriers commettre la plus légère imprudence, il est en faute et il doit dans les limites de sa responsabilité réparation du préjudice causé. L'étendue de cette responsabilité si l'on veut condenser notre pensée dans une formule scientifique est proportionnelle aux dangers que fait courir à l'ouvrier le travail dont il est chargé.

(1) Caen, 17 mars 1880. S. 80. 2. 176. — Et encore Aix, 10 janvier 1877. S. 77. 2, 30. — Nancy, 9 déc. 1876. S. 79. 2. 228. — Paris, 29 avril 1875. S. 76. 2. 182.

Dans cette théorie de la faute contractuelle, l'ouvrier des usines, des mines, l'employé des chemins de fer se trouve quant aux risques des cas fortuits et de la force majeure dans la même situation que l'ouvrier agricole ou l'artisan qui loue ses services à un particulier. Il court plus de dangers, mais la responsabilité du patron est plus étendue ; au milieu des machines, dans l'atmosphère viciée de la fabrique, au fond des galeries souterraines où les infiltrations le gagnent, où le grisou le menace sans cesse, sa santé, sa vie sont plus exposées que celle du cultivateur dans les champs, ou du compagnon dans son atelier, mais, l'entrepreneur en vertu du contrat et par la nature même du travail qu'il confie à l'ouvrier s'engage à le protéger contre les risques qu'il court, à le préserver autant que possible de tout accident, à réparer, au moins pécuniairement le dommage qu'il éprouvera par suite des accidents qui pourront lui arriver par la faute ou la négligence du du patron.

Pourquoi, si l'on admet cette théorie, parler de la situation spéciale des ouvriers de l'industrie et réclamer en leur faveur une protection spéciale de la loi ? N'avons-nous pas amplement démontré qu'ils sont, au point de vue des cas fortuits et de la force majeure, exactement dans la même situation que tous les autres hommes. Pourquoi donc édicter en leur faveur une législation particulière, alors que les lois actuelles sagement interprétées leur assurent comme à tous les citoyens la protection à laquelle ils ont droit. Pourquoi créer arbitrairement un privilège en leur faveur, en admettant comme le proposent MM. Girard et Martin Nadaud que le « risque professionnel comprend d'abord et avant

tout les accidents provenant de cas fortuits ou de force majeure » ? Comment, je voyage dans un train qu'une main criminelle fait dérailler, je suis blessé ainsi que quelques agents de la compagnie et ceux-ci seraient indemnisés par elle tandis que toute réclamation de ma part serait inutile ! Je me promène en visiteur dans les galeries d'une mine, le grisou fait explosion sans qu'on ait pu le prévoir, alors que toutes les précautions exigées par la science et les règlements avaient été prises, et la compagnie minière serait responsable vis-à-vis de ses ouvriers sans l'être à mon égard ? Ne sommes-nous pas les uns et les autres victimes du même cas fortuit, de la même force majeure. Pourquoi donc ne serions-nous pas soumis aux mêmes lois ? Vous étiez libre, me dira-t-on, de ne pas voyager, de ne pas descendre dans la mine, tandis que l'employé du train, l'ouvrier mineur, exécutaient des ordres reçus. Subtilités, que tout cela ! car la nature de mes fonctions peut tout aussi bien me forcer à voyager et à explorer les chantiers souterrains, que le mécanicien et le porion ! Subtilités et pis que cela, propositions anti-juridiques et contraires à l'égalité qu'une chambre française ne saurait admettre.

Sans doute, l'ouvrier des usines, des mines, des chemins de fer, est digne de pitié lorsqu'il est victime d'un accident dû à un cas fortuit ou à la force majeure, car, incapable de travailler par suite de blessures ou de mutilations, ou tué sur le coup, il laisse toujours sa famille dans la misère ; mais est-il plus à plaindre que l'ouvrier agricole, l'artisan, le petit employé ou le petit commerçant auquel arrive pareil accident ? et personne ne songe à créer pour ceux-ci de législation de faveur !.

CHAPITRE VIII

ASSURANCES CONTRE LES ACCIDENTS PROFESSIONNELS

Il y a pourtant, il faut l'avouer, dans cette misère qui frappe les ouvriers quels qu'ils soient à la suite d'un accident résultant de la force majeure ou d'un cas fortuit, un mal social qui devait attirer l'attention des économistes aussi bien que des pouvoirs publics. Les uns et les autres ont cherché le remède et l'ont trouvé non pas dans le développement de l'assistance publique qui fausse les ressorts de l'activité humaine en habituant ceux qu'elle soutient à la mollesse et à l'imprévoyance, mais dans le contrat d'assurance qui garantit l'ouvrier contre les risques de son travail, lui donne la sécurité, à lui et à sa famille, et développe en lui l'esprit d'ordre et d'économie que nous désirons si vivement voir pénétrer dans la classe ouvrière.

§ 1. — Définition du contrat d'assurance. Différents systèmes.

L'assurance est un contrat qui met en présence deux parties : l'une, l'assureur, dit à l'autre, l'assuré : vous courez le risque d'être blessé ou même tué dans votre

travail sans que votre patron ait rien à se reprocher, sans que par conséquent vous puissiez avoir recours contre lui ; si cet accident vous arrive, comme vous ne pourrez plus rapporter à la maison le salaire qui vous fait vivre, vous, votre femme et vos enfants, vous êtes sans ressources et votre famille est le plus souvent réduite à implorer la charité publique. Je puis vous donner le moyen d'éviter un pareil malheur. Vous prélèverez sur votre salaire chaque année, tant que vous serez valide, une modique somme et, moyennant cette somme, appelée prime, je m'engage à vous fournir, en cas d'accident, une indemnité pendant le temps que nécessitera votre guérison si votre incapacité de travail n'est que temporaire, ou bien, à votre choix, une rente viagère ou un capital déterminé payable à vous-même, si vous demeurez infirme, ou à votre famille si vous succombez à la suite de l'accident. C'est ce qu'on appelle l'assurance à primes fixes par opposition à un autre système qui a été pratiqué avant celui dont nous venons de parler et qu'on appelle assurances mutuelles. Ce dernier système repose sur cette vérité d'expérience que parmi plusieurs ouvriers associés et courant le même risque quelques-uns seulement sont frappés, ce qui permet à la société, moyennant une certaine cotisation payée par tous les membres, de servir aux victimes une indemnité ou un capital comme dans l'assurance à primes fixes.

On voit tout de suite que le premier système est préférable au second, car dans celui-ci, chaque assuré ne sait à quelle somme se montera sa cotisation annuelle, et la victime n'est pas certaine d'être rendue complètement indemne, tandis que dans le système à

primes fixes tout est déterminé d'avance, la somme à payer chaque année, aussi bien que l'indemnité ou le capital à recevoir en cas d'accident.

Rien d'étonnant par conséquent à ce que cette forme d'assurance soit à peu près abandonnée ; le principe sur lequel elle repose est cependant très fécond et produit d'excellents effets dans les sociétés de secours mutuels.

Cette garantie contre les suites des accidents de travail ne crée point à l'ouvrier de situation privilégiée, car toute personne qui court un risque peut s'assurer contre ce risque absolument comme l'ouvrier des usines et des manufactures. Nous insistons sur ce point parce que toute législation de faveur nous paraît dangereuse, et même contraire à la dignité de ceux qui doivent en bénéficier : on ne protège en effet que les faibles et les incapables, et l'ouvrier doit tenir à honneur de défendre, même contre ses propres entraînements ce principe si élevé de l'unité de législation pour tous les citoyens d'un même pays.

L'utilité pour les ouvriers de l'assurance contre les accidents éclate aux yeux, et le meilleur service à rendre aux classes laborieuses est de faire pénétrer en elles, le plus profondément possible, le goût de cette institution qui peut plus pour l'amélioration de leur sort et leur moralisation que toutes les réformes sociales, pompeusement énumérées dans les cahiers électoraux. Tout le monde est d'accord sur ce point.

Mais l'assureur sera-t-il l'État ou des compagnies particulières ; l'assurance sera-t-elle obligatoire ou facultative ? Voilà des questions sur lesquelles la discussion est vive.

§ 2. — L'Etat doit-il se faire assureur.

Nous prenons fermement parti pour ceux qui pensent qu'en matière d'assurances qu'il s'agisse d'assurances contre l'incendie, contre la vie ou contre les accidents, l'État a fait ce qu'il devait quand il a assuré la liberté des parties contractantes et protégé l'exécution des conventions.

L'État doit donner aux ouvriers le moyen de s'assurer contre les accidents en permettant aux sociétés d'assurances de se développer et en créant une législation qui, sans décourager l'initiative privée par des règles trop sévères, garantisse aux travailleurs, peu instruits des combinaisons financières, le paiement des indemnités sur lesquelles repose leur avenir. Mais nous ne le comprenons pas plus entrepreneur d'assurances qu'entrepreneur de transports ou fabricant de telle ou telle denrée. Il a pour mission de veiller à la sécurité publique, mais la pure doctrine économique serait que l'administration ne se transformât jamais en société financière, commerciale ou industrielle. Elle n'a ni l'habileté, ni la souplesse, ni l'indépendance, ni surtout l'intérêt nécessaires aux succès d'une entreprise ; sa situation même à l'égard des contribuables qui subiraient ses pertes sans profiter, directement du moins, de ses bénéfices, nous paraît s'opposer absolument à ce qu'elle sorte de son rôle de protectrice de l'ordre public.

Nous parlons ainsi au nom des principes, et de la

théorie ; au point de vue pratique et pour la question spéciale de l'assurance contre les accidents , on peut donner d'autres arguments contre l'intervention directe de l'État dans la direction de ces assurances. A l'époque où nous vivons en effet, l'État a tellement étendu son action en dehors de sa sphère propre, tellement chargé ses caisses des sommes provenant de l'épargne sous ses diverses formes, des sociétés de secours mutuels, etc., qu'il a déjà peine à gérer tous les intérêts qui lui sont confiés, et que le chiffre quasi fantastique de sa dette flottante l'expose dès maintenant aux plus grands dangers. Comment donc pourrait-il se charger utilement de diriger les opérations si complexes, si délicates, si variables d'après les temps, les lieux, les industries de l'assurance contre les accidents ? Comment sans imprudence oserait-il accroître encore le chiffre des sommes remboursables à première demande, alors qu'il serait déjà dans le plus grand embarras s'il était, comme en 1848, dans la nécessité de lutter contre une panique. Il ne faut pas oublier cette leçon de l'histoire et c'est malheureusement ce que font trop tous ceux qui demandent à l'État de se faire assureur contre les accidents professionnels.

Le gouvernement lui-même n'a pas su se défendre contre cette utopie sentimentale. Par une loi du 11 juillet 1868, il a créé, en effet, sous la garantie de l'État « une caisse d'assurance en cas d'accidents, ayant pour objet de servir des pensions viagères aux personnes assurées qui dans l'exécution de travaux agricoles ou industriels seront atteintes de blessures entraînant une incapacité permanente de travail, et de donner des secours aux veuves et aux enfants mineurs des personnes assurées

qui auront péri par suite d'accidents survenus dans l'exécution desdits travaux. » (1)

Cette institution qui, dans la pensée de ses auteurs était destinée à produire de merveilleux résultats, en permettant aux ouvriers de se garantir contre la misère qu'amène forcément dans une famille vivant au jour le jour, la maladie ou la mort de son chef, cette institution est demeurée, depuis vingt ans qu'elle existe, presque inconnue des classes ouvrières, et n'a produit par la même à peu près aucune amélioration dans leur sort. Ses opérations sont insignifiantes, et M. de Foville l'enterre d'un mot : « Cette création, dit-il, n'a pas réussi. » (2).

Cet échec d'une caisse largement dotée par le budget annuel justifie notre manière de voir sur le rôle de l'État en matière d'assurances : il est incapable d'obtenir les résultats auxquels parvient sans difficulté l'industrie privée.

Ses tarifs sont uniformes pour tous les risques et pour tous les âges ; les primes sont de 3, 5 ou 8 francs par an selon que l'assuré désire avoir en cas d'accident une indemnité plus ou moins élevée. Il ne donne de rente viagère qu'en cas d'incapacité permanente de travail, tout au moins dans la profession que l'ouvrier exerçait au moment de l'accident ; en cas de décès, la veuve ou les enfants mineurs n'ont droit qu'à un secours assez minime. Bien plus, en cas d'infirmité temporaire l'assuré n'a droit à aucune indemnité.

Autant de conditions désavantageuses et pour l'assureur et pour l'assuré. La prime est trop élevée pour

(1) Loi du 11 juillet 1868, art. 1^{er}, *in fine*.

(2) *La France économique*, page 333.

certains risques, et les ouvriers qui courent ce risque ne se décideront jamais à payer une telle somme pour un si petit danger. Elle est trop faible dans certains cas et cependant ce tarif réduit n'attirera pas tous ceux qui auraient intérêt à contracter une assurance dans ces conditions, parce que les autres clauses de la police les éloigneront.

Et pourtant, si l'État était obligé de varier ses tarifs à l'infini, comme les compagnies particulières, il lui faudrait, pour les assurances seules, une légion de fonctionnaires, alors qu'on réclame de tous côtés la diminution du nombre des employés émergeant au budget national. Nous croyons donc que l'État n'est pas fait pour diriger les caisses d'assurances, et que les sociétés particulières, sous l'autorité de la loi et la surveillance du gouvernement seront plus utiles que lui aux classes laborieuses. Nous n'aurons pas de peine à montrer que les ouvriers eux-mêmes l'ont compris, car pendant que la caisse d'assurances de l'État reste inactive (1) les compagnies privées qui, au nombre de 13 ont publié leurs rapports, accusent pour 1884 près de 13 millions de recettes, 11 millions et demi de dépenses avec un capital social de 66 millions et un actif total de 76 millions. (2) Ces chiffres se passent de commentaires.

§ 3. — De l'assurance obligatoire.

L'État ne peut donc diriger utilement les opérations d'assurances contre les accidents, mais peut-on admet-

(1) Elle ne compte que 1400 assurés (1874).

(2) Voir M. de Foville, *Op. cit.*, 333.

tre qu'il puisse obliger législativement les ouvriers à contracter ces assurances. Nous nous plaçons bien entendu au point de vue économique, car il est évident qu'une pareille loi n'aurait rien d'anti-juridique, rien de contraire à l'ordre public. L'Allemagne vient d'adopter ce système d'assurances obligatoires, et en l'adoptant, elle a pu blesser les règles de l'économie politique, mais elle n'a violé aucun principe de législation. Nous sommes dans cette question comme dans toutes les autres, respectueux de la liberté individuelle et nous repoussons le principe de l'assurance obligatoire. Sans doute c'est un mal social que l'imprévoyance des classes ouvrières, sans doute il est triste de voir des femmes et des enfants tomber dans la misère la plus profonde par suite d'un accident arrivé dans son travail au chef de la famille, alors qu'il serait facile à ce dernier, en s'assurant contre les risques professionnels, de leur épargner ce malheur. Mais il ne nous semble pas plus raisonnable d'obliger ce chef de famille à contracter une assurance contre les accidents que de le forcer à verser annuellement une somme déterminée à la caisse d'épargne ou à la caisse des retraites, à tenir sa maison propre, à veiller sur sa conduite, sa tenue, son langage, son caractère, etc. ; l'économie, l'ordre, la propreté, la politesse sont des qualités morales traditionnelles dans certains milieux, mais que donnent seules l'instruction et surtout l'éducation à ceux qui ne les trouvent pas dans l'héritage paternel. Quant aux prescriptions législatives, elles sont impuissantes à les faire acquérir, peut-être même, par la contrainte qu'elles exercent sur les classes laborieuses, auraient-elles pour effet d'éloigner l'ouvrier de ces vertus qui lui apparaissent alors

comme des obligations imposées à certaines catégories de citoyens et non à tous. M. Cauwès l'a dit simplement, mais avec beaucoup de force. « La prévoyance est un acte spontané et libre » (1), il n'appartient donc à personne, pas même au législateur, de la déclarer obligatoire. En matière d'assurance contre les accidents professionnels, l'État n'a qu'un devoir à remplir, c'est de faire pénétrer dans les classes laborieuses avec l'instruction et l'éducation, le désir de se mettre, eux et leur famille, à l'abri des coups du sort en prélevant chaque semaine quelques centimes sur leur salaire, pendant qu'ils sont valides afin de pouvoir souscrire une police d'assurance contre les risques professionnels. En inscrivant dans nos lois l'obligation de l'assurance, soit sur la vie, soit contre les accidents, le législateur entrerait dans une mauvaise voie, il se verrait en effet bientôt entraîné à déclarer obligatoire l'assurance contre le chômage et même contre l'incendie. Bien plus, pourquoi, partant du même principe qu'il faut obliger l'ouvrier à faire ce qui lui est utile, et qu'il ne fait pas de lui-même, pourquoi ne pas décréter le repos obligatoire certain jour de la semaine, pourquoi ne pas limiter le nombre d'heures de travail non seulement à l'atelier mais encore au domicile particulier, pourquoi même ne pas fixer le minimum du salaire qu'il doit recevoir ? Où s'arrêter sur cette pente glissante, et comment s'arrêter ? Certainement le législateur qui, sous couleur de philanthropie, suivrait ces entraînements, tournerait le dos au progrès car le progrès en matière de gouvernement et de législation, c'est d'assurer à chaque citoyen la plus grande somme de liberté possible.

(1) *Précis du Cours d'Economie Politique* II, p. 299, (2^e Edition).

§ 4. — Des assurances contre les accidents en Allemagne.

Les Allemands là-dessus pensent tout autrement. (1)

Le 8 mars 1881, M. de Bismarck faisait déposer sur le bureau du Reichstag un projet de loi tendant à rendre obligatoire l'assurance contre les accidents et contre les maladies. Les versements seraient effectués à une caisse centrale fondée et administrée par l'État, et les primes seraient payées, partie par les patrons, partie tantôt par l'État, tantôt par l'ouvrier. Le Reichstag repoussa cette proposition et y substitua un autre projet d'où la participation de l'État était exclue et que le conseil fédéral refusa de sanctionner. Après trois ans et demi d'une lutte des plus vives entre le gouvernement et le Reichstag, celui-ci finit pourtant par adopter deux lois : l'une du 15 juin 1883, l'autre du 6 juillet 1884 qui consacrent le principe de l'assurance obligatoire.

La première décide que tout ouvrier ou employé allemand doit être inscrit à une caisse de secours en cas de maladie, et lui laisse le choix de la caisse ; du reste toutes les caisses sont soumises au contrôle direct de l'État, qu'elles s'appellent caisses locales de fabrique, communales ou libres. Ces caisses sont alimentées par des retenues opérées par les patrons sur le salaire de leurs ouvriers.

Les secours en cas de maladie comprennent le méde-

(1) Nous nous sommes inspiré dans tout ce paragraphe du remarquable rapport de M. Marteau, consul de France en Allemagne, adressé à M. le Ministre des affaires étrangères, et publié dans le *Journal Officiel* des 23, 24 et 25 mai 1887.

cin, les médicaments et certains instruments nécessaires au traitement, lunettes, bandages, etc...

De plus à partir du troisième jour de la maladie, le sociétaire touche une indemnité journalière égale à la moitié du salaire quotidien moyen des journaliers de la commune. Le malade peut aussi être soigné à l'hospice gratuitement, mais sans recevoir d'indemnité, à moins qu'il n'ait femme et enfants, auquel cas il a droit à la moitié de l'indemnité ordinaire.

En cas de décès les caisses locales servent aux héritiers du sociétaire vingt fois le salaire quotidien moyen de la localité, et cette indemnité peut être portée jusqu'à quarante fois ce salaire.

Les patrons sont tenus, sous des peines assez fortes, de veiller à l'inscription de leurs employés et ouvriers, ainsi qu'au versement par avance des cotisations.

A partir de la treizième semaine de maladie c'est l'assurance contre les accidents qui intervient.

Cette assurance a été déclarée obligatoire par la loi du 6 juillet 1884 pour tous les ouvriers et employés dont le salaire ou le traitement, ne dépasse pas 2000 macks par an. Les petits patrons peuvent s'assurer eux-mêmes dans certains cas.

Les employés de quelques administrations telles que les postes, les télégraphes, la guerre, la marine, les chemins de fer, la navigation intérieure, etc, sont également astreints à cette assurance.

Les fonds sont fournis par les patrons formant une sorte de mutualité ; l'État ne prête aucun concours financier à cette institution ; mais il ne la tient pas moins sous sa dépendance directe.

La loi en effet a créé « l'office impérial des assuran-

ces » composé de hauts fonctionnaires de l'administration. C'est cet office qui centralise toutes les opérations des comités directeurs placés au-dessous de lui. La loi rétablit ou plutôt réorganise, car elles existaient déjà les anciennes corporations de tous les métiers et chaque corporation a, à sa tête, un comité directeur qui règle les statuts.

Outre ces comités, il y a des comités locaux qui correspondent de tout l'empire avec le comité directeur. Ce sont eux qui dressent les comptes de la gestion financière, veillent à l'inscription des établissements soumis à l'assurance, arrêtent les clauses de risques pour chacun, veillent au versement des cotisations, ou règlement des indemnités, etc.

S'il n'y a pas mort, le blessé, en cas d'incapacité complète de travail, reçoit 66 00 de son salaire moyen ou de son traitement ; en cas d'incapacité partielle, on lui paie une rente calculée d'après la capacité restante.

En cas de mort, la caisse d'assurance paie les frais d'inhumation calculés sur le taux de 20 fois le prix d'une journée de travail, avec un minimum de 30 marks.

Quant aux survivants, ils reçoivent annuellement : la veuve jusqu'à sa mort ou son nouveau mariage, 20 0/0 du gain du mari ; l'orphelin de père 15 0/0 jusqu'à 15 ans ; s'il devient orphelin de mère 20 0/0.

La rente des enfants et de la mère ne doit pas dépasser 60 0/0 du salaire du défunt. En cas de nouveau mariage la veuve reçoit une fois pour toutes une indemnité s'élevant à trois fois sa rente annuelle.

Il va sans dire que du moment où l'indemnité est payée en cas d'accident non plus par les patrons, mais

par la corporation, la connaissance des contestations qui peuvent s'élever au sujet du règlement de cette indemnité, appartient aux comités directeurs et non aux tribunaux civils. Les ouvriers peuvent en appeler des décisions de ces comités à un tribunal arbitral et même à l'office impérial d'assurances.

Voilà l'économie des nouvelles lois allemandes. Nous avons cru devoir en les analysant, entrer dans quelques détails parce qu'elles ont une grande importance, et qu'elles ont consacré une réforme que certains hommes politiques voudraient voir adopter en France.

L'exemple même de l'Allemagne devrait pourtant les éclairer et les détourner de leur entreprise. Ces lois en effet sont récentes et déjà elles sont critiquées par tous les intéressés : par les patrons qui avaient cru, moyennant une faible somme, s'exonérer de toute responsabilité dans les accidents dont leurs ouvriers seraient victimes, et qui subissent depuis trois ans toutes sortes de vexations de la part des agents de l'État et des corporations ; par les ouvriers eux-mêmes auxquels la nouvelle législation ne donne rien de plus que l'ancienne, et qui regrettent maintenant le petit capital autrefois payé par le patron en cas d'accident, qui se plaignent de n'être « qu'un instrument qu'on répare s'il est avarié, qu'on paie s'il est brisé. »

Même au point de vue moral ces lois produisent déjà de funestes effets, c'est ainsi par exemple que l'assurance contre la maladie pousse les ouvriers à la paresse. Un journal de Berlin citait dernièrement l'exemple d'une caisse de mineurs dans laquelle l'indemnité de maladie ayant été élevée de 84 à 116 pfennigs, le nombre de jours de maladie est monté dans le courant de l'année

suivante de 33.144 à 44.556 et le total des indemnités de 23.000 à 51.807 marks.

C'est ainsi encore que la loi sur l'assurance en cas d'accidents, en transportant la responsabilité de ces accidents du patron à la corporation, a rompu le lien professionnel qui rattachait l'ouvrier à son patron, et a substitué à l'appréciation ordinairement bienveillante des tribunaux de droits commun, le règlement mathématique d'une indemnité connue d'avance.

L'autorité du patron est aussi sérieusement menacée, car la corporation, devant indemniser les ouvriers victimes d'accidents, a par suite le droit de surveiller les ateliers. Des délégués ouvriers donnent même leur avis sur le moyen d'éviter ces accidents, et si l'industriel ne se soumet pas aux changements indiqués, il est poursuivi par la corporation et supporte seul l'indemnité.

En résumé ce sont des lois centralisatrices, inquisitoriales et par conséquent rétrogrades, auxquelles les patrons et les ouvriers français auraient la plus grande peine à se soumettre.

**§ 5. — Les Société d'assurances, quoique libres,
sont prospères en France.**

Les ouvriers français d'ailleurs commencent à se rendre compte de l'intérêt qu'ils ont à s'assurer contre les risques professionnels ; et l'on peut espérer que dans un avenir prochain, malgré la liberté qui leur est laissée, bien peu oseront rester exposés aux suites terribles des accidents qui les menacent quand ils ont à leur portée un moyen si facile de s'y soustraire. La prospérité des

Compagnies d'assurances contre les accidents, est une preuve irréfragable que notre espoir n'est pas une illusion. D'ailleurs, les patrons poussent leurs salariés dans cette voie ; la plupart s'assurent eux-mêmes contre la responsabilité qui leur incombe si l'accident leur est imputable, et, faisant de l'assurance pour leurs ouvriers une condition du contrat de louage de services ; ils souscrivent pour tous une police collective, dont la prime est payée au moyen de retenues opérées sur le salaire de chacun d'eux.

Les compagnies préfèrent ce système à celui de l'assurance individuelle parce qu'il simplifie leur comptabilité et la perception des primes, mais il a fait naître de graves difficultés juridiques, dont la discussion ne nous paraît pas rentrer dans le cadre que nous nous sommes tracé, mais que nous devons cependant, signaler en indiquant les solutions qui semblent prévaloir en jurisprudence.

**§ 6. — Quelques difficultés juridiques auxquelles
donne lieu le contrat d'assurance contre les accidents.**

Le patron souscrit une police collective au nom de ses ouvriers, et paie lui-même la prime, mais les sommes nécessaires pour ce paiement sont fournies par chacun des ouvriers au prorata de son salaire. Il semble donc que l'assuré soit l'ouvrier et que celui-ci ait contre l'assureur une action directe pour se faire payer l'indemnité à laquelle il a droit en cas d'accident. Les compagnies refusent cependant ce droit à l'ouvrier et déclarent ne connaître que le patron, le seul assuré, le

seul qui ait qualité pour leur réclamer une indemnité en justifiant qu'il a dû la payer à la suite d'un accident arrivé à l'un de ses ouvriers. Nous comprenons bien l'intérêt que les compagnies ont à faire prévaloir cette prétention car le règne n'est pas le même, selon que l'ouvrier travaille chez tel patron ou chez tel autre, encore que ces deux patrons exploitent la même industrie ; dès lors : « On conçoit facilement dit M. Sauzet, que la Compagnie veuille avoir pour assuré le patron, le directeur de telle usine pour l'ensemble de ses ouvriers, et non pas tel ouvrier de telle industrie quelle que soit l'usine où les hasards du travail les conduisent. » (1).

Et la Compagnie est dans son droit car elle n'exige ainsi rien d'illicite, rien de contraire à l'ordre public, elle peut donc insérer dans ses polices une clause par laquelle elle stipule que son seul créancier est le patron et qu'elle entend ne traiter qu'avec lui. Rien d'étonnant même à ce qu'elle émette cette prétention puisque dans le système des assurances collectives elle ne sait que le nombre approximatif des ouvriers assurés par le patron sans s'inquiéter de leur individualité propre.

En général et sauf quelques exceptions (2) la jurisprudence n'admet pas cette prétention des compagnies ; (3) elle décide que l'ouvrier est véritablement l'assuré et que par conséquent il a action directe contre la compagnie assureur pour obtenir d'elle l'indemnité à

(1) *Revue critique* 1886, page 370.

(2) Nîmes, 24 avril 1882. S. 83, II, page 202. — Paris, 4 avril 1884, S. 1884, II, 90.

(3) Trib. de Versailles, 19 janvier 1883. Sous Paris, 4 avril 1884. — Trib. de Carpentras sous Nîmes du 24 avril 1882. — Cass. 1^{er} juillet 1885, S. 85, I, 203. — Paris, 30 octobre 1885, S. 86, 2, 49, etc.....

laquelle il a droit. Pour la jurisprudence le patron en assurant ses ouvriers fait : ou bien une gestion d'affaires, ou bien une stipulation pour autrui, ou bien un quasi-contrat innomé, en tout cas, elle affirme que cette intervention du patron crée un lien de droit entre la compagnie et l'ouvrier et que celui-ci est créancier de celle-là. M. Labbé a réfuté tous ces systèmes dans plusieurs notes insérées dans le recueil de Sirey sous les décisions que nous avons rapportées, il pense que la théorie des compagnies d'assurances est fondée en droit et il appuie sa doctrine sur les arguments les plus décisifs.

Mais alors si l'ouvrier, est créancier du patron seul : « Quel est, dit M. Sauzet (1) le fait générateur de cette créance ? Quel en est l'objet ? Quelles voies de recours en résultent pour l'ouvrier contre la compagnie débitrice du patron, et du patron seul ?

Le fait qui donne naissance à cette créance c'est le contrat formé entre le patron et l'ouvrier au moment où celui-ci consent à subir une retenue sur son salaire en vue de bénéficier de la police d'assurance souscrite par le chef de l'établissement au profit de ses ouvriers. La dessus on est à peu près d'accord. Quant à l'objet de cette créance, est-ce l'indemnité promise par la compagnie ? Dans ce cas le patron doit cette somme quoi qu'il arrive. Ce n'est pas possible, dit M. Labbé, car le patron ne se fait pas assureur : il ne promet à l'ouvrier qu'une chose, de lui remettre ce qu'il recevra de la compagnie d'assurances. D'où cette conséquence que tout cas fortuit qui l'empêche de recevoir l'indemnité stipulée, le libère vis-à-vis de son ouvrier, et qu'il n'est

(1) *Rev. crit., loc. cit.*

responsable que s'il est en faute. Resterait à savoir s'il n'y a pas faute de sa part à contracter avec une compagnie qui devient insolvable.

La question se présente encore sous un autre aspect, l'ouvrier victime d'un accident peut, s'il a contracté une police collective d'assurance, avoir recours contre son patron en dommages-intérêts. Si ce dernier est en faute, il peut aussi exiger l'indemnité stipulée dans son contrat d'assurance. Mais peut-il cumuler ces dommages-intérêts et cette indemnité ? Peut-il, autrement dit, après avoir obtenu la somme à laquelle il avait droit d'après le montant de sa prime, se retourner contre le patron en faute et lui réclamer le paiement intégral des dommages-intérêts fixés par le tribunal d'après les éléments de la cause et sans tenir compte de l'indemnité déjà reçue ? Ce n'est guère admissible, et il paraît juste que cette indemnité soit considérée comme étant à valoir sur le total des dommages-intérêts.

Faut-il admettre en sens contraire que le fait par l'ouvrier de réclamer d'abord l'indemnité à lui due en vertu de l'assurance-accidents, constitue une preuve qu'il renonce à agir en dommages-intérêts, et même que conformément aux clauses de certaines polices, il est déchu par là même de son droit à intenter contre son patron une action en responsabilité ?

Faut-il admettre que l'ouvrier débouté de sa demande dans une instance en responsabilité ne peut plus agir en paiement de l'indemnité-accidents ? Les jurisconsultes discutent sur tous ces points, de la plus haute importance pour l'ouvrier assuré contre les risques professionnels, et ils ne paraissent pas sur le point de s'entendre. Il serait donc à souhaiter qu'une loi prépa-

rée et votée sans préoccupation politique, et basée sur les principes généraux de notre droit, vint définir le contrat d'assurance-accidents, et préciser les droits et les devoirs des diverses parties contractantes : assureur, patron et ouvrier. Le développement du bien-être et de la sécurité au sein des classes laborieuses, aussi bien que la prospérité des compagnies d'assurances, nous paraît intimement lié au vote d'une pareille loi.

Si l'on admet que l'ouvrier n'est créancier que du patron seul, quelles voies de recours a-t-il contre la compagnie d'assurances ? C'est la dernière question soulevée par M. Sauzet que nous avons suivi pas à pas en le résumant dans cette simple indication des diverses difficultés juridiques auxquelles donne lieu le contrat d'assurance-accidents.

L'ouvrier dans ce cas ne peut exercer que les droits de son patron, il ne peut donc agir qu'en vertu de l'article 1166 du Code civil après avoir établi sa créance contre le patron. Il n'est même pas certain qu'une fois sa créance établie, il puisse agir utilement contre la compagnie, car celle-ci pourra lui opposer toutes les exceptions qu'elle pourrait invoquer contre le patron lui-même, notamment la compensation pour les primes dues. C'est même là le principal intérêt de cette question si vivement débattue par la jurisprudence et par la doctrine : l'ouvrier, dont le patron a contracté au profit de ses employés une assurance collective a-t-il ou n'a-t-il pas une action directe contre la compagnie ? S'il a cette action, il n'aura point à s'occuper des rapports du patron avec l'assureur, il n'aura à subir ni les exceptions que celui-ci peut opposer au patron ni l'insolvabilité de ce dernier ; s'il ne l'a pas au contraire,

il ne pourra demander à l'assureur que ce que le patron pourrait lui demander lui-même, il courra les risques de l'insolvabilité de ce patron, il devra, en l'absence de textes qui lui constituent un privilège, malgré la qualité de sa créance et malgré l'ingénieuse et séduisante théorie de M. Labbé (1), dans laquelle il prétend que les autres créanciers du patron ne peuvent pas bénéficier du malheur de l'assuré victime d'un accident, il devra pensons-nous, subir le concours de ces créanciers, qui s'enrichiront à ses dépens.

Cette conséquence, si juridique qu'elle soit, est d'une rigueur extrême, et elle suffit à notre avis, pour que le législateur, dans la loi que nous attendons, écarte la théorie d'après laquelle l'ouvrier est créancier du patron seul et lui accorde une action directe contre l'assureur. Tout au moins devrait-il s'il acceptait cette théorie déclarer la créance de l'ouvrier privilégiée sur les sommes dues ou versées par la Compagnie au patron, pour cause d'accident arrivé à l'ouvrier. Mais le Parlement n'oubliera pas que cette loi doit avoir pour but de définir un contrat de droit civil, et non pas d'édicter des mesures de faveur au profit d'une catégorie de citoyens.

(1) Notes dans Sirey, 1886, II, 49.

CHAPITRE IX

DURÉE DU LOUAGE DE SERVICES. COMMENT IL PREND FIN.

§ 1. — Durée du louage de services.

L'article 1780 du code civil dispose : « On ne peut engager ses services qu'à temps, ou pour une entreprise déterminée. »

Les rédacteurs du code civil, ont cru devoir protéger la liberté individuelle des ouvriers et des gens de service par une disposition formelle de la loi ; ils ont craint sans doute que la Déclaration des droits de l'homme et le désir inné chez tous de demeurer libres, ne fussent pas suffisants pour les défendre contre les artifices des patrons qui ont le plus grand intérêt à se les attacher pour le plus longtemps possible. Un ouvrier ne peut donc pas s'engager à travailler pour tel patron à perpétuité, il ne peut même pas prendre un pareil engagement pour un temps déterminé si ce temps égale visiblement la durée de sa vie. Un tel contrat ne serait pas contraire à la lettre de l'article 1780, mais il en violerait l'esprit.

On admet en général que l'ouvrier pourrait s'engager à travailler pour un entrepreneur, un manufacturier

jusqu'à la mort de celui-ci, si le patron était plus âgé que l'ouvrier, parce qu'alors l'engagement n'est point perpétuel au regard de l'ouvrier, et que c'est le seul visé par les rédacteurs du code dans l'article qui nous occupe. (1) Il faut avouer d'ailleurs, que dans l'état actuel de notre société, le péril redouté par les législateurs de 1804 n'est plus à craindre. Ce qu'il faut désirer de nos jours ce n'est point tant le respect de la liberté individuelle, depuis longtemps hors d'atteinte, que la fidélité à remplir les engagements pris, une plus grande fixité avec les rapports de patron à ouvrier, et, pour celui-ci, un attachement plus vif et plus durable pour l'atelier qui le fait vivre, pour l'usine qui lui donnerait l'aisance s'il était plus persévérant et plus économe.

Si un contrat de louage de services au mépris de l'article 1780 était fait pour la durée de la vie de l'ouvrier, il serait absolument nul, comme ayant une cause illicite, et cette nullité pourrait être invoquée par le patron lui-même. (2)

Notre article permet à l'ouvrier d'engager ses services pour une entreprise déterminée, et par ces mots, il faut entendre, comme le fait observer M. Troplong, un travail déterminé non seulement quant à son objet mais aussi quant à son terme qui doit résulter, « sinon de la convention au moins de la nature des choses ». Ainsi un ouvrier loue ses services pour surveiller un

(1) Laurent XXV, n° 496. — Guillouard, II, n° 711. — Douai, 2 février 1850. S. 51. 2. 182.

(2) Duranton, XVII, n° 226. — Duvergier, II, n° 286. — Aubry, et Rau IV, § 372 texte et note. — Baudry La Cantinerie, III, n° 703. — Guillouard II, 712. — M. Troplong soutient éloquemment que l'ouvrier seul peut demander la nullité de ce contrat II, n° 856.

métier à tisser, pour chauffer un four à soude, ce n'est pas là l'ouvrage déterminé dont parle l'article 1780, sa durée n'est pas fixée. Au contraire, il s'engage à construire telle machine à exécuter telle commande d'étoffe etc... « Voilà un ouvrage déterminé, son terme se trouve dans l'étendue du travail ». (1)

Il est évident, que quand même l'ouvrage serait déterminé au sens de l'article 1780, le contrat par lequel un ouvrier s'engagerait à l'exécuter à raison de tant par journée de travail serait entaché de nullité, si cette entreprise devait occuper l'ouvrier pendant toute sa vie, par exemple s'il s'agissait d'extraire toutes les pierres d'une carrière considérable, ou la houille d'un filon assez étendu pour que ce travail puisse épuiser la vie d'une génération. On ne peut en effet, faire indirectement ce que la loi défend. Il en serait autrement si l'ouvrier était un véritable entrepreneur, parce qu'alors en s'aidant d'un nombre assez considérable d'ouvriers, de machines assez puissantes etc... il pourrait terminer ce travail en quelques années. D'ailleurs il ne s'agit plus d'un louage de services, mais d'une spéculation, d'une entreprise au sens ordinaire du mot. (2)

§ 2. — Comment prend fin le contrat de louage de services.

La durée du contrat de louage de services peut-être ou déterminée ou indéterminée.

I. — Si elle est déterminée par la nature du travail à faire, par l'usage des lieux, ou par la convention, le

(1) Troplong, II, *loc. cit.* p. 102 et 103.

(2) Troplong, *loc. cit.* — Guillouard, *loc. cit.*

contrat prend fin par l'arrivée du terme ainsi fixé. Il y a tacite reconduction si, d'un commun accord, l'ouvrier continue ses services.

Même dans le cas où la durée est déterminée, chacune des deux parties peut résilier le contrat. En effet, du contrat de louage de services résulte une obligation de faire, laquelle « comme toute obligation de faire, peut toujours être rompue par la volonté de l'une des parties contractantes, sauf le paiement des dommages-intérêts. » (1) Ainsi un mécanicien s'engage à réparer telle machine, un ouvrier entre dans une usine où il est d'usage de ne prendre ou congédier le personnel qu'au commencement de chaque semaine ou de chaque mois, un employé convient de prêter ses services pendant une ou plusieurs années, tous les trois peuvent cesser leur travail quand bon leur semble, et le patron de son côté peut les congédier quand il le veut, mais celui qui résiliera le contrat devra à l'autre des dommages-intérêts que le juge évaluera selon les circonstances. La Cour de Paris a cependant jugé, (2) qu'en cas de contrat réglant les conditions et la durée du service, le patron ne peut en faire cesser les effets que par une demande en justice. On en doit naturellement dire autant de l'ouvrier. Les parties contractantes pourraient convenir qu'en cas de résiliation, même lorsque la durée du louage de services est déterminée, aucune indemnité ne serait demandée. (3)

Ces dommages-intérêts ne seraient pas dus non plus, si la résiliation du contrat était imposée par la force

(1) Guillouard, *Ibidem*.

(2) Paris, 1^{er} février 1873. S. 73. 2. 87.

(3) Lyon, 6 février 1857. S. 57. 2. 560.

majeure : par exemple si l'ouvrier tombait malade, s'il était appelé au service militaire (mais comme il n'a droit à son salaire qu'autant qu'il travaille, il ne pourrait dans ce cas réclamer aucun paiement) ou bien si l'usine était détruite par un incendie, une inondation, si le patron était obligé de cesser son entreprise par suite de la guerre. Mais il faut dans ce cas, pour qu'aucune indemnité ne soit due, que l'usine soit complètement fermée ; si les opérations ne sont que restreintes, le contrat de louage de services pour un temps déterminé n'est pas résilié, et si le patron congédie un employé, il est tenu de lui payer les appointements convenus et le dédit stipulé, sauf au juge à en réduire le chiffre d'après les circonstances. (1)

De même le louage de services étant un contrat synallagmatique, peut-être rompu par l'une des deux parties sans indemnité, si l'autre n'exécutait pas ses engagements, par exemple, si le maître ne payait pas l'ouvrier si celui-ci refusait d'obéir au patron... etc. (2)

II. — Lorsque la durée du louage de services n'est pas déterminée, le patron et l'ouvrier peuvent rompre quand bon leur semble, et sans avoir à payer aucune indemnité, le contrat de louage de services (3).

Mais il ne peut en être ainsi qu'à la charge par celle des deux parties contractantes qui manifeste sa volonté de faire cesser le louage de services, d'observer les délais de congé fixés soit par l'usage, soit par les conditions expresses ou tacites de l'engagement (4).

(1) Nancy, 14 juillet 1871. S. 73. 2. 38.

(2) Guillouard, II, 728. — Aubry et Rau, IV, 372.

(3) Cass. 5 fév. 1872. S. 72. 1. 183. — Cass. 4 avril 1879. S. 80. 1. 35. — 2 mai 1881. S. 82. 1. 304. — 11 mai 1886. S. 86. 1. 146.

(4) Guillouard, II, 719. — Cass. 21 juillet 1873. S. 73. 1. 170. — Cass. 4 août 1879. S. 80. 1. 35.

« Ces délais sont précisément calculés sur le temps qui est nécessaire à l'employé pour retrouver une place, au patron pour retrouver un employé. » (1)

Ordinairement, pour les ouvriers à la journée, l'usage permet au manufacturier, à l'entrepreneur, de les congédier quand il leur plaît sans congé et sans indemnité; et réciproquement, ceux-ci peuvent demander leur compte et quitter le travail dans les mêmes conditions.

Dans certains ateliers, on affiche même, et cette clause est licite, un règlement portant que quel que soit le mode de paiement, les ouvriers de l'établissement ont le droit de faire établir leur compte à toute heure de la journée, et de s'en aller quand bon leur semble. Le patron peut évidemment, par réciprocité, les renvoyer à n'importe quelle heure de la journée, même sans être tenu d'en donner les motifs et de payer l'indemnité d'usage. (2)

De même la clause d'un règlement affiché dans un atelier et d'après laquelle les salaires des ouvriers doivent être réglés et payés à des époques déterminées, est licite et obligatoire.

Aussi un ouvrier qui quitterait volontairement dans le cours de la quinzaine un établissement où cette clause serait en vigueur, devrait attendre la fin de cette quinzaine pour toucher le salaire qui lui serait dû pour ses journées de travail. (3)

Si les délais de congé ne sont pas observés, la partie

(1) Guillaouard, II, 718.

(2) Cass., 11 mai 1886. D. 87. I. 30.

(3) Cass., 30 nov. 1852. D. 53. 1. 95. — 12 déc. 1853. D. 54. 1. 20. — 14 février 1866. D. 66. 1. 84. — 15 avril 1872. D. 72. 1. 170. — 7 août 1877. D. 78. 1. 384.

qui rompt le louage de services, doit indemniser l'autre du dommage qu'elle lui cause, (1) à moins toutefois que des circonstances exceptionnelles, tel qu'un vol commis par l'ouvrier, au préjudice du patron, ou les mauvais traitements exercés par celui-ci contre l'ouvrier, n'exigent le départ ou le renvoi immédiat de ce dernier. (2)

Tout en observant les délais d'usage, l'une des parties ne peut sans être passible de dommages-intérêts, rompre le contrat de louage de services par caprice, et dans l'intention de nuire, car alors cette partie est en faute aux termes de l'article 1382, C. civ. (3).

Les réglemens de quelques compagnies de chemins de fer portent que les employés du personnel fixe ne peuvent être congédiés qu'après un ou deux avertissements suivant le grade, sauf le cas de faute grave pouvant motiver un renvoi immédiat. Cette clause est valable, de telle sorte que la Compagnie ne peut congédier sans avertissement un employé auquel elle n'aurait à reprocher aucune faute grave (4). Aussi les tribunaux ont-ils mission, en cas de contestation, de s'assurer si le réglement a été respecté, et d'apprécier la gravité de la faute, et motivant le renvoi immédiat.

Mais il est certain que le tribunal, au cas où il jugerait le renvoi immérité, ne pourrait condamner la Compagnie à reprendre un employé congédié, car nous savons que le louage de services peut être résilié par la volonté des parties. « Mais, dit M. Guillouard, l'employé révo-

(1) Guillouard. II. 720.

(2) Alger, 4 juin 1877. S. 78. 2. 80.

(3) Alger, 26 janv. 1875. S. 75. 2. 244.

(4) Pau, 9 janv. 1878. S. 79. 2. 43. *Contra* : — Les pinasse. *Rev. crit.* 1879, page 85.

qué pour des motifs dont la futilité serait judiciairement constatée aura le droit d'obtenir des dommages-intérêts réparant le préjudice que ce renvoi immédiat lui cause » (1).

Il est un cas cependant où les dommages-intérêts accordés par le tribunal sont loin d'être en rapport avec le tort fait à l'employé par sa révocation, c'est celui où cet employé a subi une retenue sur ses appointements pour s'assurer une pension de retraite au bout d'un certain nombre d'années de services.

Si cet employé reçoit son congé, qu'il l'ait mérité ou non, a-t-il le droit de répéter les sommes par lui versées à la caisse de retraite et le tribunal doit-il, lorsqu'il décide que la Compagnie n'avait contre son employé aucun motif de renvoi, tenir compte de ces versements pour fixer les dommages-intérêts ?

Nous ne le pouvons pas. « En effet, écrit M. Glasson, on ne saurait contester la validité de la clause par laquelle une Compagnie de chemins de fer, stipule que les retenues opérées sur les appointements de ses employés au profit d'une caisse de retraite, ne donneront lieu à aucune répétition de la part de ceux qui cesseront de faire partie de ses cadres, avant l'ouverture de leurs droits à la retraite, quelle que soit la cause de la cessation de leurs services (2) ».

Il est intervenu entre la Compagnie et l'employé un contrat dont celui-ci, en acceptant ses fonctions, connaissait parfaitement les conditions ; et comme ces conditions ne sont point contraires à l'ordre public, elles sont licites, et doivent être la loi des parties.

(1) Guillouard, II, 726.

(2) *Le Code civil et la question ouvrière*, page 25.

Il est donc certain que tout employé qui ne réunit point les conditions d'âge et de temps de services fixées par les règlements, ou même qui, ayant atteint l'âge et le nombre d'années de services réglementaires, n'a point encore été admis par la Compagnie à faire valoir ses droits à une pension de retraite, ne peut, s'il est congédié, réclamer le montant des retenues par lui subies depuis son entrée au service de cette Compagnie (1).

Cette solution adoptée par la Cour de cassation dans plusieurs arrêts (2) n'est pas admise par tout le monde. Certains tribunaux même, influencés par les faits et par la situation des employés congédiés après de longues années de services et pour des motifs parfois peu concluants, ont jugé que ne pouvant plus se constituer de pension de retraite, l'employé devait au moins emporter les retenues qu'il avait subies sur son traitement parce qu'elles étaient sa propriété, et, qu'en congédiant ainsi les agents âgés, les compagnies pourraient facilement enrichir leur caisse de retraite au détriment des employés et sans faire aucun sacrifice. (3)

Il est certain que, pour conforme qu'elle soit aux principes rigoureux du Droit, la solution qui prévaut en jurisprudence paraît peu équitable. Aussi les publicistes et les hommes politiques qui s'occupent spécialement des questions ouvrières ont-ils depuis quelques années porté la question devant le Parlement et essayé de la faire trancher dans le sens favorable aux employés congédiés. La Chambre des députés a été saisie

(1) Cass. 26 nov. 1878. S. 79. 4. 379.

(2) Cass. 18 décembre 1872, S. 73. 1. 83. — 4 août 1879. S. 80. 1. 35.

(3) Trib. d'Avignon. 14 fév. 1865 S. 67. 2. 85. — Trib. de com. de Chambéry, 31 mai 1875. S. 76. 1. 320. — Trib. de Laon. 31 mars 77. D. 79. 1. 28.

de nombreuses propositions de lois sur ce sujet, (1) mais toutes ont le tort de ne s'appliquer qu'à une catégorie particulière de salariés, aux agents commissionnés des chemins de fer. Tous les ouvriers qui versent une partie de leur traitement à une caisse de retraite doivent être traités de même, et être autorisés par une loi de droit commun et non de privilège, à reprendre, en cas de révocation, les sommes par eux versées en vue d'une pension de retraite, ou bien être privés de cette faculté. C'est dans ce sens que la commission du Sénat nommée pour étudier le projet de loi voté par la Chambre, des députés a cru devoir se prononcer, et le paragraphe qu'elle propose d'ajouter à l'article 1780, civ., est applicable à tous les ouvriers ou employés en cas de résiliation de louage de services, lorsque le contrat est indéterminé quant à sa durée et qu'il y a eu des versements faits en vue d'une pension de retraite.

La commission décide que pour fixer les dommages-intérêts à accorder à l'ouvrier congédié de mauvaise foi ou à contre temps, le tribunal devra tenir compte des versements effectués dans le but de se constituer une pension de retraite. (2) La Chambre au contraire, ne s'est préoccupée que des employés des chemins de fer qui participent aux caisses de retraite et de secours, et elle décide, qu'en cas de résiliation du contrat de louage de services, l'ouvrier aurait le droit de répéter les som-

(1) Voir un discours de M. le sénateur Cuvinot, dans le *journal officiel* du 21 mai 1887. *Doc. parl.* Sénat page 576. col., qui fait l'historique de cette question devant les chambres.

(2) Ce projet a été voté tout récemment par le Sénat en première lecture.

mes versées à une caisse de retraite, et que toute convention contraire sera nulle.

Cette doctrine s'appuie sur des considérations d'équité assez puissantes, mais elle méconnaît le principe de la liberté des conventions et de l'égalité devant la loi, aussi lui préférons-nous le système de la jurisprudence malgré ses conséquences parfois trop rigoureuses ; il est plus juridique et plus respectueux de la liberté individuelle.

Enfin, le louage de services finit encore par la mort de l'ouvrier, car c'est en vue de ses qualités personnelles que le contrat avait été conclu.

La mort du patron au contraire n'y met pas fin parce que l'entreprise est continuée par les héritiers du maître et que c'est uniquement en vue du travail à faire que l'ouvrier a loué ses services.

Il est évident que si la mort de l'entrepreneur entraînait la fermeture de l'usine, le contrat de louage de services finirait immédiatement sans que l'ouvrier put réclamer de dommages-intérêts.

CONCLUSION.

L'homme qui travaille, qui n'a que ses bras pour subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille souffre toujours et porte envie aux heureux de ce monde qui n'ont eu qu'à naître pour se trouver dans l'abondance, au milieu d'une vie de luxe et de plaisirs, à ceux même que la fortune a récompensés de leurs efforts, et qui vivent grâce à leur travail, à leur économie, à leur prévoyance, à l'abri du chômage et des privations. Il en était ainsi aux temps les plus reculés de l'histoire, et rien n'est changé à cet égard : l'homme qui travaille est toujours un homme de peine. Mais il y a dans la peine et dans la souffrance des degrés comme dans le bien-être et la richesse. Dans ces limites que de progrès accomplis depuis le jour où nous avons trouvé l'ouvrier soumis au dur régime des corporations, menant près de son maître une vie monotone et sans horizon, ignorant et grossier, mal nourri, mal vêtu, ne comptant pour rien dans les préoccupations d'un gouvernement qui l'ignorait. Déjà les manufactures lui avaient donné un salaire plus élevé et une certaine indépendance ; elles avaient élargi sa vie, son champ d'action, élevé quelque peu ses pensées tout en le laissant dans la même ignorance la même grossièreté, le même éloignement des pouvoirs

qui ne le considéraient que comme un instrument de production.

La Révolution proclama la liberté du travail, l'égalité devant la loi civile et la nécessité de l'instruction pour tous : les ouvriers devenaient des hommes, des citoyens, c'était une transformation complète. Mais sous la Révolution, comme sous l'Empire, comme sous la Restauration, ils ne prenaient encore aucune part à l'élection du Parlement qui, composé d'un grand nombre d'industriels, les négligeaient, les suspectaient et les soumettaient à une législation d'exception.

Sous le gouvernement de Louis-Philippe les ouvriers plus instruits, plus conscients de la force que leur donne le nombre, élèvent la voix pour se plaindre et réclamer une part dans les préoccupations du gouvernement et la législation de droit commun. Leurs plaintes furent entendues du pouvoir et des écrivains, et la situation des classes laborieuses qu'on avait peinte sous les couleurs les plus sombres tint désormais une large place dans les délibérations des pouvoirs publics : il y eut cependant beaucoup plus de projets présentés et discutés que de réformes accomplies.

Avec la Révolution de 48, les ouvriers devinrent les maîtres et voulurent appliquer les théories sociales qu'ils avaient conçues et prêchées sous le gouvernement de juillet. Ils échouèrent dans leur expérience parce que ces théories n'étaient ni assez étudiées, ni assez pratiques, mais ils gardèrent au moins de leur passage au pouvoir une conquête qui leur assure désormais une influence considérable dans la direction des affaires : le suffrage universel. Leur salaire s'augmente, leur instruction se développe, les institutions d'épargne et de

prévoyance deviennent prospères, le niveau moral des ouvriers s'élève et l'Empire, si autoritaire qu'il soit, est obligé de compter avec les classes ouvrières qu'il cherche d'ailleurs à se rendre favorables par ses mesures de charité et de patronage, oubliant que ce qu'ils veulent surtout, c'est la liberté.

La République de 1870 a effacé de nos lois les derniers vestiges de la législation qui faisait des ouvriers une classe à part; il n'y a plus ni dans le Code civil, ni dans le Code pénal une seule disposition particulière aux classes laborieuses, sinon peut-être la loi sur les syndicats professionnels qui leur accorde la liberté d'association encore incomplète pour le reste des citoyens.

Il n'y a plus entre les ouvriers de l'industrie et les autres français d'autre inégalité que celle du travail et des fortunes. Sont-ils malgré cela plus heureux aujourd'hui que n'étaient autrefois les compagnons et les ouvriers des manufactures royales? Le bonheur est tout relatif et tel est content d'une vie qu'un autre trouverait bien misérable. Ils seraient bien étonnés ces pauvres héres que nous avons vus courbés sur leur métier 18 heures, par jour pour ne gagner qu'une maigre pitance et de grossiers vêtements, s'ils entendaient les plaintes de nos ouvriers modernes, mieux nourris, mieux vêtus, mieux logés, quand ils veulent être prévoyants et économes, que les bourgeois et beaucoup de hobereaux du temps passé.

Et pourtant si nous trouvons exagérées ou déraisonnables beaucoup des plaintes formulées par les prolétaires contre la société actuelle, quelques-unes sont fondées et méritent d'attirer l'attention des pouvoirs

publics. Que conclure de là, sinon que les situations nouvelles créent de nouveaux besoins et que l'homme va de désir en désir, sans être jamais satisfait. Les ouvriers le seront-ils quelque jour ? L'avenir est impénétrable et si nous avons foi dans le progrès indéfini nous croyons aussi aux lois physiques et morales, nous croyons que les hommes seront toujours inégaux en force, en courage, en intelligence, nous croyons par conséquent qu'il y aura toujours des riches et des pauvres, des heureux et des malheureux : donner à tous la plus grande somme possible de bien-être, de liberté, d'instruction, de moralité, diminuer le nombre de ceux qui souffrent, alléger les souffrances de ceux qu'on ne peut guérir, voilà, sans viser à l'égalité des fortunes et au bonheur parfait pour tous, l'idéal que devront poursuivre et réaliser les siècles futurs, et, c'est dans ces limites, que nous renfermons le progrès à attendre du temps et de la civilisation.

POSITIONS

DROIT ROMAIN

Positions prises en dehors de la thèse.

I. — Les affranchissements faits par le maître *in fraudem creditorum* n'étaient pas nuls quand le préjudice causé par ces affranchissements ne tombait, en fait, que sur des créanciers postérieurs à ceux que le maître avait eu l'intention de tromper.

II. — Quand l'obligation principale était à terme, la peine devenait exigible, sans mise en demeure, par le fait même de l'arrivée du terme avant l'exécution de l'obligation.

III. — Une obligation contractée *sub pœna* ne devient pas, par cela même indivisible.

IV. — La chose vendue, (corps certain) est aux risques de l'acheteur, si elle périt par cas fortuit, à moins que, la vente étant conditionnelle, cette chose ne périsse entièrement avant l'arrivée de la condition.

Positions prises dans la thèse.

I. — Dans le louage d'ouvrage, la *merces* doit être une somme d'argent.

II. — Dans le louage d'ouvrage le service ne peut porter sur un fait juridique.

III. — Le *locator operarum*, et même le *conductor operis* peuvent exiger la *merces* lorsqu'ils n'ont pas fourni le travail promis, mais qu'ils n'ont aucune faute à se reprocher.

IV. — Quand, dans la *locatio operis*, le travail a été entrepris *aversione*, les risques sont pour l'ouvrier tant que le travail achevé n'a pas été approuvé par le maître, à moins que l'ouvrier n'ait mis celui-ci en demeure de l'approuver ou ne prouve le cas fortuit ou la force majeure.

DROIT FRANÇAIS

Positions prises dans la thèse.

I. — La femme mariée a besoin, pour louer ses services, de l'autorisation de son mari, et la justice ne peut suppléer à cette autorisation.

II. — Le mari, en abandonnant sa femme, lui donne l'autorisation tacite de louer ses services, pour subvenir à ses besoins.

III. — L'action directe accordée par l'article 1798 Code civil aux ouvriers ayant exécuté tels travaux, contre celui pour le compte duquel ces travaux ont été faits n'est pas un privilège.

IV. — L'action de l'article 1798 Code civil n'est accordée qu'aux ouvriers, qui ont travaillé manuellement, sans idée de spéculation ; les sous-entrepreneurs, les commis aux écritures n'ont pas cette action.

V. — Le salaire des ouvriers est saisissable en totalité.

VI. — La responsabilité du patron en matière d'accidents professionnels n'est point délictuelle, mais contractuelle.

VII. — L'ouvrier blessé n'a, pour obtenir des dommages et intérêts, qu'à prouver que l'accident est survenu pendant son

travail. Au patron de prouver que l'accident est dû à la faute de l'ouvrier ou au cas fortuit.

Positions prises en dehors de la thèse.

I. — Si un bâtiment, propre à l'un des époux vient à être incendié, l'indemnité due, par la Cie à laquelle l'immeuble était assuré ne tombe pas dans la communauté.

II. — La femme peut-être autorisée par son mari non seulement à donner mais *même à vendre* ses bien dotaux pour l'établissement de ses enfants nés d'un mariage antérieur ou du mariage actuel.

III. — En cas d'expropriation forcée, l'adjudicataire de l'immeuble exproprié a droit à la garantie comme l'acheteur dans une vente ordinaire : le garant est le saisi.

IV. — Le donateur peut forcer le donataire par les voies de droit à exécuter les charges de la donation sans que le donataire puisse s'y soustraire en renonçant à la donation. Le donateur, dans ce cas a, sur l'immeuble donné, le privilège du vendeur.

DROIT COMMERCIAL

I. — En cas de faillite du tireur, le porteur d'une lettre de change même non acceptée n'aura pas à subir, sur la provision le concours des créanciers du tireur : il est propriétaire de cette provision.

II. — Le jugement déclaratif de la faillite emporte dessaisissement pour le failli de l'administration de ces biens, et ce dessaisissement frappe même ses biens insaisissables, sauf les rentes sur l'État,

PROCÉDURE

I. — L'ordonnance du président du Tribunal de première instance autorisant le demandeur à assigner le défendeur à bref délai, n'est susceptible ni d'opposition, ni d'appel.

II. — Les règles du jugement par défaut profit joint ne peuvent jamais s'appliquer au jugement par défaut faute de conclure.

VU :

Par le Président de la Thèse,

A. BOISTEL

Vu :

Par le Doyen,

COLMET DE SANTERRE.

Vu et permis d'imprimer,

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

DROIT ROMAIN

DU TRAVAIL SALARIÉ A ROME

	pages
INTRODUCTION.	1
CHAPITRE PREMIER. — Nature des relations entre le maître et l'ouvrier.	11
§ 1. — Du louage d'ouvrage.	12
§ 2. — Contrats innomés.	20
§ 3. — Contrat non formé.	28
CHAPITRE II. — Des actions entre maîtres et ouvriers. . .	31
§ 1. — Actions <i>locati et conducti</i>	31
§ 2. — Action <i>præscriptis verbis</i>	36
§ 3. — <i>Persecutio extra ordinem</i>	39
CHAPITRE III. — Obligations des parties.	41
§ 1. — Obligations du <i>locator operis</i> et du <i>conductor operarum</i>	42
§ 2. — Obligations du <i>conductor operis</i> ou du <i>locator operarum</i>	44
CHAPITRE IV. — Des risques.	50
CHAPITRE V. — Fin du contrat.	61

DROIT FRANÇAIS

DES OUVRIERS DES USINES ET DES MANUFACTURES AU
POINT DE VUE JURIDIQUE ET ÉCONOMIQUE

	Pages
INTRODUCTION	1

PREMIÈRE PARTIE

HISTOIRE DES OUVRIERS EN FRANCE, ET EN PARTICULIER DES
OUVRIERS DE LA GRANDE INDUSTRIE, C'EST-A-DIRE DES
USINES ET DES MANUFACTURESCHAPITRE PREMIER. — **L'Industrie et les ouvriers sous la
royauté.**

§ 1. — Les ouvriers aux premiers siècles de notre histoire	9
§ 2. — Création des manufactures	11
§ 3. — Les ouvriers de l'Industrie sous Colbert. — Nais- sance de la grande industrie	14
§ 4. — Les ouvriers au XVIII ^e siècle. — Les Économistes commencent à s'occuper d'eux. — Réformes de Turgot	20
§ 5. — Progrès réalisés au point de vue matériel et moral, dans la situation des classes ouvrières sous l'an- cienne monarchie	24

CHAPITRE II. — **L'industrie et les ouvriers de 1789 à 1830.****I. — RÉVOLUTION.**

§ 1. — La question du travail reste au second plan pen- dant la Révolution	28
§ 2. — Suppression des maîtrises et des jurandes. — Ses effets sur la classe ouvrière	30
§ 3. — Loi chapelier contre les coalitions de patrons et d'ouvriers	34
§ 4. — Quelques autres lois de la Révolution sur le travail	36
§ 5. — Coup d'œil sur les réformes de la Révolution dans la législation du travail	38

II. — CONSULAT ET EMPIRE.

	Pages
§ 1. — Reprise du travail. — Elévation des salaires. . . .	39
§ 2. — Législation ouvrière du Consulat et de l'Empire. — Elle favorise les patrons au détriment des ouvriers.	42

III. — RESTAURATION.

§ 1. — Prospérité de l'industrie. — Développements qu'elle prend grâce à l'introduction de la vapeur dans les établissements industriels	46
§ 2. — Situation faite à l'ouvrier par le développement de la machine à vapeur	47
§ 3. — Les machines et la lutte entre le capital et le travail.	50
§ 4. — La Restauration a peu fait pour les ouvriers. . . .	51

**CHAPITRE III. — Les ouvriers sous le gouvernement de
juillet. La République de 1848, l'Empire, et la Répu-
blique du 4 septembre 1870.**

1. — GOUVERNEMENT DE JUILLET.

§ 1. — Mesures qu'il est forcé de prendre en faveur des classes ouvrières	54
§ 2. — Etat de l'Industrie pendant le règne de Louis- Philippe.	56
§ 3. — Développement du bien-être dans les classes labo- rieuses	59
§ 4. — Institutions d'épargne et de bienfaisance.	61
§ 5. — Lois relatives à l'instruction et au travail des en- fants dans les manufactures.	63
§ 6. — Malgré le tableau qu'en font les publicistes de l'épo- que, la situation des ouvriers s'est améliorée pen- dant le règne de Louis-Philippe	66

II. — RÉPUBLIQUE DE 1848

§ 1. — La classe ouvrière au pouvoir. — Les ateliers na- tionaux. — Le Droit à l'assistance et au travail .	69
§ 2. — Du droit d'association.	74
§ 3. — Projets et lois de la Constituante, relatifs aux classes laborieuses	78
§ 4. — L'Assemblée législative réagit contre les tendances socialistes de la Constituante. — Sa législation du travail.	80

III. — EMPIRE.

	Pages
§ 1. — L'Empereur cherche à s'attacher les ouvriers tout en les maintenant sous sa dépendance. — Suppression des Sociétés ouvrières.	85
§ 2. — Efforts inutiles des ouvriers pour obtenir le droit d'association	87
§ 3. — Législation impériale en matière d'épargne et de bienfaisance.	89
§ 4. — Lois sur le livret, les coalitions, les conseils de prud'hommes, etc.	93
§ 5. — L'enseignement public sous l'empire	96
§ 6. — Prospérité de l'industrie à la suite des traités de commerce de 1860. — Augmentation des salaires et du bien-être des ouvriers	99

IV. — RÉPUBLIQUE DE 1870.

§ 1. — Assemblée nationale. — Elle vote peu de lois relatives au travail. — Lois sur le travail des enfants, des filles mineures dans les usines. — Sur les sociétés de secours mutuels, etc.	102
§ 2. — Législation de la République sur les caisses d'épargne. — Création de la caisse d'épargne postale. — Caisse de retraite et d'assurances en cas de décès et d'accidents. Assistance publique	106
§ 3. — Droit de coalition. — Liberté d'association. — Conseils de prud'hommes.	110
§ 4. — Instruction publique	112
§ 5. — Coup d'œil d'ensemble sur la situation matérielle des ouvriers à notre époque.	115

DEUXIÈME PARTIE

DU CONTRAT DE LOUAGE DE SERVICES ENTRE PATRONS
ET OUVRIERS AU POINT DE VUE JURIDIQUE ET ÉCONOMIQUE

CHAPITRE PREMIER. — Pourquoi le code civil est muet sur le louage de services. — Qu'est-ce que le louage de services.	119
---	-----

TABLE DES MATIÈRES

393

	Pages
§ 1. — Pourquoi le code civil est muet sur le louage de services.	119
§ 2. — Qu'est-ce que le louage de services.	127

CHAPITRE II. — Conditions de validité du louage de services.

§ 1. — Du consentement	139
§ 2. — De la capacité	140
<i>Mineurs</i>	140
Explication de la loi du 19 mai 1874.	142
Quelques critiques adressées à la loi de 1874.	150
<i>Mineurs émancipés</i>	156
<i>Femmes mariées</i>	156
§ 3. — De l'objet du contrat de louage de services	163

CHAPITRE III. — Du prix, ou plus exactement du salaire.

§ 1. — Nécessité du prix pour la validité du contrat de louage de services. — Comment s'appelle ordinairement ce prix. — Comment il se fixe. — S'il doit être en rapport avec la valeur du travail.	167
§ 2. — Le prix du salaire doit consister en argent. — Un complément de salaire peut-être donné en nature.	169
§ 3. — Le salaire n'est pas fixé arbitrairement par le patron. — Principales règles qui président à la fixation du salaire	171
<i>Salaire normal</i>	172
<i>Salaire courant</i>	176
I. — De la coutume	179
II. — Des institutions politiques. — Des séries de prix.	182
III. — Influence de la législation sur la détermination du salaire courant.	183
IV. — Du livret.	185
V. — Suppression de l'article 1781 du code civil	187
VI. — Des syndicats professionnels.	192
VII. — Des coalitions et des grèves.	199
VIII. — Limitation de la durée des heures de travail pour les adultes.	212
IX. — Travail des femmes dans les usines et manufactures.	216

	Pages
CHAPITRE IV. — Nécessité du salariat. — Formes diverses qu'il peut prendre.	223
§ 1. — Travail à la tâche.	230
§ 2. — Marchandage.	235
§ 3. — Travail à forfait par une association d'ouvriers . .	242
§ 4. — Primes accordées au travail.	245
§ 5. — Majoration des salaires.	249
§ 6. — De la participation aux bénéfices.	252
CHAPITRE V. — Protection accordée par la loi au salaire de l'ouvrier	271
§ 1. — Faveurs accordées par la loi à l'ouvrier pour se faire payer son salaire	272
§ 2. — Action directe des ouvriers.	279
Causes qui paralysent l'action directe de l'article 1798. .	291
Droit de rétention.	295
§ 3. — La loi protège-t-elle le salaire de l'ouvrier contre ses créanciers.	296
§ 4. — Des règlements d'atelier.	300
Du truck system	303
CHAPITRE VI. — De la protection accordée par la loi aux ouvriers victimes d'accidents pendant leur travail et à la suite de leur travail	308
§ 1. — Jurisprudence française en matière d'accidents industriels.	310
§ 2. — La responsabilité du patron résulte non des articles 1382, 1383, 1384 du code civil et 318-320 du code pénal, mais du contrat de louages de services et par conséquent la preuve incombe non à l'ouvrier mais au patron.	315
§ 3. — Étendue de la responsabilité du patron.	328
CHAPITRE VII. — Réponse à quelques reproches faits à la théorie de la responsabilité contractuelle du patron. .	334
§ 1. — Il est très important pour l'ouvrier d'être déchargé du fardeau de la preuve	335
§ 2. — Le patron ne pourrait par la convention, modifier les responsabilités résultant du contrat de louage de services.	337

TABLE DES MATIÈRES

395

Pages

§ 3. — Quand même le patron serait responsable de tout accident arrivé à un ouvrier pendant le travail, tous les procès ne seraient pas supprimés	340
§ 4. — La preuve, mise à la charge du patron abrège la durée des procès	344
§ 5. — L'ouvrier des usines, en demeurant responsable des cas fortuits et de la force majeure n'est pas autrement traité que tout autre ouvrier	345

CHAPITRE VIII. — Assurances contre les accidents professionnels.

350

§ 1. — Définition du contrat d'assurances. — Différents systèmes	350
§ 2. — L'État doit-il se faire assurer	353
§ 3. — De l'assurance obligatoire	356
§ 4. — Des assurances contre les accidents en Allemagne	359
§ 5. — Les sociétés d'assurances quoique libres, sont pères en France	363
§ 6. — Quelques difficultés juridiques auxquelles donne lieu le contrat d'assurances contre les accidents..	364

CHAPITRE IX. — Durée du Louage de services, comment il prend fin.

370

§ 1. — Durée du louage de services	370
§ 2. — Comment prend fin le contrat de louage de services.	372

CONCLUSION.

381

POSITIONS.

385

Imp. G. Saint-Aubin et Thevenot Saint-Dizier, (Hte-Marne). 30, passage Verdeau, Paris
